
FUSTEL DE COULANGES

FUSTEL de Coulanges est né à Paris, il y a cent ans, le 18 mars 1830 ; il est mort à Massy le 12 septembre 1889, dans le cours de sa soixantième année. Voilà donc quarante années que nous avons cessé de le voir et de l'entendre. Beaucoup qui l'ont connu ont disparu ; et ceux de ses auditeurs ou de ses élèves qui restent encore, songent à l'instant où ils s'en iront à leur tour. Déjà s'estompent dans leur mémoire les détails des heures et des lieux où il leur fut donné de le rencontrer, de s'asseoir près de lui, de marcher à son côté : et le grand cabinet de la rue de Tournon, toujours plein de livres et de brochures, où, le dimanche matin, assis à la table qu'éclairait la fenêtre, il dressait la tête pour accueillir d'un sourire l'entrée rapide de son fils, épanoui de jeunesse sous son aigrette de Saint-Cyrien ; et le bureau directorial de l'École normale supérieure, où il revoyait, inquiet et pensif, les devoirs des élèves de troisième année ; et, boulevard Saint-Michel, les abords de la gare de Médicis, qui, chaque veille de fête, l'appelaient vers son petit et charmant domaine de Massy, les bras chargés de livres, heureux à l'espoir d'une journée de repos où rien n'interromprait son travail ; et plus tard, pas beaucoup plus, l'allée des Dunes à Arcachon, où lentement, comme pour retarder les séparations prochaines, il s'entretenait avec ceux qui venaient lui dire, dissimulant la crainte que ce fût la dernière fois, leur affection de disciples et la résolution de lui demeurer fidèles.

Certes, l'œuvre est admirable, et point trop incomplète. Mais elle durera toujours, tandis que Fustel de Coulanges nous

a quittés en la maturité de sa vie, nous laissant incertains au milieu de notre route, emportés par les hasards loin des journées où nous avions vécu de ses leçons et sur son exemple. Nous avions et nous avons ses livres : l'homme nous a toujours manqué, et, à quarante ans de distance, il nous manque comme au jour de son départ. Car nous l'aimions autant que nous admirions son ouvrage. Les traits de sa physionomie, les gestes de sa main, les paroles de sa voix accompagnaient nos pensées et revivent toujours en nous à la lecture de ses pages. Et le jour où aura fini la tâche humaine de tous ceux qui se souviennent de lui, ce sera pour Fustel de Coulanges une autre étape dans le recul vers le passé.

Le prestige de Fustel de Coulanges tenait à sa valeur d'homme plus encore qu'à sa gloire d'historien. Dès son entrée dans le monde du travail, sa personne inspira le respect et força la confiance. J'ai connu quelques-uns de ses élèves du lycée d'Amiens, les premiers d'entre la jeunesse de France qui l'eussent entendu parler d'histoire, lorsqu'il débutait dans l'enseignement, à peine âgé de vingt-cinq ans; j'ai lu des lettres de ses condisciples à l'École normale, écrites lorsque déjà son renom pouvait exciter la jalousie; j'ai vu, à l'amphithéâtre de la vieille Sorbonne, des hommes, des femmes de tout âge et de toute condition, la plume à la main, ne perdant aucune de ses paroles, qui, dans le silence émouvant de la salle, leur semblaient tomber de sa bouche comme les oracles d'un maître. Ni ces enfants d'Amiens par leurs rires, ni ces camarades par leur envie, ni ces auditeurs par leur indifférence, n'ont troublé le respect qui rayonnait autour de lui.

Fustel de Coulanges put s'imposer ainsi à tous ceux qui l'approchèrent. Les partis politiques eux-mêmes ont reculé devant lui. Dans les derniers jours du second Empire, le gouvernement de Napoléon III l'accepta pour donner des leçons d'histoire à la Cour; et l'un des derniers gestes de l'impératrice Eugénie, avant de partir de la France vers la terre d'exil, fut pour remercier celui qui avait été son maître. Et sept ans plus tard, Gambetta mettait tout en œuvre pour installer Fustel de Coulanges dans une chaire de la Sorbonne. C'était assurément l'historien que l'un et l'autre entendaient récompenser. Mais ils ne l'eussent point fait avec cette délicatesse ou cette constance, si, à travers d'excellentes leçons d'histoire,

ils n'avaient aperçu les vertus morales d'une âme d'élite.

En toute circonstance, dans les discours d'apparat des solennités officielles comme dans les billets écrits à ses intimes, on sentait la sincérité, la conscience, la conviction. Il y avait une noble et ferme franchise même dans le ton de sa voix nette et incisive, et même dans son écriture haute, droite et décidée. Jamais homme, à ma connaissance, ne m'a paru plus éloigné du mensonge, plus âprement attaché à la vérité. Il aimait à répéter le mot de « virginité » de l'histoire comme le principal des devoirs qui s'imposaient à cette science : mais, en réalité, c'était son intelligence, en toutes ses manières d'action, qui méritait l'éloge de ce mot, étant demeurée libre de compromis avec l'erreur ou le subterfuge. Ses recherches d'historien furent vraiment une lutte pour savoir la vérité sur les âges disparus ; et encore à la veille de sa mort, qu'il sentait si proche, il soutenait ce combat, qui pourtant, depuis trente-cinq ans, avait usé peu à peu toutes les forces de son corps. Parfois, il était prêt à désespérer. Un jour, à l'École normale, il interrompit brusquement sa leçon, une discussion de textes, s'il m'en souvient bien ; et, baissant la tête, l'appuyant sur ses deux mains, il resta quelque temps immobile et silencieux ; et les élèves se taisaient comme lui. Puis, se relevant, il ne dit d'abord que ce mot : « Comme l'histoire est difficile ! » Et ensuite, il reprit sa leçon, la bataille sur les textes.

A cette énergie de l'intelligence s'alliait une rare simplicité d'âme. Pas une seule fois il ne se laissa surprendre par un sentiment d'orgueil ou de vanité. Au cours de ses leçons publiques, les applaudissements le faisaient vraiment souffrir. On m'a répété un mot qu'il aurait dit un jour à ses auditeurs : « Applaudissez la vérité, et non pas celui qui parle. » Il a écrit, et je crois plus d'une fois : « Ceux qui viendront après moi, feront mieux que moi. » On eût dit qu'il ne voulait être qu'un chaînon, si solide fût-il, dans la longue chaîne des chercheurs de vérité. Ceux qui n'ont été que ses auditeurs ne peuvent se rendre compte de l'exquise bonté de sa science. Il confiait à ceux de ses élèves qu'il aimait, même les plus jeunes, ses projets d'avenir ou les angoisses de son travail ; et il écoutait leurs desseins maladroits ou leurs ambitions prématurées avec la même attention que s'il avait lui-même quelque chose à apprendre ou à recevoir d'eux. Lui qu'on s'imaginait enfermé

dans le passé avec une rage de solitude, se détachait sans cesse de lui-même pour vivre de la vie des autres, famille ou disciples.

Regardez tous les historiens du siècle passé : vous ne trouverez aucune figure semblable, si ingénue, si pure et pourtant si vigoureuse, si constante dans la trame de sa vie : Guizot, Michelet, Augustin Thierry lui-même ont eu leurs heures d'ambition ou de mondanité, et Thierry, celui que l'on rapprochera le plus volontiers de Fustel de Coulanges, s'inquiétait surtout de politique à l'âge où notre maître, aussitôt sorti des Écoles, enseignait l'histoire véritable aux enfants d'un lycée de province. Et d'avoir formé un tel homme, si complètement, si absolument professeur et savant, c'est une des principales gloires de l'Université de France.

Quand je me rappelle cette supériorité morale de Fustel de Coulanges, je n'aperçois qu'un nom à mettre au niveau du sien, et il me faut le prendre deux siècles en arrière, dans ce milieu de savants chrétiens que produisit le jansénisme, c'est celui de Le Nain de Tillemont. Lui aussi, Tillemont, fut un miracle de simplicité, de pureté, de volonté, de franchise; lui aussi, enveloppa sa tâche d'historien de toutes les qualités de son âme; et comme, par certains détails, ils se ressemblent l'un à l'autre! Fustel de Coulanges ne voulait rien croire, sur l'Antiquité, de ce qui n'était pas dans les textes; et Le Nain de Tillemont, lorsqu'il ajoutait à un texte une expression qui venait de lui, l'imprimait entre crochets, pour que le lecteur distinguât aussitôt la vérité et l'hypothèse. Il mérita bien, celui-ci, d'être appelé le saint de l'histoire. Mais Fustel de Coulanges, lui aussi, est digne de ce nom.

FUSTEL ET SES PRÉDÉCESSEURS

L'enfance et l'adolescence de Fustel de Coulanges se placent entre l'année 1830, où il naquit, et l'année 1850, où il entra à l'École normale supérieure. En aucune période des temps contemporains, la France ne fit une plus large place à l'histoire et aux historiens, et l'on est tenté d'expliquer par ce fait la vocation et la décision intellectuelle de Fustel de Coulanges, qui, toute sa vie durant, ne voulut vivre qu'en historien. La Révolution de 1830 avait été acclamée, par les

écrivains qui portaient ce titre d'historien, comme la conclusion providentielle des destinées de la France : Thiers, Guizot, Thierry, avaient aidé à la faire par leurs livres ou leurs pamphlets ; le gouvernement de Juillet les conduisit aux honneurs ou à la gloire, et ce furent eux qui lui donnèrent son mot d'ordre et comme sa valeur symbolique, l'union des deux forces qui avaient fait la France, la royauté et le Tiers-État. Moins de vingt ans après, en 1848, la formule de la vie publique avait changé : mais c'est encore un historien, Michelet, qui la proclama, qui crut fixer le sens de la révolution nouvelle, en y voyant l'œuvre et l'avènement du peuple, conviant à la liberté la France et le monde.

Je n'ai cependant pas l'impression que ce renom ou cette agitation des historiens de Juillet ait entraîné le jeune Fustel de Coulanges à les imiter, à les suivre dans leur carrière. Aussi loin que l'on remonte dans ses écrits, on observe qu'il ne se servira jamais de l'histoire pour préparer ou justifier une révolution ; il saura toujours arrêter la science qui lui est chère dès qu'elle lui paraîtra confiner à la politique ; il veut qu'elle vive par elle-même et pour elle-même, désintéressée et recueillie, je ne dis pas solitaire et égoïste. Entre ses œuvres et les œuvres des deux générations qui l'ont précédé, celle de Thierry et celle de Michelet, le contraste est absolu.

Pourtant, il faut rappeler, à propos de Fustel de Coulanges, les noms de ses précurseurs, dont après tout, dans ses heures de lycée, il a eu les livres entre les mains. Car ces livres ont bien pu éveiller en lui le sentiment qu'il était, lui aussi, un historien. Mais on peut imaginer aussi que ce sentiment prit de bonne heure un tour inattendu et que, s'il voulut écrire de l'histoire, ce ne fut point pour copier, continuer ou imiter les maîtres du jour, ce fut pour les réfuter ou les combattre. J'ai sous les yeux un livre de Michelet qui lui a appartenu ; mais Fustel de Coulanges ne l'a jamais adopté dans ses recherches sur le peuple, et la fréquentation du Moyen Âge et de l'Antiquité l'a surtout attiré vers l'étude des aristocraties et les faits de l'élite. Il connaissait à fond les leçons de Guizot sur la civilisation en France ou en Europe, dont les libraires publiaient assez souvent des éditions nouvelles ; mais Guizot avait, après Montesquieu, célébré l'origine germanique des institutions libérales, et Fustel de Coulanges se refusait à voir

dans les Germains de l'origine autre chose que des tribus de Barbares attirés vers l'éclat de l'Empire romain comme des oiseaux de nuit vers la lumière. Et pour se rendre compte de l'effet qu'ont produit en lui les livres d'Augustin Thierry sur les origines de la nationalité française, on n'a qu'à relire la première édition de ses *Institutions politiques* (1873) : on y entend presque à chaque ligne l'écho d'une colère contre une théorie, ici celle de la conquête et là celle de la race, et ce sont théories de l'auteur des *Récits des temps mérovingiens*.

Fustel de Coulanges ne s'est attaché à ses prédécesseurs que pour les combattre. Ils l'ont formé, si je peux dire, par un effet de réaction. Peut-être même, dès sa jeunesse, ce besoin de réfuter les historiens en vogue a-t-il mis pour toujours dans son caractère et ses écrits cette vivacité d'humeur, cette ardeur dans la polémique, ce tour combatif que prenait son âme, d'ordinaire si paisible, lorsqu'il s'agissait de l'histoire. Il n'y a aucun de ses livres, de ses articles qui ne soit un acte de bataille scientifique, et le dernier des Mémoires qu'il a publiés, sur les *Origines de la propriété foncière*, est à coup sûr le plus étincelant de verve et de critique : et je vois encore sa joie lorsque, près de son fauteuil de malade, on lui apporta les nombreux tirages à part que lui envoyait la *Revue des questions historiques* (avril 1889). Le combat, pensait-il, allait continuer et peut-être soutenir sa vie.

LES PREMIERS TRAVAUX

Fustel de Coulanges savait bien qu'il représentait, dans l'enseignement universitaire et la littérature historique, une manière propre d'étudier, d'interpréter, de raconter le passé, et que l'apparition de sa *Cité antique*, en 1864, était une date glorieuse dans la vie des lettres françaises et dans les progrès des méthodes historiques. Il le savait, mais je répète que pas un élément d'orgueil n'entraît dans sa conviction : c'était pour lui affaire de réalité, et, en quelque manière, de foi d'apôtre. Et il n'y a pas d'orgueil chez le plus convaincu des apôtres : celui-ci se sent en communion avec la vérité, en absolue possession des doctrines de son Dieu, et Fustel de Coulanges sentait qu'il avait retrouvé, à travers les textes du passé, les lois morales qui avaient présidé à ses institutions et à ses révolutions. Et

c'était là ce qui faisait tantôt sa confiance tranquille dans le destin de son œuvre, et tantôt la vivacité, l'âpreté même des discussions scientifiques auxquelles il s'est livré et que souvent il avait lui-même provoquées. Car il se révéla, surtout à la fin de sa vie, polémiste tenace et redoutable ; il s'acharna à défendre tantôt les conclusions de ses livres, et tantôt la méthode des érudits dont il se déclarait tributaire. Plus d'une fois, ses amis ont regretté l'ardeur ou la durée de ces polémiques ; elles nous ont assurément valu des Mémoires qui sont des chefs-d'œuvre de discussion, mais elles ont enlevé à Fustel de Coulanges bien des journées dont il aurait tiré un nouveau chapitre de son plus grand ouvrage, et surtout elles lui ont trop souvent ravi ce calme d'esprit dont il avait besoin pour continuer sa tâche d'écrivain. Mais lui, voyait de plus en plus dans ce combat l'essentiel de cette tâche. J'ai prononcé tout à l'heure le mot d'apôtre ; il avait aussi, de l'apôtre, le sens et l'amour de la lutte, ainsi qu'il en avait l'intime sécurité. Angoisse dans la recherche, assurance dans la vérité, certitude pour le lendemain et constance dans la bataille : il y avait chez Fustel de Coulanges quelque chose de l'âme chrétienne dans les premiers âges de l'Évangile.

On lui a reproché d'avoir méconnu ses précurseurs, d'avoir fait table rase de l'ancienne érudition française : et de fait, la bibliographie ne tient aucune place dans les notes de ses livres. Mais ce n'était point l'usage, en son temps, d'encombrer les notes de titres sans nombre, d'y marquer les interminables étapes par lesquelles le travail de l'histoire s'est lentement acheminé, depuis trois siècles, vers la vérité du jour. Et de ces titres que nous avons lus au bas de pages écrites par des érudits en renom, beaucoup sont ceux de livres que ces érudits n'ont point lus. Fustel de Coulanges n'étalait point le souvenir de ses lectures ; mais elles étaient tout ce qu'elles devaient être, nombreuses et réfléchies, celles d'une intelligence qui sait choisir. Et l'on en aura aisément la preuve dans l'énorme liasse de fiches, sur lesquelles, à mesure de ces lectures, il inscrivait les faits ou les remarques qu'elles lui suggéraient : et quelques-unes de ces fiches renferment de véritables dissertations, courtes et complètes.

Au surplus, à la différence de tant d'autres, il n'a jamais parlé qu'avec une reconnaissance émue de ceux dont il croyait

tenir quelque chose. Mais ce n'étaient ni Michelet ni Guizot, aucun des grands noms de l'âge antérieur. C'étaient surtout des professeurs ou de patients érudits, dont le nom n'avait point pénétré dans le monde littéraire. Deux surtout étaient mis par lui au premier rang, et en relisant leurs œuvres principales, leur manière de disposer et d'exposer les faits, on s'aperçoit assez vite que Fustel de Coulanges a subi leur influence.

L'un, Chéruel, était surtout professeur et fut son maître à l'École normale, et ceux qui l'ont eu comme juge au concours de l'agrégation d'histoire se rappelleront toujours la simplicité de son allure, la douceur bienveillante de ses paroles, la claire sagesse de ses réflexions : et il y avait de tout cela dans ses livres sur l'ancienne monarchie de la France, si nets, si sobres, si pleins de lucidité et de justesse.

L'autre, Benjamin Guérard, professeur à l'École des Chartes, était surtout un érudit, et je doute que Fustel de Coulanges l'ait connu autrement que par ses livres : et l'on s'est souvent étonné que dans ces livres, gros in-4° où sont édités des cartulaires, l'auteur de *la Cité antique* ait pu prendre autre chose que des textes admirablement édités. Mais qu'on veuille bien lire les longues préfaces dont Benjamin Guérard les faisait précéder; qu'on remarque la netteté et la force des commentaires de textes, la vérité qui en jaillit dans un éclat de lumière, et de texte en texte, de vérités en vérités, la lente ascension vers une idée générale, caractérisant la civilisation de toute une époque : c'est, chez un chartiste, le procédé de *la Cité antique* qui s'annonce. Et dans une séance solennelle (1921), un ministre de l'État français eut raison de rapprocher en un même mérite l'École où enseigna Benjamin Guérard et celle où se forma (1850-1853) Fustel de Coulanges.

N'exagérons point ces influences, et pas davantage les emprunts que Fustel de Coulanges a pu faire à ses devanciers : par exemple, dans ses procédés de composition, de style, de discussion, lorsqu'il semble s'inspirer de Tocqueville; et dans ses vues sur l'Antiquité ou sur Clovis, lorsqu'il semble en accord avec Sumner Maine ou l'abbé Dubos. On peut, à ce sujet, discuter longtemps, et le fait même qu'on l'a fait, montre que Fustel de Coulanges est toujours demeuré indépendant dans ses livres comme dans sa vie. Il fut le véritable artisan de

ses idées et de ses œuvres. Il les a créées lui-même peu à peu par des réflexions qui ne s'arrêtaient jamais. Qu'il m'excuse de caractériser sa tâche intellectuelle par une phrase allégorique que j'emprunte à Michelet et que Michelet appliqua à la France : « Il fut à lui-même son propre Prométhée ».

L'École normale l'envoya, en 1853, à l'École d'Athènes, d'où il revint, en 1855, avec ce Mémoire sur l'île de Chio qui demeura si longtemps oublié, et qui nous émerveilla tous, lorsque, au lendemain de sa mort, notre attention voulut se porter sur les premières œuvres de notre maître.

Il ne ressemble guère, ce Mémoire, à ceux auxquels nous ont habitués, depuis plus d'un demi-siècle, les membres des Écoles d'Athènes et de Rome. L'archéologie et l'épigraphie y sont à l'arrière-plan; c'est surtout la mise en œuvre des textes, et l'histoire tout entière de l'île fameuse y est abordée, depuis les plus anciens temps connus jusqu'au lendemain des massacres et de Navarin.

Rien cependant, ni dans ce Mémoire, ni dans l'activité que Fustel de Coulanges déploya dans son séjour à Chio, ne fut en contradiction avec la besogne nécessaire de nos jeunes Athéniens. Il copia des inscriptions inédites, et s'il ne se hâta pas de les publier, ce fut, j'imagine, la faute de l'Institut plus que la sienne. Il eut la curiosité de tous les travaux, imprimés ou inédits, que l'île avait provoqués. Il disputa les traditions locales et interrogea les habitants. Et les érudits grecs reconnaissaient encore, trente ans plus tard, au moment de la mort de Fustel de Coulanges, que son Mémoire demeurait la somme de toute science historique sur Chio, « l'île des vins ».

Deux qualités, ou, si l'on préfère, deux tendances s'y présentèrent déjà, que Fustel de Coulanges ne fit qu'affirmer davantage, jusqu'à la dernière page écrite de sa main.

C'est d'abord une incomparable maîtrise dans la composition et dans le style. A vingt-cinq ans, il s'y révèle un lettré de race. Les matières sont disposées, à la place utile, sans embarras et sans complication. Peu, très peu d'épithètes; une phrase où chaque mot reflète un objet en une idée. Et ces phrases, très courtes, rarement enchevêtrées de périodes, faites avec des expressions très simples, verbes ou noms; l'ensemble, d'une telle clarté, qu'aucun effort n'est demandé à l'esprit du lecteur pour comprendre et continuer. On a parfois tenté d'amoindrir la

valeur littéraire de Fustel de Coulanges en disant que le mérite de son style est de n'être point un style, d'être une suite de phrases objectives et impersonnelles. Mais je ne crois pas qu'il y ait dans le style une plus réelle beauté, que d'exprimer aussitôt, avec une exactitude parfaite, la vérité du fait et la pensée de l'auteur. Et puis, en ces phrases rapides, nettes, souvent peremptoires, parfois avec des mots répétés, comme pour mieux atteindre et frapper le lecteur, n'était-ce pas l'écho même de la parole, de la conviction, de la science de Fustel de Coulanges? Son style est bien venu de son esprit, et cet esprit s'est manifesté dès le premier jour de sa vie d'écrivain.

L'autre tendance qui se prononça dès lors, fut une curiosité universelle vers toutes les époques de l'histoire. Ne nous représentons pas, à lire l'amas de textes accumulés dans ses ouvrages les plus célèbres, ne nous représentons pas la pensée de Fustel de Coulanges absorbée tout entière d'abord par le monde de *la Cité antique* et ensuite par celui des *Institutions* médiévales.

Il y eut bien des attractions historiques dans sa vie de pèlerin passionné sans cesse à la recherche d'une vérité nouvelle. Son Mémoire sur Chio renferme des vues originales sur le gouvernement des Génois, sur cette extraordinaire domination de la maison des Justiniani, dont les Italiens de nos jours semblent vouloir revendiquer l'héritage dans les îles de la mer Égée. On trouve même, à la fin du travail, la surprenante indication d'un projet (en 1822), qui aurait donné Chio à la France au lieu de la rendre à la Turquie : quelle perspective c'eût été pour notre pays que cette installation sur des rivages de l'Hellade, et comme il y aurait bien rempli son rôle traditionnel de protecteur et d'ami, n'occupant la grande île égéenne que pour la rendre un jour aux Grecs, libérée de ses maîtres et revenue à son antique prospérité! La belle page de notre histoire contemporaine que nous a fait rêver Fustel de Coulanges!

Cette universelle curiosité fit que, de retour en France (1855), Fustel de Coulanges se trouva de plain-pied sur tous les terrains de l'histoire générale, depuis l'Antiquité jusqu'aux temps modernes. C'est avec cette extension infinie de son horizon qu'il enseigna tour à tour dans les lycées d'Amiens (1853) et Saint-Louis à Paris (1858), puis à la Faculté des Lettres de Strasbourg (1860-1870). On voit, en parcourant les notes prises pour ces cours, qu'il a voulu tout apprendre et tout

enseigner de ce qui relevait de sa science. Et dans ces cours, même ceux, par exemple, qui concernaient l'histoire d'Angleterre, il se trouve bien peu d'idées générales qui ne viennent de lui-même et qui, à la date où il les exposait, n'aient pu être très fécondes.

Plus encore que le succès de sa *Cité antique*, c'est celui de son enseignement et de cette aptitude à analyser toutes les sociétés du passé, c'est cette envergure d'esprit qui le fit choisir pour les leçons à donner aux Tuileries de Napoléon III (1870). Et dès la première, il montra que les mystères du plus lointain passé ne l'arrêteraient point, et il la consacra, lui qu'on appellera l'homme des textes, aux silex et aux métaux des temps préhistoriques. Cela, disait-il en commençant, arme de pierre ou hache de bronze, c'est du travail humain, et c'est déjà de l'histoire.

LA CITÉ ANTIQUE

Toutefois, c'était l'Antiquité classique qui l'attirait surtout, car il garda toujours l'empreinte, comme tous les élèves qu'elles ont formés, de l'Hellade égéenne et de l'École d'Athènes. Et c'est à ce passé, qui a inspiré tous les lettrés de l'Ancien Monde, qu'il consacra ses deux thèses de doctorat (1838), l'une (en latin) sur *le Culte de Vesta*, l'autre, plus importante, sur *Polybe ou la Grèce conquise par les Romains*.

Toutes deux préludaient à *la Cité antique* : la première, en insistant sur ce culte du foyer qui a créé tour à tour les familles et les cités; l'autre, en montrant que le régime municipal, avec ses querelles de parti, devait par une loi fatale aboutir à une désaffection générale et à la mainmise de l'Empire romain sur toutes les libertés locales. *La Cité antique*, par ces deux livres, y était abordée à ses deux extrémités, à son origine et à sa fin.

Des « éclairs de génie » brillent dans cet extraordinaire *Polybe*, rigoureux cependant comme un théorème de géométrie : le mot n'est pas de moi, mais de l'élève de Fustel de Coulanges qui connaît le mieux cette société de la Grèce finissante, M. Maurice Holleaux. Et ces éclairs, m'a-t-il dit encore, pourraient nous montrer, dans une lumière presque écrasante, la propre histoire de notre siècle. Les partis, dans cette Hellade

trop libre, avaient substitué leur amour-propre à l'amour de la patrie. Ils s'étaient adaptés à des classes sociales, riches ou prolétaires, et les intérêts matériels, la jalousie des situations, les convoitises brutales, avaient donné à ces partis politiques la forme de haines collectives, misérables et continues. La vie utile de la cité a été alors oubliée dans l'ambition inassouvie des groupes en présence. Démocrates et aristocrates se sont entendus d'une ville à l'autre par-dessus les murailles, jadis sacrées et maintenant méprisées, des patries traditionnelles. Les partis ont pris en quelque sorte une existence internationale; et, se ramassant à l'ombre du Sénat romain, les aristocraties ont livré leurs cités à l'Empire.

La Cité antique parut en 1864, et l'on y vit enfin se développer l'histoire sociale du monde méditerranéen, depuis le foyer familial jusqu'aux murailles de la patrie municipale, et, par le fait des luttes de parti, jusqu'à l'immensité sans bornes de l'Empire romain. Et tels étaient dans ce livre le prestigieux enchaînement des causes et des résultats, l'impression morale ou l'allure religieuse qui se devinaient à toutes les pages, qu'on eût pu appeler le livre, l'épopée d'un millénaire des sociétés humaines : car, à la manière de toutes les épopées, *la Cité antique* était l'histoire d'un être héroïque, la cité qui naît, qui croît et qui meurt; et cette histoire était, de la première à la dernière ligne, abritée sous la présence des dieux, depuis la Vesta du foyer jusqu'au Jupiter du Capitole, *propagator imperii romani*.

Mais ce livre était bien autre chose qu'un exposé d'histoire. Il avait à son origine une inspiration morale, il annonçait une manière décisive de comprendre le passé, il suggérerait la méthode pour le retrouver et le reconnaître, et, enfin, il préparerait l'avènement d'une science nouvelle.

L'inspiration morale venait d'un souffle d'idéalisme. Ce livre témoignait d'un invincible besoin de réagir contre l'apologie de la force et de la brutalité, contre les théories historiques ou philosophiques qui mettaient à l'origine des institutions humaines un esprit de violence, la volonté du plus fort, le fait d'une conquête, la décision des plus robustes ou des plus nombreux. Et à propos de cette tendance idéale de *la Cité antique*, je me vois obligé de faire une hypothèse, encore que certaines

confidences me permettent d'en assurer l'extrême vraisemblance.

Fustel de Coulanges prépara et écrivit son livre entre les années 1858, date de ses thèses, et 1864, date de l'apparition : c'est alors qu'il réunit les textes et essaya le volume sous forme de cours. Or, c'était l'époque où, au delà du Rhin, la primauté de la force sur le droit commençait à s'ériger en principe. Nous sommes à la veille de l'affaire des Duchés, de Sadowa, de la défaite du Roi aveugle. Et toutes ces violences de Bismarck ont été peu à peu ébauchées, sanctionnées d'avance, par la lente déformation de l'opinion publique, par l'habitude qu'on imposa aux théories universitaires de justifier ou d'acclamer la force. Si impartiale, si objective que soit l'*Histoire romaine* de Mommsen, on pouvait se douter qu'elle conduirait à une légalisation scientifique de la monarchie militaire. Pour ces théoriciens du matérialisme, la force rétablissait l'ordre et le droit dans le monde classique comme elle les avait créés à l'aube des civilisations. Il me paraît impossible que Fustel de Coulanges, établi à Strasbourg comme en un poste de vigie, n'ait pas connu ces tendances, cause de tant de meurtres pour le lendemain de son pays et de tant d'erreurs sur les siècles du passé.

En tout cas, d'un bout à l'autre de son livre, c'est la lutte contre ces tendances. Ne nous trompons pas devant l'impression de sérénité que nous en donne la lecture. Aussi bien dans ce livre de sa jeunesse que dans les articles des approches d'une vieillesse malade, Fustel de Coulanges est un combattant. La forme négative dont il use souvent n'est autre qu'un défi à des adversaires qu'il connaît : le mariage, la famille, la tribu, la cité, ce n'est point, répétait-il, la force qui les a constitués, c'est le consentement mutuel et c'est la sauvegarde sous les auspices des dieux. Les sociétés humaines ne viennent pas d'un coup de force, mais d'un accord et d'une croyance. Le droit est à l'origine des institutions ou des sentiments qui nous font aimer la vie : l'union des époux, les joies des naissances, la communion dans la patrie.

Que l'homme respecte le droit qui a sauvé le meilleur de l'homme : voilà sans doute ce que pensait aussi Fustel de Coulanges en rétablissant dans le passé le rôle du droit. Et je ne crois pas me tromper en supposant qu'il regardait alors du côté de l'Allemagne de Bismarck.

En replaçant ainsi le passé dans la vie morale, en l'ins-tallant dans un ensemble de rites et dans un monde de dieux, il nous a enfin obligés à le comprendre. Certes, les livres sur l'Antiquité ne manquaient point à cette date de 1864 ; il y en en avait d'excellents, et dans tous les questions religieuses, les faits de croyance étaient suffisamment traités. Mais on s'apercevait vite qu'elles n'arrivaient qu'à titre de chapitre dans un livre ; elles accompagnaient la vie de Rome ou d'Athènes, elles ne la dirigeaient pas. On oubliait volontiers que Rome avait été créée et maintenue par les auspices venus des dieux, et qu'à l'origine de l'Athènes de Thésée était une confédération religieuse des tribus de l'Attique, se donnant un sanctuaire commun. Tandis que le monde européen, sous Napoléon III ou le roi Guillaume, demeurait encerclé de pratiques religieuses, les historiens continuaient à laïciser l'histoire.

Fustel de Coulanges remit à leur place les dieux, les croyances et les rites. La société de *la Cité antique* est éclairée d'un bout à l'autre par le feu de Vesta ; elle naît le jour où il s'allume, elle disparaît le jour où il s'éteint. — Je ne discute pas, j'expose.

Transposez ces faits de croyance, ces formes religieuses dans des époques du passé autres que la Grèce ou l'Italie antiques : elles aussi s'éclaireront d'une lumière nouvelle, prendront une vie plus intense. La commune médiévale, la royauté féodale, la société mérovingienne et même la monarchie absolue prendront leur allure véritable, si on leur rend leur cadre d'églises, de cérémonies et de pieuses formules. Et j'entends encore des préhistoriens me dire : le jour où nous avons lu *la Cité antique*, et où, après l'avoir lue, nous sommes revenus aux temps du bronze ou de la pierre, que de choses nous avons comprises devant lesquelles notre recherche était demeurée impuissante ! et les objets de nos découvertes nous ont comme répété ce que Fustel de Coulanges nous a révélé : que l'homme fut d'abord un être religieux, une âme de croyant.

Fustel de Coulanges était arrivé à cette manière de comprendre le passé de l'homme par l'analyse patiente, non seulement des textes qui en exposaient les croyances, mais encore des mots, des formules ou des rites que les âges d'une époque transmettaient aux âges des époques suivantes. Ici, il faut citer

les phrases mêmes de l'auteur, si connues soient-elles, parce qu'elles furent décisives dans les destinées de la science historique, parce qu'elles lui ont ouvert une méthode nouvelle, et j'entends ce mot de méthode à la manière de ce Descartes dont Fustel de Coulanges semble avoir hérité, une voie pour arriver à la vérité :

Le passé ne meurt jamais complètement dans l'homme. L'homme peut bien l'oublier, mais il le garde toujours en lui. Car, tel qu'il est lui-même à chaque époque, il est le produit et le résumé de toutes les époques antérieures. S'il descend en son âme, il peut y retrouver et distinguer ces différentes époques d'après ce que chacune d'elles a laissé en lui.

Observons les Grecs du temps de Périclès, les Romains du temps de Cicéron; ils portent en eux-mêmes les marques authentiques et les vestiges certains des siècles les plus reculés. Le contemporain de Cicéron (je parle surtout de l'homme du peuple) a l'imagination pleine de légendes; ces légendes lui viennent d'un temps très antique et elles portent témoignage de la manière de penser de ce temps-là. Le contemporain de Cicéron se sert d'une langue dont les radicaux sont infiniment anciens; cette langue, en exprimant les pensées des vieux âges, s'est modelée sur elles, et elle en a gardé l'empreinte qu'elle transmet de siècle en siècle. Le sens intime d'un radical peut révéler une opinion ou un ancien usage; les idées se sont transformées et les souvenirs se sont évaporés; mais les mots sont restés, immuables témoins de croyances qui ont disparu. Le contemporain de Cicéron pratique des rites dans les sacrifices, dans les funérailles, dans la cérémonie du mariage; ces rites sont plus vieux que lui, et ce qui le prouve, c'est qu'ils ne répondent plus aux croyances qu'il a. Mais qu'on regarde de près les rites qu'il observe ou les formules qu'il récite, et on y trouvera la marque de ce que les hommes croyaient quinze ou vingt siècles avant lui.

Voilà donc posé le principe de la continuité ou des survivances: point d'hiatus dans les institutions humaines; et si elles sont appelées à s'effacer de l'histoire, elles n'en laissent pas moins des vestiges, des témoins qui permettent de les reconstituer. Il leur est donné d'avoir, après leur vie réelle, une sorte de survie par les mots qu'elles ont forgés, par les cadres dont elles se sont servies.

Que de conséquences toutes les sciences de l'homme peuvent tirer de ce principe! En préhistoire, ce sont les formes de la vannerie primitive qui se retrouvent dans la céramique. En linguistique, les radicaux laissés dans les langues européennes, quoique morts ou stérilisés, nous ont permis de retrouver le berceau de la nation mère de ces langues. Et dans nos institutions, que de façons de parler ou d'agir, que de procédés administratifs, que de théories gouvernementales ne sont que des emprunts faits par un régime démocratique à la royauté traditionnelle! — Retenons cette dernière remarque : car elle n'est pas inutile pour accepter certains aperçus du livre de Fustel de Coulanges sur les *Institutions politiques de la France*.

La Cité antique porte en sous-titre : *Étude sur le culte, le droit, les institutions de la Grèce et de Rome*. C'était donc une étude comparative de sociétés en apparence différentes, ou, en d'autres termes, un livre de sociologie. Et ce caractère s'affirmait dès le début, car l'auteur faisait intervenir aussi l'Inde des Védas, et il semblait par là rechercher la pensée primitive de toutes les nations de la lignée indo-européenne, et montrer les analogies profondes qui existent entre les âmes des divers peuples, ou mieux, entre les différents groupes d'âmes humaines.

Cette vision des similitudes morales, cet effort pour remonter jusqu'à la nature humaine ne firent que s'accentuer dans la vie et les livres de Fustel de Coulanges. Combien de fois n'a-t-il pas répété, dans les préfaces ou le corps même de ses *Institutions* : « La féodalité n'est point d'origine germanique, elle n'est point non plus d'origine romaine; elle vient de la nature humaine »! Mais déjà, dans *la Cité antique*, il avait tenté de regarder vers les profondeurs de l'âme humaine, et lorsqu'il écrivait presque au début de son livre : « La mort fut le premier mystère; elle mit l'homme sur la voie des autres mystères; elle éleva sa pensée du visible à l'invisible, du passager à l'éternel, de l'humain au divin », il posait une assertion essentielle, sur laquelle les sociologues continuent encore à discuter, en passant peu à peu des peuples de civilisation classique aux tribus sauvages des terres lointaines.

La Cité antique inaugura en France cette sociologie qui est véritablement une très haute, très forte et très noble science,

car elle ne tend à rien d'autre qu'à retrouver, par le moyen des ressemblances, la nature foncière de l'âme humaine. Ne nous étonnons donc pas si ceux qui la représentent chez nous se réclament de Fustel de Coulanges. Son maître incontesté, Émile Durkheim, a été l'élève et le disciple de l'historien, et dans son ouvrage sur *les Formes élémentaires de la vie religieuse*, qui est un livre admirable, on reconnaît bien souvent un tour de style ou une vue de vérité qui viennent de *la Cité antique*.

Il fallait insister sur *la Cité antique*, parce que c'est l'œuvre la plus célèbre et la plus lue de Fustel de Coulanges, parce que, à la différence des *Institutions*, elle est complète et parfaite en son ensemble, parce qu'elle embrasse une masse énorme de groupements et de siècles humains, et non pas seulement les origines politiques d'une nation, et parce que, enfin, elle fixe les habitudes de style, de pensée et de raisonnement dont l'auteur ne se départira plus jamais.

APRÈS L'ANNÉE 1870

Appelé à Paris, enseignant d'abord à l'École normale (1870), puis à la Sorbonne (1873), accueilli à titre de maître à la Cour impériale, mais bien vu quand même du régime républicain, collaborateur recherché de la *Revue* (depuis 1870), Fustel de Coulanges hésita peut-être quelque temps avant d'arrêter le dessein d'une autre œuvre. Cette vie nouvelle, si différente du cours paisible et régulier des années provinciales, l'obligea à disperser ses efforts. Il eut, à l'École normale, de vrais élèves, et sa conscience exigeait qu'il les formât de très près. Ses leçons à l'Impératrice coûtaient une préparation infinie, qui n'était pas seulement scientifique. Les revues devenaient obsédantes pour celui qui dès lors portait un grand nom. Lui-même considérait comme un devoir de multiplier les articles pour définir sa méthode, montrer par des exemples le passage de l'analyse à la synthèse, et résoudre tant de questions sur la Grèce ou sur Rome qu'il s'était posées au temps de ses recherches sur *la Cité antique*. Ces articles, il est vrai, sont tous des modèles de discussion; ces travaux dans la *Revue* sont tels, que les historiens en demeuraient frappés par l'originalité des aperçus et que le public avouait, ce qui est rare chez lui, le

charme de l'histoire la plus austère. Et encore Fustel de Coulanges n'écrivait qu'une faible partie des Mémoires auxquels il songeait. Que de fois, dans ses notes, a-t-on trouvé de simples titres, une seule ligne, mais si ferme, se détachant en noir au haut d'une feuille blanche, et cette ligne, ici *Marius plébéien*, là *la Plèbe, classe pauvre*, ou encore *Vercingétorix et Arminius*, renfermant en elle tout un programme, révélatrice d'une manière nouvelle de résoudre un problème de l'Antiquité! La pensée, la volonté, le désir scientifique de Fustel de Coulanges étaient alors, si l'on peut dire, en vibration continue. Mais il ne tarda pas à se fixer sur les origines politiques de la France, auxquelles, d'ailleurs, il n'avait jamais cessé de penser.

C'est au lendemain de l'apparition de *la Cité antique*, en 1866, que se posa son projet d'écrire un vaste ouvrage sur l'histoire des institutions françaises. L'exemple et peut-être les conseils de son maître Chéruel l'y conviaient : mais il voulait remonter bien au delà des temps monarchiques où ce dernier s'était confiné, jusqu'aux origines féodales, romaines et gauloises. Puis son enseignement à l'École normale supérieure, ses leçons à l'Impératrice, les appels intelligents et réitérés de la *Revue* le confirmèrent dans ce projet. Mais il ne fut définitivement résolu et solidement établi qu'à la suite de la révolution de 1870 et au cours des discussions de politique intérieure qui suivirent la paix avec l'Allemagne.

Fustel de Coulanges, pas plus qu'aucun historien de son siècle, n'a pensé uniquement pour la science et pour ses livres. D'abord, il se rendait compte qu'un véritable historien doit regarder de très près tout ce qui se passe autour de lui, tout ce qui est matière à un travail d'homme, tout ce qui émane d'une main ou d'une idée humaines. « Si vous voulez faire l'histoire de votre temps, disait-il, ne vous bornez pas à lire les journaux, et, dans les journaux, les comptes rendus de la Chambre; circulez sur les rues et sur les routes, et tâchez de tout observer; pénétrez dans les banques, les usines ou les grands magasins, et notez le mécanisme des opérations et la situation des employés. Regardez la France, toute la France, dans toute sa tâche. » Et pas une seule fois il ne négligeait de se mettre au courant des affaires de son pays.

Puis, de ce pays, de sa patrie de France, il eut l'amour

passionné. Il appartenait à cette génération d'écrivains qui, arrivés en 1870 à la pleine énergie de l'âge et de la volonté, songeaient avec angoisse à ce que la nation allait devenir après la chute du régime qui avait failli la perdre. Pendant plus de quatre ans on demeura incertain de ce que serait l'avenir, royauté ou république. Et les historiens comprirent qu'ils avaient, autant que le peuple ou ses délégués, leur mot à dire pour faire que cet avenir fût meilleur.

Ce mot, ils cherchèrent surtout à le trouver dans le passé. On parlait sans arrêt, en ces années de l'Assemblée nationale, de la constitution qui serait donnée à la France. Et combien d'écrivains, des médiocres ou des plus grands, rédigèrent leur projet de constitution, avec la même patience que tant d'hommes publics ! Fustel de Coulanges fit comme les autres : nous avons le brouillon de son plan politique, mais on croira sans peine qu'il mettait les intérêts de la France au-dessus d'un intérêt de parti, royaliste ou républicain, et que les souvenirs de l'histoire en inspiraient les lignes principales.

Au fond, république, empire ou monarchie l'intéressaient médiocrement. Il savait que ce sont là surtout des mots de façade, et que les différents régimes se transmettent souvent les mêmes cadres, les mêmes pratiques, et qu'un État républicain peut être aussi despotique qu'une monarchie ou un empire. Ce qui le préoccupait avant tout, c'étaient les faits d'ordre social, la vie et la conduite des groupements humains, familles, classes ou corps de métier, en d'autres termes, le dispositif des sociétés humaines. Comme il discerna très vite que la France marchait à la pure démocratie, il s'inquiéta, se souvenant sans doute d'Athènes et de Cléon, et il commença un grand travail sur l'absolue nécessité d'une élite, d'une aristocratie, même et surtout dans une république. Il la montre, cette élite, utile et agissante en Grèce et en Italie, et même sous la monarchie des Bourbons, contrepois précieux à la tyrannie de l'État, qu'elle soit exercée par un roi ou une assemblée. Et l'on devine quelle eût été sa conclusion pour l'heure présente, où l'élite est menacée de toutes parts. Mais cette œuvre de Fustel de Coulanges n'est point achevée ; il la quitta moins qu'à demi faite, pour s'enfermer en son livre des *Institutions*.

Cette œuvre, elle aussi, est l'écho des pensées qui l'avaient

fait s'avancer vers la politique contemporaine. Il s'agissait de donner une constitution à la France : eh bien ! pour trouver la meilleure, étudions la vie politique de la France en son passé, essayons de connaître ses traditions, la loi de sa vie publique ; et de savoir quelle route elle a suivie dans les âges disparus, nous empêchera peut-être de l'égarer pour son avenir. Exactement à la même date, Taine et Fustel de Coulanges, qui se connaissaient et qui s'aimaient, commencèrent à publier, celui-là *les Origines de la France contemporaine*, celui-ci *l'Histoire des Institutions politiques de l'ancienne France* : titres différents et même but. C'était en 1875, l'année même où la France reçut enfin sa constitution, et, bien par hasard, ce fut un historien qui la fit voter.

LE LIVRE DES INSTITUTIONS

Le premier volume de *l'Histoire des institutions politiques de l'ancienne France* parut en 1875. Deux ans après, en 1877, Fustel de Coulanges donna de ce volume une nouvelle édition, fortement remaniée dans le détail, mais gardant dans la disposition, la rédaction et les notes, la même allure que la première. Puis, il faudra attendre plus de dix ans, 1888, une année seulement avant sa mort, pour voir apparaître un nouveau tome de cette histoire, et à vrai dire ce tome annonce une transformation complète de l'ouvrage, non seulement par une refonte du plan, mais encore par une présentation extérieure toute différente. Les idées, les théories n'ont point changé : mais nous ne reconnaissons plus la manière dont Fustel de Coulanges les avait exposées au début, simple, énergique, rapide, un texte presque sans notes. Maintenant, le texte, tout en conservant la vivacité et la clarté de la phrase, multiplie les faits, les explications, les discussions de toute sorte, les notes sont en nombre infini, et quelquefois d'une longueur démesurée, et toujours remplies de citations comme à déborder. Une révolution s'est faite dans la méthode de Fustel de Coulanges, ou, plutôt, dans l'aspect de ses livres, et, pour ainsi parler, dans les pratiques externes de son œuvre d'historien.

Ce qui s'était passé au lendemain de l'apparition du premier volume, Fustel de Coulanges l'indique dans la préface

du volume de 1888, en des lignes émouvantes, les plus personnelles qu'il ait jamais laissé imprimer :

Pas plus dans ce nouveau volume que dans *la Cité antique*, je n'éprouverai de scrupule à me trouver en désaccord avec quelques opinions régnantes, pourvu que je sois d'accord avec les documents. Je n'ignore pas à quelles hostilités cette méthode m'expose. J'irrite, sans le vouloir, tous ceux dont cette méthode dérange les systèmes. J'offense, sans y penser, tous ceux dont mon travail déconcerte la demi-érudition traditionnelle. Ce sont hommes qui ne pardonnent guère. J'attends d'eux, cette fois encore, un mélange d'attaques violentes ou d'insinuations doucereuses. Mais ils m'y ont si bien accoutumé depuis vingt-cinq ans, que je ne dois plus m'en émouvoir. L'âge d'ailleurs et la maladie m'avertissent de ne plus regarder aux ronces du chemin, et de tenir les yeux uniquement fixés sur la science. — Juin 1888.

Mais Fustel de Coulanges ne s'explique pas sur les faits qui ont amené ce changement dans le plan de son œuvre. Nous qui étions alors ses élèves à l'École normale supérieure, nous en avons connu quelques-uns, nous avons deviné les autres.

Le premier volume des *Institutions*, dans l'édition de 1877 comme dans celle de 1873, fut mal accueilli par un groupe assez nombreux d'érudits. Les critiques portaient en partie sur les théories, mais surtout sur ce qu'on appelle l'*apparatus* critique, c'est-à-dire sur la manière de présenter et d'interpréter les documents. Fustel de Coulanges fut affligé, blessé de ces critiques plus qu'on ne pouvait croire de sa nature en apparence si ferme et si froide. Il redouta que de proche en proche l'hostilité ne gagnât toute sa vie de professeur et tout son ouvrage d'historien. Et, pour répondre à ses adversaires, pour donner satisfaction à leurs critiques d'érudits, il résolut de remanier de fond en comble, non pas assurément les thèses, mais le plan, l'apparence et les arguments de son nouvel ouvrage, et en demeurant écrivain, d'y apparaître aussi en technicien de l'érudition.

Dans le plan primitif, les *Institutions* devaient, je crois, renfermer quatre volumes, qui auraient conduit le lecteur des origines gauloises à la veille de la Révolution, où Fustel de Coulanges aurait rejoint l'*Ancien régime* de Taine son ami.

Maintenant, il n'est plus question d'arriver à 4789. Il s'en tiendra à la formation de la féodalité : ce qui formait, dans les premières éditions, un seul volume, en formera trois dans la nouvelle : *la Gaule romaine, les Invasions, la Monarchie franque*. Puis viendront, après ces trois livres d'institutions politiques, les livres où il exposera les institutions sociales, *l'Alfeu* ou le grand domaine, base matérielle du régime féodal, *le Bénéfice et le Patronat*, faits juridiques qui feront la texture légale de ce régime, et enfin sans doute (car Fustel de Coulanges n'eut pas le temps de préciser ses dernières résolutions), les errements et les révolutions politiques qui provoquèrent le triomphe de la féodalité sous les derniers Mérovingiens et les Carolingiens. Il se fût sans doute arrêté à Hugues Capet, mais il se fût certainement étendu sur Charlemagne, qui lui a inspiré de très belles pages.

L'ouvrage, sous cette forme nouvelle, eût compris au moins huit volumes, et cela, pour une période qui, dans le projet originel, n'en eût point dépassé deux. C'était un bouleversement complet, à ne rien laisser subsister, absolument rien, de ce que Fustel de Coulanges avait écrit dans son volume initial. Quand il prit cette résolution, après 1877, il s'approchait de la cinquantaine, la maladie était déjà là : que de fois, en nous rendant à la Sorbonne pour écouter ses cours (1878-1880), avons-nous trouvé à la porte de la salle la courte affiche, pour nous déjà triste présage, que la leçon n'aurait point lieu ! il allait être nommé (1880-1883) directeur de l'École normale supérieure, tâche qui lui interdirait tout travail suivi. Il était évident pour nous que Fustel de Coulanges ne verrait point la fin de son œuvre, et que nous-mêmes ne la verrions jamais. Et c'est, en effet, un an seulement avant sa mort que parut (1888) le premier volume, et quelques jours seulement après cette mort (1889) que parut le second. Et encore ces deux volumes, consacrés à l'époque franque, ne devaient être que le milieu de l'ensemble, Fustel de Coulanges se réservant ensuite, soit de revenir sur l'époque romaine, soit de s'enfoncer dans l'époque féodale : car, suivant ses intentions du jour, il travaillait l'une ou l'autre. L'œuvre nous est donc arrivée, conforme sans doute à sa pensée, mais faite de morceaux dépareillés.

Tel qu'il avait projeté son ouvrage, au lendemain de 1870,

de l'origine à la Révolution, il eût pu certainement le mener à bonne fin, même si je ne compte que sur les vingt ans de vie qui lui furent encore départis. Car Fustel de Coulanges travaillait très vite et très sûrement. Quand il se mettait à écrire, ses idées étaient bien fixées en sa tête, il trouvait sans peine les expressions qui leur convenaient, son écriture ne témoigne d'aucune hésitation, et les ratures en sont presque toujours absentes.

De toutes les œuvres, — et il y en a bien d'autres, — laissées incomplètes par les hommes de cette génération, de tous ces *opera interrupta* où la pensée française se sent déchirée, aucune ne nous apporte une plus profonde douleur. Que nous admirions davantage encore Fustel de Coulanges à le voir sacrifier la fin de sa tâche au désir de la rendre plus solide, diminuer sa gloire ou son ambition au bénéfice de sa conscience, troubler et peut-être abrégier sa vie pour la mieux remplir : cela va de soi, et l'homme en acquiert une noblesse incomparable. Mais nous, élèves ou disciples, nous avons le droit de le regretter pour nous-mêmes et pour la France. Nous ne demandions pas à Fustel de Coulanges un répertoire de textes ou une revue de toutes les institutions mérovingiennes. Ce que nous voulions, c'était l'histoire de toute notre vie politique, depuis la peuplade gauloise jusqu'à la royauté française, et je prononcerais ici le même mot que pour *la Cité antique*, nous espérons l'épopée morale d'une nation qui se forme, et d'une nation qui est la France.

LE PASSÉ DE LA FRANCE

La mort de Fustel de Coulanges (1889) apaisa les passions qui s'agitaient autour de lui-même et autour de son livre sur les *Institutions*, et l'on s'inclina avec respect devant l'œuvre mutilée. Mais les critiques ne se turent point, et peut-être furent-elles alors encore plus vives, plus blessantes même que pour *la Cité antique*. Celle-ci, disait-on, pouvait être acceptée comme une thèse ou une hypothèse, présentée superbement, sur la vie des mondes disparus, et elle demeurait une œuvre d'art sans pareille. Mais quand il s'agissait de la France et de ses institutions, il jêut fallu s'interdire tout système, et ne voir que les faits, jour par jour, à travers l'enchaînement des siècles.

Et ce qui prouvait bien, disait-on encore, que l'historien avait ployé à la fin sous l'effort de son désir, c'est qu'il avait rencontré, suivant les périodes, des systèmes qui se heurtaient et dont le choc avait brisé son ouvrage. Aujourd'hui encore, quarante ans après sa mort, on se plaît, dans certains milieux, à couvrir de fleurs *la Cité antique* et à passer sous silence les *Institutions*, et dans leur partie posthume et dans celle que Fustel de Coulanges vit paraître. — Mais je me hâte d'ajouter que ces indifférents ou ces détracteurs sont de moins en moins nombreux, de plus en plus timides, et que, depuis dix ans surtout, j'ai eu bien des fois la joie d'entendre de nos maîtres en histoire donner raison à Fustel de Coulanges contre les propres leçons qu'ils avaient reçues eux-mêmes d'Allemagne ou de France.

Car rien, dans les *Institutions*, ne ressemble à un système ou à une thèse, et il serait impossible de les ramener à un tableau de quelques lignes, tel qu'on peut le faire pour *la Cité antique*. Chaque livre, chaque chapitre a son unité, je le veux bien, parce que chaque période historique a son caractère : mais aucun lien nécessaire ou fatal n'y enchaîne l'une à l'autre les époques de notre vie nationale. Il n'y a pas, d'un bout à l'autre de nos annales, cette loi conductrice que fut, dans le monde gréco-romain, le principe religieux, menant, guidant peu à peu les peuples, à travers les révolutions, depuis la famille jusqu'à l'empire. Ici, dans le passé de la France, les institutions et les mœurs nous apparaissent se succédant en pleine liberté.

Résumons l'œuvre :

Ce qui a brisé l'indépendance gauloise, c'est que les différents peuples ne surent point s'entendre, ni, dans chaque peuple, les différents partis. Il fallut s'en remettre aux Romains de la garde de la frontière et accepter leur Empire.

Alors ce fut le pouvoir d'un seul maître et d'un maître que l'on adora. La servitude remplaça l'indépendance. L'homme est ainsi fait que, suivant les temps, il change le culte de son cœur, et qu'il divinise un maître après avoir divinisé la liberté.

Cet Empire romain parut d'abord une très belle chose : mais n'oublions pas, écrivit Fustel de Coulanges dans les dernières années de sa vie, qu'il n'a rien fait pour le progrès des

sciences ou des mœurs, et qu'il finit dans une espèce d'atonie.

Il n'empêche que si un royaume barbare l'a remplacé dans le gouvernement de la Gaule, nous devons nous interdire de parler de conquête. Clovis lui-même s'enveloppait de la trame de l'Empire, et aucune des institutions du moyen âge qui commence alors ne provient de Germanie.

Les unes, comme le droit de propriété et le grand domaine, continuent la vie sociale de l'Empire, et peut-être même de la Gaule. Les autres, comme le patronat et le bénéfice, ne sont pas étrangères à Rome, mais se rattachent plus encore à un principe, une habitude de la vie humaine. Et c'est de cet ensemble de choses que sortira la féodalité.

Il est permis de ne pas partager sur tous ces points l'opinion de Fustel de Coulanges. Mais rien, en tout cela, ne donne l'impression d'une construction étroite et fermée, d'un parti pris exclusif qui bloquerait toutes les assertions autour d'une seule idée. Chacune de ces conclusions doit être étudiée à part. Et l'on peut attaquer le gouvernement de l'Empire romain sans faire appel aux institutions germaniques, ou réhabiliter la Gaule sans nier les premières journées de la paix latine.

Et ce qu'il faut en outre reconnaître, et par-dessus tout, c'est que chacun de ces chapitres des *Institutions*, pris en soi, est un pur miracle d'histoire, par la netteté et la vigueur du style, et par la profondeur de l'observation. J'ai déjà parlé de ces pages sur Charlemagne: vraiment, Fustel de Coulanges a vu, comme pas un, la faiblesse de son empire, née de sa grandeur même. Lisez, en arrière, ce qu'il a dit sur l'Église, si pure au temps des persécutions, et, une fois victorieuse, prenant l'empreinte romaine pour ne plus la perdre, tant que vivra l'Empire. Plus loin, lisez encore ces phrases si simples, si émouvantes, sur l'humanité en détresse au temps des invasions normandes, et sur son cri d'appel aux hommes qui la sauveront. Et de ces lignes, et de ces morceaux, les uns furent écrits à la veille de sa mort, les autres vingt ans plus tôt, dans la force d'un esprit qui gardait toute sa confiance, toutes ses espérances.

Il garda jusqu'à la fin l'espérance essentielle d'une âme française, celle qu'un jour l'Alsace, la Lorraine, Metz et Strasbourg seraient rendus à la patrie. Tandis que la génération

précédente des historiens s'abîmait et finissait dans la faiblesse et le deuil, lui, plus jeune encore, sur la montée de la vie et de la gloire, ne cessa de désirer et de préparer un nouveau lendemain.

Pendant la guerre (1870-1871), il combattit à sa manière, toujours sur la brèche, tantôt rappelant que l'Alsace avait été gauloise, romaine et française, et jamais allemande, tantôt répondant par de fières paroles aux invectives de Mommsen, ou aux injures des prédicateurs prussiens. Il fut, dans ces brochures de bataille, vraiment l'homme de *la Cité antique*, ardent et implacable. Puis, un jour, à Strasbourg où on l'appela pour une conférence (1872), il eut le courage de ne point cacher à tous son mépris pour une politique de conquête : il savait bien le mal que Bismarck vivant avait fait à la France et à l'Allemagne même, le mal que Bismarck mort ferait à l'humanité tout entière. Le patriote et l'homme de cœur qu'il était ne pardonna jamais à l'Allemagne, celle du traité de Francfort. S'il continua à travailler sans céder à aucune faiblesse, c'est qu'il se sentait en accord avec le droit de son pays et avec la vérité immuable. Et c'est aussi pour cela que, si souvent, entre les veilles de son travail, il rêva de l'heure où l'on reparlerait de lui dans Strasbourg redevenu français. — Cette heure est enfin arrivée et, avec elle, la suprême et providentielle récompense pour le maître et l'ami que nous avons tant aimé.

CAMILLE JULLIAN.

LA POLITIQUE D'ÉTAT DE LA III^E INTERNATIONALE

« Le communisme, voilà l'ennemi ! » cette affirmation solennelle d'un ministre, et non des moindres, retentit, il y a bientôt trois ans, comme la sonnerie d'alerte d'un clairon. Depuis lors, nous attendons, nous espérons, nous croyons voir la conclusion qui s'impose.

En fait, il y a eu quelque chose. L'opinion publique, alors alertée, a été, depuis lors, renseignée. Toutes les revues, toute la presse quotidienne, ont consacré au bolchévisme des études chaque jour plus précises et plus complètes : de nombreux ouvrages, très sérieusement documentés, ont été publiés. Les sources d'information sont nombreuses : la propagande même de la III^e Internationale, dédaigneuse du secret, est ouverte à tous, et elle n'est guère protégée contre la curiosité publique que par l'ennui qui se dégage d'une rédaction prolixe, hérissée de lieux communs et de formules théâtrales. Les instructions secrètes de Moscou aux divers partis communistes du monde visent, sans nul doute, à moins de publicité ; mais les besoins mêmes de leur diffusion aboutissent souvent à faire qu'ils soient divulgués. Nous savons tous exactement le rôle de la III^e Internationale, ses visées, ses méthodes et ses moyens d'action.

L'opinion ouvrière elle-même a tiré, de cette documentation plus complète, de sérieux profits. Elle commence à être infiniment mieux fixée sur les résultats pratiques de l'expérience communiste russe en ce qui concerne le bien-être des paysans et ouvriers. Placée entre deux exemples qui commencent à être connus jusque dans les usines, le *standard of life* de l'ouvrier américain et celui de l'ouvrier russe, l'élite des

travailleurs a de bons motifs de douter si réellement le progrès est du côté de l'expérience soviétique. L'effort régulier fourni aussi bien par l'État que par les grandes entreprises pour améliorer le sort des ouvriers et employés par la collaboration du capital et du travail n'est pas non plus sans porter ses fruits. Les moyens artificiels employés par le bolchévisme pour exacerber tout conflit entre le capital et le travail, et pousser l'ouvrier à la ruine afin d'en faire un révolté, ont été par trop apparents. Pour tous ces motifs, on peut espérer qu'en France, où une partie du moins de la classe ouvrière est assez éclairée pour ne pas se laisser très longtemps duper, le bolchévisme est depuis trois ans en posture plus difficile.

Reconnaissons que le gouvernement n'a pas été sans agir. Il a pris, en plusieurs circonstances, des mesures vraiment efficaces. Nous avons vu échouer des journées annoncées à grand fracas, et emprisonner de nombreux meneurs : il est vrai que nous les avons vu aussi remettre en liberté, le danger une fois passé. Il y a eu des procès et des condamnations : il y a encore des inculpations de la plus haute gravité.

Reste à savoir si nous sommes en présence d'une politique d'État méthodiquement poursuivie. Lorsque M. Sarraut s'écria : « le communisme, voilà l'ennemi ! » exprimait-il une opinion personnelle ou une opinion ministérielle ? Et si c'était un programme ministériel, était-ce la politique d'un Cabinet, ou une politique d'État ? Toute la question est là. Or, une politique d'État, où la trouver non seulement en France, mais dans la plupart des États civilisés ? Nous savons tous que les engagements du gouvernement tsariste n'ont pas lié le gouvernement bolchévique. Les engagements du président Wilson ne liaient pas l'Amérique. Il n'est, depuis onze ans, guère de contrats signés qui n'aient été remis en discussion, guère d'engagements, dont, ici et là, l'opposition ne déclare qu'elle n'y saurait souscrire, et qu'elle les annulera si elle prend le pouvoir. Et, pour rester sur le terrain de la lutte contre le bolchévisme, voyons, rien qu'en France et en Angleterre, à quoi tient la politique suivie à l'égard des Soviets. En Angleterre, le gouvernement travailliste reprend, avec eux, les relations rompues, à bon escient et pour des motifs précis, par les cabinets précédents, alors que rien dans la situation

relative des deux États n'a changé. En France, ce n'est un secret pour personne qu'un déplacement de quelques voix, soit à Reims, soit à Paris, devait nous donner un ministère dont le programme publié comportait l'amnistie pure et entière, l'abandon de toutes poursuites et des plus graves procès en cours... Il en faut bien conclure qu'il est infiniment difficile d'avoir une politique d'État dans nos pays d'Europe où les lignes politiques sont trop fréquemment brisées par les changements de ministères.

Quelles sont les conditions auxquelles doit répondre une politique d'État. Elle ne peut porter ce nom que si, tendant vers des buts d'importance primordiale, elle engage l'avenir jusqu'à leur réalisation. Elle exige donc une forte conviction, fondée sur des données assez sûres pour que son opportunité ne soit pas remise en question à chaque changement de personnel gouvernemental. Elle exige de la patience, de la ténacité et un agencement minutieux de moyens.

Et voici l'inquiétant contraste. Aucune des politiques suivies vis-à-vis du bolchévisme dans les États civilisés ne présente ces caractères. Il n'y a que mesures fragmentaires et momentanées, répondant à des besoins immédiats. Mais il existe une politique d'État. Et elle se rencontre précisément chez les implacables ennemis de notre monde civilisé.

UNE POLITIQUE D'ÉTAT : CELLE DE LA III^e INTERNATIONALE

C'est un fait que nulle politique d'aucune puissance temporelle au monde n'a, à un plus haut degré que la politique de la III^e Internationale, les caractères d'une politique d'État.

Il faut, à dessein, dire ici III^e Internationale, et non U. R. S. S. La politique officielle de l'U. R. S. S., État existant et même reconnu, peut, par suite de ménagements à garder ou de nécessités pressantes, parfois louvoyer : celle de la III^e Internationale, qui, sans faire figure ni être en quoi que ce soit reconnue, la domine et peut à son gré disposer de toutes ses ressources, n'a pas les mêmes entraves, et marche imperturbablement vers ses buts.

Nous trouvons ici réunis tous les caractères que nous avons reconnus constitutifs d'une rigoureuse politique d'État :

1° Un but de considérable importance. On n'en peut même

concevoir un plus grand : l'asservissement total du monde à une civilisation nouvelle, but exigeant la destruction totale de toutes les puissances capitalistes.

2° La subordination complète des moyens au but : subordination aisée et facile, puisque toute l'organisation bolchévique a été agencée dès son principe en vue du résultat à atteindre, avec des moyens souvent inédits et particulièrement puissants.

3° L'implacable suite dans les idées, puisque le système entier, conçu entièrement en dehors des règles économiques et sociales qui régissent la vieille civilisation, ne peut en aucun cas s'adapter à ses exigences et coexister avec elle, en sorte qu'il est condamné à vaincre ou à disparaître.

On peut juger que les principes de cette politique sont faux et portent la marque de la folie : c'est affaire d'appréciation, mais on ne peut nier son existence, non plus qu'y méconnaître les caractères d'une politique d'État.

Chaque jour, depuis douze ans, le bolchévisme nous clai-ronne une déclaration de guerre qui n'a jamais varié : chaque année, il étale, au congrès annuel de la III^e Internationale, les résultats de la guerre en cours, il en étudie les modalités, souligne les succès, commente les échecs, et publie en conséquence le programme de la lutte pour l'année qui vient. Fait-il tout cela secrètement ? En aucune façon ! il en diffuse des comptes rendus détaillés, et pousse l'obligeance jusqu'à nous en fournir la traduction en français, à Paris même, et en vente ouverte. Pour les ignorer il faut le vouloir.

Ils énoncent des faits aisément vérifiables : et à travers le recul de ces douze années, si l'on superpose ces comptes rendus annuels, on peut juger des progrès, aussi bien d'ailleurs que des reculs : la III^e Internationale ne masque pas ses échecs, et en tire des enseignements.

Reprenons, pour en vérifier l'exactitude, les divers points signalés comme caractéristiques de la politique d'État de la III^e internationale.

LE BUT

Son but, de considérable importance, a été proclamé dès le premier jour, en 1917 : renverser tous les États existant sous le régime du capitalisme, et les remplacer par un régime éco-

nomique et social nouveau, — le communisme, — sur toute la surface du globe.

Pouvons-nous l'ignorer, ou nous bercer de l'illusion qu'il a été abandonné ?

Il n'a jamais été question, dès 1917, d'établir dans le monde une enclave communiste à titre d'expérience, ni même de créer un État communiste russe. Pas une ligne de Lénine, pas un acte, ne justifieraient cette supposition. Avant même de débarquer du fameux wagon plombé, Lénine a conçu et commencé à exécuter la propagande qui doit, dans tous les pays belligérants, lancer les masses populaires armées à l'assaut de leurs gouvernements, pour la conquête du pouvoir direct par le peuple. Quand il réalise, en Russie, cette conquête, considère-t-il que son but est atteint ? Dès Brest-Litovsk, il tente la chance d'une révolte universelle et immédiate : ses appels ne sont jamais adressés aux paysans, ouvriers et soldats russes, mais bien à ceux du monde entier.

Et, lors même qu'il a échoué dans cette première tentative, il maintient son plan. Ce que « le prolétariat » a été incapable de concevoir et d'exécuter à son simple appel lui sera imposé par une dictature : il dresse, dès lors, tout un programme de longue durée qui sera, après lui, religieusement exécuté. C'est bien un programme de durée : il proclame qu'il faut le temps d'éduquer les masses et d'élargir sa base d'opérations, et que si, pour durer, il est nécessaire de transiger avec certains points secondaires du programme, on transigera, jusqu'à ce que, la victoire enfin acquise, on puisse revenir à l'intégrité de la doctrine. C'est lui-même qui établit la N. E. P. (ou nouvelle politique économique), compromis strictement suffisant entre le communisme intégral et le socialisme d'État pour permettre le strict minimum d'échanges indispensable à la vie de l'U. R. S. S., et qui fixe la doctrine pour les opérations à venir.

Ainsi, le plan politique du bolchévisme se décompose en deux phases :

1^o Le plan initial de révolution immédiate en Europe même, qui produit entre autres :

la révolution bolchévique hongroise ;

la révolution bolchévique en Italie, maîtrisée par le mouvement fasciste ;

des push révolutionnaires en Allemagne, en Espagne, et dans tous les États limitrophes de la Russie, etc., etc.

Ces expériences manquées amènent à une conclusion certaine : les prolétariats européens ne sont pas assez éduqués au point de vue révolutionnaire, et les États capitalistes sont encore trop puissamment centralisés et policés pour se laisser attaquer directement.

2° Il faut donc travailler sur de nouvelles bases et prendre pour but :

a) d'éduquer les prolétariats et de les organiser, jusqu'à ce qu'ils soient mieux armés pour l'attaque à l'intérieur ;

b) d'affaiblir en même temps les États capitalistes en les attaquant sans relâche, mais indirectement, par l'extérieur : cela, en détachant d'eux les colonies et pays coloniaux, dont ils tirent une grande partie de leurs richesses et de leur force, et en les dressant contre les métropoles.

Cette deuxième phase est en cours d'exécution : qui le nierait ? Et qui oserait soutenir que ce plan manque de logique, ou d'envergure, ou encore qu'il n'est ni menaçant, ni réalisable ? C'est bien une politique, et une politique d'État : y a-t-il le plus léger symptôme que l'attention de la III^e Internationale s'en soit, à quelque moment que ce soit, détournée, et qu'elle en ait abandonné une part quelconque ?

Elle a été entreprise avec plus de hâte que de méthode, et a voulu dès le début obtenir des succès partout : du Maroc à la Corée, à travers l'Égypte, les Indes et les Indes néerlandaises et maintenant jusqu'au Cap, on a vu partout des complots, des soulèvements bolchévistes.

Mais les comptes rendus des Congrès annuels de la III^e Internationale sont là pour nous renseigner : nous savons qu'aujourd'hui, cette dispersion d'efforts est condamnée. Selon les plus saines doctrines stratégiques, on entretiendra, sur tous les points, le strict minimum d'agitation nécessaire au développement de l'esprit révolutionnaire, mais on appliquera la totalité de l'effort en un seul point : ce point acquis, à un suivant.

L'ordre de cette succession est formellement précisé.

D'abord la Chine, où l'on n'a à rencontrer, de front, aucune puissance européenne, et qui ferait tomber, dans le plateau soviétique de la balance, la prépondérance numérique formidable de ses 400 millions d'habitants... au moins.

Ensuite, les Indes, seconde masse importante de l'Asie. Si celle-là tombe, toutes les puissances moindres du continent asiatique, Indo-Chine, Siam, etc., tombent du même coup.

Et une fois l'Asie conquise, l'Afrique du Nord.

Ce plan existe-t-il? Qui le nierait; tous les textes concordent. Est-il logique? Il n'est que trop évident que, contre ces masses une fois bolchévisées et animées d'une même impulsion, l'Europe encerclée serait bien faible. Est-il en cours d'exécution? Certes oui! Le plan de bolchévisation de la Chine se développe depuis dix ans, a failli plusieurs fois réussir, et continue à s'exécuter, malgré des échecs reconnus.

Les délibérations, rapports et résolutions concernant la question chinoise forment, dans les comptes rendus de la III^e Internationale, des volumes aussi lourds que circonstanciés. Nous savons le rôle exact de la représentation bolchévique à Pékin; nous savons, par des milliers de documents, le rôle des agents, officiers et même généraux soviétiques dans le gouvernement et les armées de la République du Sud, et dans les révoltes de Canton. Nous pouvons suivre Feng-yu-tsiang, allant prendre à Moscou et son mot d'ordre, et ses subsides: la tension russo-chinoise, au sujet du chemin de fer de Mandchourie, et la reprise des guerres civiles, nous donnent toujours les mêmes renseignements, nous révèlent la même origine et nous font retrouver les mêmes agents. A proprement parler, au cours de ces années de troubles en Chine, il ne se présente jamais de situation nouvelle, mais des évolutions successives d'une même lutte dont les éléments ne varient pas, et dont le but reste immuable, la bolchévisation de la Chine et l'éviction des Européens, afin qu'elle tombe tout naturellement, comme la Mongolie, dans l'Union des Républiques soviétiques.

Moscou, capitale des États-Unis d'Asie, est bien un but de politique d'État: le but cadre avec des ambitions héréditaires, et correspond aux besoins d'expansion mondiale de la III^e Internationale.

Il est certain que cette politique ne sera pas abandonnée: à nous de juger si elle nous intéresse, et à quel point: mais, en aucun cas, nous n'avons la possibilité d'en nier l'existence et la logique.

LES MOYENS

La subordination des moyens au but, dans l'organisation du bolchévisme, est tout à fait remarquable.

Elle était d'autant plus facile à réaliser que la conception politique générale a précédé la création de l'État. Les plans d'une civilisation communiste mondiale existent chez Lénine avant le coup d'État : la République soviétique n'est que le noyau autour duquel doit se cristalliser l'Union des Républiques soviétiques, et l'agent d'exécution du plan politique.

L'habile conception qui organise la dualité entre la III^e Internationale et l'État de l'U. R. S. S., mettant la direction politique suprême à l'abri de toute intervention de l'étranger, et assurant du même coup son absolue liberté d'action, répond parfaitement au but fixé.

Quant aux moyens de la politique bolchévique, ils offrent, sur tous les points, une originalité sans précédents, et ne procèdent d'aucune des règles ni d'aucun des usages admis dans la société civilisée : et ce qu'il y a de plus stupéfiant, c'est que, depuis douze ans, les gouvernements civilisés et les diplomaties européennes en supportent l'emploi, sans trouver, dans les précédents historiques, aucune riposte adéquate.

Ces moyens, en effet, sont caractérisés par cette singularité, infiniment simple et logique, qu'ils ignorent les gouvernements et leurs diplomaties pour s'adresser directement aux peuples : — ce qui est assez naturel, car on ne peut tout de même pas négocier avec un gouvernement de sa propre abdication.

Nous assistons à ce spectacle extraordinaire d'une puissance qui installe et dirige librement, en tous pays, de la façon la plus ouverte, des « partis communistes » directement subordonnés à son action et impérativement dirigés par ses instructions, auxquels ils doivent obéissance passive ; ces partis étant créés officiellement pour renverser le gouvernement du pays qui les abrite ; qui correspond directement avec ces partis, — et non avec les gouvernements, — reçoit d'eux tous renseignements de nature politique, militaire, sociale, etc., et leur envoie en échange les plans à exécuter, ainsi que les subsides nécessaires ; qui convoque librement, chaque année, des représentants nombreux de tous les pays du monde, pour délibérer

ouvertement de la révolution mondiale, en des séances officielles qui sont dactylographiées, puis imprimées et publiées ; qui possède, en tous États du monde, un personnel hiérarchisé, disséminé, pour les torpiller, dans tous les organes des États, et une presse internationale.

Les buts qu'elle poursuit, par sa politique, dans chaque État, offrent aussi cette particularité d'être moins matériels que moraux. Il lui apparaît moins urgent de conquérir ceci ou cela que de créer un état d'esprit révolutionnaire, de détruire tous les héritages moraux qui constituaient l'armature de la civilisation : religion, patriotisme, famille. Aussi s'attache-t-elle à des objets qui sont entièrement en dehors des vues de la diplomatie classique : l'éducation de l'enfance, les écoles, l'armée, le cinéma. Elle est amenée à exercer son action dans les domaines les plus variés de la vie économique et sociale, ou rien n'est préparé pour dépister son action, et à faire soutenir les thèses qui lui sont favorables par des agents à ses ordres, dans tous les Parlements du monde, sans que rien soit imaginé pour combattre ce danger.

Enfin, cette puissance possède des écoles d'« agitateurs » officielles, où elle dresse, en Russie, des révolutionnaires professionnels de toutes nationalités, pour les renvoyer, une fois instruits, munis de subsides réguliers et de littérature spécialement imprimée à leur usage, en toutes langues vivantes, sur des presses d'État, afin qu'ils évangélisent directement le peuple sur sa mission révolutionnaire : c'est par dizaines de milliers qu'ils circulent actuellement, surtout en Asie.

Il y a parti pris évident d'ignorer gouvernements et diplomaties désuètes. Lénine, dès la révolution d'octobre, procède, par-dessus leurs têtes, à des appels directs aux « paysans, ouvriers et soldats » du monde entier, et si possible par radio, afin que ses appels soient captés partout où lettres, journaux et télégrammes risqueraient d'être interceptés.

Depuis lors, dira-t-on, ces procédés ont changé. L'U. R. S. S. cause avec les gouvernements, et a une diplomatie qui échange des formules courtoises avec nos diplomates... Certes, l'U. R. S. S. mais pas la III^e Internationale. La III^e Internationale continue, elle qui n'est pas le gouvernement de l'U. R. S. S., à envoyer instructions et subsides (par les valises et avec l'argent de l'État russe), à convoquer des délégués étrangers (aux frais

et dans les palais de l'État russe), à dresser des révolutionnaires pour nos colonies (aux frais et dans les écoles officielles de l'État russe), à leur fournir des tracts imprimés sur des presses d'État russe... et à envoyer ses instructions et ses appels à l'insurrection par le fil ou le sans-fil d'État russe.

Le diplomate de l'U. R. S. S., qui cause avec les gouvernements, n'est que l'ambassadeur de l'U. R. S. S. Les diplomates de la III^e Internationale causent directement avec les peuples, sans passer par aucun gouvernement : moyen d'action dont on peut mesurer la puissance en Chine, où une douzaine d'ambassadeurs européens négocient vainement avec des ombres de gouvernement, tandis que des milliers d'agents de la III^e Internationale, Russes parlant chinois ou Chinois instruits dans les écoles d'agitation russes, prêchent directement au peuple le catéchisme bolchévique.

Ce sont innovations de nature à dérouter toutes nos traditions. Depuis l'origine des temps historiques, les États causent ; les diplomates essaient de se convaincre, — il est même des cas où ils essayaient de se tromper, voire de se corrompre, — et, si l'on n'aboutissait à rien, on recourait à la force : la guerre. Ici, rien de semblable. Il s'agit d'atteindre directement les classes populaires, et de les déterminer à agir : la guerre n'est pas envisagée comme moyen de coercition d'État à État. Lorsque l'U. R. S. S. se déclare pacifique, elle a raison en ce sens qu'elle ne médite aucune agression à main armée pour imposer le bolchévisme à l'Europe, par exemple. Il y a longtemps, — après l'insuccès de la conquête de la Pologne, — qu'elle a condamné cette façon d'agir, et exprimé très clairement qu'il serait stupide de faire tuer des Russes pour conquérir le pouvoir en Chine par exemple, alors qu'il est si facile de faire tuer des Chinois pour ce même objet ! C'est aux démocraties et aux soldats de chaque pays de conquérir eux-mêmes le pouvoir, et il est plus économique de les inciter à le faire que de le faire à leur place et à leur bénéfice.

Jusque dans les opérations, les moyens employés par les Soviets diffèrent totalement de ceux envisagés dans le monde civilisé. Pour eux, l'état de guerre n'est qu'un état de crise favorable à la révolution, car il fait souffrir les populations et met armes et munitions entre les mains des prolétaires : il faut l'utiliser, non pour détruire l'armée ennemie, mais pour

la travailler par une propagande bien faite et l'amener à abandonner la lutte contre l'ennemi pour la lutte contre la bourgeoisie.

Bref, sur ce terrain comme sur tous les autres, nous nous trouvons en présence de moyens parfaitement adaptés à un seul but, mais tout à fait en dehors de nos notions de civilisés.

Du fait que nous ne les soupçonnons pas, qu'il nous faut, pour les concevoir et en pénétrer l'agencement, une somme considérable d'attention exercée sur des points que nous n'avons pas l'habitude d'examiner, nous sommes, certes, excusables d'en avoir méconnu l'importance.

Mais ce qui était excusable hier cesserait de l'être si, notre attention une fois éveillée, nous négligions de vérifier, puis d'agir.

* * *

Sur l'implacable suite dans les idées, il est à peine nécessaire d'insister.

S'il ne faut que des faits matériels, n'importe quel compilateur peut relever, au cours des douze années qui viennent de s'écouler, une suite ininterrompue d'événements, et de documents. C'est un travail fastidieux. Jamais aucune conversation diplomatique, jamais aucune convention avec l'U. R. S. S. n'a interrompu le travail de la III^e Internationale, et les conséquences qui en découlent ; et, si l'on veut comparer le compte rendu du dernier congrès annuel avec celui d'il y a cinq ans, par exemple, on sera, après des journées d'un travail lamentablement monotone, obligé de reconnaître qu'il y a identité complète dans le programme et dans les buts poursuivis.

On peut admettre la constance, dans le passé ; mais la pérennité dans l'avenir offre une importance autrement capitale : et sur ce point, force est bien d'établir sa conviction sur un travail intellectuel.

Le bolchévisme est un système construit logiquement, en partant d'un point de départ arbitraire. C'est une œuvre d'intellectuel, conçue d'une seule pièce, un système, et non un assemblage hétéroclite d'idées de provenances diverses.

Lénine, père de ce système, l'a édifié avec le plus grand soin ; il fait figure de chef spirituel, et le point de départ de ses doctrines fait figure de dogme. Si l'on touche au dogme, tout

s'écroule : et le code, et la société communiste ; il est possible de toucher aux superstructures, avec précaution : il n'est pas possible de toucher aux assises ; l'évolution est extrêmement limitée, et ne peut se produire que pour des détails.

Par ailleurs, son agencement sur un autre plan que celui de la société capitaliste, sans aucun point commun permettant des échanges, condamnait le communisme à vaincre totalement le capitalisme et à le remplacer sur tout le globe, ou à disparaître. Lénine n'a jamais prévu un effort ni des buts limités, ni de lutte indéfinie : tout, ou rien et il a tout prévu pour s'assurer la durée.

L'organisation de l'État exclut toute possibilité légale d'opposition. Il n'est pas question de juger si, oui ou non, la majorité du peuple est satisfaite du régime ; mais il est certain que les mécontentements n'ont aucun moyen légal de s'exprimer, et si peu de chances matérielles de pouvoir régler une action concertée que la permanence du pouvoir est assurée. La permanence des dogmes a été assurée par la même méthode : il n'y a possibilité d'expression par la presse ou par la parole pour aucune opinion qui ne soit strictement orthodoxe : un mur, sans fenêtres ni portes, sépare absolument le monde intellectuel et moral des Soviets du monde civilisé, et autant qu'il a été possible, toutes les idées et morales héréditaires sont détruites. Lénine a cherché la pérennité de sa politique dans l'éducation de la jeunesse, qui, exclusivement nourrie de ses principes, ne peut et ne doit pouvoir concevoir d'autre vérité que la sienne : et cette jeunesse sélectionnée, il l'a délibérément installée sur toutes les « avenues du pouvoir », comme une garde placée autour du gouvernement, certes, mais aussi comme un contrôle qui, veillant à la pure doctrine, tient ses successeurs enchaînés dans une fidélité qu'ils ne sauraient transgresser.

En fait, jusqu'ici nul n'a pu s'en évader : la doctrine reste intangible comme un dogme religieux, la ligne politique reste implacablement rectiligne. Aucun espoir d'atténuation ou d'évolution ne résiste à un examen scrupuleux...

Et, quand bien même, par suite d'un événement pour l'heure imprévisible, le gouvernement bolchévique disparaîtrait demain, il y aurait encore, de par l'existence de milliers, voire de millions de cerveaux humains exclusivement imbus

de ses doctrines, des dangers à prévoir pour une durée considérable.

En un mot, la pérennité future de la politique bolchévique n'est pas confiée à la puissance matérielle de quelques dirigeants, capables d'évoluer et de la modifier. Elle est confiée à une hérédité morale, créée de toutes pièces par la propagande et la persuasion seules, là où l'U. R. S. S. ne règne pas... savoir dans les partis communistes étrangers... mais bien par la volonté, voire la contrainte de l'État qui forme les jeunes cerveaux dans le seul sens qui lui convienne, en U. R. S. S.

Précisément à l'heure où les États d'Europe, sous l'influence de l'esprit de liberté, ont progressivement abdiqué leurs droits à maintenir une morale héréditaire, la plus jeune et la plus révolutionnaire des puissances mondiales conçoit la valeur de l'arme qui a été abandonnée, la ramasse et la retourne contre eux.

Peut-on douter du danger : et n'y a-t-il pas, là, matière à réflexion ?

LES POLITIQUES INCERTAINES ET FRAGMENTAIRES DE LA CIVILISATION

Est-il très nécessaire d'insister sur le fait qu'en face de cette politique raisonnée, ordonnée, et persistante de la III^e internationale, il n'y a qu'incohérence ?

D'une part, une politique mondiale à vues illimitées ; de l'autre, des politiques nationales diverses et ondoyantes, avec des objectifs immédiats à courte vue : telle est la situation.

L'Allemagne, à l'issue de la guerre, se montre préoccupée de s'assurer au plus tôt un client, voire un allié éventuel en Russie, d'y reconquérir cette influence prédominante qu'elle a eue à diverses reprises au cours de l'histoire, de se garder une porte ouverte pour le *Drang nach Osten*, et de s'ouvrir peut-être, vers l'Asie, d'importants marchés économiques pour remplacer ceux qu'elle a perdus ailleurs...

L'Angleterre alterne entre la crainte et l'espoir, tantôt désireuse de fermer la métropole à l'invasion des idées bolchéviques, tantôt bercée de l'espoir qu'elle peut acheter, par d'amicales concessions, l'abandon de la propagande bolchévique dans ses colonies : hier, le gouvernement de M. Mac Donald tend aux Soviets la branche d'olivier ; aujourd'hui déjà, la révolte

gronde au cap de Bonne Espérance, sur des ordres et avec des fonds venus de la III^e Internationale à Moscou, tandis que la *Pravda* s'en lave les mains :

« Le gouvernement des Soviets ne saurait en aucune façon être responsable des organisations communistes répandues dans le monde entier, ni garantir la Grande-Bretagne contre les soulèvements de ses coloniaux... etc... etc... »

La France reconnaît le gouvernement de l'U. R. S. S. et l'existence d'un parti communiste en France, — quitte à ne voir jamais aboutir les tractations entreprises sur la question des dettes, à combattre de façon locale les troubles successifs dans ses colonies, et à arrêter, par des mesures policières raisonnables, les effervescences trop dangereuses en France.

L'Italie reste enfermée dans la citadelle du fascisme, n'admet pas l'existence d'un parti communiste italien, et lutte à l'intérieur avec les mêmes armes qu'emploie le bolchévisme : car, elle aussi, elle remet l'avenir de sa politique entre les mains d'une jeunesse dressée selon ses idées, et s'attache à renforcer toutes les morales traditionnelles concernant la famille, la nation et la religion, pour maintenir debout tout ce que le bolchévisme s'acharne à détruire : elle s'immédiatement porté le combat sur le terrain des valeurs morales, plutôt que sur celui des défenses matérielles. Et, consciente de la valeur de cette défense intérieure, elle se détourne dédaigneusement de tout ce qui ne la touche pas directement ; elle condescend à des relations extérieures correctes, et ne porte pas ses regards au delà du bassin méditerranéen.

Les États-Unis d'Amérique sont exclusivement américains. Ce qui se passe ailleurs, bolchévisation de l'Asie, voire de l'Europe, est encore fort loin d'eux, pensent-ils ; cependant, déjà, le brulôt mexicain, attaché à leurs flancs, n'est pas sans les inquiéter...

Il n'y a, en ces politiques variables et diverses, aucune visée commune, aucun sentiment exact de solidarité. Chacun, selon les besoins du moment, se défend, pour soi, sur son terrain, satisfait s'il écarte une menace immédiate. On se réjouit pour quelques meneurs coffrés, pour une grève évitée, pour des troubles réprimés, pour des élections qui diminuent de quelques unités les élus du parti communiste... et l'on néglige trop le chiffre impressionnant des voix, — souvent un votant

sur dix, ou plus, — qui a soutenu leur programme. On tire vanité de quelques effets locaux heureusement atténués, et l'on oublie qu'on n'a pas supprimé la cause, en sorte qu'il faudra, demain, recommencer ailleurs.

Dès que les choses se passent sur le territoire du voisin, on s'en inquiète à peine. Certes, nous savons tous que par exemple une Allemagne totalement bolchévisée serait la fin de l'Europe, mais nous n'en avons aucune crainte, parce que sa capacité de résistance rend cette éventualité improbable. Nous savons tous que, l'Inde bolchévisée, c'est à coup sûr l'Indochine perdue : ceci est beaucoup moins invraisemblable... nous espérons toutefois que ce n'est pas prochain, et qu'il sera temps d'aviser pour notre compte personnel à notre propre défense si les choses en viennent là.

S'il s'agit de territoires n'appartenant à aucun des États européens, l'intérêt devient à peu près nul, et les Puissances agissent ou n'agissent pas de la façon la plus disparate. Nous savons, nous n'avons pas le droit d'ignorer, que depuis dix ans la Chine se bolchévisait dangereusement ; qu'à travers des modalités d'actions diverses, — guerre civile, menace de guerre extérieure, voire état de guerre latent, — et négociations subséquentes, une seule entreprise se poursuit méthodiquement sous la direction de Moscou. Nous savons qu'elle nous menace tous, Français, Allemands, Anglais, Italiens ; ou si nous ne le savons pas, c'est que nous refusons de lire et de comprendre cent documents officiels de la III^e Internationale, qui fixent le but de cette étape capitale de la conquête de l'Asie. Mais, depuis dix ans, nous agissons comme si nous l'ignorions, comme s'il était possible, en éludant la question, d'éviter de la résoudre.

Depuis la guerre, en toutes circonstances, les États européens ont parfaitement manqué de cohésion. Dans la question des concessions, celle des douanes ou celle des indemnités, les uns abandonnent leurs droits, les autres les maintiennent. Pour la reconnaissance des gouvernements du Nord ou du Sud les uns reconnaissent, les autres ignorent, et les contrats particuliers s'échelonnent sans aucun ordre. Chacun mise sur un général différent et sur des influences diverses : ces politiques se contrarient ou s'annulent.

Il suffit, pourtant, d'une seconde de réflexion et de souvenirs remontant à quelques années à peine, pour voir où cela

nous mène. Le chemin parcouru est déjà considérable : par suite de la guerre d'abord, de l'action de la III^e Internationale ensuite, nous marchons à un renversement complet des valeurs entre les Puissances européennes et les peuples coloniaux.

Il n'y a pas trente ans, — et la manifestation la plus typique en est le corps expéditionnaire international dirigé sur Pékin, après la révolte des Boxers, — il y avait l'Europe, la race blanche, et des peuples de couleur isolés, sans aspirations ni idées communes. Nous étions, nous, les civilisés, une seule puissance à leurs yeux ; puissance redoutable par sa cohésion, par ses moyens dérivant d'une science inconnue, par ses ressources économiques inimitables. Un seul contre-torpilleur, battant un quelconque pavillon européen, surgissant en une rade d'Extrême-Orient, évoquait le spectre de flottes alliées invincibles, et représentait une volonté devant laquelle il n'y avait qu'à capituler. Certes, la victoire du Japon sur la Russie, en démontrant la possibilité d'apprendre nos sciences et de copier nos méthodes assez exactement pour vaincre un État européen, a déjà porté un coup à notre suprématie et suscité, au moins en Asie, un puissant mouvement d'orgueil de race ; mais la guerre mondiale, en dressant les unes contre les autres ces puissances blanches qu'on s'était figurées unies, — en faisant intervenir dans leur conflit des puissances ou des contingents de couleur, — a ruiné la légende de l'Unité européenne.

Et, à l'heure précise où nous sommes désunis, parfois opposés d'intérêts, la cohésion et l'union des peuples coloniaux, ou si l'on préfère des races de couleur, se constituent sous l'égide de la III^e Internationale. — Certes, ce n'est pas Moscou qui a inventé les nationalismes : il n'est pas douteux que le dernier des roitelets nègres a toujours préféré rester maître chez lui plutôt que d'y voir venir des blancs ; mais il est certain que la III^e Internationale a pris en main la direction de tous les nationalismes coloniaux, les développe par une propagande régulière et cohérente, concrétise de façon uniforme les revendications à élever, les buts à atteindre, et procure à chacun les armes les plus utiles à employer pour nous frapper en un point délicat ou sensible.

Toutes les organisations révolutionnaires de Canton en Soviets ouvriers et paysans sont exactement bolchéviques ; et si, au Cap, les nègres se sont associés en groupements syndi-

caux revendiquant, par la grève et la violence, tous les droits des *trade-unions* britanniques, on peut être assuré que ce n'est pas un mouvement d'origine autochtone, même si l'on ignore les aveux des rebelles, savoir qu'ils sont soutenus par « une puissance blanche amie des noirs », la Russie !

Bref, l'unité de direction, l'unité d'action, la cohésion des volontés nous échappent précisément à l'heure où elles se constituent dans le camp opposé.

Il est temps de voir et de comprendre que nous sommes réellement en danger : que nous avons laissé s'effriter, voire même détruit de nos mains, la façade d'unité européenne qui était encore suffisante, jusqu'en 1914, pour affirmer notre supériorité ; que nos politiques nationales, aux intérêts indépendants et parfois contradictoires, sont insuffisantes pour s'opposer à une politique mondiale dirigée par une volonté unique.

Le jour où nous aurons vu et compris, nous serons à la veille d'imaginer enfin la solution : le sentiment du danger commun est le plus puissant motif de solidarité.

INSUFFISANCE DES ORGANISMES DE DÉFENSE NATIONAUX

On ne saurait faire reproche à aucun des États d'Europe d'avoir si longtemps méconnu le bolchévisme, et si longuement hésité sur l'opportunité des mesures à prendre, ainsi que sur leur nature. Si des chefs de gouvernement ont pris à ce sujet, ici et là, quelques décisions, c'est uniquement par suite de convictions personnelles et d'études individuelles, car rien n'est prévu pour documenter un gouvernement sur l'ensemble d'une question aussi complexe.

L'usage a partagé l'étude des questions dont doit connaître un chef d'État entre un certain nombre de départements ayant chacun ses attributions propres. Ces départements sont, dans tous les États civilisés, à peu près identiquement organisés, et ont jusqu'ici répondu aux besoins de façon suffisante.

Il était bien rare, en effet, que les incidences d'une question fussent de nature à affecter également deux départements, et tout à fait exceptionnel qu'il y eût à puiser, pour la même question, dans plus de deux départements.

Avec le bolchévisme, il en va tout autrement : il déborde tous les cadres prévus, touche à toutes les questions, se mani-

feste dans tous les domaines, est perçu par tout le monde dans des détails, et par personne dans l'ensemble. Chacun est qualifié, par quelque point, pour en connaître, prendre ou proposer des mesures particulières dans son département ; nul ne l'est pour réunir, en un seul faisceau, ces incidences éparses, tirer parti des innombrables sources de renseignements, des multiples observations isolées, reconstituer une image exacte de l'ensemble, et coordonner de façon utile les efforts de chacun en vue du meilleur rendement.

Il suffit, pour s'en convaincre, de passer en revue quelques-uns des ministères les plus importants pour voir que chacun est intéressé pour sa part, mais rien que pour sa part.

L'Intérieur surveille des personnes ou des associations, a connaissance des actes ou projets illégaux ou criminels, prévoit ce qui touche aux troubles, d'accord avec la Guerre ;

La Justice a les instructions ;

La Guerre et la Marine connaissent du bolchévisme dans l'armée, qu'il s'agisse de réservistes ou d'hommes de l'active ; mais la formation pré-militaire des jeunesses communistes, les relations entre les organisations communistes civiles et les communistes faisant leur service, ainsi que les organisations réservistes communistes en vue de constituer ultérieurement des noyaux de troupes rouges, ne peuvent leur être connues que par la Sûreté générale. L'armée ignore les procédés tactiques, pourtant fort intéressants et dangereux, utilisés par le bolchévisme tant dans les troubles qu'en guerre : et personne ne rassemble, pour elle, les leçons d'expérience qui découlent et de la révolution russe, et de tous les push bolchéviques qui se sont déroulés de Budapest à Canton, de Vilna à Sumatra.

L'Instruction publique connaît bien du bolchévisme à l'école..., en ce qui concerne le personnel enseignant, dont elle peut suivre, par les comptes rendus des divers congrès, les tendances et la pression ; mais, a-t-elle les moyens de s'assurer, par comparaison avec les résolutions assurées à Moscou, du degré exact d'influence de la III^e Internationale ? En ce qui concerne le personnel instruit à l'école, elle ne peut guère tirer des conclusions ; car les enfants lui échappent avant que le résultat de l'instruction reçue soit perceptible, et ce n'est qu'après des années que l'on pourra se rendre compte, ailleurs, de l'influence de l'école.

Les Beaux-arts connaissent de la littérature, et du film, ce roman vulgarisé. — Mais, si les présidents de Cour insistent fréquemment sur l'influence du film en matière de criminalité, personne ne parle de son influence en matière de bolchévisme : or, elle existe, admirablement camouflée parfois.

La Marine marchande, les Colonies, connaissent du bolchévisme dans les ports de mer ou dans les colonies...

Les Affaires étrangères, plus que tout autre département, sont, ou devraient être renseignées sur l'action mondiale du bolchévisme. Malheureusement, là aussi, personne ne voit l'ensemble. Les événements sont perçus et étudiés par région géographique, ou par État reconnu, des bureaux différents étant chargés soit d'une région, soit d'un État. Il y a bien un bureau qui traite de l'U. R. S. S., mais la III^e Internationale n'est pas l'U. R. S. S. et leur action dans le monde n'est pas unique. Les manifestations d'activité de la III^e Internationale se produisent en maints États différents, sans lien apparent, et vont ressortir à différents bureaux sans contact entre eux : centralise-t-on, peut-on centraliser? D'autre part, sous l'influence du péril bolchéviste, presque tous les États au monde ont eu à prendre des mesures législatives ou sociales intéressantes, dont peut-être divers bureaux ont eu, ou auraient pu avoir connaissance : centralise-t-on? qui peut le faire, et qui peut exploiter les résultats de cette centralisation?

Évidemment, l'ensemble des ministres peut, chacun apportant sa part à l'enquête, se faire une opinion déjà intéressante; mais elle ne sera qu'une résultante incertaine. Car, pour chaque ministre, le bolchévisme n'est que l'accessoire, et non le principal de ses préoccupations.

L'importance du mouvement politique et social bolchévique, mouvement infiniment plus étendu et disposant de moyens de diffusion infiniment plus rapides et plus puissants que ceux dont disposait la Révolution française, ne s'accommode pas d'appréciations approximatives et d'une attention accessoire. Il mérite d'être le principal, voire l'unique sujet d'étude non d'un homme, mais d'un organisme spécialement créé pour en connaître; car il y a longtemps que l'étendue de la documentation historique et sociale qui le concerne a dépassé les facultés d'examen d'un isolé. Un homme parfaitement orienté, dès l'origine, sur le bolchévisme, peut à grand peine, aujourd'hui,

se tenir au courant; rien que pour conserver et classer quotidiennement les notes utiles, il lui faudrait déjà un personnel, et la possibilité de puiser aux fonds divers qui ont dû se constituer dans les différents ministères.

Tôt ou tard, si l'on veut être réellement orienté sur la portée exacte du mouvement, il en faudra évidemment venir à la constitution d'un organe interministériel spécialisé, non pour se substituer en quoi que ce soit aux divers ministères, mais pour coordonner et comparer des informations qui, à rester éparses, perdent leur valeur de recouplement et de confirmation.

La partie rétrospective du travail est déjà considérable. Malgré son apparente nouveauté, le bolchévisme n'est pas né en 1917, il a une filiation et il est le fruit naturel de quelque chose; il n'est pas sans intérêt de savoir quelles ont été les conditions et quels terrains favorables ou défavorables à l'évolution qui précède son éclosion. Il est riche d'expériences politiques, économiques, sociales, juridiques et militaires, poursuivies pendant des années dans des conditions extrêmement variées; il est lamentable de songer que, faute d'études systématiques, le fruit de cette expérience est déjà difficile à recueillir, et qu'on risque de renouveler des écoles qui ont déjà coûté fort cher à l'humanité, faute d'avoir tiré les conclusions nécessaires de celles qui ont précédé. Il a, par voie de réaction, profondément influencé l'évolution des États capitalistes qui lui sont le plus hostiles, tantôt en provoquant l'éclosion d'une législation de circonstance, tantôt en déterminant de la part de l'État ou même des industries privées un effort considérable vers une amélioration du sort des ouvriers; ces mesures législatives ou sociales diverses donnent déjà des résultats, il est important de les comparer et de savoir ce qui peut être utilement imité, aussi bien que ce qu'il est dangereux d'imiter. Il oppose partout, à la pyramide officielle et visible du pouvoir, qui, du chef de l'État descend hiérarchiquement vers le peuple, une autre pyramide opposée par la base, celle d'un pouvoir occulte et d'un système de sociétés qui doivent directement actionner le peuple, sans passer par aucun des échelons de la hiérarchie officielle; et il en résulte une science entièrement nouvelle de l'action politique et de l'action militaire en matière d'insurrection. Cette science est en majeure partie ignorée de ceux-là mêmes qui auraient, éventuellement, à s'y opposer, bien qu'elle

soit très rigoureusement codifiée et confirmée par des expériences déjà historiques, et les organes du pouvoir sont mal placés pour se défendre, puisqu'ils sont sur un autre plan. On peut tirer, de l'expérience des révolutions, des enseignements du plus haut intérêt, à condition qu'on ait le temps et les moyens de réunir la documentation éparse qui concerne les agitations, grèves, soulèvements et révolutions des douze dernières années.

La partie actuelle et quotidienne du travail ne saurait être autre chose que le travail habituel de tout service de renseignements, le classement et le plan d'ensemble, tenu constamment à jour, des diverses manifestations d'activité de la III^e Internationale dans son ensemble. Aujourd'hui, par exemple, en matière coloniale, il y a les tractations de Chine et les affaires du Cap qui sont d'importance capitale; il y a une documentation à prendre dans des bureaux totalement différents... et il est plus que probable que l'étude des documents saisis au Cap recoupe exactement, pour les méthodes de préparation et de mise en mouvement de l'insurrection, d'autres documents plus anciens concernant tel mouvement aux Indes ou en Égypte : on en peut déduire des règles utiles pour éviter la préparation d'un mouvement colonial analogue en Algérie ou en Indochine. Est-ce la colonie menacée qui peut, de son propre chef, étudier l'ensemble des manifestations coloniales du monde, et en déduire ses besoins? Évidemment non : elle n'a ni la documentation ni le personnel nécessaires, et elle n'a pas davantage la faculté de décider seule de toutes les mesures à prendre : seul un organe central spécialisé, dépendant directement du gouvernement, peut faire besogne utile.

Ainsi donc, un bureau d'études du bolchévisme doit être interministériel, afin de pouvoir puiser à toutes les sources d'information du pouvoir. Il doit, en outre, vu les capacités qu'il exige, être de composition variée : légistes, sociologues, diplomates et militaires y seraient également indispensables pour arriver à la production d'une documentation valable.

Or, il faut qu'elle le soit.

Quel que soit son rôle social, politique, intellectuel ou militaire, tout homme, dans les douze dernières années, a dû quelque peu réfléchir au bolchévisme. Combien ont essayé de savoir? Combien plus n'ont osé juger, en présence d'une

documentation déjà formidable, mais passionnée, dépourvue de critique certaine ? Où chercher la vérité ?

Nous ne pouvons pas rester, en présence d'un mouvement dont tous nous soupçonnons l'immense portée, dépourvus de tout instrument scientifique de connaissance. C'est, déjà, un besoin pour les individus : mais, pour l'État, c'est un devoir.

Qu'un particulier se trompe, que ses études incomplètes l'amènent à une conclusion insuffisante ou erronée ; que son équation personnelle, ses goûts, son tempérament, l'amènent à un jugement partial, c'est sans grandes conséquences. Mais qu'un gouvernement puisse se tromper, faute de moyens suffisants d'examen ou de jugement, c'est peut-être vital pour le pays. Il ne peut plus être question d'ignorer le bolchévisme : il est là, introduit dans nos usines, minant notre armée, préparant le soulèvement de nos colonies, essayant ouvertement de jeter bas nos gouvernements. Reste à estimer la menace. Il peut être exactement aussi dangereux d'en méconnaître la valeur et de succomber par négligence, que de s'en exagérer l'importance, et d'employer à la légère des mesures excessives, insuffisamment étudiées. La réponse à toutes les questions que peut se poser un gouvernement est là, dans ces douze années d'expérience du bolchévisme et des réactions qu'il engendre. Mais personne n'est chargé de les étudier et d'en tirer cette réponse qu'il nous faudra donner, pour vivre.

On peut savoir, on doit savoir : jouerons-nous notre avenir sur une énigme, alors qu'il nous suffit, pour la déchiffrer, de la faire étudier, comme toute autre science humaine, par un personnel compétent muni des moyens d'étude nécessaires ?

INSUFFISANCE DES POLITIQUES NATIONALES POUR LA DÉFENSE COMMUNE

Savoir avec exactitude ce qu'il nous faut faire pour résister, chez nous, au bolchévisme, ne nous assure jamais qu'une sécurité relative. Si bien géré que soit un État, que fera-t-il, s'il reste le seul survivant des États capitalistes, entouré de toutes parts par le communisme triomphant ?

A la politique internationale du communisme, obéissant à une seule direction, seule peut répondre une politique internationale du capitalisme ; les politiques nationales hésitantes

ou divergentes ne peuvent, vu leur incohérence, s'y opposer victorieusement. C'est d'une telle clarté qu'il est bien inutile de s'évertuer à le démontrer.

Le communisme est un : le capitalisme ne l'est pas.

Et pourtant, nous tous, peuples civilisés, nous sommes tous héritiers de ce code romain qui nous a légué des législations comparables, fondées sur le principe, jusqu'ici indiscuté, de la propriété individuelle ; nous sommes rapprochés par une législation internationale commune en matière criminelle et en matière commerciale, par un droit des gens universellement adopté : nous avons, de concert, donné au monde la figure qu'il avait avant 1914, et créé collectivement une civilisation dont les progrès, en un siècle, ont modifié du tout au tout les conditions de l'existence humaine. Mais nous sommes divisés en peuples, hélas ! trop souvent rivaux, et incapables d'agir de concert pour défendre notre héritage collectif, aussi bien que la maison que nous avons bâtie de nos mains : divisés contre nous-mêmes, nous l'avons profondément ébranlée.

Avant 1914, l'Europe, flambeau de la civilisation, figurait, aux yeux des autres continents et des peuples coloniaux divisés, un bloc indissoluble et une unité morale. La guerre mondiale a ruiné cette fiction : aujourd'hui, la III^e Internationale peut désigner aux convoitises de continents jaunes ou noirs notre Europe divisée et affaiblie. Elle les invite à la revanche, ainsi qu'à l'orgueil de dicter à leur tour au monde une loi nouvelle inspirée par Moscou : aurait-elle, par hasard, raison, et ses plans se réaliseront-ils ?

Ils ne se réaliseront sûrement pas si, avant que ces légions s'organisent, nous pouvons dire à nouveau « l'Europe », — si nous pouvons dire : « L'Europe ne tolère pas la croisade de la III^e Internationale ; l'Europe ne permet pas qu'on touche, par l'introduction d'un code nouveau, à la civilisation qui est son œuvre. » Seule, notre faiblesse et notre indécision ont jusqu'ici permis l'invraisemblable succès de doctrines condamnées : seule, l'ignorance de ce que représente, pour la civilisation, l'introduction d'un code nouveau, nous a laissé tolérer l'expérience bolchévique.

Pourquoi nous laissons-nous bafouer et berner, depuis douze ans, par cette grossière fiction d'un gouvernement moscovite correct, — voire parfois ami, — irresponsable des agis-

sements d'une autre puissance moscovite qui travaille à la révolution chez nous, et à l'insurrection de continents entiers contre nous? Cette fiction s'effondrera instantanément le jour ou nous dirons : « L'Europe tient l'un pour responsable des agissements de l'autre. » Pourquoi, ô ironie ! payons-nous de nos deniers, à bel argent comptant, la propagande révolutionnaire et ses agents installés chez nous, contre nous? Nul n'ignore que les finances d'U. R. S. S., depuis douze ans déficitaires, ont épuisé leurs réserves, et qu'il n'est, pour l'alimenter en devises étrangères indispensables à sa propagande, que l'or des emprunts ou l'or du pétrole. Tout s'effondre instantanément, si la civilisation dit : « Je ne prête pas, je n'achète pas. »

Jusqu'ici, nous n'avons été d'accord, nous peuples civilisés, ni sur la nécessité de n'accepter aucun accord, aucun contrat avec les tenants d'un code étranger au nôtre ; ni sur celle de tenir le gouvernement officiel pour responsable des agissements d'un gouvernement occulte ; ni enfin sur celle de couper court aux prêts ou aux achats qui alimentent la propagande de la III^e Internationale : — cette trilogie est la base fondamentale indispensable à toute défense efficace.

Est-ce qu'aucune de ces trois questions n'a jamais été posée? Elles l'ont toutes été, mais dans le cadre national. Certains peuples ont vu le danger, et n'ont jamais reconnu les Soviets : mesure toute platonique, puisqu'isolée, et qui les a simplement entraînés à confier les intérêts de leurs nationaux en Russie à quelque nation amie ayant des relations officielles avec les Soviets. Certains ont bien marqué, par la rupture des relations et le renvoi de missions diplomatiques, qu'ils tenaient l'U. R. S. S. pour responsable des agissements de la propagande de Moscou : mais, trop faibles pour aller, isolément, jusqu'aux conséquences extrêmes de cette attitude, ils ont dû s'en tenir à la protestation, parfois même en venir à oublier le passé ; presque tous ont refusé les prêts, non par principe, mais parce qu'ils jugeaient l'opération commercialement douteuse, et s'il y a eu, pour protester contre les achats de pétrole, des voix isolées singulièrement puissantes, il n'y a eu personne à refuser, car du moment qu'un seul se déclare prêt à acquérir toute la production, il n'y a plus pour les autres aucune efficacité à s'abstenir. En chaque cas, les divers États se sont trouvés impuissants, parce que chaque fois la question a

dépassé le cadre national : la politique du bolchévisme ne soulevait pas un problème particulier à un État donné, mais bien un problème général posé simultanément à tous les États civilisés. La réponse individuelle, ou si l'on préfère la solution nationale de chaque État, restait sans efficacité pratique.

Est-ce la preuve que la réponse collective est impossible, et qu'irréremédiablement divisés contre nous-mêmes, nous sommes condamnés à périr? Nullement. C'est, à coup sûr, la preuve que jusqu'ici nous avons paru mal renseignés, encore inconséquents du danger qui nous menace, et d'une action solidaire mûrement concertée.

Ce n'est pas ignorance des bienfaits de la solidarité. Les apôtres de la concorde ne manquent pas, surtout depuis la fin de la guerre. Partout, pour étayer la faiblesse ou l'instabilité des politiques individuelles, on s'efforce de les lier en faisceaux par des accords nombreux de garanties mutuelles : nous avons vu naître la Société des nations, on nous parle des États-Unis d'Europe. Mais la recherche de la solidarité reste à l'état d'aspirations vagues, tant qu'on ne touche pas du doigt la nécessité et qu'on n'en voit pas le but immédiat. Jamais les hommes ne se sont solidarisés que pour défendre un bien commun, leur foi, leur cité, leur patrie, — et jamais ils n'ont éprouvé la nécessité de le faire, tant que ce bien commun n'a pas été menacé. Les deux conditions : propriété commune et danger collectif, sont nécessaires pour vaincre les individualismes, et leur faire accepter la contrainte de la solidarité.

L'existence de ces deux conditions devient, de jour en jour, plus apparente. La civilisation actuelle est bien l'œuvre, l'héritage et le bien commun des peuples que le bolchévisme appelle capitalistes ; la menace de la III^e Internationale est bien collective : les individualismes nationaux sentiront rapidement la nécessité de s'imposer les contraintes de mesures collectives de défense. Leur recherche patiente, les accords à établir pour en assurer la réalisation, seront peut-être le ciment qui restituera à l'ancien continent, divisé, son séculaire prestige, et qui reconstruira « l'Europe », rempart et flambeau de la civilisation mondiale.

* * *

LEURS ENFANTS

QUATRIÈME PARTIE (1)

I

Le lendemain, Rose invita les trois aînés des Wheeler à déjeuner et dès que le trio apparut, les regards de M^{me} Sellars et de Judith se croisèrent ; l'une ne vit que le pendentif, l'autre la bague de saphir. Ce fut muet et instantané. Judith ne dit rien, mais Blanca, comme Rose se penchait pour l'embrasser, prit la main de son hôtesse avec un cri d'admiration :

— Une bague neuve ! Quelle merveille ! Je ne vous la connaissais pas.

Rose sourit et flatta de sa main libre la joue de la petite :

— Tu n'as pas les yeux dans ta poche ! dit-elle, mais tout le monde a eu son petit cadeau de Venise, j'y avais bien droit comme les autres.

Blanca sourit aussi et montra à son poignet un gland de cristal rose.

— N'est-ce pas qu'il est joli, mon cadeau ? Il n'y a personne qui sache les choisir comme Martin.

— C'est bien ce que je me suis dit quand il m'a fait voir hier soir le cadeau de Judith.

Ce fut tout : un déjeuner très gai, simple, sans trace de malaise, plein d'abandon et d'éclats de rire ; la maîtresse de maison, toujours parfaite, était exquise pour Terry et Blanca. Le petit l'intéressait, la petite (Boyne le sentait) la flattait en

(1) Voyez la *Revue* des 1^{er} et 15 février, 1^{er} mars.

ouvrant sur elle de grands yeux. Avait-elle remarqué l'éclair sombre du regard de Blanca pendant qu'elle faisait l'éloge du pendentif? Boyne aurait mieux fait de le donner à la petite et d'offrir à sa sœur la bricole de quatre sous, qui l'aurait enchantée parce qu'elle venait de lui. Cependant Terry parlait de ses livres et racontait à M^{me} Sellars qu'il avait déjà retrouvé la citation de Browning :

— Vous savez, ces beaux vers que Boyne a dits à Judith : elle est rentrée en les récitant tout le temps de peur de les oublier et elle m'a réveillé pour les chercher dans le livre avant d'aller se coucher.

— C'était si beau ces vers, la nuit, dans la montagne, à l'heure des étoiles ! reprit la jeune fille.

Boyne, en reconduisant les enfants après le déjeuner, s'émerveillait du tact de son amie, ce fameux tact, tantôt rafraîchissant comme une brise, tantôt redoutable comme une armée en bataille.

Au tournant de la route l'omnibus apparut ; Boyne y fit monter les jumeaux et revint à pied avec Judith. Presque aussitôt la jeune fille demanda :

— Vous êtes fiancé avec M^{me} Sellars, n'est-ce pas, Martin?

Cette question lui donna un coup : il n'avait jamais parlé à son amie du moment où elle souhaiterait publier leurs fiançailles. « J'aurais dû lui demander son avis, se dit-il, je suis vraiment trop étranger aux convenances. » Il regarda Judith avec impatience :

— Qui diable vous a fourré une pareille idée dans la tête?

— Dame, vous lui rapportez une bague de Venise, et elle la porte au doigt où se mettent les anneaux de fiançailles.

— Ah ! c'est à ce doigt-là ? dit-il en cherchant à gagner du temps. Et puis, pour couper court : — C'est vrai, je suis fiancé à M^{me} Sellars, mais elle préfère que cela ne se sache pas tout de suite.

Il pouvait se passer tant de choses sur le visage de sa voisine qu'il ne se sentit pas le courage de le regarder avant de s'être calmé lui-même par une étude soutenue du paysage. En se tournant enfin vers elle, il reçut le sourire illuminé de son visage et deux bras filiaux qui se jetaient à son cou.

— Mon bon vieux Martin, que je suis contente !... si c'est vrai que vous êtes tout à fait heureux. C'est donc Blanca qui

avait raison ! Comme ça doit être bon, l'amour ! Car c'est par amour que vous vous mariez ? Vous êtes très romanesque, au fond, avec vos airs bougons ; vous ne feriez pas un mariage d'argent ou encore pour régulariser une vieille liaison.

— Régulariser ! Quelles idées vous vous permettez ! Et quelles expressions ! Vous ne sentez donc pas que le premier besoin d'un homme, c'est de pouvoir respecter sa femme.

La jeune fille parut intriguée.

— Si ; j'ai vu ça dans les livres, et puis au cinéma. Mais j'aurais cru que le premier besoin était de s'embrasser.

Boyne haussa les épaules.

— On ne peut pas causer avec vous. Vous n'êtes qu'une enfant. M^{me} Sellars est la plus exquise, la plus parfaite... — Il se tut, comprenant que ce panégyrique ne convenait pas. — Ce que je puis vous dire, c'est que jamais je n'aurais pris sur moi de me charger de vous, si elle n'avait pas été là.

La jeune fille s'assombrit.

— Alors, elle va rester avec vous tout l'été ?

— Je le souhaite de tout mon cœur : la présence d'une personne comme elle... Allons, nous n'avons pas le temps de nous amuser. M^{me} Sellars m'attend à la poste.

Il se sentait pris d'une sourde irritation qu'il ne pouvait s'expliquer.

— Pourquoi êtes-vous fâché, Martin ? Vous savez bien que je veux tout ce qui vous fait plaisir.

— Fâché ? quelle plaisanterie ! Seulement, rappelez-vous que c'est encore un secret.

Le soir, comme il causait de tout autre chose avec M^{me} Sellars, elle lui posa soudain la question : les petits étaient-ils au courant de leurs fiançailles ?

Boyne marmotta :

— Je ne me suis pas cru permis d'en parler à personne.

— Mais on a deviné ?

— Oui, Judith, pas plus tard qu'aujourd'hui. Je ne comprends pas ce qui a pu...

— C'est ma bague, voyons ! J'aurais dû y penser, c'est absurde. Mais peut-être que cela vaut mieux ainsi. Je préférerais pourtant que cela ne s'ébruitât pas, au moins pour le moment, à cause de tante Julie : je n'ai pas encore de ses nouvelles.

Boyne soulagé exprima son complet acquiescement.

— Et puis, continua-t-elle, c'est gentil d'avoir un secret à nous deux, notre secret. Nous n'en dirons rien, même à M. Dobree.

— Surtout pas à M. Dobree, reprit Boyne.

M. Dobree arriva le surlendemain. C'était un monsieur qui approchait de la soixantaine, quoiqu'il se montrât encore vert et agile. Tout en lui était tact, effacement, discrétion; mais il avait une manière de vous céder la place qui laissait derrière lui une atmosphère plus encombrante que n'eût été un corps massif; un gros homme en chair et en os qui se serait vissé dans votre meilleur fauteuil vous aurait moins gêné que cette mince silhouette polie et évasive.

M. Dobree était descendu non à l'auberge, mais au Palace où Boyne avait diné un soir avec son amie. De là, en cinq minutes, il montait au chalet, à moins que ses instances ne contraignissent Rose et Boyne à descendre au Palace. Cette façon de rendre les invitations du tac au tac était un article fondamental du code de M. Dobree. L'hospitalité lui semblait, comme l'argent, une chose qu'un homme comme il faut ne reçoit qu'à condition de la rendre au plus tôt.

Boyne s'expliquait sans peine la visite de M. Dobree et l'accueil que faisait M^{me} Sellars à un homme qui lui apportait des nouvelles de sa tante et l'annonce d'une transaction favorable dans la succession de son mari. D'abord, il avait craint d'avoir à changer des habitudes qui lui étaient agréables. Mais bientôt il s'aperçut que la présence de M. Dobree lui laissait plus de liberté pour voir ses petits amis. Il constata alors que, depuis quelque temps, il s'était laissé prendre beaucoup de cette liberté, et il éprouva en la recouvrant un mouvement de joie qui aurait dû l'inquiéter. Il insinua à Rose que le notaire, venu parler d'intérêts avec une cliente, trouverait un peu étrange la présence d'un tiers dans cette discussion et, fort de cet argument, il se mit en devoir d'arranger son temps à son gré. Cette libération donna une saveur nouvelle aux moments qu'il passait avec la jeune bande.

II

Une huitaine de jours après l'arrivée du notaire, M^{me} Sellars dit à Boyne :

— On ne voit plus les petits Wheeler : qu'est-ce qu'ils deviennent?

Boyne la rassura et mit leur discrétion sur le compte de la timidité : l'imposant M. Dobree, qui venait souvent au chalet, les effarouchait un peu.

— Il y est souvent, remarqua-t-il, et c'est un personnage un peu trop imposant pour eux.

Elle crut sentir dans cette phrase une nuance d'ironie dont elle parut piquée.

— Je ne sais ce que vous appelez imposant, répliqua-t-elle sèchement et d'un ton piqué. Je ne savais pas qu'un enfant de nos jours, produit de l'âge des hôtels, s'en laissât imposer par qui que ce soit au monde. Je vous assure que M. Dobree est plein de pitié pour ces gamins et qu'il serait très content de lier connaissance avec eux. Si nous les emmenions demain faire un pique-nique? Je suis certaine que M. Dobree en serait très heureux.

Boyne estima le projet redoutable. D'ailleurs, la présence de M. Dobree l'agaçait. Il en fit l'aveu à son amie.

— Votre M. Dobree me donne un peu sur les nerfs. Je ne vous cache pas que ce pays me plaisait beaucoup plus quand nous y étions seuls avec les petits.

— Pauvre M. Dobree, il n'a plus longtemps à rester ici.

— Eh bien! déclara Boyne, puisqu'il n'y en a plus pour longtemps, je prends sous mon bonnet d'accepter son pique-nique. Je descends le dire aux petits.

Le pique-nique fut un triomphe, un de ces triomphes où l'on a l'impression, à chaque seconde, que tout pourrait finir par une catastrophe... Le goûter fini, la petite classe était partie à la cueillette des fraises sous la houlette de l'institutrice : les autres restaient à faire la sieste près d'une cascade. Boyne, sur le dos, fumait méditativement une pipe et observait ses voisins à travers les nuages de sa fumée. Un peu plus loin, Judith, étendue comme une chatte sur la mousse, reposait sa tête décoiffée sur son bras replié. Son profil clair et

délicat se détachait sur les fougères. Un peu de rose animait ses joues et ses cils faisaient, sous sa paupière, une ombre veloutée. Elle se livrait ainsi sans défense dans l'abandon du sommeil. « Mais on dirait une femme, et désirable? Comment est-ce arrivé? Et comme cela, tout à coup », songeait Boyne, soudain troublé. Il détourna les yeux et aperçut M. Dobree assis en face de lui avec la négligence affectée d'un qui n'a pas l'habitude des piques-niques.

Le notaire avait tiré de sa garde-robe inépuisable le complet de sport à peine défraîchi et le feutre à peine porté qui convenaient à la circonstance. Dans ces vêtements de campagne, M. Dobree ne cessait pas d'être un citadin et un homme du monde très pointilleux; seulement, il se tenait un peu moins sur ses gardes. Ses yeux gris, d'ordinaire circonspects, dirigeaient ostensiblement leurs regards vers la jeune fille endormie. Ces regards trahissaient les pensées du notaire, et Boyne devina qu'elles ressemblaient étonnamment aux siennes. Cette découverte l'agita d'une manière incroyable. M. Dobree paraissait en proie à une vive émotion. Son teint rose devenait rouge jusqu'aux tempes et aux paupières, et ses cheveux bien peignés firent tout à coup l'effet d'un nuage d'argent sur un ciel d'orage. « Contre qui cette colère? » se dit Boyne. Mais contre lui, évidemment. Les yeux de M. Dobree ne quittaient pas la jeune fille, mais tout le reste de son visage paraissait faire un violent effort pour les en arracher. « Il a peur. Il a peur de lui-même », se dit Boyne, et il se rappela sans plaisir qu'il avait eu une fois ou deux le même sentiment, quand il avait regardé trop longtemps la jeune fille. « Est-ce que je faisais ces yeux-là? pensait-il. Est-ce que j'avais la figure aussi congestionnée? » Et il en voulait au notaire de lui servir de miroir.

Soudain celui-ci se mit debout et ne fit plus attention qu'à M^{me} Sellars. Boyne suivit cette conversion. Dans l'ombre de son grand chapeau, mince et enfouie dans l'herbe, Rose avait l'air presque aussi jeune, presque aussi nymphe que la jeune fille. Elle leva la tête et, sous le bord du grand chapeau, Boyne aperçut une inquiétude dans son regard.

Le notaire l'apostrophaît gaiement :

— Allons-nous permettre à ces jeunes sauvages d'accaparer les fraises? Si nous laissons M. Boyne en sentinelle auprès de

la belle endormie et partions, nous aussi, pour la cueillette?

Ce qui voulait dire : « Emmenez-moi, il est grandement temps. »

— C'est dit, répondit M^{me} Sellars, je vous montrerai un coin qu'ils ne découvriront jamais, et cela signifiait : « Je sais, mais comptez sur moi pour empêcher un malheur. »

Elle fut debout avant qu'il eût eu le temps de lui tendre la main ; elle semblait tout à coup bondissante et légère.

— Par ici, cria-t-elle, en sautant devant lui sur les rochers.

Boyne entendait leurs deux voix qui s'éloignaient le long du torrent, mêlées aux bruits de l'eau. Le notaire, en s'enfonçant sous bois, semblait avoir emporté avec lui le trouble qu'avait fait naître sa présence ; Judith maintenant redevenait fillette. Boyne resta longtemps à contempler le sommeil de la jeune fille, l'enveloppant dans une vigilance de grand frère, lorsque soudain elle ouvrit les yeux et les tourna vers lui, encore mouillés de rêve.

— Martin ! lui dit-elle toute engourdie... Puis, réveillée tout à coup, elle s'écria : — Quand vous mariez-vous, mon ami ?

Il se sentit rougir... Pourvu que ce ne fût pas comme M. Dobree !

— Quand je me marie ? Alors, les paris sont ouverts ? Tout de même, il me semble que cela ne regarde personne.

La jeune fille ne prit pas garde au ton bourru de la réponse.

— Mais si, cela me regarde. J'ai mes raisons...

— Vous, des raisons ? Qu'est-ce qu'un bout de femme comme vous peut avoir à faire de raison ?

— Vous ne me croyez pas raisonnable ? Vous vous trompez, Martin... Eh bien ! voici. Nous avons comploté, tous, y compris les « B », et Scopy, de vous faire un cadeau, mais un cadeau à la hauteur ; nous avons trouvé, et je crois que vous serez content. Nous avons déterré l'objet l'autre jour à Toblach, chez un antiquaire. Et je voudrais savoir le bon moment pour vous le donner. Vous aimez les cadeaux, Martin ?

— Parbleu ! si je les aime ! Et votre pensée à tous me touche plus que je ne puis dire. Mais nous avons le temps, ma petite, rien ne presse.

— Que dites-vous, Martin ? fit la jeune fille. Et l'inquiétude

et la tendresse se peignirent sur sa figure. Est-ce qu'il y a quelque chose qui ne va pas? une anicroche? Non, j'espère?

On voyait qu'elle aurait été sincèrement fâchée s'il était survenu quelque fâcheux incident. Boyne prit la main de la jeune fille et y déposa un baiser, ce qu'elle avait appelé une fois un baiser de grande personne.

— Mais non, mon enfant, il n'y a pas d'anicroche... Et vous savez que tout ce qui me viendra de vous me fera plaisir... Mais encore une fois, rien ne presse.

Elle ne répondit pas. Elle croisa les mains sous sa tête et s'étendit, laissant ses yeux errer dans le ciel à travers le frissonnement des feuilles.

Juste dans la ligne du regard de Boyne, apparaissaient les deux petits pieds de la jeune fille, chaussés de sandales et croisés sur un lit de fougères. Durant un long moment Boyne sentit qu'il ne pouvait détacher ses yeux, ses pensées, son imagination de ces deux petits pieds.

III

Ce soir-là, une fois les enfants rentrés à la pension, quand Boyne rejoignit son amie au chalet pour l'heure du dîner, la première chose qu'il aperçut fut le saphir qui brillait à son doigt. Les jours précédents, elle l'avait retiré, afin de laisser ses fiançailles ignorées de M. Dobree. Un moment il crut que le notaire était lui aussi invité à dîner et que Rose avait décidé de lui apprendre la grande nouvelle.

Cela lui donna de l'humeur. Il était d'avance excédé des banalités que le notaire ne manquerait pas de prononcer à cette occasion. Depuis cet après-midi, où il avait surpris son regard fixé sur la jeune fille, Boyne avait changé d'idée sur M. Dobree. Jusque-là il n'avait vu en lui qu'un juriste habile, capable dans son métier, médiocre dans tout le reste, menant une existence méticuleusement réglée : une part pour les affaires, l'autre méthodiquement répartie entre un régime scrupuleux (très fort sur les vitamines, M. Dobree), l'exercice, la société, les « œuvres » et les voyages. Voici que, tout au fond de ce tableau solennel, comme au bout d'une perspective, un autre M. Dobree rôdait en cachette, sournois, les yeux allumés comme tout à l'heure à l'affût des grâces de la jeune fille.

Rose le rassura en lui annonçant qu'ils seraient seuls, en tête-à-tête.

Après le dîner, ils passèrent comme d'habitude sur le balcon, et Boyne, en allumant son cigare, céda à une impression de bien-être. Il sentait que Rose comprenait qu'il était heureux de la retrouver seul à seule.

— Judith était tout à fait en beauté, aujourd'hui. M. Dobree en était saisi, dit M^{me} Sellars de son accent le plus suave.

Patatras ! Boyne répondit sur un ton d'agacement :

— Saisi ! On peut le dire. Cela se voyait !

— C'est qu'elle est délicieuse, par moments, dit Rose en redoublant de suavité.

— Elle est gentille comme tous les enfants ; c'est une charmante enfant, je ne cesse de vous le répéter. J'ai constaté en effet que Dobree la regardait comme un chien qui guette un os.

— Voulez-vous vous taire !

— Moi, je ne peux pas souffrir les vieux qui reluquent les petites filles. Si votre ami s'est amouraché de Judith, il n'a qu'à la demander en mariage. Il est riche. Qui sait ? Peut-être se laisserait-elle tenter.

— Épouser Judith ? M. Dobree !

M^{me} Sellars eut un instant de douce gaité. C'est vrai que, répétées par son amie, les paroles de Boyne apparaissaient en pleine absurdité, mais lui, pour l'instant, était incapable de prendre garde à autre chose qu'au désordre du sang qui lui battait dans les artères.

— Pourquoi pas ? poursuivit-il. Dans la situation de la pauvre enfant, l'argent n'est pas à dédaigner. Si elle tient à venir à bout de ses parents et à garder les petits, il lui faut de l'argent, beaucoup d'argent, et un bon homme d'affaires pour commander la manœuvre. Épouser M. Dobree, mais ce serait la meilleure combinaison !

M^{me} Sellars réfléchit un moment :

— Il n'y a pas de fortune ni d'avocat qui tienne, dit-elle. On ne peut pas empêcher les Wheeler de faire rentrer leurs enfants le jour où ils en auront envie. Toutefois, si Judith avait besoin d'un conseil, je suis sûre que personne ne serait plus heureux que M. Dobree de se mettre à sa disposition.

— Je le crois bien ! dit Boyne avec ironie.

— Et n'êtes-vous pas d'avis qu'elle ne ferait pas mal de

le consulter tout de suite ou de vous envoyer à sa place ?

— M'interposer entre elle et lui?... Il vous saurait peu de gré de m'avoir donné ce conseil.

— Je ne vous comprends pas.

— Alors, c'est que vous ne l'avez pas vu regarder Judith.

— Il avait donc une manière si extraordinaire de la regarder ?

— Mais oui, je vous l'ai dit.

— Eh bien ! moi, je n'ai rien vu de pareil. Et vous avez bien tort de vous imaginer qu'il pense à cette jeune fille de la manière que vous croyez. Vous l'avez rêvé ; du moins je l'espère, car, mon cher, si vous voulez que je vous le dise, savez-vous pourquoi il m'a proposé de nous promener nous deux seuls ? C'était pour demander ma main.

Elle fit une pause, pour juger de l'effet de ces derniers mots prononcés avec douceur.

— C'est la vraie raison de sa venue. Il était ici... pour faire sa demande. J'étais à mille lieues de m'en douter... Maintenant, le voilà parti... Il prend le train demain matin, ajouta-t-elle avec un léger soupir où la satisfaction se mêlait au regret.

L'air fraîchissait. Rose rentra dans la chambre où Boyne la suivit. Maintenant, assise près de la table, elle feuilletait le courrier et les journaux du soir. Boyne surveillait le mouvement de ses doigts qui décachetaient les lettres ; mais il ne voyait que le saphir, qui proclamait à qui voulait l'entendre sa propre destinée.

— Alors, vous lui avez dit que vous n'étiez pas libre ?

— Simple affaire d'honnêteté : n'est-ce pas votre avis ?

— Et qui sait ? Si vous aviez été libre, peut-être auriez-vous préféré M. Dobree.

Elle se mit à rire, d'un petit rire sans gaieté :

— Est-ce que je vous ai fâché en annonçant nos fiançailles à M. Dobree ?

Il hésita. Il sentait que c'était le moment d'agir avec prudence :

— Fâché, non, ce n'est pas le mot. Seulement, nous étions convenus que, comme rien ne pressait et que nos projets ne sont pas encore bien arrêtés, ce serait tellement plus gentil de garder le secret de nos petites affaires ! C'était une idée à vous, si vous avez bonne mémoire.

— C'est vrai, l'idée était de moi... Mais il n'y a pas à craindre que M. Dobree nous trahisse.

— Il ne s'agit pas que personne nous trahisse. Question de sentiment, voilà tout.

— Le sentiment de savoir quelqu'un dans notre secret? Mais, mon ami, et les petits Wheeler? Oubliez-vous que nous les y avons mis depuis longtemps?

— Les petits? Mais les petits ne comptent pas. Et puis, ce n'a pas été ma faute : c'est Judith qui a deviné. Mais M. Dobree aussi a peut-être deviné, ajouta-t-il.

Rose eut un petit accès de gaieté.

— Oh! non, je vous assure, M. Dobree n'a rien deviné. J'ai eu fort à faire pour le convaincre; il a fallu mettre les points sur les *i*. — Elle s'arrêta une seconde. — Il était convaincu que vous étiez épris de Judith Wheeler.

Boyne bondit :

— C'est insensé, c'est honteux. Comment peut-on avoir une idée pareille, comment ose-t-on l'insinuer à une autre personne? Cela montre bien... — Il s'arrêta pour reprendre bientôt, dans un nouvel accès d'indignation : — Oui, cela montre quelle espèce d'homme est votre M. Dobree. Avoir cette idée-là au sujet d'une enfant, et en soupçonner un honnête homme! Trouver cela possible, naturel... Comme si j'étais homme à abuser de la situation pour tourner la tête à une fillette sur les bancs de l'école!

Il se laissa tomber sur un siège; il se sentait fiévreux, humilié, mécontent et la gorge sèche.

M^{me} Sellars balançait doucement ses mains jointes au-dessus du paquet de lettres décachetées. A son doigt le saphir jetait par intervalles des éclairs.

— Martin, s'écria-t-elle, mais vous voyez bien que vous l'aimez! — Elle se tut et ajouta après un instant de silence : — Il y a longtemps que je m'en doutais.

Ils se regardèrent sans rien dire. Enfin Boyne se leva et fit un mouvement vers elle.

— Tout cela n'a pas le sens commun, ma pauvre amie, commença-t-il.

Elle l'arrêta d'un geste : il n'eut pas de peine à comprendre ce geste qui le suppliait de se taire. Il se sentait gauche et en faute, et en voulait obscurément à Rose de le lui faire sentir.

Ils restèrent l'un en face de l'autre, gênés, craintifs, comme si un objet fragile et précieux qu'ils auraient porté ensemble leur avait échappé des mains et venait de se briser. Il craignait de regarder à terre de peur d'y apercevoir les ruines de leur bonheur...

Rose fut la première à retrouver ses idées.

— Pourquoi nous faire du mal mutuellement ? dit-elle, en le regardant avec des yeux humides.

Et il se reprochait de ne pas la prendre dans ses bras pour effacer cette querelle absurde par un baiser. Mais il ne pouvait s'y résoudre ; quelque chose d'insurmontable l'en empêchait.

— Pardonnez-moi, dit-elle. Je suis nerveuse ce soir, et j'ai tort d'être stupide. Et puis, ce que m'a dit M. Dobree m'a bouleversée.

— La demande en mariage ?

— Non, pas cela, mais ce qu'il m'a dit de votre intérêt pour Judith. Vous comprenez bien, cher ami, que votre manière d'agir avec tous ces enfants peut paraître un peu surprenante aux personnes qui ne sont pas au courant.

Boyne redevint dur :

— De quoi se mêlent les gens qui ne sont pas au courant ? Vous l'êtes, vous, et cela me suffit.

— Mais oui, vous avez raison, de quoi se mêlent-ils ? Oubliez ce qui s'est passé ce soir, voulez-vous ?

Elle jeta les deux bras autour de son cou et, de ses mains jointes, attira doucement la tête de son ami. Leurs lèvres se joignirent. Boyne ferma les yeux et, avec un violent effort de volonté, il essaya de se représenter ce qu'il aurait donné pour un pareil baiser le jour où il avait appris la nouvelle de la mort du mari, là-bas, au fond du Sahara et où, se réveillant au milieu de la nuit, la lettre encore dans sa main, il s'était écrié : « Enfin ! »

IV

Le lendemain matin, en repensant à la scène de la veille, Boyne inclinait à attribuer à Rose Sellars la responsabilité des événements. « C'est sa faute, songeait-il. Pourquoi ces scrupules qui ne riment à rien ? Pourquoi n'a-t-elle pas voulu que nous nous mariions tout de suite ? Je serais déjà au travail au lieu de

perdre mon temps dans les Dolomites. Cela ne vaut rien, à notre âge, d'avoir tant de loisirs pour peser réciproquement nos torts et nos mérites. »

Mais soudain : « Oui, pensa-t-il, mais après notre mariage, que devenaient les enfants ? » Évidemment, c'était Rose qui, en désirant prolonger les fiançailles, avait laissé Boyne s'engager inextricablement dans la question Wheeler; mais une fois là, impossible de s'en désintéresser. Qu'est-ce qui serait arrivé aux petits Wheeler sans le hasard qui les avait amenés sur son chemin?... Il lui revenait à l'esprit ce que Rose lui avait dit que ni l'argent ni la chicane ne serviraient à rien le jour où les Wheeler auraient la fantaisie de rappeler les enfants; c'était mettre le doigt sur le point douloureux. Cent fois il s'était fait la même réflexion; mais de l'entendre dans la bouche de Rose semblait rendre le danger plus pressant.

Les jours s'envolaient. Les arrivées à Cortina, le nombre croissant des autos sur les routes, tout montrait que le moment approchait où ce serait l'heure pour les élégants d'émigrer de la mer à la montagne; et une fois la saison du Lido terminée, ce pouvait être le désastre. C'était une question à regarder en face, et Boyne résolut d'en parler le jour même à Judith.

Il était convenu entre tous les parents qu'on laisserait les petits dans les Dolomites jusqu'à la fin de l'été. Mais que valait cette promesse? Boyne depuis un mois n'était pas descendu à la pension Rosengluh sans s'attendre à apprendre qu'il était arrivé des ordres du Lido. Jusqu'à présent ces ordres n'étaient pas encore venus. Des dépêches, sans doute, Boyne en avait reçu autant que la jeune fille, surtout pendant les premiers jours: de longues instructions de Joyce sur les lainages et le régime, des divagations de lady Wrench qui exposait ses droits et ses griefs, et, pour finir, une dépêche impérative de Cliffe Wheeler à Boyne: « Entends définitivement rien céder sur aucun point. Comment va Chipstone? Réponse payée. »

Boyne s'était contenté de répondre un « Tout va bien » et Judith avait fait de même sur son conseil en se contentant d'ajouter quelques détails sur les santé et le moral. Elle continuait à caresser avec son frère l'espoir qu'on la laisserait, à l'automne, emmener tout son monde chez la grand mère d'Amérique.

A l'heure du déjeuner, le petit salon du chalet respirait une paix rafraîchie ; Rose avait dû se lever tôt pour le remplir de brassées de fleurs. Complètement rassuré par la simplicité d'attitude et l'air de gaité de son amie, Boyne se félicita une fois de plus des bons effets d'une longue pratique du monde chez une femme. Une sottise n'aurait pas manqué de revenir sur l'affaire de la veille.

Ah ! Rose était une fine mouche, et elle tenait à ce que Boyne s'en aperçût. Elle le faisait avec une timidité sans bassesse ; elle rendait les armes fièrement. On ne pouvait deviner son embarras qu'à une façon trop dégagée de faire oublier cet embarras. Mais c'était là une nuance imperceptible et puis, pour la faire passer, Rose avait une grande nouvelle.

Elle n'abattit son jeu qu'après le déjeuner, à l'heure du café. — Figurez-vous que la tante Julie est en ce moment en mer. Elle m'a envoyé un radio ce matin. Elle vient à Paris pour vous voir.

Rose ajouta que, si elle manquait tante Julie à Paris, elle s'attendait à la voir fréter un avion et atterrir à Cortina. Elle allait donc partir dans un jour ou deux, parce que la tante, habituée à trouver toutes choses aplanies, demandait un hôtel avec des conditions de confort compliquées, une 6-cylindres qui viendrait la chercher à la gare avec un chauffeur impeccable, un médecin et une masseuse à son arrivée. Il fallait satisfaire toutes ses exigences, afin qu'elle considérât d'un œil favorable les projets de sa nièce.

Il convint qu'il n'y avait pas à se soustraire à l'obligation. Il ne s'indignait plus de voir son amie obéir à des motifs un peu intéressés. Sans savoir pourquoi, il lui paraissait naturel qu'elle se mit à la disposition de la tante d'Amérique. Cela ferait diversion.

Rose jeta autour d'elle un regard de regret. Elle dit enfin :

— Vous ne pouvez croire combien il m'en coûte de dire adieu à ce petit salon et à nos bonnes soirées. Déjà fini, tout cela ! ajouta-t-elle d'un ton qui laissait voir à Boyne que c'était à lui à le dire et qu'il avait manqué sa réplique.

— Pourquoi fini ? Vous ne partez pas pour plus de huit jours, j'imagine ? Vous n'allez pas tout de même vous laisser accaparer en permanence par la tante Julie.

— En permanence, non ; mais je ne sais pas trop quand je

pourrai me libérer... Alors, venez me rejoindre ! Venez dès que la tante se sera fait prendre sa pression, qu'elle aura donné son satisfecit au médecin, à la masseuse et au chauffeur.

Boyne restait interdit. Il ne lui était jamais venu à l'esprit qu'il dût se trouver enrôlé dans la cérémonie de l'établissement de la tante en Europe.

— Réfléchissez ! Qu'est-ce que vous voulez que j'aille faire là-bas ? Je serai la cinquième roue d'un carrosse. Ou prétendez-vous m'immoler au bon plaisir de la tante Julie ?

— Je ne prétends rien de pareil, au contraire ! Je vais me dévouer de mon mieux au bonheur de tante Julie ; je vais tout faire pour assurer le succès de son aventure européenne : après quoi, je lui présente la note.

— La note ?

— C'est vous, la note, grand innocent. Je vous présente et je lui dis : « A présent que vous l'avez vu, laissez-moi l'épouser tout de suite, bon gré mal gré. »

Il y eut un silence que Boyne, pendant un bon moment, se sentit incapable de rompre. Rose était debout, appuyée à sa table à écrire et tendait vers lui son corps mince, son visage où brillait un de ces rayons de jeunesse finissante qu'il avait trouvés quelquefois si exquis et si émouvants.

Elle s'approcha, passa son bras sous le sien et leva vers lui son délicat visage encore brillant de gracieuse attente. Boyne prit ses mains et les porta l'une après l'autre à ses lèvres.

— Martin, lui dit-elle tout à coup, ce n'est pas cela que vous vouliez, vous ne souhaitiez pas que je me contredise ?

— D'abord, ma chérie, ce que je ne veux pas, c'est que vous fassiez rien pour contrarier votre tante... rien qui puisse si peu que ce soit déranger ses projets.

Non, vraiment, ça ne venait pas ; les mots lui restaient dans la gorge. Il savait bien que Rose sentait qu'il ne parlait que pour gagner du temps. Mais elle revint à la charge avec gentillesse :

— Comme c'est généreux à vous de vous sacrifier ! J'étais malheureuse comme les pierres de vous demander de rester ici quand je savais que vous n'aviez qu'une idée, nous marier et vous remettre au travail. Comment dire ? J'étais prisonnière de mon passé, j'étais l'esclave de ce conformisme que vous me reprochiez. Je ne pouvais plus secouer mes chaînes. Mais vous

m'avez ouvert les yeux, vous m'avez délivrée. C'est monstrueux d'attendre si longtemps le bonheur et d'avoir peur de lui au moment de le saisir. — En disant ces mots, elle lui prenait la tête et l'attirait vers elle. — Mais c'est fini, maintenant, je ne suis plus lâche; je n'ai plus peur, vous m'avez appris le courage. Maintenant, c'est à vous que je pense d'abord; tant pis pour tante Julie, marions-nous le plus vite possible. A Paris, les formalités ne sont pas bien longues, n'est-ce pas? Et puis, sitôt mariés, nous rentrerons chez nous.

Il l'écoutait avec une sorte de stupeur et il se disait en lui-même : « Est-ce que je l'aime moins? Mais non, ce n'est pas cela, ce ne peut être cela. Seulement, tout nous arrive toujours à contre-temps. »

Le silence se prolongea, cruel et douloureux pour Rose, pour lui opaque, impénétrable comme un mur. Il entendit fusier de très loin un pauvre petit rire.

— Vous voyez, cher ami, je me livre : vous me tenez entre vos mains.

C'est avec un visible embarras qu'il articula :

— Je suis touché, très touché... Je vous remercie... Mais avez-vous songé?... Mais, ma chérie, regardez un peu où en sont les choses.

— Quelles choses ?

Et un frisson parcourut tout son être.

— Rappelez-vous : quand vous m'avez refusé de vous marier tout de suite, je me suis engagé... vous savez bien...

Il répétait machinalement :

— Je me suis engagé...

Rose s'éloigna, prit un siège à quelques pas de lui.

— C'est de cette malheureuse histoire des petits Wheeler que vous voulez parler ?

— Quand j'ai vu les parents à Venise, je leur ai dit, — et je ne vous l'ai pas caché, — que je répondais des enfants tant qu'on me les laisserait.

— Quoi! Pour la vie, alors?... Voyons, Martin, ce n'est pas sérieux? Comment voulez-vous que je comprenne que tous nos projets, notre avenir, le vôtre et le mien, dépendent, pour une durée illimitée, du caprice de gens qui n'ont même pas le cœur de s'occuper de leurs enfants.

Boyne balbutia :

— Nous n'avions pas de projets, je veux dire, nous n'avions pas de projets immédiats, quand j'ai accepté ces ouvertures. C'est vous qui n'avez pas voulu...

— Ah! c'est moi qui n'ai pas voulu! Eh bien! ce que je veux, maintenant, c'est que nous arrêtons nos projets et que nous les mettions à exécution. — Elle se leva un peu tremblante, très pâle et ses sourcils faisaient une barre noire sur son front. — Martin, je vous demande de m'accompagner tout de suite à Paris. Partons demain.

Il sentit monter en lui une vague de résistance :

— Demain, je ne peux pas.

Elle fit pour se dominer un effort désespéré.

— Martin... Je ne veux rien vous demander de déraisonnable...

— Encore, ma chérie, ne faut-il pas me demander l'impossible. Je ne peux pas plus partir dans quelques jours que je ne le puis demain. Je ne peux pas abandonner ces enfants avant de savoir à quoi m'en tenir sur leur sort. J'ai promis, je ne peux pas m'en dédire. Si je les plantais là, ils perdraient la dernière chance qu'ils ont de rester ensemble.

— Ma parole, Martin, vous êtes fou. Est-ce votre affaire de savoir ce que deviennent ces enfants?

— J'ai donné ma parole; je ne peux pas sortir de là.

— Vous n'en sortez pas parce que vous ne voulez pas en sortir. Votre parole, vous l'avez donnée parce que cela vous faisait plaisir. Et si cela vous faisait plaisir, c'est que Dobree avait raison... c'est...

— Rose, prenez garde! fit-il très bas.

— Prendre garde? Il est bien temps! Et prendre garde à quoi? Ce que je veux, à présent, c'est la vérité.

— Je vous la dis.

— Vous croyez me la dire. Mais la vérité, ce n'est pas cela, c'est autre chose, que vous ne savez peut-être pas vous-même... où vous ne voyez pas clair encore. Entre les petits Wheeler et moi, ce sont les petits Wheeler que vous choisissez... par philanthropie sans doute.

— Qui parle de philanthropie? Je vous ai dit que je ne savais pas...

— Mais moi, je sais. Vous aimez Judith et vous êtes en train d'essayer de vous faire croire que vous m'aimez toujours.

— Je vous en prie, Rose, au nom du ciel, ne disons pas de paroles irréparables.

— C'est vous qui m'y forcez, mon cher. Écoutez-moi, mon ami, j'ai trop d'affection pour vous pour ne pas mettre pardessus tout votre bonheur. Faites de même pour moi. Alors tout s'éclairera. Je vous en prie, efforcez-vous de voir clair en vous-même : c'est le seul moyen de ne pas me faire trop de mal. Dites-moi la vérité. Regardons les choses en face. Je ne vous demande rien de plus.

Longtemps, ils restèrent silencieux, debout, sans oser se regarder. Enfin, Boyne se tourna lentement vers son amie. Elle se montrait de profil, si mince, si lasse, si exsangue qu'il en reçut un coup au cœur. Il découvrait subitement qu'il avait été pour cette femme le roman, la grande aventure, le risque de son existence et son enchantement. Pendant les années de son mariage, sans cesser d'être irréprochable, exemplaire, patiente, gaie, elle avait secrètement, en pensant à Boyne, amassé des trésors qu'un jour, si lointain que fût ce jour, elle trouverait sous sa main. Elle s'était exercée à attendre, pendant des mois et des années, comme on guette une proie. Un jour, elle finirait bien par apparaître, cette proie, et dès lors son bonheur ne pourrait plus lui échapper...

— Rose ! dit-il.

Elle se retourna, son visage apparut, non plus décomposé, mais remodelé en quelque sorte et baigné d'un éclat pareil à celui d'une belle nuit d'hiver. Ses lèvres réussirent à esquisser un sourire. Elle lui prit la main et la pressa légèrement.

— Cher ami, nous n'avons dit ce soir que des sottises. Vous savez bien que je ne vous demande pas de me sacrifier les petits Wheeler, et je sais très bien que vous ne voulez pas me sacrifier à eux. Je ne sais comment nous nous y sommes pris pour tant nous énerver. Je crois que nous aurions tort de continuer à retourner la question dans tous les sens. Il me semble que la solution me viendrait tout de suite à l'esprit, si je ne me tourmentais pas tant pour la découvrir et je suis sûre que pour vous, ce serait la même chose. — Elle s'arrêta pour reprendre haleine et poursuivit : — Au revoir, à demain, n'est-ce pas ? Demain, quand nous nous reverrons, nous confronterons nos programmes. Tout peut se résoudre d'un instant à l'autre et presque indépendamment de nous.

- Chérie, murmura-t-il.
- A demain?
- A demain.

Avant qu'il eût le temps de la prendre dans ses bras, elle avait glissé hors d'atteinte et, sans bruit, rapidement, refermait sur lui la porte : il eut le sentiment que cette porte se refermait pour toujours.

Le lendemain, comme il n'avait point fixé une heure pour son rendez-vous avec Rose, il décida d'attendre le déjeuner pour se rendre au chalet. Il leva les yeux vers le balcon et fit son signal ordinaire; elle n'était pas là pour l'attendre. Il poussa la porte et monta. Le salon était vide, rangé, propre comme une chambre mortuaire. La petite table à écrire, toujours jonchée de papiers, était débarrassée et aucune odeur agréable ne montait de la cuisine.

Partie! Elle était certainement partie. Mais pourquoi? depuis quand? sans un mot? C'était si contraire aux habitudes de Rose de ne rien faire par coup de tête! Il appela : « Rose! » Pas de réponse. Il se leva, et son regard erra de la table à la cheminée; il aperçut une lettre : elle était à son adresse.

« Bien cher ami, hier, après votre départ, j'ai reçu un radio de tante Julie qui me priait d'arriver au plus vite, si bien que je me décide à prendre une auto pour Padoue et à sauter dans l'Express-Orient. Mieux vaud d'ailleurs vous écrire tranquillement de Paris au lieu de vous parler ce matin dans la bousculade du départ. Je préfère garder intact le souvenir de ces deux mois de bonheur et ne pas risquer de le gâter par une discussion, même amicale. Je sais que vous me comprendrez. Ces deux mois de tête-à-tête ont été quelque chose de si complet, de si exquis, que je veux en emporter la mémoire dans toute sa perfection... Je vous écrirai dans quelques jours. En attendant, ami, pensez à moi comme je pense à vous, c'est tout ce que peut demander le cœur le plus exigeant. — Rose. »

Il se rassit et lut la lettre plusieurs fois. Si douce et si raisonnable, cette lettre, mais si douloureuse! Oui, Rose avait compris que, pour quelque temps, il valait mieux se séparer. Il sentit ses yeux se mouiller. Il prit sur la cheminée un oiseau sauvage à demi fané qu'il serra dans son portefeuille avec la lettre et se mit en route vers le village pour envoyer un télégramme. Il le composait avec tendresse tout en marchant. Il

s'avancait rapidement dans l'air frais, mais bientôt une saine fringale lui rappela qu'il n'avait pas déjeuné. Il était tout près de la pension Rosenglüh et ce fut vers son entrée qu'il se dirigea. Il pénétra dans la petite salle à manger où, depuis l'arrivée des pensionnaires adultes, on avait relégué le « repas des fauves ». Son entrée fut saluée par un formidable chœur d'acclamations.

— Est-ce que les bêtes féroces m'ont laissé un os à ronger ? s'écria-t-il, en prenant place entre Judith et sa sœur.

V

Il éprouvait les sentiments d'un père de famille qui se retrouve au milieu des siens après un voyage au cours duquel il a été privé de nouvelles. Que de choses avaient dû se passer ! L'institutrice lui fit le tableau de la situation : Terry allait de mieux en mieux, le précepteur suisse que Boyne avait déterré à Botzen était un garçon consciencieux que Terry aimait bien, mais Bun restait ingouvernable ; les trois petites n'étaient pas non plus toujours faciles à diriger ; Chipstone avait engraisé d'une livre. Boyne eut une longue conversation avec le précepteur et donna quelques conseils sur le programme d'études.

Aucune nouvelle ne venait du Lido. Boyne se félicitait de son succès : deux mois de sécurité et la perspective de transborder la petite colonie entre les mains de la grand mère, c'était un résultat qui en valait la peine.

Dès qu'il fut seul avec les enfants, ses sentiments un peu confus à l'égard de Judith s'éclaircirent et il ressentit de nouveau l'affection de grand frère qu'il avait naguère éprouvée pour la jeune fille. Comme il n'y avait plus de grandes personnes, par conséquent plus de raison de se mettre sur la défensive, elle était redevenue elle-même, c'est-à-dire naturelle et simple : Boyne retrouvait le jeune être qui l'avait charmé. S'il essayait de la faire parler d'elle et de la façon dont elle envisageait son avenir personnel, il constatait qu'elle n'y avait jamais songé. Au contraire, pour ses frères et sœurs, elle débordait d'ambitions. Pour chacun, la grande sœur voyait une carrière toute faite. Blanca serait une beauté : c'était une vocation. Terry serait un savant et la lumière de la famille ; Judith avait un respect de jeune sauvage pour la science et

l'autorité qui s'acquièrent dans les livres. Bun serait un champion de course et d'athlétisme. Beechy aurait des tas d'enfants; quand à Zinnie, elle était destinée à être une « maligne », ce qui n'était pas un présage tout à fait rassurant.

« Et Chipstone? Mais pour lui on a bien le temps. Il est si gros et si tranquille que je le vois banquier : il aura un grand yacht et il nous emmènera tous autour du monde... »

Sans rien dire à la jeune fille, Boyne écrivit à sa grand mère. Il pria M^{me} Mervin de répondre télégraphiquement si elle approuvait le projet de sa petite-fille. « Cela fera quinze jours de répit et après, qui sait? J'aurai peut-être à me charger de ramener toute la bande à New-York. » Et il s'attachait à cet espoir avec autant de foi enfantine que sa jeune amie.

Rose avait annoncé qu'elle écrirait. Elle se contenta de télégraphier de Paris une première fois pour dire qu'elle avait fait bon voyage, puis une seconde pour faire part de l'arrivée de la tante. Chaque télégramme se terminait par des mots tendres, mais la lettre se fit attendre encore une douzaine de jours.

Boyne la trouva un soir au retour d'une longue excursion avec les enfants. Il avait rapidement cessé de s'inquiéter du silence de Rose et de s'apercevoir de la fuite des jours. Il n'ouvrit la lettre qu'après le dîner, pour garder le plus longtemps possible sur les lèvres le goût de la journée. « Elle revient! » pensa-t-il en décachetant l'enveloppe. Mais non, Rose ne disait pas un mot de son retour.

C'était une lettre charmante, tendre, gaie, amusante. L'arrivée de la tante était un petit chef-d'œuvre. Rose décrivait ses ruses pour persuader le tyran de la famille que lui, Boyne, avait toutes les raisons du monde pour souhaiter de se marier tout de suite, et elle ajoutait que déjà le succès lui paraissait en vue. « Mais quand il en serait autrement, cher ami, poursuivait-elle, cela ne serait pas pour modifier mes plans; je suis décidée à me faire enlever à la barbe de tante Julie, — oui, j'irai jusqu'à faire cette chose formidable, si elle me refuse son consentement. Mais il n'en sera rien; et du reste, l'important, c'est de faire ce qui nous plaît et non pas de savoir ce qu'elle en pensera. »

A cet endroit, Boyne tira un cigare qu'il posa auprès de lui en oubliant de l'allumer.

« Mais ce qui est plus important encore, c'est d'arriver à

nous mettre bien d'accord sur nos projets, n'est-ce pas, cher ami? L'autre jour, j'ai rendu cet accord impossible par mon exigence, ma mauvaise humeur et mon impuissance à me placer à votre point de vue. Tout cela n'était qu'apparence, car même à ce moment-là je vous comprenais très bien et je le fais mieux encore depuis que j'étudie la question avec le recul nécessaire. J'ai un petit plan de ma façon à vous soumettre. Votre but, c'est d'épargner le plus longtemps possible à ces petits les déplorables conditions et l'instabilité démoralisante de leur existence. C'est bien votre idée, n'est-ce pas? Pour Chipstone, son père ne s'en séparera jamais longtemps; Zinnie et le drôle de petit attelage du prince Buondelmonte seront fatalement réclamés par leurs parents respectifs. Pour votre jeune sirène de Judith, vous avez beau ne pas vouloir vous en apercevoir, c'est une grande jeune fille qui se mariera d'ici un an ou deux et, en attendant, si les parents divorcent, elle ira probablement vivre avec sa mère comme elle a déjà fait. En résumé, ce sont les jumeaux qui sont le plus à plaindre : ils sont assez grands pour comprendre et pas assez pour se faire une vie indépendante; surtout ils sont à l'âge où les influences dissolvantes peuvent leur faire le plus de mal. Vous m'avez souvent dit que la santé du petit Terry était un obstacle (quelle horreur!) entre lui et son père et que ce gros plein de soupe de Chip lui a pris sa place. C'est Terry qui a le plus grand besoin de soins et de sympathie, et vous penserez comme moi qu'on ne peut pas songer à séparer cette gentille Blanca du frère qu'elle adore. Voici donc le projet que je vous sou mets : demandez à M. et M^{me} Wheeler de nous confier les jumeaux, soit au titre d'amis, soit à celui de tuteurs, jusqu'à leur majorité. Je serai heureuse de m'occuper d'eux et je suis sûre qu'à nous deux, nous pourrons en faire des êtres utiles. Si cela vous va, je suis prête... »

Boyne ne lut pas plus loin : il plia la lettre et la fourra dans sa poche, en proie à un accès d'humeur. « Cette chère petite Blanca! Des êtres utiles! parlons-en! » grognait-il. Proposer comme remède la séparation des enfants, c'était déjà un peu fort; mais de toute la bande aller choisir justement la seule pour laquelle il n'éprouvait ni affection ni intérêt! « Que ma femme, se disait-il, n'ait de cœur que pour Blanca, entre les quatre petites filles que le hasard a confiées à ma pitié,

voilà un trait de son caractère sur lequel, depuis l'instant de notre réunion, je cherchais à fermer les yeux : elle la choisit parce qu'elle sait qu'elle n'aura pas à en être jalouse... Et après ? Comme c'est femme, comme c'est humain ! Elle m'aime : elle préfère avoir sous son toit les deux enfants qui lui causeront le moins d'ennuis, quoi de plus naturel ? Elle cherche le moindre danger pour son bonheur... Mais si elle m'aimait vraiment, agirait-elle ainsi ? Si elle m'aimait, elle comprendrait que je tiens à ces petits en bloc, elle sentirait que c'est une cruauté de les séparer... » Il s'arrêta un moment à considérer cette pensée : qu'est-ce que son amour dans un cas pareil lui aurait conseillé pour Rose ? Aurait-il, par exemple, accepté la vie en commun avec la tante Julie ? Ah ! cela, jamais de la vie ! Mais pourquoi se poser des questions pareilles ? Est-ce que les cas se ressemblaient ?... Renvoyer les petits chez leurs parents, et quels parents ! une Zinnia Lacrosse et un Buondelmonte, rendre Judith à sa mère, une mère qui va épouser un Gerald Ormerod, lequel, de l'aveu de Judith, la convoitait elle-même !... Cette pensée fit horreur à Boyne comme le spectacle d'une torture physique : il se leva, jeta son cigare et, nu-tête, indigné, il sortit dans la nuit.

Il prit l'obscur sentier sous bois qui descendait de son hôtel et gagna à travers champs les pentes, qu'il avait gravies avec Judith le jour où il était revenu du Lido. C'est de ce jour-là que datait la jalousie de Rose ; il l'avait bien vu le lendemain, à l'éclair qui traversa son visage attentif lorsque la jeune fille fit une allusion étourdie à cette promenade. Il allait ainsi dans la nuit d'été, la tête bourrelée de pensées qui le tourmentaient...

Il rentra si tard à l'hôtel que le portier grincheux et somnolent eut son air le plus maussade pour lui dire :

— Il est venu une dame. Elle a laissé un colis pour vous.

— Une dame ? Où est-il, ce colis ?

— Là-haut. J'ai aidé à le porter dans votre chambre. C'est tout juste si on a pu tourner le coin de l'escalier. Cette dame a laissé une lettre.

Qu'étaient cet objet encombrant et cette dame inconnue ? Boyne en entrant dans sa chambre vit au milieu un vaste objet empaqueté ; un objet de forme bizarre, mal enveloppé dans de vieux journaux. Il arracha l'enveloppe et que vit-il ? Un berceau de noyer d'antique forme paysanne ! Un berceau ! Boyne

se jeta sur un fauteuil, n'en croyant pas ses yeux. A ce moment il aperçut la lettre dont lui avait parlé le portier; elle était de l'écriture de Terry.

« Mon cher Martin, nous nous réunissons afin de vous envoyer ce joli berceau pour cadeau de nocces, pensant que vous allez vous marier bientôt et que M^{me} Sellars est allée à Paris commander son trousseau. Vous avez été pour nous un véritable père; aussi nous souhaitons que vous ayez bientôt de vrais enfants à vous; en les mettant dans ce berceau, vous voudrez bien vous souvenir de vos petits amis, Judith, Terry, Blanca, etc. »

En guise de signature, Chipstone avait tracé une croix tremblotante; un post-scriptum avait été griffonné par Judith.

« Cher ami, je rouvre cette lettre pendant que Terry a le dos tourné; c'est ridicule de vous écrire que ce berceau est joli... mais il l'est tout de même et nous tenions à vous le dire. Judith. »

Boyne se renversa dans son fauteuil et se mit à rire à gorge déployée.

VI

Il s'était trompé en supposant son amie capable de revenir par surprise pour s'assurer de l'effet de sa lettre. Elle ne parut pas et, au bout de deux jours, il ne put différer davantage sa réponse.

« Votre projet pour les enfants, chère amie, lui écrivait-il, ne me semble pas déraisonnable, mais est-ce moi qui deviens fou? Vous me proposez à peu près de les replonger dans le milieu infernal d'où j'avais réussi à les tirer. Le désastre pour eux, ce serait d'être séparés et c'est ce que vous me demandez de faire, alors que nous bataillons depuis deux mois pour empêcher ce malheur. J'aime mieux ne pas insister sur votre idée de rendre les plus jeunes à lady Wrench et à Buondelmonte; des femmes comme vous ne sont ce que vous êtes qu'à la condition de ne pas pouvoir se figurer ce que sont ces gens-là. Mais moi, je les connais, et jamais je ne serai leur complice. Et pour Judith, qui a réussi à inculquer à ses frères et sœurs un sentiment de solidarité si profonde, quand vous me dites de la condamner à voir son œuvre anéantie et tous les senti-

ments qu'elle a cultivés autour d'elle foulés aux pieds... » Il s'arrêta là, jeta sa plume et considéra son papier avec découragement. « Ce n'est pas cela, ça ne vaut rien », murmura-t-il.

Il repoussa son papier, prit une nouvelle feuille et griffonna : « Mille regrets, mais impossible de défaire ce que j'ai fait ; tâchez de me comprendre, tendresses. » La lettre projetée n'était plus qu'un télégramme qu'il se hâta d'expédier.

La réponse lui parvint au bout de vingt-quatre heures. Elle ne contenait qu'une ligne : « Je vous entends très bien, lettre suit... » Deux jours plus tard, ce ne fut pas une lettre, mais un petit paquet recommandé que le facteur remit à Boyne. Tout de suite il devina. Il monta à sa chambre, un peu étourdi par la rapidité de l'événement, rompit fièvreusement le cachet et trouva, comme il s'y attendait, le petit écrin de maroquin. « En l'ouvrant, il aperçut un billet enroulé autour du saphir. Il lut : « Je n'oublie pas ; je ne vous en veux pas ; donnez ce bijou à une femme qui vous rendra le bonheur que vous m'avez donné. » Il se prit le visage à deux mains, car il aimait Rose ou du moins il avait aimé l'image d'elle qu'avait créée leur longue séparation...

On frappa à sa porte. Il leva les yeux : c'était Judith qui se tenait, incertaine, sur le seuil.

— Excusez-moi : vous dormiez ou vous aviez encore une de vos migraines ?

Elle entra et referma la porte sans attendre la réponse.

— Je vous dérange affreusement, n'est-ce pas ? fit-elle en s'arrangeant les cheveux devant la glace.

— Oui... non...

La curieuse avait-elle déjà découvert l'écrin grand ouvert et le billet signé de Rose ? Boyne renonça à les cacher pour ne pas attirer davantage son attention.

— Oui, se borna-t-il à dire en lui tendant la main, une migraine.

— Alors, je m'en vais ? dit sans conviction la jeune fille.

— Cela dépend, répondit-il. Qu'est-ce qui se passe ? Pas d'accident à Rosenglüh ?

— Non, rien, mais il y a des siècles qu'on ne vous a vu.

Il chercha son étui à cigarettes et le tendit à la jeune fille qui s'était installée dans l'unique fauteuil de la chambre.

— Comme c'est gentil, dit-elle, d'être seule avec vous !

— Mon Dieu, je ne sais pas si vous allez me trouver bien amusant.

— Mais si, nous serons très bien si vous me laissez parler.

— Eh bien! je vous écoute.

— Une lettre de maman ce matin...

Le sourire de Boyne se figea. La tuile! il y avait longtemps qu'il l'attendait. Joyce n'écrivait qu'en cas de catastrophe.

— Que dit-elle? demanda-t-il avec appréhension.

— Pas grand chose. Et des choses que je ne comprends pas bien. Elle dit qu'elle a plaqué Gerald, qu'elle comprend qu'elle mène une vie de bâton de chaise et qu'elle nous en demande pardon de tout son cœur.

— Et alors...?

La jeune fille haussa les épaules avec un mince sourire.

— Oh! cela n'a rien de bien nouveau. Maman se met à comprendre la misère de son existence chaque fois qu'elle se prépare à commencer une vie nouvelle.

— Qu'est-ce que vous entendez par une vie nouvelle?

— C'est généralement quand elle change d'ami.

— Mais, ma chère enfant, pourquoi ne serait-ce pas sérieux? Si vos parents s'étaient aperçus qu'il ne peuvent pas se passer de vous et se décidaient à faire une fin?

La jeune fille cligna des yeux sceptiques à travers la fumée de sa cigarette :

— Comme au cinéma, dans les films sentimentaux?

— Pourquoi pas? Votre mère est trop intelligente pour ne pas avoir soupé du jazz un jour ou l'autre.

— C'est ce qui lui arrive chaque fois qu'elle rencontre quelqu'un qui lui ouvre les yeux sur la vanité des plaisirs; cela veut dire régulièrement qu'elle commence un nouveau roman. Enfin, elle m'annonce son départ pour Paris. Elle veut déposer une instance en divorce, parce qu'elle ne peut plus vivre avec un homme comme papa.

Boyne respira. Encore un délai, ce départ, pas bien long peut-être, mais assez pour ajourner une décision: c'était tout ce que Boyne pouvait espérer. Mais il rencontra les yeux de la jeune fille et fut surpris de leur expression de sécurité.

— Vous n'avez pas peur?

— Avec vous, pourquoi aurais-je peur?

Aussitôt il fut accablé du poids de sa responsabilité; la naïveté de cette confiance l'épouvantait.

— Réfléchissez, mon enfant: jusqu'à présent nous avons eu une chance insensée; mais tout peut craquer tout d'un coup sans que je puisse rien empêcher.

Elle prit une expression de foi radieuse.

— Jusqu'à présent tout a réussi... En cas de drame, qu'est-ce qui nous empêche de filer en Amérique avec vous? — Elle s'arrêta et reprit avec un peu d'hésitation: — Vous allez vous marier bientôt, Martin. Eh bien! ce matin, en recevant la lettre de maman, nous nous disions, avec Terry, que si bonne maman ne voulait pas de nous, peut-être nous laisseriez-vous vivre chez vous, à New-York, en payant. Nos parents n'auraient rien à dire à cette combinaison. Je sais que M^{me} Sellars aime beaucoup les petits; nous autres, les aînés, nous ne serions pas gênants.

Quelle petite fille déconcertante! Elle passait sans transition d'une sagacité de vieille routière à l'innocence d'une enfant. Devant les choses pratiques, la jeune désenchantée pour qui la vie n'avait plus de surprises redevenait une fillette qui a besoin de sa gouvernante: une jeune Daphné demi-entrée dans la réalité, demi-captive dans des feuillages de contes de fées.

— Ma chère enfant...

Elle s'aperçut du changement de ton; un nuage lui descendit des yeux et couvrit son visage. Elle s'efforça pourtant de garder son sourire:

— Allons, j'ai encore dit une bêtise! dit-elle.

— Une chose imprévue, voilà tout. Laissez-moi réfléchir.

Elle se leva, impulsive, et se précipita vers lui.

— Martin, quand on demande du temps, c'est toujours pour dire non. Oui n'a aussi qu'une syllabe, mais il se dit deux fois plus vite. Et à présent vous allez me détester pour vous avoir posé une question qui vous met dans l'embarras.

— Vous n'y êtes pas du tout. J'ai plusieurs réponses à vous faire. Et d'abord, qu'est-ce qui vous dit que bonne maman Mervin ne voudra pas de vous?

Elle secoua la tête:

— Parce que je lui ai écrit voilà un mois et qu'elle aussi, elle réfléchit. Et puis je sais que si elle nous prenait chez elle, ce serait pour céder aussitôt que papa ferait la grosse voix

Vous comprenez, ajouta-t-elle, — et c'était de nouveau la vieille routière qui parlait, — bonne-maman touche une grosse mensualité de papa.

— Ceci m'amène à ma deuxième question. Comment savez-vous que votre père ne va pas vous rappeler au Lido ou ailleurs, du moment que votre mère prend le parti de divorcer?

— Parce qu'il est en route pour Constantinople sur son yacht avec Syb, je veux dire *M^{me} Lullmer*, et une tripotée d'invités.

Malgré lui Boyne soupira. Le père sur son bateau avec toute sa clique, madame à Paris pour divorcer, vraiment il n'y avait plus lieu de se presser. Boyne pouvait se livrer aux délices du *statu quo*.

— Eh bien ! mon enfant, il me semble que vous voilà bien tranquilles, au moins pour le moment. Alors pourquoi se mettre l'esprit à la torture ?

Elle partit d'un bon rire.

— Mais qui y songe, cher Martin ? Pas moi, dans tous les cas. Tant que vous êtes là, je n'ai peur de rien.

— A la bonne heure ! Si nous faisons une folie, voulez-vous ? D'abord une bonne promenade à nous deux pour commencer, puis dîner en famille avec les petits Wheeler ?

Elle gagna la porte et s'arrêta à mi-chemin avec un petit cri de surprise. Boyne, qui cherchait sa canne dans un coin, se retourna et vit la jeune fille en arrêt devant le berceau.

— Quoi ? Vous vous en servez pour mettre vos bottines ?

Elle avait eu un ton de reproche et il en fut un peu gêné. « Au diable, pensa-t-il, pourquoi faut-il que ce berceau soit si commode comme caisse à chaussures ? »

— C'est, dit-il, que je n'ai pas autre chose à y mettre pour le moment.

Elle accueillit cette plaisanterie avec gravité.

— Mais ce sera pour bientôt, n'est-ce pas ? Un petit bébé à vous, ce serait si gentil ! Vous allez vous marier aussitôt que *M^{me} Sellars* sera revenue avec son trousseau ? Peut-être que vous nous prendrez, Blanca et moi, comme demoiselles d'honneur...

Penché sur le berceau, il était en train de jeter ses chaussures à la volée par la chambre et ne répondit pas. La jeune fille étonnée le regarda un moment, puis se coula à son côté et glissa son bras sous le sien.

— Cher Martin, s'écria-t-elle, vous êtes malheureux ?

— Malheureux? s'écria-t-il d'un ton exaspéré. C'est vrai que je ne suis pas heureux. Ce sont des choses qui arrivent. Mais, pour l'amour de Dieu, ne me questionnez pas...

Judith sentit les larmes lui monter aux yeux.

— Pardon, gémissait-elle, je sais bien... je n'ai pas de tact...

— Le diable l'emporte, le tact! Dieu merci, vous n'en avez pas. C'est une chose que j'ai en horreur. Seulement ne vous mêlez pas des affaires des grandes personnes. Ça ne peut servir qu'à tout gâler.

— Martin, s'exclama-t-elle, haletante, au moins cela ne veut pas dire que le mariage est rompu?

Il eut envie de lui crier que oui, que tout était rompu, comme si c'était la formule magique de l'affranchissement. Au lieu de cela, il se planta devant le coin de la table où se trouvait l'écrin :

— Je veux dire que je ne sais pas quand nous nous marierons, voilà tout.

— Vraiment tout?

Il fit signe que oui.

— J'aime mieux cela, dit-elle avec un soupir de délivrance.

Comme elle le regardait toujours, il lui saisit brusquement la taille et pencha la tête vers ses lèvres. Elles étaient rondes et brillantes comme lorsqu'elle était émue; elles attiraient les siennes avec une force irrésistible. Il eut le courage de détourner la tête; le baiser rencontra innocemment la joue, tout près des paupières mouillées.

— Allons, ma bonne Judy, faites risette. Recoiffez-vous vite et filons.

Voyant qu'elle était encore toute tremblante, il lui prit le bras comme un grand frère, comme autrefois.

— Allons, en route, répéta-t-il.

Sur le seuil, elle s'arrêta et jeta un regard navré sur le berceau :

— Mon pauvre vieux Martin! C'est parce que vous êtes malheureux, que vous y fourriez vos chaussures?

EDITH WHARTON.

(Traduction de M. Louis Gillet.)

(La dernière partie au prochain numéro.)

LES ORIGINES DU MAROC FRANÇAIS

RÉCIT D'UNE MISSION (1901-1906)

M. Révoil, ministre de France au Maroc, ayant accepté, le 21 mai 1901, le poste de gouverneur général de l'Algérie, M. Delcassé, le même jour, me désigna pour lui succéder à Tanger. Ainsi allait m'échoir l'honneur d'entreprendre, à un moment qu'on sentait prochain, une œuvre d'intérêt national que M. Révoil avait préparée avec un sens politique d'une rare finesse, que j'ai abordée et poursuivie cinq ans durant, à travers d'émouvantes vicissitudes, que mon successeur, M. Regnault, a eu le bonheur mérité de conduire jusqu'à son couronnement diplomatique, — le traité de protectorat de 1912, — dont enfin M. le maréchal Lyautey a assuré l'épanouissement avec tout l'éclat que l'on sait.

Le récit suivant des origines de notre établissement au Maroc se limite à ce que j'en ai connu par moi-même. Il est un exposé de l'effort persévérant soutenu par la légation de France au Maroc durant les années où elle me fut confiée. Il est mon témoignage sur tous les actes notables de notre politique marocaine auxquels ma fonction m'a fait prendre part ou assister.

Cette période est celle où les imprudences d'un jeune sultan, Moulay Abd-el-Aziz, donnèrent à la France des sujets d'inquiétude qui l'amènèrent à s'entendre sur l'avenir du Maroc avec les Puissances voisines et directement intéressées. M. Delcassé

crut avoir assez fait pour prévenir des complications en avisant l'Allemagne de l'accord en préparation avec l'Angleterre sans l'inviter à un accord analogue, non plus que les autres Puissances éloignées dont aucune n'y prétendait, ni la Russie, notre alliée, ni l'Autriche-Hongrie, ni l'Amérique. Alléguant, un an plus tard, que nous avions ainsi violé les droits des Puissances signataires d'une convention de 1880 qui n'était nullement en cause, l'Allemagne exigea, la main sur ses armes, que les réformes conseillées par nous au gouvernement marocain fussent déferées à une Conférence de ces treize Puissances.

On sait que M. Rouvier, président du Conseil, crut devoir lui céder et que M. Delcassé ne s'y résigna pas. N'ayant pu convaincre ses collègues, il dut quitter, après sept ans d'exercice, le ministère des Affaires étrangères où il avait fait notre entente avec l'Angleterre, nos accords avec l'Espagne et l'Italie, — où il devait, en août 1914, être ramené par le danger de la France. La conférence exigée par l'Allemagne se réunit à Algésiras; et le rôle marocain de celui qui écrit ces lignes fut virtuellement terminé.

L'action de la diplomatie française au Maroc même, de 1901 à 1906, a été très discutée en son temps sans cesser d'être très ignorée. C'est en ces années que, pressée par des faits locaux qui menaçaient notre avenir en ce pays, notre diplomatie, a entrepris méthodiquement d'attirer sous notre influence protectrice le gouvernement marocain. Tirant des circonstances le parti qu'elle a pu, elle a pris peu à peu sur le Makhzen, de 1902 à 1904, un ascendant qui, dans le même temps, échappait à la diplomatie anglaise; et il est à l'honneur de l'une et de l'autre diplomatie que ce renversement de situation, jugé par elles conforme à la nature des choses, ait facilité l'accord conclu entre la France et l'Angleterre, le 8 avril 1904, au sujet de l'Égypte et du Maroc. Enfin, c'est de l'action exercée à Fez par le ministre de France à la suite de nos accords avec l'Angleterre et l'Espagne que Guillaume II, poussé par M. de Bülow, a pris occasion et prétexte pour nous lancer, à Tanger même, le 31 mars 1905, la première des provocations dont la série nous prépara durant neuf ans à la déclaration de guerre du 3 août 1914. Les origines du Maroc français sont ainsi mêlées à celles de la Grande Guerre. Elles ont par là des titres particuliers à l'attention.

Le ministre de France de ce temps reculé (1901-1906) croit pouvoir apporter utilement aujourd'hui, — modeste contribution à l'histoire, — un récit de sa mission au Maroc. Il a eu soin de rafraîchir et de préciser la plupart de ses souvenirs par une lecture attentive de l'abondante correspondance qu'il a entretenue de Tanger, de Rabat et de Fez avec le ministre des Affaires étrangères. Il aime à penser que ces documents, conservés avec un soin scrupuleux par les dévoués gardiens de nos archives diplomatiques, seront, un jour prochain, accessibles à tout travailleur sérieux. L'exactitude de son récit a, en lieu sûr, de bons garants.

ORIGINES DE LA QUESTION MAROCAINE

On a souvent dit, et c'est l'évidence même, que l'origine de la question marocaine remonte au jour de juin 1830 où une armée française débarqua sur la plage de Sidi-Ferruch. Ce n'est pas qu'en envoyant une armée frapper Alger le gouvernement de Charles X eût le dessein d'y poser les premiers fondements d'une France africaine. Il entendait seulement châtier des insultes réitérées du Dey Hussein et, du même coup, en finir avec ces pirates barbaresques qui, depuis trois siècles, terrorisaient la navigation au point de réduire certaines Puissances à payer au Dey un tribut annuel. Notre but a été atteint si complètement que le souvenir même s'est presque effacé des servitudes humiliantes dont nous avons, — il n'y a pas un siècle, — affranchi la marine de commerce de tous les pays. Mais notre initiative se trouva grosse de conséquences bien plus grandes encore qui n'étaient ni voulues ni prévues. Elle continua de les dérouler.

Dominé par nos armes, Alger nous retint par des nécessités qui ne manquent guère de s'imposer à une armée civilisée quand elle s'engage en pays barbare. Nous dûmes élargir notre occupation et pour nous défendre contre la réaction de tribus hostiles et pour protéger contre la vengeance de leurs congénères les groupes indigènes qui se donnaient à nous. Un attrait puissant fit le reste : l'attrait d'une action civilisatrice à exercer sur la côte ensoleillée où nous avions pris pied en face de Marseille. Moins de trente ans après notre débarquement, toute l'Algérie, ou presque, avait accepté le régime

français : elle nous obéissait de la Méditerranée au désert, et des confins de la Tunisie à ceux du Maroc.

Algérie, Tunisie, Maroc, trois parties distinctes d'un même ensemble. Chacune a ses particularités sous les mêmes traits généraux. C'est la Barbarie ou Berbérie, le pays où l'élément berbère forme le fond de la population. Les Phéniciens en ont occupé les bords; les Romains y ont pénétré plus avant; les Arabes y ont implanté l'Islam. C'est ainsi que l'Émir Abd-el-Kader, pourchassé en Algérie par nos colonnes, trouva au Maroc, auprès de populations de même sang, de même religion, de mêmes mœurs, de mêmes langues, une assistance contre le conquérant chrétien. Le conflit qui en résulta entre nous et le sultan Abd-er-Rahman se régla au bord de l'Isly et le fruit de notre victoire fut le traité de frontière que nous conclûmes avec le Maroc.

Depuis la mer jusqu'au désert et au delà, nous devenions limitrophes d'un pays avec lequel nos relations de contiguïté auraient forcément un caractère assez particulier. Le Maroc n'est pas une nation. Ses populations diverses, corporations urbaines de Fez ou de Meknès, tribus pastorales et agricoles des montagnes et des plaines, sont loin d'avoir une âme collective : elles ne frémissent pas d'une émotion commune si l'une d'elles est molestée. Aux yeux du commerçant de la ville, riche, pacifique, sédentaire, assis sur les marchandises de son échope, le rude montagnard berbère, le plus primitif et guerrier des hommes, inséparable de son fusil de combat, est une menace permanente de pillage. Aux yeux de ce montagnard, la pâle population des villes est un monde étranger, et une proie tentante. Le berbère a certes une patrie, mais qui ne s'étend pas au delà de sa tribu. De sa tribu seule il se sent solidaire. Cette tribu, quantité d'autres l'entourent ou l'avoisinent, aussi proches par le sang et analogues par les mœurs que divisées par leurs querelles fraternelles. Si l'on se reporte à la période bien récente encore qui précéda le régime français, l'état de guerre au Maroc est fréquent entre tribus voisines. Qu'une tribu se trouve lésée par une autre dans ses intérêts ou sa fierté, sur la décision des conseils patriarcaux qui la gouvernent, ses hommes valides prennent les armes. Ils attaquent la tribu rivale, enlèvent ses bestiaux, brûlent ses villages. A la requête des vaincus, quelque personnage de grand renom s'interpose;

et l'on négocie avec son aide une paix que compromettra le premier incident.

Sur la foule anarchique des tribus, domine cependant une autorité commune, un gouvernement élémentaire, le Makhzen. Une tradition quatre fois séculaire veut que son maître, le Sultan, descende du Prophète et appartienne à la dynastie chérifienne régnante. Cette origine et le choix de son prédécesseur ou des vizirs le désignent, à chaque vacance, pour revêtir aux yeux de l'Islam occidental un double caractère religieux et politique. Prince des croyants, c'est à ce titre qu'il est Sultan et chef de guerre. Il en va ainsi depuis qu'au xvi^e siècle, l'Islam occidental chercha instinctivement, dans l'exaltation du sentiment religieux, l'unité d'inspiration et le regain de vigueur dont il eut besoin pour refouler les conquérants espagnols et portugais. Superposé à un amas confus de tribus berbères indociles et batailleuses, le Prince des croyants avait assumé la double tâche de les plier à l'obéissance et d'utiliser leur humeur farouche pour interdire aux chrétiens le territoire de l'Islam marocain. Il y avait réussi aux xvii^e et xviii^e siècles, en se donnant, comme instruments de règne et de guerre, certaines populations, arabes de race ou de culture, groupées artificiellement par son ordre sur des territoires voisins de ses capitales et sous un régime d'exception. Ce furent les Cheraga, les Bouakhar, les Oudaïa, les Cherarda, vraies colonies militaires qu'on appela, d'un nom commun, tribus Makhzen ou tribus de *guich*. Exemptées de tous impôts, gratifiées de terres et autres bénéfices, ces tribus avaient la charge et le privilège de pourvoir aux services fondamentaux, — avant tout au service militaire, — d'un gouvernement rudimentaire et absolu. Depuis la bataille de l'Isly où ce système exclusif n'avait pas préservé l'armée chérifienne de la défaite, les tribus de guich avaient perdu une part de leur ancienne prépondérance. Elles n'en demeuraient pas moins pour le Makhzen, au temps où ce récit commence, l'armature solide qui lui a permis, sinon toujours de dompter les agitateurs berbères, du moins de leur résister, de les user et de leur survivre.

Même au temps où la main de fer d'un Moulay Ismaïl (1672-1727) avait réduit l'ensemble des tribus marocaines à la soumission, les Sultans n'ont jamais fait grand effort pour les organiser en vue d'une vie nationale. Ils se sont plutôt appliqués

à les diviser pour les dominer et à lever sur elles des impôts par diplomatie et par force. Vénéré comme Prince des croyants pour la bénédiction qui émane de sa personne sacrée, le Sultan n'était obéi comme souverain que dans la mesure où la supériorité matérielle de son pouvoir lui assurait l'obéissance. Beaucoup de tribus, — les mieux rencoignées dans leurs montagnes, les plus guerrières, les mieux pourvues de fusils, — l'avaient habitué par l'énergie de leur résistance à ne plus leur réclamer ces contributions. D'autres ne les lui concédaient qu'au terme de pourparlers engagés sous la pression directe de ses armes. Avec son Makhzen, gouvernement nomade, on le voyait périodiquement quitter à cheval ou en litière ses résidences, Fez, Rabat ou Marrakech, suivi de quinze ou vingt mille hommes assez mal ordonnés et disciplinés. Évitant d'ordinaire le territoire des tribus les plus récalcitrantes, Sa Majesté chérifienne s'en allait, ainsi accompagnée, décider des tribus plus maniables à s'acquitter de leurs devoirs envers son trésor. Et le pays soumis, — *Bled-el-Makhzen*, — s'élargissait ou se rétrécissait, selon que, par son prestige, sa diplomatie et ses armes, le Chérif-Sultan dominait plus ou moins ses sujets.

La contiguïté avec un pays aussi insuffisamment gouverné, — prolongement de notre Algérie, mais prolongement interdit à notre police, — nous donnait de continuelles alertes. Les tribus marocaines qui bordaient notre colonie étaient généralement insoumises. La communauté de mœurs entre elles et nos indigènes, faisait du territoire de ces tribus le repaire naturel de nos Algériens rebelles. Ils y trouvaient un refuge où se remettre de leurs insuccès et se préparer à de nouvelles incursions. Nous l'avions appris à nos dépens par les exemples d'Abd-el-Kader, de Bou Amama et de maints agitateurs moins célèbres.

Un autre fait nous commandait plus impérieusement encore d'avoir les yeux bien ouverts sur ce qui se passait chez nos voisins. Qu'à la porte de l'Europe, en vue de ses côtes, au delà d'un détroit large à peine de quelques lieues, un pays fertile arrosé de beaux fleuves, habité par une population vigoureuse et dure au travail, s'obstinât à s'enfermer dans un isolement hostile par attachement à la barbarie de ses mœurs et farouche appréhension de l'inconnu, ce vivant paradoxe ne pourrait plus se maintenir longtemps. La civilisation industrielle

de notre âge, entraînée par un mouvement incoercible, toujours en quête de richesses naturelles à exploiter et de marchés à créer, commençait à frapper aux portes du Maroc avec plus d'empressement que de prudence. Si bien verrouillées que fussent ces portes, il paraissait inévitable qu'un jour prochain, elle se les fit ouvrir ou les enfonçât. Elle aménagerait des ports au Maghreb : elle y introduirait la locomotive ; elle renouvellerait la face de cette vieille terre.

La Puissance étrangère que nous laisserions présider à cet événement fatal, deviendrait maîtresse du Maroc ; elle pèserait d'un poids étouffant sur notre colonie algérienne ; elle acquerrait des moyens d'y fomenter l'agitation. Menace à échéance imprécise, mais dont nous sentions la gravité. Nous n'avions, quant à nous, aucun projet défini d'étendre notre empire sur le Maroc, aucun désir de hâter le moment où, malgré ses appréhensions, le Maroc devrait s'ouvrir au monde moderne. Nous entendions seulement, quand l'inévitable s'accomplirait, être ceux qui règleraient cette pénétration. Nous ne voulions pas, ayant à gouverner Alger, qu'une autre Puissance vint dominer à Fez. Une clef de notre domaine africain était là, exposée à des convoitises étrangères ; nous devions veiller à ce que personne ne s'en saisît, soit avec la connivence du Sultân, soit à la faveur de sa faiblesse.

Si, devenus en 1844 les voisins immédiats du Maroc, nous avons, durant soixante années, supporté avec patience les lourdes charges de ce voisinage, c'est que l'État chérifien, durant cette période, s'est gardé lui-même plus attentivement que jamais. Sentant grandir autour du Maroc la pression du monde extérieur, le sultan Moulay-el-Hassap, père des trois premiers sultans qui se sont succédé depuis sa mort, redoubla de soins pour fermer toute voie d'accès aux entreprises du dehors. Toujours occupé à dompter quelque tribu rebelle, s'ingéniant à se dérober de son mieux au contact de la diplomatie dont il redoutait les initiatives, il consolidait les obstacles traditionnels, devant les pas de tout Européen tenté d'acquérir une terre au Maghreb ou d'y créer une exploitation. Le vieux Maroc excellait dans l'art de ne donner à l'étranger aucune prise ; et notre politique pouvait s'accommoder qu'il restât pour nous inabordable, tant qu'il le resterait pour tous.

A la mort de Moulay-el-Hassan, en 1894, le changement ne

fut pas immédiat dans l'atmosphère du Makhzen : l'esprit d'immuable fidélité à tous les usages s'incarna une fois de plus dans un homme énergique, le grand-vizir Ba Ahmed, qui sut tenir en main le pays, selon les méthodes traditionnelles. Quand il mourut en 1900, apparurent au Makhzen les premiers signes de temps nouveaux. On verra dans le récit qui va suivre, comment un sultan de vingt ans, livré sans contrepoids à ses tentations par la mort de ce Grand-Vizir, se laissa entraîner à des imprudences qui obligèrent la diplomatie française à prendre ses précautions pour le jour, peut-être prochain, où la question de l'avenir du Maroc se poserait impérieusement.

A cette question en effet, si nous étions de beaucoup les plus intéressés, nous n'étions pas les seuls intéressés : comme nous possédions l'Algérie, l'Angleterre possédait Gibraltar, l'Espagne Ceuta, Melilla, les « Présides » de la côte riffaine.

Etablie militairement à l'issue occidentale de la Méditerranée, l'Angleterre prenait ombrage de tout progrès d'une autre Puissance sur les rivages de cette mer. Devant notre expédition d'Alger, notre victoire de l'Isly, la campagne espagnole de 1859 contre Tétouan, elle avait manifesté ses défiances avec insistance et avec force. Le danger la hantait qu'à proximité de Gibraltar un anti-Gibraltar pût un jour se dresser. Constamment préoccupée de tenir à grande distance du détroit toute entreprise de la France, elle s'appliquait sans relâche à développer sur la cour chérifienne une influence dont elle usait pour faire du Maroc un obstacle insurmontable entre nous et la région de Tanger.

De son côté, l'Espagne catholique et chevaleresque restait la combattante altière qui avait lutté sept à huit siècles pour déraciner de son sol les musulmans envahisseurs. Chassés enfin au delà du détroit, elle les y avait poursuivis. Elle y conservait ses Présides, Ceuta, Melilla, restes d'un ancien établissement et, peut-être, pierres d'attente. Récemment, elle avait passé la mer une fois de plus pour relancer les Maures avec une passion renouvelée des Croisades. La fierté espagnole s'y mêlait, plus exigeante que jamais depuis que, par la perte des Antilles et des Philippines, les Présides n'étaient plus que les suprêmes réduits d'un empire colonial aboli.

L'Italie était Puissance méditerranéenne. Le soin qu'elle avait mis, depuis la formation de son unité, à faire auprès

du Makhzen ses preuves de vie donnait à penser qu'un règlement éventuel ne la laisserait pas indifférente.

Quant à l'Allemagne, depuis 1870, elle avait toujours vu de bon œil nos entreprises coloniales, comme autant de diversions à nos souvenirs. En ce qui concerne le Maroc, si elle s'appliquait avec méthode et persévérance à y développer sa situation commerciale encore peu considérable, elle avait déclaré en mainte occasion, par la bouche même de Bismarck, qu'elle n'avait là aucun intérêt politique. Son petit groupe colonial exprimait bien de temps à autre des vellités ambitieuses, mais qui ne trouvaient en haut lieu aucun encouragement visible.

M. Delcassé se crut fondé à penser que le nœud gordien serait dénoué, les dangers de désaccord écartés, si nous parvenions à nous entendre sur l'avenir du Maroc avec les Puissances voisines et politiquement intéressées, l'Angleterre, l'Espagne et, en seconde ligne, l'Italie.

L'OCCUPATION DU TOUAT ET LE MAKHZEN

Le 16 avril 1901, à Marrakech, le ministre favori du Sultan, Si-el-Mehdi-el-Menebbi, mandait le docteur Linarès, notre agent officieux auprès de la cour chérifienne. Il le priait d'annoncer à notre ministre, M. Révoil, que le Sultan avait décidé d'envoyer une ambassade au gouvernement de la République. Sa mission remplie à Paris, cette ambassade se rendrait à Pétersbourg.

Le docteur Linarès laissa paraître quelque surprise. A Timimoun, à Sahéla-Metarfa et autres points de l'Extrême-Sud oranais, de hauts personnages marocains avaient été récemment de connivence avec des tribus qui attaquaient nos troupes. Sur la côte du Riff, quelques jours à peine auparavant, un caïd avait, sans provocation, tué un Français, M. Pouzet. Convenait-il de nous parler d'une ambassade avant de nous avoir fait réparation? Le docteur Linarès n'en promit pas moins de transmettre la proposition au ministre de France.

Peu de jours après, à Tanger, le ministre d'Angleterre annonçait à son collègue de France que le Sultan envoyait une ambassade à Londres à l'occasion de l'avènement du roi Édouard VII. Le ministre de Russie confiait de son côté à M. Révoil que Moulay Abd-el-Aziz, sensible à la création récente

d'une Légation de Russie au Maroc, désirait en remercier l'empereur Nicolas II par l'envoi d'une ambassade à Pétersbourg. Enfin le baron de Mentzingen, ministre d'Allemagne, apprenait à notre ministre que l'ambassade marocaine qui allait à Londres se rendrait ensuite à Berlin.

Ce n'était pas chose fréquente que le Sultan du Maroc envoyât des ambassades chez quatre Puissances à la fois. A quoi tendait ce déploiement de diplomatie chérifienne? En ce qui nous concernait, il y avait toute apparence que le Makhzen entendait nous demander de prolonger vers le sud la frontière que le traité de 1845 avait seulement amorcée. On sait que cette frontière s'arrêtait au col de Teniet-es-Sassi, à cent kilomètres à peine de la Méditerranée. « Au delà, disait le traité, il n'y a point de limite territoriale à établir entre les deux États, puisque la terre ne se laboure pas. » On s'était contenté, au sud de ce point, de répartir les tribus entre l'une et l'autre souveraineté; de même les *ksour*, dont sept appartiendraient à l'Algérie et deux, Ich et Figuig, au Maroc. Enfin, au sud de Figuig, silence du traité, comme si désormais les hommes et la terre même eussent fait défaut.

A travers le désert cependant, une étroite vallée, long couloir d'eau et de verdure, l'oued Zousfana, continué par l'oued Saoura, conduisait dans l'Extrême-Sud oranais à un ensemble d'oasis, le Touat, où l'on distinguait trois groupes de palmeraies, le Touat proprement dit, le Gourara et le Tidikelt. Le tout formait une sorte d'archipel saharien dont les îles, séparées par de larges étendues de désert, étaient relativement fertiles en dattes et riches en habitants de diverses races, Berbères, Arabes et Touaregs.

En fait comme en droit, le Touat n'appartenait à personne qu'aux tribus locales. Les négociateurs de 1845 n'avaient pas eu la pensée qu'une région si perdue devint jamais objet de contestation. Mais dans ce monde africain où la guerre de tribu à tribu était la condition générale, à mesure qu'une tribu nouvelle se rangeait sous la paix française nous nous trouvions en devoir de la protéger contre les tribus voisines. Cette nécessité de notre tâche algérienne nous avait poussés graduellement vers le sud, du Tell sur les hauts plateaux, des hauts plateaux dans le Sahara.

Le précédent Chérif, Moulay-el-Hassan, avait-il craint que

notre marche vers le sud ne devint dangereuse pour son autorité en nous rapprochant du Tafilelt, berceau de sa dynastie, oasis que le traité ne mentionnait pas ? Quoi qu'il en soit, il avait, à partir de 1886, multiplié les tentatives pour nous devancer au Touat. Mais incapable d'y entretenir une force permanente, c'est à peine s'il y avait envoyé quelques émissaires et investi quelques caïds, vains gestes de suzeraineté temporelle sur un territoire où il n'avait jamais été qu'un chef religieux. Entre temps, le 5 août 1890, un accord franco-anglais avait reconnu comme appartenant à notre action tout l'arrière-pays de l'Algérie. L'année suivante, M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, avait jugé nécessaire d'étouffer dans l'œuf les commentaires erronés que pouvaient éveiller, au Maroc et ailleurs, nos mesures préparatoires. Il avait établi à la tribune, avec une pleine évidence, que l'intégrité territoriale du Maroc n'était pas en cause ; la question du Touat était « une question de police algérienne » ; elle ne concernait que nous ; nous la réglerions quand et comme il nous conviendrait.

L'heure de l'action aurait pu tarder encore si, en 1899, une mission scientifique française, dirigée par M. Flamand, n'avait été attaquée dans le Tidikelt par des gens d'In-Salah. Repoussant l'attaque, elle s'était établie dans ce *ksar*. Notre Conseil des ministres, saisi du fait, avait décidé le 9 janvier que nous nous maintiendrions dans In-Salah. Il devenait urgent dès lors d'occuper Igli, porte du Touat du côté du Maroc. On y pourvut au printemps de 1900. La « question de police algérienne » était réglée.

Nous avions été fermes dans l'affirmation de nos droits, scrupuleux dans le respect du *statu quo* marocain. Une protestation du Makhzen auprès des Puissances n'était pas à craindre. Dépourvue de toute raison valable selon le droit public européen, elle fût demeurée sans écho. Le Makhzen l'avait senti bientôt. Il nous avait déclaré qu'il réprouvait les coups de main dirigés contre nos troupes par diverses tribus des confins. Il avait même donné au Tafilelt un nouveau gouverneur avec mission de détourner ces tribus de tous projets d'agression. Il n'avait pas été obéi : les tribus avaient continué de venir attaquer nos troupes sur notre territoire, à Elmoungar, à Ezzoubia, à Sahéla-Metarfa. En dernier lien, une colonne d'un millier de Béraber, formée au Tafilelt même, sous les yeux d'autorités

chérifiennes, était venue assaillir, dans le Gourara, notre poste de Timmimoun.

Le 18 mars 1901, sur l'invitation de M. Delcassé, M. Révoil adressait au Makhzen une lettre où il lui représentait sévèrement la gravité de pareils faits. Le mois suivant, la réponse du Makhzen se produisait sous une forme imprévue : il nous annonçait, on s'en souvient, l'intention de nous envoyer une ambassade. C'est au cours de cet enchaînement de faits que, sur la côte du Riff, notre compatriote, M. Pouzet, était tué par le caïd d'une tribu marocaine. Incident tout fortuit, mais qui engageait la responsabilité directe du Makhzen. L'intérêt capital que le Sultan attachait à nous faire agréer son ambassade permit à notre ministre de poser comme condition de notre agrément le règlement immédiat de l'affaire Pouzet. Grâce au concours de deux de nos navires, le *Pothuau* et le *Du Chayla*, ce règlement revêtit un éclat propre à donner aux Marocains, au seuil même de la négociation sollicitée par eux, une haute idée de notre pouvoir.

Toutes réparations nous ayant été faites, M. Révoil, le 11 juin, s'embarquait à Tanger pour la France sur le *Pothuan*, amenant avec lui l'ambassade marocaine. Quelques jours auparavant, le 2 juin, à Mazagan, une autre ambassade marocaine, ayant pour chef Si-el-Mehdi-el-Menebbi, avait pris passage sur le croiseur britannique *Diadem* à destination de l'Angleterre.

LES ENVOYÉS MAROCAINS A PARIS

L'ambassade qui nous était envoyée se composait de Si Abdelkerim Ben Sliman, ministre des Affaires étrangères, et de deux autres personnages makhzen, Si Bennasser Ghennam et Si Mohammed Guebbas. Ben Sliman avait la réputation d'un savant, d'un *fqih* versé dans les études coraniques. On le savait Andalou d'origine, issu des Maures bannis de Grenade. C'était un homme d'une cinquantaine d'années, à la physionomie sérieuse et expressive. Son naturel, sa dignité simple et courtoise, sa bonne grâce prompte au sourire disposaient dès l'abord en sa faveur. Ses deux assistants, personnages de race blanche très pure, frappaient surtout, l'un, Ghennam, par sa belle prestance et l'impassibilité de son visage aux grands traits

réguliers ; l'autre, Guebbas, par une intelligence fort éveillée.

On fit faire à nos Marocains les démarches d'usage. Introduits auprès du Président de la République avec un cérémonial imposant, ils lui remirent leurs lettres de créance. On leur montra les monuments de Paris. La culture de nos champs, l'application du paysan français à tirer parti du moindre coin de terre les frappa davantage. Ils dînèrent à l'Élysée avec les membres de notre gouvernement et les chefs de notre armée. Le jour de la fête nationale, mêlés au corps diplomatique qui entourait M. Loubet, ils assistèrent à la revue de Longchamp.

Nous ne nous étions pas trompés sur l'objet de cette ambassade. Il s'agissait bien de nous amener à compléter le traité de 1845, par le prolongement de la frontière qui n'y était qu'amorcée. La démarche marocaine signifiait clairement : renoncement à d'anciennes prétentions sur le Touat et demande d'assurances contre de nouveaux développements de notre domaine. L'affaire intéressait en première ligne le gouvernement de l'Algérie. Il lui appartenait de faire valoir auprès de la métropole les besoins de la colonie. Ayant quitté notre Légation de Tanger pour devenir gouverneur général de l'Algérie, M. Révoil était désigné par une double compétence pour négocier avec les envoyés marocains un accord de frontière. Aussitôt fixé par les lettres de créance de l'ambassade sur le sens des vœux du Makhzen, il se rendit en Algérie pour étudier, avec l'aide du service algérien des affaires indigènes, les questions posées.

M. Delcassé jugea qu'au moment où la diplomatie marocaine entrait en contact avec quatre grandes Puissances, il était bon qu'il prit position devant le pays et devant l'Europe. Il le fit par une déclaration prononcée au Sénat le 3 juillet. Il y rappela de quelle modération nous avions fait preuve envers le Maroc, même en présence d'agressions comme celle de Timimoun. Après le meurtre tout récent de M. Pouzet, nous avions dû demander des réparations promptes et complètes. Nous les avions obtenues. Il ne restait plus rien de l'incident. L'ambassade marocaine s'en apercevait à l'accueil qui lui était fait chez nous. « Elle pourra dire à son souverain, concluait-il, que si la France, maîtresse de l'Algérie et, par l'Algérie, limitrophe du Maroc sur une immense étendue, est tenue de suivre ce qui s'y passe avec un intérêt singulier dont nul ne saurait équitablement méconnaître la légitimité, notre vigilance ne tend qu'à

la tranquillité, à la prospérité, à l'intégrité de l'Empire chérifien. »

Peu de jours auparavant, le prince Radolin, ambassadeur d'Allemagne, au cours de sa visite hebdomadaire au quai d'Orsay, avait tâté, au sujet du Maroc, notre ministre des Affaires étrangères. Il lui avait signalé incidemment des articles de journaux où il était question d'un protectorat de la France sur le Maroc. M. Delcassé avait répondu tout net : « Si, par ce mot de protectorat, on entend que la France, maîtresse de l'Algérie-Tunisie, a et doit conserver au Maroc une situation absolument à part, il me semble que c'est l'évidence même ! — Rien de plus juste, avait repris le prince Radolin, tout le monde se rend compte de cette situation. »

Le 14 juillet, comme, avec les ambassadeurs marocains, j'assistais à la revue de Longchamp dans la tribune présidentielle, l'ambassadeur d'Allemagne en prit occasion pour me féliciter de ma nomination au Maroc avec une aménité insinuante qui revêtait de grâce polonaise une intention toute prussienne. La mission que l'on me confiait était, me dit-il, d'un intérêt bien grand. Le temps approchait où la question du Maroc allait se poser et réclamer une solution. Nous avions là des intérêts, des titres auxquels ne pouvaient se comparer ceux d'aucune autre Puissance. Et il conclut en propres termes : « Si les Anglais veulent se mettre en travers de votre chemin, eh ! bien, ma foi, tant pis pour eux ! » J'entendis cette ouverture imprévue avec toute la réserve qu'on peut penser. Le lendemain, appelé par M. Delcassé alors qu'il s'entretenait avec M. Paul Cambon, je lui en rendis compte. Le propos de l'ambassadeur d'Allemagne le frappa plus qu'il ne le surprit. « Vous entendez ! dit-il avec force à M. Cambon, les voilà bien ! Voilà leur jeu ! »

FIGUIG ET LE PROTOCOLE DE 1901

Revenu d'Alger dans les premiers jours de juillet, Révoil en rapportait une première idée des avantages que nous pourrions nous assurer à nous-mêmes en donnant au vœu des Marocains des satisfactions appréciables. Ils nous demandaient un complément de frontière ; quel était à cet égard notre intérêt ?

Nos idées, depuis 1845, avaient beaucoup varié sur ce point.

Mais une doctrine conforme à la nature et aux mœurs de la contrée s'était enfin dégagée de nos expériences. Elle nous détournait de donner, dans les régions désertiques, une précision rigoureuse à la frontière. Chaque tribu de ces régions ayant son territoire de parcours accoutumé, ses points d'eau, bref, son domaine pastoral reconnu par les tribus voisines, répartir les tribus entre l'Algérie et le Maroc constituait la meilleure forme de délimitation. Il n'y a de frontière proprement dite que gardée et respectée. La ligne frontière dont nous conviendrions avec les Marocains au sud de Teniet-es-Sassi imposerait au Makhzen un devoir strict qu'il était hors d'état de remplir, celui de la faire respecter par des tribus nomades et plus ou moins indépendantes de son autorité. Elle aggraverait les conséquences politiques d'incursions armées qu'il déclarait ne pouvoir empêcher. Il paraissait donc préférable de ne pas tracer une ligne-frontière rigide au sud de Teniet-es-Sassi. Mais que concéder au Makhzen? Et surtout, quels moyens adopter pour essayer de substituer à un régime de banditisme, sur les confins des deux souverainetés, — dont l'une n'était guère que théorique, — un régime de paix et d'échanges commerciaux?

Sur un point de la zone frontière, à Figuig, la question prenait un intérêt aigu. L'oasis de Figuig est, on le sait, un ensemble assez étendu de palmeraies et de jardins dont les produits nourrissent une population berbère de quelque douze mille âmes répartie entre sept ksour distincts. Cette agglomération est la plus considérable qui se rencontre dans le désert entre la lisière du Tell et le Touat. Située en un point où convergent les principales voies de la contrée, pourvue d'une certaine force guerrière par ses murailles extérieures, les murs enchevêtrés de ses jardins et les trois mille fusils de ses hommes, elle constituait le seul lieu sûr où les tribus nomades qui l'entouraient pouvaient venir entreposer ou échanger leurs charges d'orge et leurs outres de beurre. Elle était aussi, en temps d'insurrection, le point d'appui tout désigné des rebelles de nos tribus, l'asile où ils se ravitaillaient, se concertaient en vue de quelque agression nouvelle contre nos postes, nos convois ou nos partisans. Elle était, en tout temps, un foyer d'agitateurs et un repaire de coupeurs de routes.

Les négociateurs de 1845 auraient été fondés à donner

Figuig à l'Algérie, puisque, géographiquement, l'oasis appartient à l'arrière-pays d'Oran. Ils auraient été fondés à passer Figuig sous silence, comme le Touat, puisque, comme le Touat, Figuig vivait, de temps immémorial, dans une complète indépendance. Mais nos plénipotentiaires avaient consenti sans grande résistance que Figuig fût attribué au Maroc, faute de prévoir quel obstacle irritant nous trouverions un jour dans ce bastion laissé sur notre route.

Graduellement, à mesure que notre action avait à s'étendre vers le sud, la menace de Figuig sur notre flanc devenait pour nous une gêne plus pénible. La patience avec laquelle nous l'endurions plutôt que d'y mettre fin par un coup de vigueur nous était imputée à faiblesse. Elle refroidissait pour notre cause des tribus qui s'étaient données à nous. De longue date, le témoignage de nos chefs militaires était unanime sur les dangers de cette situation. Le maréchal de Mac-Mahon en 1867, le général Saussier en 1882 avaient même soumis au gouvernement des plans d'action contre Figuig. Une pensée diplomatique avait fait écarter ces projets. Porter atteinte au traité de 1845 sous les regards vigilants de l'Angleterre, c'eût été ouvrir la question du Maroc, et dans les pires conditions. User, contre la foi du traité, d'une clef du Maroc qui n'était qu'à nous, la clef terrestre, c'eût été autoriser d'autres Puissances à user de clefs qui étaient dans toutes les mains, les clefs maritimes du pays, les ports de mer. Le ministère des Affaires étrangères s'était donc fait une loi de ne rien occuper à demeure au Maroc de ce que le traité de 1845 avait reconnu à ce pays. C'était la règle la plus assurée de notre politique marocaine. Elle nous imposait ici un sacrifice, mais compensé par de grandes perspectives d'avenir. Figuig était légalement marocain, Figuig resterait donc marocain. L'intégrité territoriale du Maroc ne serait pas violée à son sujet. Le problème était, à cette heure, de rendre Figuig inoffensif.

L'idée que Révoil venait de se former à cet effet auprès du service algérien des affaires indigènes était celle-là même que son prédécesseur immédiat, M. Jonnart, venait d'exprimer dans un dernier rapport : nous neutraliserions efficacement la turbulence hostile des agitateurs de Figuig, si nous faisions accepter aux Marocains l'extension de notre autorité au sud de l'oasis, sur le territoire de parcours de deux tribus guerrières,

les Doui-Menia et les Ouled-Djerir. Un accord au sujet de ces tribus ne porterait aucune atteinte au traité : elles n'y étaient pas nommées.

Nous pouvions de notre côté rassurer les Marocains sur le tracé de notre chemin de fer qui, dépassant Aïn-Sefra, touchait presque au territoire de Figuig. Il les inquiétait comme le symbole expressif entre tous du monde étranger qui se resserrait autour du leur. Où allait-il, ce chemin français? Par où passerait-il? Menaçait-il Figuig? Et peut-être le Tafilelt? C'était un grand sujet de trouble. Il importait de le dissiper.

Les pourparlers s'engagèrent. Nous avions en Révoil, qui les dirigeait, un négociateur persuasif entre tous. Les Marocains acceptaient le passé, pourvu que des assurances fermes leur fussent données pour l'avenir. Le soulagement qu'ils éprouvèrent devant la modération et la netteté de nos vues facilita l'accord des deux parties. Dès le 20 juillet, M. Delcassé put signer avec Ben Sliman un protocole où étaient posés les principes suivants.

Le territoire de parcours des Doui-Menia et des Ouled-Djerir, qui s'étend au sud de Figuig sur les deux versants du Djebel-Béchar, serait sommairement délimité. Il formerait une zone où les sujets des deux gouvernements pourraient se rendre et commercer en toute franchise de droits. Quant à ces tribus elles-mêmes, elles auraient à choisir celui des deux gouvernements sous l'autorité duquel elles seraient placées. Ceux qui choisiraient l'autorité marocaine seraient transportés sur le point de l'Empire chérifien que le Makhzen leur assignerait. La même zone contenait, dans les ksour de Kenadsa, Béchar et Ouakda, quelques parcelles de population sédentaire. Les gens de ces villages auraient aussi le choix de l'autorité qui les administrerait. Mais, quelle que fût leur décision, ils pourraient rester où ils étaient.

En même temps que nous assumions ainsi, d'accord avec le Makhzen et sous quelques réserves de principe, l'autorité réelle sur les deux tribus indépendantes qui bordent au sud l'oasis de Figuig, nous donnions aux Marocains, sur le chemin de fer dont l'approche les préoccupait, d'apaisantes assurances. Il ne s'engagerait pas dans l'oasis. Laissant à l'ouest tout territoire marocain, notre chemin de fer prenait comme points de direction Igl d'abord, puis le Touat, un jour enfin Tombouctou et le Sénégal. Il était pour nous un instrument, non pas de conquête,

mais de liaison pacifique entre nos possessions africaines.

Enfin, l'usage s'était établi qu'après des enquêtes faites en Algérie, les réclamations de nos tribus contre des méfaits de tribus marocaines voisines étaient transmises de Paris à notre légation de Tanger avec mission d'en obtenir du Makhzen le règlement. De là, des discussions sans fin dont l'effet le plus sûr était de nous faire mal venir de ce Makhzen que notre intérêt nous commandait d'attirer à nous. Le protocole mettait fin à cette pratique. Les deux gouvernements, désormais, ne s'imputeraient pas réciproquement la responsabilité des différends qui surviendraient entre tribus des deux pays. Ces questions seraient discutées et réglées sur place par des commissaires spéciaux, avec l'appui des autorités locales respectives.

En résumé, nous avons fait reconnaître par le Makhzen la légitimité de notre installation dans le Touat et dans sa meilleure voie d'accès, l'Oued Zousfana prolongé par l'Oued Saoura. Nous nous étions réservé le droit de prendre en main les Douiménia et les Ouled-Djerir et de pourvoir ainsi l'Algérie d'un boulevard qu'elle réclamait instamment. Nous avons posé un principe appelé à devenir fécond, celui d'une coopération dans la zone frontière entre autorités de l'Algérie et du Makhzen. Nous avons du même coup déchargé notre légation d'une besogne adventice qui la gênait dans sa mission fondamentale, la préparation de notre avenir au Maroc.

ENVOYÉS MAROCAINS A LONDRES, BERLIN ET PETERSBOURG

Qu'avait fait cependant à Londres l'autre ambassade chérifienne, celle de Si-el-Mehdi-el-Menebbi? Nous avons nos raisons pour y être attentifs. Son chef était ce jeune ministre de la Guerre qu'on signalait comme occupant une place unique dans la faveur de son souverain. Il passait pour un caractère audacieux; et son introducteur, son compère, était ce sir Harry Mac Lean que l'on voyait comme instructeur militaire, comme courtier en marchandises et comme agent officieux du ministre d'Angleterre, faire à la cour de Moulay Abd-el-Aziz une fortune si singulière. Entre El-Menebbi lui-même et la légation britannique, nos agents avaient le sentiment qu'il existait un lien caché. La diplomatie anglaise ne serait-elle pas tentée de profiter de circonstances si particulières pour accroître

sa position au Maroc? A tout événement, M. Delcassé jugea prudent de se faire adresser par le ministre des Affaires étrangères, — nous l'avions en personne sous la main, — une lettre nous assurant le bénéfice des promesses d'ordre commercial qu'aurait obtenues le Cabinet de Londres et subordonnant à notre assentiment l'exécution de tous engagements d'ordre politique qu'El-Menebbi aurait pris envers lui.

Les entretiens que notre ambassadeur, M. Paul Cambon, eut, vers le même temps, au Foreign Office, ne lui laissèrent pas l'impression que le Secrétaire d'État britannique eût le désir d'exercer une politique très entreprenante au Maroc ni de nous y créer des difficultés. Lord Lansdowne se montra fort satisfait du discours de M. Delcassé dont il avait « pesé chaque ligne ». Comme nous le prévoyions, El-Menebbi avait tenté de l'émouvoir par la peinture des difficultés qu'éprouvait le Makhzen dans ses relations de frontière avec nous. Lord Lansdowne lui avait répondu qu'il dépendait du gouvernement marocain de se mettre à l'abri de nos réclamations en exerçant une police plus rigoureuse sur sa frontière. « Il est naturel, lui avait-il dit, que le gouvernement français veuille maintenir l'ordre chez lui et qu'il châtie lui-même ceux de vos sujets qui le troublent, si vous ne vous chargez pas de ce soin. » El-Menebbi ayant naïvement allégué la difficulté d'exercer une autorité sur des tribus fort éloignées du Makhzen, lord Lansdowne avait maintenu qu'« il fallait s'efforcer d'arrêter des désordres pouvant justifier les représailles de la France ».

En somme, les entretiens pratiques n'avaient porté à Londres que sur des vœux présentés par le Foreign Office dans l'intérêt général du commerce : amélioration des routes, construction de ponts sur quelques rivières, liberté du cabotage entre les ports marocains, amélioration des conditions de plusieurs ports, érection de phares et de magasins douaniers. Ces *desiderata*, dont une énumération écrite fut remise à notre ambassadeur, ne visaient aucun avantage exclusif pour l'Angleterre. El-Menebbi les avait accueillis avec des promesses, mais dépourvues, la plupart, de précision.

A Berlin, où El-Menebbi se rendit en quittant Londres, sa mission n'éveilla que peu d'intérêt. Les rapports du marquis de Noailles, notre ambassadeur, ne laissent aucun doute à cet égard. Les menues questions précédemment pendantes entre

l'Allemagne et le Maroc avaient toutes été réglées depuis peu, et le gouvernement impérial, très attentif d'ailleurs au développement des intérêts allemands au Maroc, n'avait pas encore entrepris d'y chercher des armes contre nous. Le comte de Bülow, chancelier de l'Empire, était aux bains de mer ; il y resta. Le baron de Richthofen, ministre des Affaires étrangères, n'attendit pas le départ d'El-Menebbi pour aller jouir d'un congé à la campagne. La presse, laissée sans mot d'ordre, hasarda sur l'avenir du Maroc les idées les plus divergentes. On occupa comme on put le temps des Marocains. Soit désir de les frapper, cependant, par le spectacle de la puissance industrielle de l'Allemagne, soit tentative pour provoquer une commande d'armes de guerre, on les invita à visiter Essen. Mais El-Menebbi ne s'y rendit pas en personne : il s'y fit représenter par son second, Hadj Omar Tazi. Pressé, quant à lui, de rentrer à Marrakech par des raisons qui lui étaient particulières, il s'était déjà embarqué à Brème pour gagner directement Mazagan.

Chez nous, Ben Sliman et ses compagnons avaient achevé leur tâche. Il leur restait à remplir, au nom de leur maître, un devoir de courtoisie à Pétersbourg. Ne sachant à peu près rien de la lointaine Russie, n'ayant personne parmi les leurs qui leur donnât de suffisantes garanties comme interprète, ils demandèrent à M. Delcassé, comme une grande marque de bienveillance, de permettre que notre drogman algérien, Si Kaddour Ben Ghabrit, dont ils venaient d'éprouver le tact et le savoir-faire, les accompagnât. Avec l'assentiment de la diplomatie russe, nous satisfîmes à leur désir. Ils quittèrent Paris le 31 juillet.

INSTRUCTIONS DONNÉES A NOTRE LÉGATION

Le moment était venu pour moi d'aller prendre possession de mon poste. Il parut bon que je fusse muni d'instructions générales qui définiraient notre politique à l'égard du Maroc et les principes de conduite dont j'aurais constamment à me souvenir. On me demanda de les rédiger. Je note le fait dans un sentiment de reconnaissance qui sera compris de quiconque, chargé d'une mission difficile, aura eu l'occasion de sentir tout le prix de la confiance.

Ces instructions rappelaient le sens général du langage que M. Delcassé avait tenu à Ben Sliman et que j'aurais à mon

tour à tenir à ce Vizir et au Sultan lui-même. Le Makhzen venait d'éprouver les effets de notre amitié. Il importait de faire comprendre au Sultan à quelles conditions cette amitié pouvait s'affermir encore, se développer et entraîner pour le Makhzen les plus grands avantages. Il connaissait notre puissance et comment elle était décuplée, au regard du Maroc, par la situation géographique qui faisait de cette contrée une enclave de nos possessions africaines. Il ne pouvait manquer de se rendre compte du scrupule avec lequel nous observions les traités. Malgré le besoin d'expansion industrielle qui travaillait les nations européennes, nous ne mettions pas, il le savait, un zèle indiscret à hâter l'heure où le Maroc s'ouvrirait à la civilisation moderne. Mais le jour où le Makhzen accepterait l'idée d'entrer progressivement dans des voies nouvelles, nous n'en serions que plus fondés à compter qu'il s'adresserait de préférence à la grande Puissance voisine et amie, toujours prête à lui fournir les ressources dont il aurait besoin.

Je devrais enfin faire sentir à Moulay Abd-el-Aziz qu'il dépendait de lui de garder en nous les amis les plus sûrs, les plus soucieux de l'intégrité de son Empire, les plus capables de la préserver, au besoin, de certains dangers. Nous comptons que, de son côté, il n'ouvrirait pas le Maroc à des entreprises étrangères où nous serions forcés de voir une menace pour l'Algérie.

En me renvoyant de Foix, où il prenait quelque repos, les pages que je viens de résumer et que sa signature achevait de faire siennes, M. Delcassé y joignit quelques mots bienveillants qui me montrèrent que sa pensée se reconnaissait sans réserve dans celle que je lui avait soumise.

Le 2 août 1901, je quittai Paris. Le 3 au soir, accompagné du premier dogman de ma légation, M. Fumey, et du troisième secrétaire, M. Henri Cambon, je m'embarquai à Toulon sur le croiseur cuirassé *Dupuy de Lôme*, commandé par le capitaine de vaisseau Bellue. A la première heure du 4, le beau bâtiment appareillait et faisait route vers le détroit. Le 6 vers midi, par une déchirure du rideau de brume qui, depuis le matin, ralentissait notre marche, la silhouette du rocher de Gibraltar se dessina. Vingt minutes après, le *Dupuy de Lôme* mouillait devant Tanger.

G. SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LA COMPAGNIE DE JÉHU

ÉPISODES DE LA RÉACTION LYONNAISE

1794-1800

V ⁽¹⁾

LA JUSTICE AU TRAVAIL

Le premier des Compagnons de Jéhu qu'on parvint à prendre n'était pas un Montmorency, mais un doreur de la place Confort, à Lyon ; il se nommait Anthelme Astier et avait trente-quatre ans.

Le 14 messidor de l'an V, le Directoire avait décerné contre lui un mandat d'arrêt, d'après une dénonciation anonyme signalant ce personnage comme étant « le chef des nobles assassins ». Quand l'ordre vint de le saisir, les commissaires de police refusèrent unanimement d'assurer si périlleuse besogne, « ne pouvant se décider à laisser leurs femmes veuves et leurs enfants orphelins ». Il fallut mobiliser la gendarmerie. Astier fut écroué à la prison de Roanne et, six jours plus tard, emmené à Paris, de brigade en brigade, « chargé d'énormes chaînes au col, aux pieds, aux mains, sous l'escorte de cinquante-huit hommes ». Le voyage dura dix-sept jours, le ministre de la Police se réservait d'interroger personnellement ce captif important : il le fit comparaître par deux fois, mais n'en tira rien, Astier affirmant n'avoir « aucune connaissance des faits qui lui

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1929, 1^{er} janvier, 1^{er} et 15 février 1930.

étaient imputés ». On le reconduisit à Lyon où il fut gardé en prison dans l'attente de quelque témoignage précis qui permit à la justice d'instrumenter.

En même temps que son arrestation, le Directoire avait ordonné celle de Champreux et de Storkenfeld, le danseur du Grand Théâtre, tous deux naguère inculpés de l'assassinat d'Istria et acquittés de ce chef par le jury de Châtillon; celles aussi d'un vinaigrier de Lyon, nommé Flandrin, d'André Rey, boucher, de Dumas, crocheteur et peseur de foin, de François Perrussel, sans profession connue, tous signalés par le général Canuel comme ayant fait partie de l'état-major des égorgeurs royaux. Enfin un mandat d'arrêt était également décerné contre un certain *chevalier du Bosc*, né, disait-on, à Lons-le-Saunier et qu'une lettre anonyme adressée au directeur Rewbel avait qualifié du titre de « principal chef des Compagnons de Jésus ». Storkenfeld fut pris au moment même où, en pleine rue, il frappait, d'un coup de canne à épée, l'un des dragons qui l'avait arrêté lors de l'affaire Istria. On prit le boucher Rey le 6 brumaire an VI; Perrussel, à la même date, était reconnu et emprisonné à Paris, et Dumas fut découvert, un an plus tard, à Lyon même, caché dans la maison d'un médecin nommé Bugniard, logé à l'auberge de la Poste aux chevaux; quant au *chevalier du Bosc*, il demeura introuvable; Champreux et le vinaigrier Flandrin échappèrent également aux poursuites.

On en nommait bien d'autres, car, depuis le coup d'État du 18 fructidor, les langues se déliaient et les terroristes, jusqu'alors réduits à épancher anonymement leur bile, exigeaient maintenant une revanche intégrale. Le Directoire, n'ayant plus qu'eux pour partisans et obligé à les satisfaire, était, de son côté, résolu à en finir avec ceux que la rancune jacobine accusait de conspirer, sous prétexte de vengeances individuelles, l'extermination des « patriotes choisis parmi les plus recommandables » et le rétablissement de la monarchie, tous, d'ailleurs, soudoyés par l'étranger, tous muscadins débauchés, émi-grés haineux, aristocrates méprisables et calottins forcenés. Il fallait percer le mystère de cette société secrète et en étaler au grand jour la puissante et criminelle organisation.

Un agent secret, investi de toute la confiance de ses chefs, s'installait à Lyon, en 1796, avec mission d'espionner les fonctionnaires, de désigner ceux qu'il jugerait mous et de rensei-

gner le ministre sur la composition de la terrible secte dont la destruction s'imposait. Cet homme se documenta manifestement dans les milieux jacobins, car ses premiers rapports ne sont que des redites du fatras des dénonciations accumulées depuis trois ans dans les cartons du ministère : « *les Enfants de Jésus* sont enrôlés militairement et forment plusieurs compagnies obéissant à des chefs, ayant des signes de reconnaissance et des points de ralliement. » Ils inspirent une telle terreur que tout Lyon les connaît, mais nul n'oserait en désigner un seul. Ce qui n'empêche pas l'agent secret de dresser une *liste des principaux égorgés de la commune de Lyon*. Sur cinquante-quatre individus qu'elle mentionne, sauf le ci-devant comte de Laurencin, déjà arrêté, Debosc (*le chevalier du Bosc*), Pin, Flandrin et Dumas, ci-dessus signalés, tous sont des ouvriers ou des petits boutiquiers : — 14 affaneurs, 4 bouchers et un charcutier, des tailleurs, des charpentiers, des boulangers, des cabaretiers, etc.

Lever si mince gibier, là où l'on s'attendait à débucher des aristocrates, des égorgés « aux mains blanches et baguées », ou, tout au moins, quelques noires et bilieuses figures de moines fanatisés, c'était une déception, pour mieux dire, un échec. En admettant même que ces petites gens n'eussent été que des instruments, on ne pouvait raisonnablement les traduire devant un jury sans leur associer quelqu'un de leurs chefs. Aussi semble-t-il que cette liste, ainsi que les similaires, — il en sortait maintenant de tous les côtés, — resta lettre morte et alla rejoindre tant d'autres calembredaines tout aussi négligeables. Comme on en sentait la pauvreté, on enflait pour le mieux les dossiers de ceux dont le Directoire avait ordonné l'arrestation : c'est ainsi que Dumas, le crocheteur des ports, est maintenant qualifié de « chef d'une des bandes de Jésus, et peut-être le chef principal de cette compagnie », car c'est à lui et à Flandrin « qu'est due l'organisation de cette affreuse franc-maçonnerie ». « C'est un brigand avéré, assassinant quand bon lui semble celui qui ne partage pas son opinion. » « Il a égorgé à lui seul cent cinquante malheureux. Très misérable avant la révolution, il a maintenant cheval et voiture, entretient des femmes et a acheté une maison de 60 000 francs. » C'est un homme de taille moyenne, portant beau, très marqué de petite vérole; il va souvent à Paris où il fréquente ordinai-

rement au café de la rue des Deux-Ponts qui fait le coin du quai de la Tournelle. « Rey, dit *Boucher* parce qu'il est fils d'un boucher, est l'exécuteur des hautes œuvres de ses dignes compagnons. » Son audace touche à l'extravagance : vers huit heures du soir, il aborde sur le quai du Rhône le général Canuel et lui demande « s'il est vrai qu'il y a un mandat d'amener contre lui : « Je n'ai rien fait que venger ma famille », dit-il. Canuel dut avoir très peur, car, sachant quel était l'homme qui lui parlait, il le laissa aller. Quand Rey n'a personne à massacrer, il tourne sa fureur contre sa mère, la frappe pour lui soutirer de l'argent ; la pauvre femme, terrifiée, est venue supplier Canuel de mettre en arrestation ce fils indigne. » Il faut noter, en regard de ce portrait odieux, que, en messidor an IV, l'accusateur public du Rhône réclamait la mise en liberté de ce même Rey, *accusé faussement d'être de la compagnie de Jésus* et de pactiser avec les massacreurs.

Il est bien difficile de se faire une opinion sur de tels hommes dont des fonctionnaires zélés chargent, de toute évidence, le dossier, afin d'amortir l'effet piteux produit par le décelement de noms si obscurs, quand on avait promis ceux de « la fine fleur de l'aristocratie ». Dès qu'on en prononçait un, il était immédiatement enguirlandé des qualificatifs les plus effrayants, afin de donner l'illusion qu'on faisait bonne chasse. Quand, sur une dénonciation anonyme, on dut ajouter à la liste le boucher Dutel, on ne manqua pas d'affirmer que l'on tenait enfin « le plus hardi, le plus féroce des chefs d'égorgeurs » ; on ajoutait même qu'il était « professeur de poignard » ; il enseignait à ses compagnons le maniement de cette arme et l'art de frapper des coups mortels. Au début de l'an VI ce Dutel se trouvait à Paris ; au dire d'un espion, on le voyait souvent au *Café des bons citoyens*, en face du Palais de Justice : on pouvait le reconnaître à cette particularité qu'il portait à sa ceinture deux pistolets à deux coups et un poignard « enrichi de diamants » manifestement destiné à l'assassinat d'un membre du Gouvernement.

QUELQUES FIGURES

On prendra peut-être intérêt à pénétrer plus avant dans la psychologie de quelques-uns de ces personnages, de ceux du moins, qui paraissent, autant qu'on en peut juger d'après tant

de documents contradictoires, avoir été des chasseurs de mathé-
vons. Étranges et déconcertantes figures, énigmes qui deme-
rent indéchiffrables si l'on ne fait pas la part du *mal révolutionnaire*, ce fléau, inouï jusqu'alors, né de la vie désorientée,
de l'anxiété du lendemain, du désarroi des consciences, des
souvenirs obsédants de la guillotine et de la fusillade devenues
institutions officielles de par la volonté de quelques scélérats.
Que dans une époque sans lois, sans frein, ni religion, ni mo-
rale, des hommes aient assumé, devant la carence de la Justice,
la mission de châtier les auteurs de tant de morts et de tant de
ruines, cela ne se justifie pas, mais cela s'explique.

Le premier qui se présente dans ce sinistre dénombrement
est cet hypothétique chevalier du Bosc, dont le Directoire
ordonna l'arrestation. S'appelait-il du Bosc, ou Dubosc, ou
Dubosq, ou Debose, ou Deboze, ou Bosc, Bose ou Beauce?
Ses prénoms étaient-ils Jean, ou Guillaume, ou François, ou
Claude, ou André? Naquit-il à Lyon, à Lons-le-Saunier ou en
Suisse? Autant de questions auxquelles on ne peut nettement
répondre.

La dénonciation anonyme qui le signalait au directeur
Rewbel comme étant, — lui aussi, — « le principal chef de la
Compagnie de Jéhu ou de Jésus », précisait que, dans l'ancien
régime, du Bosc, visiteur à la douane de Lyon, en avait été
chassé pour avoir volé deux paquets de dentelles. Faut-il voir
en lui ce fameux grenadier qui, pendant le siège, allait aux
tranchées armé d'un fusil de chasse, ce Deboze aussi intrépide
que ripailleur qui échangeait avec les bleus des cartels restés
légendaires et qui parvint, après la reddition de la ville, à se
soustraire aux fusillades? Dénoncé à Lyon comme « ancien
chasseur de Précy, homme dangereux, de mœurs déréglées, d'un
caractère indisciplinable », Claude de Boze, — il faut suivre,
pour l'intelligibilité de son histoire les successives modifications
de son nom, — vient se réfugier à Lons-le-Saunier, ville qui, on
se le rappelle, s'était fédéralisée avec sa grande voisine dans sa
révolte contre la Terreur; il s'y marie avec la fille d'un cordon-
nier, Pierrette Molain, « drôlesse énergique, exaltée, fort belle,
coquette et avide de luxe, malgré son origine de soupente ». Mais
de Boze n'est pas un époux sédentaire, il s'absente souvent, passe
en Alsace ou en Suisse, réapparaît tout à coup. Balleydier, l'his-
torien du peuple de Lyon, a recueilli la tradition locale suivant

laquelle ce serait Deboze qui organisa le premier dans cette ville la chasse aux dénonciateurs de ses frères d'armes; la plupart de ceux-ci avaient péri aux Brotteaux, mitraillés par les vainqueurs, et la liste des suppliciés contient le nom d'un Balthazar Dubosq, âgé de trente ans, épicier à la montée Saint-Barthélemy, condamné à mort le 28 janvier 1794 : — un frère? — un parent? — on ne sait. C'est Deboze qui, lorsqu'il rencontrait un mathevon, l'emmenait tout flageollant au café, lui offrait un verre de punch avant de l'assommer ou de le jeter à l'eau. Il semblait, d'ailleurs, posséder le don d'ubiquité, car, en ventôse an IV, le bureau central signale sa présence à Paris, en messidor an V on le voit à Besançon et, à pareille date, le général Canuel écrit au ministre de la Police : « Debosc, depuis sept à huit mois, s'est retiré à la Croix-Rousse où on me dit qu'il reste tranquille. » A Lons-le-Saunier où il se montrait souvent, il se vantait d'avoir, de sa main, « ôté la vie à trois cents personnes »; en quoi, sans doute, il exagérait. En dépit de l'arrêté du Directoire, on ne parvint pas à le saisir, et il ne paraît plus dans l'histoire des compagnons de Jéhu; mais à la fin de ce récit, on risquera, sur le dénouement des aventures de ce Protée, une hypothèse qui surprendra.

Sur une liste de vengeurs, datée de cette même époque, est porté le nom de Renard, l'un des accusés du meurtre d'Istria : aucun prénom n'est indiqué; serait-ce cet homme qui, sous l'appellation de Gustave-Robin Renard, qu'on savait être un pseudonyme, a laissé dans la mémoire des habitants de Lons-le-Saunier, où il apparut pour la première fois en mars 1795, le souvenir d'un véritable phénomène?

Il semblait n'avoir pas atteint la trentaine; son visage était « d'une beauté sculpturale, quoique effrayante en raison de sa pâleur livide et des trous creusés par la petite vérole ». Lorsque la colère secouait d'un tremblement ses joues ravinées et brouillait ses yeux gris veinés de rouge, nul ne pouvait soutenir son regard, le vide se faisait autour de lui. Très souple, très adroit, très fort, on l'a vu soulever et changer de place un billard « sur lequel deux de ses acolytes s'escrimaient à l'épée »; il suivait à la course un cheval au grand trot, sans éprouver la moindre fatigue, sans qu'une goutte de sueur perlât sur son masque cadavéreux. Un jour, ayant tué un mathevon, vers six heures du soir, à dix lieues de Lyon, il se lança sur la route, parcourut,

à pied, ces *dix lieues en une heure et demie* ; en arrivant à la ville, il entra au théâtre, y prit une stalle bien en vue et suivit la représentation, aussi frais, aussi pâle qu'à l'ordinaire. Dénoncé par des témoins du crime, il justifia sans peine de sa présence au spectacle à l'heure où on imaginait l'avoir reconnu bien loin de là ; indiscutable alibi qui déroutait les magistrats.

On discerne ici combien la légende a dû, en se transmettant, adultérer la véritable physionomie de ces aventuriers qui, peut-être, s'appliquaient eux-mêmes à l'enrichir, car, à supposer que de telles galopades fussent possibles, comme elles n'étaient pas, à coup sûr, clandestines, l'homme-flèche qui aurait commis l'imprudence de s'y adonner, eût été vite renommé dans toute la région et aurait compromis ainsi le bénéfice de sa célérité en même temps que la vraisemblance de ses alibis. Il est certain que ces matamores se targuent de prouesses imaginaires ; ils veulent ainsi accroître leur prestige et la terreur qu'ils inspirent aux Jacobins. Quand l'un d'eux déclare qu'il a occis de sa main 150 mathevons, quand un autre laisse dire qu'il en a supprimé 300, ils se « flattent » ; à Lyon, le chiffre des attentats individuels dûment constatés ne dépasse pas soixante, qui, pour la moitié, ne furent pas mortels : même en doublant ces chiffres pour faire la part de l'inconnu, on est loin de la « mare de sang » dont, en se voilant la face, parle Louis Blanc lorsqu'il affirme que la contre-révolution dépassa en horreurs les massacres de septembre, les noyades de Carrier, les mitraillades de Collot d'Herbois et les « fournées » des tribunaux révolutionnaires. Les vengeurs lyonnais, du moins, dans leur rage antijacobine, ne parodiaient pas la justice.

Le plus marquant de ces frénétiques, celui que l'enquête judiciaire va qualifier chef de bande, est le doreur de la place Confort, Anthelme Astier, déjà nommé. Un citoyen de sa section l'a trahi en l'an II et livré à la Commission temporaire de surveillance, d'où son acharnement à poursuivre les délateurs ; le marasme du métier de doreur, en ces temps de misère, n'est pas non plus pour le satisfaire. Il porte en poche le petit volume imprimé à Lausanne, orné d'une image grossière du cénotaphe commémoratif des Brotteaux, et contenant, dressée par quartiers, la liste des douze à quinze cents dénonciateurs, ainsi que les noms de leurs victimes ; à la rencontre d'une figure louche, Astier consulte son répertoire et marche droit au mathevon :

c'est alors un coup de trique ou un coup de pistolet. Quand il tient au collet un mouchard de marque et le traîne au pont le plus proche, si l'autre essaie de se disculper : « Tu t'expliqueras à Avignon ! » riposte froidement Astier et, l'homme à l'eau, il dit aux passants : « Encore un mathevon de f... » Il opère parfois vêtu d'une longue robe de chambre d'hôpital, en molleton blanc, coiffé d'un bonnet blanc et « contrefaisant le malade ». Les terroristes tremblaient à sa vue; s'il s'en trouvait quelques-uns dans les cafés où il entraît, ceux-ci, épouvantés, se bousculaient à qui fuirait au plus vite.

François-Jean Perrussel, son ami et compère, était moins sinistre; deux jeunes hommes de son nom, ses frères ou ses cousins, avaient été fusillés aux Brotteaux et le bibliothécaire Delandine, qui fut leur compagnon dans « la mauvaise cave », relate en ses émouvants souvenirs de prison, que le plus jeune des deux Perrussel disait, au moment du supplice : « On peut faire de nous ce qu'on voudra : mon frère vient d'être mis en liberté; nous voilà tranquilles et nous pouvons périr sans regrets. » François Perrussel s'était donc associé aux vengeurs : c'était, à trente-quatre ans, un garçon de belle taille, marchant fort droit, cheveux blonds, yeux gris, nez « bien fait ».

Comme il répugnait à verser le sang, il imagina, au cours d'un voyage à Paris, un procédé moins brutal de vexer les jacobins, tout en servant ses amis : il s'offrit à la police comme l'homme le mieux placé pour dépister les émigrés qui, assurait-il, affluaient à Lyon, et il rentra chez lui pourvu, non seulement de certificats officiels si pressants, qu'il fut immédiatement nommé commissaire de police, mais aussi d'un mandat de six mille livres destinées à le défrayer et au paiement de ses agents subalternes. La ville n'était pas riche et le mandat fut vite écorné; le ministre en expédia un second de même somme qui, comme le premier, fondit en bombances avec les Astier, les Deboze et consorts. Perrussel cependant jouait son rôle, conférait avec le général Canuel et lui rendait compte de « ses travaux » : il citait de grands noms de conspirateurs, royalistes imaginaires, qu'on ne parvenait pas à saisir, et pour cause : un prince de Lamotte, un comte de Chavannes, un chanoine de Marignac, deux anciens gardes du corps du roi, assurant qu'il y en avait bien d'autres « dont il ne savait pas les noms

mais qu'il connaissait tous de vue ». Perrussel lança cette bourde énorme de la survie du duc d'Orléans qui, n'ayant pas été guillotiné, comme on l'avait prétendu, en 1793, se trouvait à douze lieues de Lyon et venait même parfois en ville. Le général Canuel vantait au ministre l'habileté de ce précieux acolyte : « Il a promis, écrivait-il, de me signaler tous ces coquins, mais il veut être payé et je n'ai pas le sou. » La nuit venue, Perrussel redevenait chasseur de mathevons et, comme il était commissaire de police, les expéditions auxquelles il prenait part étaient assurées de n'être pas troublées. C'est ainsi que fut donné l'assaut à la maison du chocolatier de Perrache, dénonciateur récidiviste qui, affolé, prit la fuite et ne reparut plus à Lyon; c'est aussi de la sorte que le commissaire du Directoire de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, d'où les Perrussel étaient originaires, dut abandonner son poste « pour se soustraire aux fureurs de la Vendée lyonnaise ».

Les facéties les mieux ourdies ont une fin : Perrussel, bientôt suspect à ceux qui l'employaient et emprisonné, s'évada; on le reprit, il échappa encore; en vendémiaire an VI, il était écroué à la prison de la Force, à Paris, et mis au secret le plus absolu.

On ne peut fermer cette étrange galerie sans s'arrêter encore au plus fameux de tous ces personnages, à celui dont Nodier, en quelques pages, a consacré la triste célébrité sous la désignation discrète de Laurent P.... Laurent P... n'a pas laissé de postérité; ceux de ses concitoyens qui ont écrit la chronique de ces temps affreux n'ont pas hésité à le nommer; il n'y a donc plus d'intérêt à le masquer d'une simple initiale : il s'appelait Laurent Piard. Fils d'un juge de paix fantaisiste qui, pour parer à la monotonie des audiences, « ne craignait pas, à l'occasion, d'installer sa maîtresse dans le prétoire, à côté de son siège », Laurent, engagé volontaire en 1792 dans le bataillon du Jura, rentrait trois ans plus tard à Lons-le-Saunier d'où il était originaire; il y fit, pour son malheur, la connaissance du terrible Deboze dont il devint l'élève et bientôt l'émule. Beau comme Apollon, fort comme Hercule, il n'avait, lui, personne à venger, ni tendances, ni relations royalistes, et la politique était évidemment la moindre de ses préoccupations. Pourquoi s'associa-t-il aux chasseurs de mathevons? Pour le plaisir? Pas même, car il semble bien qu'il se faisait violence pour égaler

son implacable initiateur. « Combien, a dit quelqu'un qui les avait connus, combien de ces fiers à bras se glorifiaient d'appartenir à l'association des vengeurs de la société et, de gaieté de cœur, aimaient à laisser croire qu'ils avaient mis la main à l'œuvre ! » Il est certain que Piard fut de ces hâbleurs : un jour, à Lyon, « dans une auberge, on le voit, les bras nus, tenant un sabre ensanglanté » ; l'aubergiste lui demande « s'il a bien travaillé, Piard répond qu'il vient d'expédier une quarantaine de ces scélérats ; son arme est faussée, il a un brouillard devant les yeux, il ne sait plus ce qu'il fait ». Or, jamais il n'y eut à Lyon pareil massacre, à moins qu'il ne s'agit des tueries dont les prisons furent le théâtre en mai 1793, mais à cette époque Piard était encore aux armées.

Une autre déposition paraît plus acceptable : c'est à Lyon encore ; une maison dont le rez-de-chaussée est occupé par un café ; la bande que commande Deboze monte à l'étage supérieur où loge, avec sa famille, un cordonnier qui fut l'un des pourvoyeurs de l'échafaud ; Piard s'est procuré la dénonciation signée par cet homme ; il la lui met sous les yeux ; l'autre avoue... Un passant aperçoit Piard « en chemise ensanglantée, sortant, tout affairé, du café », comme un homme fuyant ce qu'il vient de voir et de faire. Presque au même moment, d'une croisée ouverte au dernier étage de la maison, tombe un cadavre qui s'écrase sur le pavé. D'après ces laconiques données, il est facile de reconstituer la scène : Piard a tué le cordonnier délateur ; puis, épouvanté, il laisse à ses compagnons le soin d'achever la besogne et de jeter le corps par la fenêtre. Les circonstances d'un tel drame paraissent, d'ailleurs, invraisemblables ; pourtant, un autre témoin déposera que, plus tard, comme il dînait avec Piard, celui-ci manquait d'appétit et confessa : « Je n'ai pas fait grand chose, je ne me reproche que d'avoir égorgé, à Lyon, un cordonnier dont la femme et les neuf enfants me baisaient les pieds pour laisser la vie à leur père (*sic*). Je ne me suis point laissé attendrir... Mais ce fait me fatigue ; quand je mange et quand je bois, je crois boire et manger le sang de cet homme. »

On s'excuse d'accumuler tant de traits rebutants ; les contemporains les avaient connus et racontés ; la génération qui suivit, ne les sachant que par ouï-dire, les jugeait en partie légendaires et s'étonnait qu'aucun historien n'eût abordé ce

dramatique sujet ; on expliquait cette carence par la pénurie des documents, qu'on prétendait détruits pour la plupart à l'époque de la Restauration ; hypothèse aventurée, mise à profit par l'école jacobine pour attribuer à la haute société royaliste et aux prêtres catholiques les égarements de la réaction thermidorienne. Or ces documents n'ont point disparu ; ils existent en si grand nombre et répartis entre tant de fonds d'archives, qu'on pourrait facilement multiplier jusqu'à l'outrance les tableaux dont on se borne à donner ici un aperçu, indispensable à la démonstration de cette vérité : *les représailles naquirent des abominations de la Terreur ; de voir, chaque jour, ruisseler sous l'échafaud tant de sang que le sol des caves voisines en était, deux ans plus tard, saturé, germer, en certains cerveaux déséquilibrés, une monomanie homicide, un besoin de tuer, exaspéré encore par ce goût de l'excessif, de la débauche cynique et forcenée qui sévit après les grandes crises.* Ces hommes, dont on vient d'esquisser la sauvage silhouette, se ruaient au jeu comme au meurtre, avec frénésie : deux d'entre eux, Dumas et Flandrin, ouvrirent un tripot dont la vogue éclipsa bientôt les maisons similaires ; ils ne supportaient, d'ailleurs, aucune concurrence. Chez eux, le biribi faisait fureur et produisait « douze à quinze cents louis par mois », qu'ils se partageaient. On pense bien que les femmes n'étaient pas exclues de ce mauvais lieu ; un espion du ministre nommera quelques-unes de celles dont la présence agrémentait la partie ; il cite *la Coudriotte, la Chabrac, la Gagace, la Bergère...* En dépit des insinuations jacobines, on serait étonné que ces nymphes eussent appartenu « à la plus haute aristocratie ».

Flandrin, vinaigrier de profession, organisateur et croupier de ce brelan, est un luron : le 29 mai, à l'attaque de l'Hôtel de ville, frappé à la jambe par une balle, il l'extrait lui-même de sa blessure pour en recharger son fusil. Trois de ses frères ont été fusillés en 1793 et son père est mort sur l'échafaud au début de 1794 ; il s'est donc enrôlé dans la bande des vengeurs ; il y compte plusieurs amis ; on le voit, en fructidor, an V, entreprendre le voyage d'Avignon où s'est réfugié un certain Philibert R..., ex-officier municipal au temps de la Terreur, et signataire de la dénonciation des trois frères Flandrin. Nicolas découvre son mathevon, le roue de coups de

canne; la garde accourt; mais l'agresseur a déjà disparu. Signalé à la police comme chef de la Compagnie de *Jésus* et décrété d'arrestation, il sera imprenable durant trois ans, ne couchant jamais deux nuits de suite dans le même abri; on l'arrêtera enfin, le 19 pluviôse an VIII, à l'hôtel des Célestins, chez sa maîtresse, et cette femme étalera sur sa table cent louis d'or qu'elle offrira aux policiers pour qu'ils consentent à relâcher Flandrin et à le laisser fuir.

DOLÉANCES JACOBINES

Dans les premiers mois de l'an VI, on tenait sous les verrous quelques-uns de ces hommes devant lesquels tremblaient, depuis trois ans, les mathevons maintenant triomphants. Anthelme Astier, Dutel, Perrussel, Dumas étaient pris; Piard fut arrêté le 12 pluviôse; on ne nomme ici que les principaux inculpés, ceux que le gouvernement présentait comme les grands chefs des égorgeurs de « patriotes ». Bien d'autres étaient emprisonnés, car les dénonciations tombaient comme grêle sur les magistrats effarés. La racaille jacobine, remontée au pinacle depuis la « glorieuse » révolution du 18 fructidor, voyait revenus les beaux jours de 1793, avec l'état de siège, les visites domiciliaires, et autres douceurs; les geôles de Lyon, de Saint-Étienne, de Tournon, de Louhans, regorgeaient de détenus, tous réputés compagnons de *Jésus*, tous petits boutiquiers, artisans, crocheteurs des ports de Lyon, canuts ou portefaix. Un seul gentilhomme: le ci-devant comte de Laurencin, emprisonné à Tournon, qu'on allait s'efforcer d'exhiber comme le généralissime de la bande, l'émissaire des princes proscrits, l'agent secret de Pitt et de Cobourg.

Les choses étant ainsi, on peut croire les Jacobins satisfaits: c'est mal les connaître: ils trépignent de rage. Eux-mêmes ont si bien grossi la légende des « égorgeurs royaux » groupés en une société mystérieuse et puissante, obéissant à des statuts ténébreux, qu'ils n'osent maintenant rentrer chez eux avant d'être sûrs que tous ceux dont ils redoutent la vengeance soient arrêtés, — en attendant mieux. Ils redoublent donc de plaintes et de dénonciations, attestant que le 18 fructidor n'a rien changé. « Les plus vertueux champions de l'Égalité sont, comme avant, réduits à se cacher! » gémit l'un; d'autres

écrivent : « Cette horde implacable des royalistes n'a pas lâché pied... Un instant peut voir couler des flots de sang, tant que ces vampires souilleront la république. » Celui-ci proteste que « la dépravation et la terreur royales sont à tel point que, pour douze francs, on se défait d'un homme, sous le titre de mathevon. » Le même dicte au Gouvernement la conduite à tenir : « Les républicains, dit-il, attendaient leur salut du 18 fructidor... Un jour de plus, nous n'existions plus et la France entière voyait couler le sang de tous les hommes libres!... Qu'une fausse pitié ne ressuscite pas les monstres que vous n'avez fait qu'enchaîner; surtout, que des milliers de pères de famille, fugitifs pendant la réaction royale, puissent revoir tranquillement leurs foyers dont les assassins les ont forcés de s'éloigner... » Tel est le thème. D'autres encore le renforcent en insinuant au Directoire, aux ministres, aux deux Conseils, qu'ils sont également menacés : « La République court les plus grands dangers, ne vous y trompez pas; votre mort, celle de tous les républicains sont jurées depuis longtemps. »

Les quelques terroristes de Lons-le-Saunier, réfugiés à Paris, se lamentaient plus bruyamment que tous les autres et peignaient en sombres couleurs le tableau de leurs infortunes : « Dix-sept patriotes, la plupart pères de famille, égorgés; quatre-vingts autres assassinés ou contraints de s'enfuir pour ne pas l'être; trois cents familles errantes que la misère dévore... » Ils avaient imprimé ce lamentable bilan; quelques exemplaires en arrivèrent dans le Jura. Ah! ce fut un beau vacarme! De tous les points du département s'élève aussitôt un cri d'exécration contre ces « patriotes par excellence » qui propagent « ces calomnies absurdes pour se venger de la nullité où les enchaîne le mépris public ». Ce sont eux qui ont « plongé dans le deuil et les larmes des milliers de familles, qui ont conduit à l'échafaud onze républicains vertueux coupables d'avoir résisté à leur tyrannie ». On les a vus, au temps de leur puissance, « parcourir le département, escortés d'une garde nombreuse, comme des proconsuls, exiger l'exécution immédiate d'un millier de mandats d'arrêt dont leurs poches étaient pleines », « faire traquer les bois de peur qu'une victime leur échappe ». L'un d'eux disait : « L'humanité est un crime; je ne connais de lois que celles qui sont dans ma

tête. » Toutes les villes, toutes les bourgades, indignées, joignent leur protestation à celle du chef-lieu; on a celles, imprimées, de Saint-Amour, des cantons de Bletterans, de Chilly, d'Orgelet, de Cousance, de la Rixouse, de Voiteur, d'Arlay; celles manuscrites des communes d'Arbois, de Sellières, de Salins, de Conliège, de Saint-Julien, de Saint-Claude; celles encore des députés du Jura et de Champion, commissaires du Directoire. A Lons-le-Saunier même, les colères thermidoriennes n'avaient frappé que cinq terroristes avérés, — exécutions généralement portées au compte de Deboze et de Laurent Piard, — et on mettait les calomniateurs au défi de nommer « les dix-sept massacrés, les quatre-vingts pères de famille assassinés, les trois cents familles errantes... » Si les Jacobins jurassiens pouvaient encore douter des sentiments de leurs concitoyens, ce plébisciste de l'horreur et du dégoût les éclairait et les forçait à se taire. Ils durent se contenter de poursuivre leur œuvre de fange en dénonçant clandestinement les fonctionnaires nommés, depuis fructidor, aux emplois qu'ils considéraient comme étant leur propriété.

Car, si méprisé qu'il fût, le Directoire, après son coup d'État, n'ayant plus pour soutien que les sectaires incorrigibles, n'avait cependant pas osé, sous risque de provoquer une nausée qui l'eût vomi, nantir ceux dont les mains restaient trop rouges de leur contact avec les bourreaux. Cette clique se considérait donc comme indignement frustrée et poignardait l'ingrat gouvernement de fausses nouvelles et de délations impressionnantes: tantôt, c'est la bande noire des égorgés royalistes qui, « préférant le règne des capucins à celui des militaires », attaque l'armée d'Italie. Quatre-vingt-cinq sont tués, un plus grand nombre est prisonnier. Ou bien ce sont les émigrés « qui s'agglomèrent à Lyon pour s'y livrer à des excès de fureur et de désespoir ». En voici un qui annonce le départ en masse des fonctionnaires destitués pour Paris où ils vont « aiguiser les poignards qu'ils ont émoussés sur les corps des républicains ». Un autre révèle qu'il existe à Lyon « une pension infâme tenue par un monstre, et où les prêtres et les émigrés organisent les meurtres des patriotes: on y dit la messe, et une foule de fanatiques s'y rendent dans l'espoir de renouer leurs trames et de détruire tous les philosophes. » Une lettre émanant de « cent trente et un vrais amants de

la liberté » déplore la façon dont est composée l'administration : « La manipulation multipliée des poisons de nos implacables ennemis... vous convaincra que le feu sacré... ne peut être entretenu que par des hommes vertueux, aimant leur patrie, et par des mains très pures. » Suivent les noms des citoyens remplissant ces conditions, mais illettrés pour la plupart, à en juger par leurs signatures. — Quarante-deux patriotes lyonnais, réfugiés à Romans « pour se soustraire à des forfaits qui n'eurent jamais d'exemples, même chez les anthropophages », annoncent au Directoire que, en renouvelant les administrations, il a donné toutes les bonnes places aux organisateurs de la Compagnie de *Jésus* ! « Jugez, citoyens, si vous avez été trompés et mal instruits dans les choix que vous avez faits ! Ha ! Les entrailles de la terre crient vengeance ! » De Lyon même, une pétition, adressée également au Directoire exécutif, dépeint le désespoir de trois cents solides démocrates constatant que les magistrats, nommés depuis fructidor, sont tous, sans exception, « des assassins ». Il faut, au plus vite, les épurer et, pour faciliter cette opération qui s'impose, les signataires indiquent les noms de trente-deux citoyens sûrs, dignes de l'estime générale et de la « bienveillance des pouvoirs publics ». Or, si l'on rapproche cette liste de celle des dénonciateurs de 1793, on aperçoit que douze de ces citoyens émérites sont inscrits parmi les pourvoyeurs de la guillotine.

On remplirait un volume de cette littérature, édifiante tant par son emphatique vulgarité que par les haineuses convoitises qu'elle décèle. L'envie jacobine s'y montre à nu, agrémentée de la plus audacieuse bêtise : douze jours après le 18 fructidor, n'informe-t-on pas le ministre de la Police que « le prince de Condé, à cheval, se dirige sur Lyon, précédé par des officiers de marque ; tous les émigrés de la ville sont partis à sa rencontre ; un évêque et des princes » y sont déjà installés ! Si grossières soient-elles, de pareilles bourdes sont assurées de trouver des crédules ; un an plus tard, un espion du Directoire fera sérieusement savoir au ministre que le duc de Berry est à Lyon : un de ses fidèles lui a offert un château dans les environs. « L'opinion générale est que Berry doit monter sur le trône », ajoute cet homme bien informé. Oui, ces mystifications, sur lesquelles le Directoire réglait sa politique affolée, formeraient un curieux recueil. On doit se borner

et terminer, afin d'égayer un peu cet ingrat récit, par la missive d'un « brave patriote » qui dénonce au ministre de la Police une attaque de diligence dont il fut le témoin :

C'est pour vous faire à savoir que j'ai reconnu deux des chefs voleurs qui ont volé la malle de Lyon. Je me suis trouvé se moment là à la fut du lièvre ou lapin. Je m'étais bien cantonné dans un endroit où il y avait des buissons et pressizement il sont venu se camper la tou proche ou jeantandait tous leur discours. Il y a un nommé Vauty qui était juge dans ce temps-là au tribunal ; il disait : « Nous ne risquons rien, c'est nous qui jugeons les autres. » Il y a encore le només Delorme qui est commissaire du pouvoir exécutif qu'il disait : « Il nous faut prendre tout l'argent qu'il oras nous ne riscons rien je vous reppont de tous » et ils ont décidé d'emporter ce baril d'argent chez Delorme et voilà tout ce que j'ai aperçu et j'ai l'honneur d'être avec respect...

Un chiffon tel que celui-là suffisait à faire tomber la tête de deux hommes. Le ministre prit la chose au sérieux ; il s'adressa pour complément d'information au commissaire du Directoire et Paul Caire répondit : « Delorme, actuellement juge au tribunal du Rhône, et Vauty, riche propriétaire, ex-conseiller au parlement de Dijon, jouissent d'une réputation sans tache. Il est de mon devoir de vous prévenir que le parti terroriste... ne cesse de calomnier tel fonctionnaire public pour parvenir à placer ses créatures... »

On trouvait, en effet, que, pour des assassinés, les Jacobins faisaient bien du bruit. Maintenant qu'il s'agissait de défendre les places contre leurs exigences, l'autorité ne les ménageait plus. A propos de la dénonciation de « cinq assassinats » dont nul n'avait entendu parler, le même Paul Caire écrivait : « Cette dénonciation sort, comme tant d'autres, d'un ramas de la plus vile anarchie qui regrette son oisiveté, ses orgies, ses rapines, ses vexations et manœuvre dans les ténèbres pour se ressaisir des places que, dans sa crasse ignorance, elle espère encore se procurer. » Et comme Caire est attaqué, lui aussi, dans le *Journal des Hommes libres*, réceptacle des diatribes jacobines, il revient à la charge contre « ces vils détracteurs, ces bas intrigants, furieux de ne plus occuper les postes qu'ils ont déshonorés », « cette faction, aussi inepte qu'impuissante, qui

recourt à ses anciens errements » ; « car il est de toute fausseté que les émigrés circulent librement dans Lyon, que les patriotes soient provoqués par des assassins, et que les prêtres insermentés y célèbrent publiquement » la messe.

Et voilà les Jacobins jugés, non plus par leurs adversaires, mais par leurs amis et protecteurs de la veille. Leur hypocrite bassesse va se révéler au grand jour dans l'information insuite contre les compagnons de Jéhu.

L'ENQUÊTE DE TOURNON

Un jugement du 9 germinal an V attribuait au jury de Tournon, dans l'Ardèche, l'instruction des assassinats, vols, pillages, excès de tous genres, commis dans les départements du Rhône et de la Loire pendant le troisième trimestre de l'an III ; au jury d'Yssingeaux, dans la Haute-Loire, revenait la connaissance des attentats perpétrés depuis messidor an III jusqu'à fructidor an V, et un arrêté de Cassation étendait sa compétence à l'ensemble des délits imputés à la Compagnie de *Jésus*. De cette combinaison bizarre, soustrayant les inculpés à leurs juges naturels dont on redoutait la complaisante partialité, allait naître une série de conflits, de lenteurs et d'imbroglis qui allait durer plus que le Directoire.

Le jury d'accusation de Tournon était présidé par le commissaire Bonnecaze, honnête et franc magistrat, résolu à s'acquitter en toute indépendance de sa mission, si pénible et si périlleuse fût-elle. Il détenait dans la prison de la ville, mesure insalubre et délabrée, un inculpé de marque : le ci-devant comte de Laurencin qu'on disait être le général en chef des égorgeurs. Bonnecaze constata que le nom de ce gentilhomme figurait, en effet, dans trois listes des Compagnons de *Jésus*, mais il ne découvrit contre lui qu'une seule dénonciation, « des plus vagues, pas grand chose ». Il pensa que, en interrogeant les veuves des républicains égorgés, il parviendrait à obtenir des renseignements précis ; certes, il prévoyait que ces malheureuses, inconsolables, ne pourraient maîtriser de trop justes ressentiments contre les assassins de leurs époux, et c'est avec le scrupule de raviver leur respectable douleur qu'il en convoqua « quatre ou cinq ». On juge de son effarement quand toutes se refusèrent à porter plainte,

se bornant à déclarer qu'elles ne connaissaient ni ne voulaient connaître les meurtriers de leurs maris, « qu'elles n'y pensaient plus » et ne s'occupaient qu'à gagner leur vie; ce dont on pouvait conclure que les défunts étaient peu regrettables, ou que ces femmes craignaient, en parlant, de s'exposer à des représailles. Or cette dernière hypothèse n'était pas admissible, car, non seulement les témoins assignés n'apportaient aucune réticence dans leurs dépositions, bien au contraire; c'étaient, pour la plupart, de fougueux Jacobins qui, réduits à se cacher et à se taire depuis le 9 thermidor de l'an II, se débordaient maintenant avec une intarissable virulence.

Ces opiniâtres perturbateurs commencent par récuser deux magistrats qui, prétendent-ils, « se sont montrés les plus féroces massacreurs des républicains. » Bonnacaze doit donc mettre en accusation ses deux collègues; mais comme l'inculpation est de tous points calomnieuse, il refuse de les incriminer. Sur quoi lui-même est accusé de « pactiser avec les prévenus »; de diriger l'instruction « avec une partialité révoltante, de détourner la conversation quand un témoin prend la parole »; et « ses esclaves sont autant que lui encroûtés de l'ancien régime; son greffier jette la plume et n'écrit pas les dépositions qui lui déplaissent ». Bien plus, — toujours au dire des Jacobins, — Bonnacaze « va souvent manger avec les inculpés de la maison d'arrêt; il vit avec eux dans la plus grande familiarité; il leur laisse toute liberté de se promener par la ville et d'aller tous les jours pêcher dans le Rhône ».

Une quinzaine d'anciens « amis de Chalier », « échappés comme par miracle au fer des assassins » et réfugiés à Mâcon depuis la fin de la Terreur, ont offert leur témoignage afin de surveiller l'instruction. Ils la dirigent. L'un d'eux désigne les gens qu'il faut impliquer dans la procédure, les témoins qu'on doit entendre. Cet homme a été, sous le proconsulat de Collot d'Herbois, un cynique dénonciateur: il a mis en réquisition, en les menaçant de la guillotine, des femmes et des filles pour assouvir sa brutalité et commis nombre de déprédations. C'est lui et un de ses compères qui tiennent le ministre au courant « des scandales de l'enquête de Tournon »; ils disent l'arrogance du juge et la servilité des « créatures » qui l'entourent et lui prodiguent à tout propos le mot de *Monsieur*; le décontenancement des malheureux témoins, n'osant déposer,

intimidés par l'attitude de ce magistrat indigne; l'effronterie des accusés qui courent la ville et font bombance. « Vous voyez, citoyen ministre, le peu d'empressement que l'on met à découvrir les criminels qui ont versé et versent à gros bouillons le sang des républicains. »

L'infortuné Bonnacaze se débat comme il peut dans cette lutte quotidienne avec ces énergomènes; lui aussi écrit au ministre : il lui confie « la peine qu'il a ressentie de la fureur de certains témoins ». « Deux surtout, venus de Mâcon, accablent d'injures les prévenus, au moment où, conduits par la force armée, ceux-ci entrent dans la salle des séances. Nous-mêmes ne fûmes pas à l'abri de leurs invectives... ils nous menaçaient de vous écrire... Mais nous ne redoutons pas les clameurs de ces hommes farouches pour qui le spectacle des supplices est la plus haute jouissance »... Certains de ces témoins sont fameux par leurs dilapidations, la dépravation de leurs mœurs : tel celui qui, en l'an II, « mettait les gens en prison et exigeait d'eux 400 francs pour les en faire sortir ». Malgré l'opinion qu'il a d'eux, Bonnacaze docilement obéit aux injonctions des témoins acharnés à désigner des coupables; la procédure s'exerce en conséquence contre 149 inculpés; 330 témoins ont été entendus; ils déposent « en toute liberté; rien ne le prouve mieux que les menaces qu'ils nous adressent; mais leur nombre se multiplie de jour en jour : certains individus de Lyon, ouvriers peu occupés, se sont fait annoncer comme renseignés des faits qui s'instruisent..., uniquement pour toucher les 30 ou 40 francs de l'allocation; une fois en présence des juges, ils déclarent ne rien savoir, et en indiquent d'autres qui tiennent la même marche et font ainsi commerce de ce stratagème ».

En dépit de cette affluence, on pouvait dire de l'enquête de Tournon ce que le commissaire Benoit disait de celle poursuivie à Saint-Étienne : « *Jamais procédure n'a fourni à la justice moins de preuves d'inculpation...* La poursuivre sans résultat, c'eût été diviser la France en deux parties égales, moitié en prévenus, moitié en témoins ». « Sans doute il y a des coupables, puisqu'il a été commis des crimes, ajoute Bonnacaze; mais parce qu'un tribunal ne partage pas la passion de quelques individus tarés, vindicatifs, imposteurs et calomniateurs; parce qu'il cherche sagement et prudemment à s'éclairer, il sera

dénoncé à toute la France! » Et la conclusion : « Vous avez été trompé, citoyen ministre, et vous l'êtes tous les jours par des hommes qui se targuent d'être républicains et qui en flétrissent le nom. »

Les scènes les plus chaudes de cette instruction mouvementée se jouaient aux jours où l'on entendait les témoins sur le cas du ci-devant comte de Laurencin. Les mathevons comprenaient bien que, pour étayer la légende d'une vaste association de royalistes et d'aristocrates massacreurs, il leur fallait englober dans l'accusation quelques gentilshommes; or celui-là était le seul dont le nom eût été prononcé; il s'agissait donc de ne pas le manquer et de le présenter comme un tigre de férocité. Les juges enquêteurs siégeaient à ce vieux château de Tournon, si pittoresque sur son piédestal de rochers et d'antiques remparts. Le comte de Laurencin y était détenu et les Jacobins affirmaient que sa détention était des plus douces; ils l'avaient vu se promener dans la ville et même, tant était coupable la complaisance des juges! « il se livrait souvent au plaisir de la chasse ». Les premiers témoins, n'ayant jamais ouï parler de lui, se turent à son sujet; mais quand parurent les réfugiés mâconnais, ils révélèrent des choses atroces. A les entendre, Laurencin « est l'agent le plus remuant de la réaction : il a massacré de sa main une grande quantité de républicains »; il endossait, pour ces expéditions, « une casaque toute teinte de sang » et brandissait « un énorme poignard ». De cette grande quantité de républicains exterminés par cet homme on n'en cite qu'un, nommé François Robas; mais nulle pièce de l'instruction ne contient une allusion à ce meurtre et nul témoin n'a vu Robas mort, « ce qui ferait supposer qu'il n'a point péri ». N'importe, il faut charger Laurencin et on le confronte avec les Mâconnais.

Voici de quelle façon ceux-ci racontent la scène : « Le juge ordonne d'aller chercher *monsieur Laurencin* ; le gendarme chargé d'amener celui-ci vint dire que *monsieur le comte* allait venir dans un quart d'heure. Demi-heure s'écoule et *monsieur le comte* fait dire qu'il est indisposé, qu'il ne peut venir. Le juge dit aux témoins : Suivez-moi; je vais vous entendre près de son lit. Arrivés à la chambre, on a trouvé *monsieur le comte* assis sur une chaise, ayant un visage frais et un *embonpoint de comte*. »

Or le malheureux était depuis longtemps « perclus de tous ses membres ». Un jour qu'il essayait de se trainer à l'audience, l'un de ses accusateurs, sentant bien l'effet déplorable de cette paralysie qui réduisait à néant les racontages de promenades en ville et de parties de chasse, cria : « Marche donc, scélérat ! Lorsque tu égorgeais, tu étais plus alerte ! » Tout de même, l'affaire Laurencin tournait mal ; il devenait difficile de poser en bouillant dévoreur de matheçons ce lamentable podagre qui, d'ailleurs, mourut dans sa prison avant la fin de l'instruction. Les Jacobins insinuèrent qu'on l'avait fait évader ; mais comme un gendarme l'avait gardé à vue jusqu'à son dernier souffle, comme l'attestation de son décès fut appuyée de témoignages indiscutables, il fallut bien abandonner l'espoir de donner un rôle à ce figurant de marque.

L'instruction de Tournon fut close le 10 floréal an VII. Sur 149 prévenus, le jury d'accusation en retenait 18, dont 16 étaient contumaces. Piteux résultat : au lieu de l'aristocratique société secrète, puissamment organisée, dont on comptait dévoiler les mystères, on ne livrait à la répression que deux pauvres hères obscurs qu'on expédia, sous mandat d'amener, à Yssingeaux où s'élaborait l'enquête contre l'ensemble des crimes, attentats et délits imputés aux compagnons de Jéhu.

Pourquoi Yssingeaux ? Par son éloignement, ses ressources restreintes, la petite ville ne semblait pas désignée pour la grandiose manifestation judiciaire dont le Directoire attendait la justification de son coup d'État et, par suite, un urgent regain de popularité. La personnalité du directeur du jury d'accusation pour le district de Monistrol avait sans doute influencé la décision du gouvernement : ce magistrat, nommé Rocher-Deschamps, était noté comme « ardent républicain, homme précieux ; des lumières, du courage, de l'activité. Les témoins trouveront près de lui la hardiesse de déposer... avec assez de liberté pour établir les charges importantes. La compétence du jury d'Yssingeaux n'était point limitée : elle s'étendait à tous les faits délictueux commis depuis le 9 thermidor, non seulement dans le département du Rhône, mais dans ceux de l'Ain, du Jura et autres, s'il était besoin. C'était empiéter sur les attributions des jurys de Tournon, de Saint-Étienne, de Montbrison ; mais, cette fois, l'ordre du ministre était formel :

on voulait faire grand, afin d'épouvanter, par un exemple terrible, les ennemis de la république.

Comme on tenait Anthelme Astier, ce doreur lyonnais qu'on a montré plus haut pourchassant les mathevons sous un « travesti de malade » ; comme on avait arrêté, à Paris, en octobre, Storkenfeld, ce jeune danseur du théâtre de Lyon qui, naguère impliqué dans l'assassinat du Corse Istria, avait été absous de ce chef par le jury de Châtillon, l'instruction s'amorça sur ces deux inculpés, amenés à Yssingeaux de brigade en brigade et chargés de fer. A défaut de mieux, on présentera Astier comme étant « le grand chef, l'instituteur » de la Compagnie de Jésus. Storkenfeld passera pour son complice. Mais que d'embarras ! D'abord la crainte qu'on enlève les prisonniers : Astier a reçu de Lyon une lettre par laquelle ses amis lui recommandent « d'être tranquille », et la maison d'arrêt d'Yssingeaux n'est rien moins que sûre ; elle occupe une partie des ruines du vieux château féodal de Jehan de Bourbon qui abrite également la municipalité et les tribunaux ; une troupe résolue aurait vite raison de ses portes vermoulues et de ses gonds rouillés. Les juges décidèrent donc d'expédier leurs prisonniers au Puy, chef-lieu du département, distant de sept lieues, ce qui ne facilitait ni les interrogatoires ni les confrontations.

Pour celles-ci, d'ailleurs, la présence de témoins eût été indispensable : or, malgré d'instantes invitations, « de pressantes démarches auprès de toutes les autorités constituées de Lyon », les magistrats d'Yssingeaux ne recevaient ni témoins, ni réponses. Pourtant l'ordre du ministre était « d'activer » l'affaire Storkenfeld. Mais de quel crime l'accuser ? Depuis l'assassinat d'Istria, le danseur ne s'est rendu coupable que de peccadilles : avec des camarades il a barbouillé, à la devanture d'un marchand de tabac, l'enseigne représentant *la Liberté*, et, dans une rixe avec un dragon, il a légèrement blessé ce militaire d'un coup de sa canne à épée. Les juges d'Yssingeaux répugnent manifestement à livrer cet enfant au bûcher ; Storkenfeld a 23 ans. « Il n'y a contre lui, écrivent-ils, que la rixe avec le dragon, pas autre chose n'est prouvé. » Le ministre, Lambrechts, insiste : il faut un exemple pour effrayer les autres. « L'affaire n'est pas si claire, répliquent les magistrats, nous ne pouvons nous procurer des témoins. » Si on le livrait à la justice militaire comme déserteur d'un des bataillons du Mont-

Blanc? Si on le déportait comme émigré? Lambrechts est inébranlable : « Storkenfeld sera déporté, ayant émigré », mais auparavant, « il faut qu'il soit jugé sur l'assassinat d'Istria. Je vous invite donc à reprendre l'instruction relative à ce crime ». Cependant il a été déclaré innocent de ce meurtre par le jury de Châtillon. Le ministre riposte : « Vous devez vous garder de croire que la déclaration du jury de Châtillon soit un obstacle à la continuation des poursuites. » C'était un ordre. Storkenfeld fut condamné à mort par le tribunal du Puy. Son pourvoi n'eut qu'à passer devant le tribunal de cassation pour être sur-le-champ rejeté. Le 3 messidor de l'an IV, Storkenfeld monta à l'échafaud; son dernier cri fut une grossière invective à l'adresse de la république.

« Nous voilà débarrassés de Storkenfeld, soupirait le juge d'Yssingeaux; je ne sais quand nous pourrons en dire autant d'Astier. » De fait l'affaire languissait. Il arrivait bien, de temps à autre, de nouveaux accusés, tous déclarés Compagnons de *Jésus* et massacreurs de républicains; mais l'inculpation n'était pas autrement précisée et les juges ne savaient par quels moyens convaincre ces prévenus qui niaient tout. Ainsi furent les hôtes de la fragile prison d'Yssingeaux, les Lyonnais Despoix, Garnier, l'ex-commissaire de police Montpellier, Chappuis, dit *Manchot*, ancien concierge de prison, et Laurenson dont la profession n'est pas désignée. Le nom de ce dernier était deux fois célèbre dans les annales de Lyon révolutionnaire : c'était un Laurenson qui, pendant le siège, traversa de nuit le Rhône à la nage pour aller incendier les travaux d'attaque élevés par les Bleus; un autre Laurenson, marchand de fer, condamné à mort pendant la Terreur, était déjà, lui trentième, sur l'échafaud et bouclé à la planche fatale, quand il fut sauvé par la présence d'esprit d'un gendarme. On le détache, on le porte évanoui à l'Hôtel de ville; on le soigne; il ouvre les yeux... il est fou. « Ma tête n'est-elle pas à terre? crie-t-il; qu'on me la rende! Voyez ce gouffre où sont entassés tous ces corps! Tenez-moi! Je vais y tomber... » Il fut hospitalisé dans un asile d'aliénés. Le Laurenson emprisonné à Yssingeaux était-il parent de ce malheureux? On ne peut le dire, le dossier n'indiquant ni ses prénoms, ni son âge.

Sous la prévention vague d'affiliation à la fameuse Compagnie, on expédia encore au jury de la Haute-Loire le beau Lau-

rent Piard, de Lons-le-Saunier, Pierre Gingenne, boucher de Lyon, un autre boucher, Merle, dit *Picard*, le mystificateur François Perrussel, l'ex-commissaire de police, et plusieurs autres dont les juges ne savaient que faire. « Ces détenus, écrivaient-ils, ne sont impliqués, chacun que par un seul témoin, et encore pour des affaires personnelles à ce témoin. » Que résoudre ? Les élargir sous caution, ou définitivement ? L'enquête d'Yssingeaux était menacée d'avortement, comme celle de l'Ardèche, et le Directoire risquait de sombrer dans le ridicule.

C'est alors qu'on fit appel à un fonctionnaire bien placé pour galvaniser cette instruction moribonde, X... le commissaire du pouvoir exécutif près l'un des tribunaux de Lyon. La silhouette de ce personnage vaut d'être esquissée. Quand il arriva, en nivôse an IV, pour occuper l'emploi auquel il était nommé, le président du tribunal, requis de procéder à son installation, s'y refusa net et exposa au ministre de la Justice les raisons de son abstention : le nouveau magistrat figurait sur la liste des dénonciateurs ; sa femme y était également inscrite ; ils avaient livré au bourreau l'un des plus honorables habitants de Lyon et fait évader, moyennant finances, un condamné pour escroquerie. Aucun membre du tribunal ne consentirait à siéger « aux côtés de cet individu ». Merlin de Douai le révoqua ; mais X... avait des protecteurs et il garda son emploi. Une avanie, une humiliation l'accueillait, dès qu'il prenait place à son siège ; aussi l'y voyait-on rarement ; se sachant guetté par les chasseurs de mathevons, il se cachait, se disait malade, accablait le ministre de délations et de doléances : « Le fer assassin est suspendu sur ma tête ! » Un jour, — c'était le 10 fructidor de l'an V, — en traversant la place de la Baleine, il entend derrière lui le *Taïaut* des vengeurs : « Au mathevon ! » Comme il s'engage sur le pont de pierre, il est suivi de près ; le cri *A l'eau !* l'épouvante ; il prend sa course, traverse l'Herberie, est assailli à coup de cailloux ; des passants lui barrent le chemin ; il les écarte, se lance dans la rue Saint-Pierre et, toujours courant, toujours pourchassé, il arrive à l'Hôtel de ville. Huit jours plus tard, le coup d'État de fructidor le mettait au pinacle, et tel était l'homme qui, sa rancune aidant, était à présent chargé de fournir de la pâture aux juges de la Haute-Loire.

Il connaissait, puisqu'il avait été des leurs, les amis de Cha-

lier, les terroristes, et toute la séquelle des démagogues en disponibilité; il les enrégimenta et les dirigea sur Yssingaux. Bientôt la petite ville, alors presque campagnarde, aux maisons enfumées, aux toits de lave, regorge d'un incessant va-et-vient de témoins arrivant de Lyon; tous mathevons avides de se venger sans danger de leurs tourmenteurs: depuis si longtemps qu'ils remâchent en silence leurs griefs, ils se déchargent du flux accumulé de leur bile, ils s'étendent principalement sur leurs mortifications personnelles, sans intérêt pour l'accusation. Beaucoup même ne savent rien; ils viennent pour l'aubaine des 40 ou 50 francs dont est payée leur déposition. Et ils abondent, car le zélé commissaire de Lyon qui les recrute n'a qu'à puiser dans l'infamante nomenclature des délateurs de 93, pour trouver des complaisants, heureux de sortir de leur trou et de relever la crête sous la protection des gendarmes et des magistrats. Le 6 floréal de l'an VI, le directeur du jury a déjà entendu 42 témoins à charge contre Astier, dont 25 crocheteurs, et, devant le mince résultat de leurs rabâchages, il suppose: « Ça fait une forte dépense pour la République! » Le 9 messidor, il en compte 80 et le nombre des prévenus augmente nécessairement en proportion de celui des déclarations; quand il arrive à la centaine, il fait observer que « cette procédure sera très longue et dispendieuse »: le magistrat de Lyon « devrait faire attention, il ne faudrait frapper que les chefs ». Quinze jours plus tard, on a interrogé 232 témoins ayant dénoncé au total 178 coupables; vers la fin de l'an VI, la liste comprend 864 témoins à charge contre Astier, Piard et leurs complices; elle sera bientôt de 1200, et le zélé commissaire lyonnais en annonce encore 1500 nouveaux. « Il y a déjà de quoi décerner 340 mandats d'amener. »

Le pis est que ces témoins ne révèlent que « des faits insignifiants »; la première question qui leur est posée est celle-ci: « A-t-il existé une compagnie dite de Jésus, salariée par les royalistes pour assassiner et voler les républicains? » Tous répondent *oui*, puisqu'ils sont appelés pour cela; certains même renchérissent, tel le benêt qui spécifie: cette compagnie tuait « pour avoir de l'argent » et était payée « par des comtes et autres »... Et quelle confusion, que d'incertitude dans ces déclarations! Nulle ne précise une époque: « Il y a environ deux ans, trois ans ou dix-huit mois. » Les veuves de mathe-

vons, les mathevons mêmes qui furent étrillés par les *Jésus*, ne savent pas, les unes, quel jour ont péri leurs maris, les autres, quel jour ils ont été attaqués. Or, il faut connaître la date exacte des délits « pour ne pas introduire dans l'acte d'accusation des motifs de nullité ». Quel résultat, d'ailleurs, attendre de la mise en jugement d'une telle foule de prévenus? Jamais il ne se trouvera un jury pour condamner, sur des commérages aussi équivoques, 340 accusés, fussent-ils tous également coupables.

Par surcroît de déception, ces accusés appartiennent, presque pour la totalité, à la classe ouvrière; pas un qui puisse être soupçonné d'une attache, si lointaine soit-elle, avec le parti royaliste ou le clergé réfractaire, encore moins avec la société élégante et les femmes de « la haute noblesse ». On a, en effet, la liste de 97 individus faisant l'objet d'une des ordonnances de prise de corps. Elle mentionne : 6 aubergistes, cabaretiers ou marchands de vin, 3 menuisiers, charpentiers, ébénistes, 7 marchands ou négociants, 2 commis de magasin, 3 faiseurs de bas, 2 vinaigriers, 3 épiciers, 5 ouvriers en soie, 3 crocheteurs, 6 bouchers, tripiers ou charcutiers, 6 toiliers, drapiers ou tailleurs, 2 boulangers, 1 maréchal ferrant, 1 corroyeur, 2 affaneurs (gagne-deniers), 1 voiturier, 1 charbonnier, 1 hussard, 1 fondeur, 2 gardiens de prison, etc... Comment espérer obtenir un verdict satisfaisant pour les jacobins soucieux d'établir, au grand jour de l'audience, que leurs oppresseurs furent de criminels aristocrates, des émigrés, des fanatiques du trône et de l'autel? Ah! si l'on avait au moins ce ci-devant comte de Laurencin que, à Tournon, on n'a pas réussi à mettre en vedette! Tout de suite on résolut de l'amener à Yssingeaux afin de relever, au moins par son seul nom, le thème de l'accusation. Pour que cet homme précieux ne fût pas, en cours de route, enlevé par ses nobles complices, on décida qu'il serait conduit par bateau, en remontant le Rhône, de Tournon jusqu'à Lyon, et, de là, directement à Yssingeaux; cette précaution triplait la durée et les frais du voyage, elle, était une preuve de l'importance que l'on attachait à la compuration du ci-devant comte.

L'affaire, suscitant entre Yssingeaux et Tournon un conflit de compétence, traîna en longueur; l'indispensable Laurencin mourut, on l'a dit, avant qu'on parvint à tomber d'accord, et

il fallut bien renoncer à produire cet unique premier rôle.

Le procès d'Yssingeaux tournait mal, le ministre harcelait la justice : « Inutile d'entendre 1 500 témoins; dès qu'on sera fixé sur un point, dresser tout de suite l'acte d'accusation et faire au plus tôt un exemple. Veut-on rendre le procès interminable et lui donner un résultat *différent de celui qu'on se propose*? Le plus pressé est d'effrayer par un jugement rapide les contre-révolutionnaires. » Troublés par ces exhortations, les magistrats ne savent où donner de la tête; les témoins débarquent par troupes à Yssingeaux, racontent des scènes d'horreur dont, soi-disant, ils ont été les victimes, touchent leur allocation, repartent et envoient des camarades qui agissent de même. Le commissaire près le tribunal, harassé, effaré de tant d'horreurs, gémit : « Nous désespérons de voir la fin de ces abominations. » En effet, l'instruction n'avance pas; chaque jour un nouvel embarras la retarde; il faut la suspendre, faute d'une force armée suffisante. L'ordre est donné de placer, d'urgence, à Yssingeaux, une garnison composée de 120 chasseurs et de 20 hussards; mais on réclame maintenant le concours d'un architecte pour agrandir la prison qui regorge. Et puis Lyon proteste contre le scandale de cette procédure, contre « l'acharnement » que les terroristes apportent « à se revancher du mépris des honnêtes gens ». « On arrête au hasard, sur une simple dénonciation venue d'Yssingeaux... Il faut poursuivre les assassins, arrêter les grands coupables, c'est le vœu de tous les bons citoyens, mais non intimider une ville entière qui a été froissée par les méchants de tous les partis. »

Même clameur du département de l'Ain où, pour corser le tableau, on a suscité des dénonciations contre 32 personnes des plus honorables qu'on prétendait coupables des massacres de germinal an III. Afin de les incriminer, « on a fait appel au témoignage de tous les terroristes amnistiés du département, des individus accusés de délits graves prévus par le Code pénal; on n'a pas craint de faire sortir de prison un homme qui y subissait la peine de détention pour vol! » Dans le Jura, l'indignation contre les agissements de la justice fructidorienne n'est pas moindre; mais, ici, le redresseur est de marque : c'est Rouget de l'Isle. On vient d'arrêter son frère, Théodore Rouget, comme complice de Laurent Piard et de la bande des

égorgeurs; deux brigades de gendarmerie sont venues, en pleine nuit, perquisitionner chez la vieille mère de l'auteur de la *Marseillaise*, « sur le faux rapport d'un drôle condamné à cinq ans de fers pour provocation au meurtre, à l'incendie et pour avoir pillé la République... Est-ce d'après les délations d'un tas de misérables, la plupart amnistiés ou repris de justice... tous ennemis des gens de bien et leur ayant juré cette haine implacable que les méchants nourrissent contre ceux qui ont été une fois leurs victimes, est-ce d'après de semblables délations que des soupçons aussi graves doivent prendre naissance? » Théodore Rouget, agent national près la maîtrise des Eaux et Forêts du Jura, « occupe l'emploi dont le gouvernement a destitué trois coquins condamnés à d'énormes amendes pour les plus monstrueuses dilapidations; vous voyez qu'il ne manquait pas de titres aux persécutions et aux calomnies... » Et voilà la vérité; l'instruction d'Yssingeaux était une revanche offerte par le Directoire aux revenants de la gueusaille robespierriste. En s'efforçant de compromettre dans le procès d'Yssingeaux tous ceux dont elle se savait méprisée, cette engeance ne voyait pas qu'elle atténuait l'aversion de tous les hommes d'ordre pour la bande de déclassés qui s'étaient imposé la mission d'exterminer des malfaiteurs dont personne, il faut bien le dire, pas même leurs veuves, ne déplorait la disparition.

Les assassinats de terroristes n'étaient pas niables; vengeances individuelles, assouvissement d'irréductibles ressentiments, ces méfaits étaient imputables à quelques forcenés, privés par l'échafaud soit d'un parent ou d'un ami, ou dépouillés du métier dont ils subsistaient. Désormais sans foyer, sans travail, sans courage pour l'existence régulière, n'ayant plus foi en l'avenir, ces parias volontaires avaient pris goût à l'oisiveté, à la bagarre, à la vanité de faire peur, sans doute aussi à l'atroce volupté du sang versé. Toutes les révolutions produisent des monomanes de ce genre, assoiffés de revivre et convoiteux de ripailles après avoir côtoyé la mort. Combien étaient-ils à Lyon, ces épouvantails à jacobins? L'instruction d'Yssingeaux confirme les chiffres fournis par Deyrieu, le président de l'Administration centrale, dans le conseil naguère tenu chez Kellermann : « une cinquantaine environ, dont huit ou dix seulement étaient connus pour des assassins. » Unis par la parité de leur effronterie, de leurs habi-

tudes de dévergondage, ils se groupaient suivant les besoins de leurs expéditions ou les caprices de leurs débauches, fréquentaient les mêmes cabarets et les mêmes tripots. Mais à cela se bornait leur association : de statuts, de signes de ralliement, de grades, de chefs, de serments jurés, de paie, de dépôts d'armes, de réserves d'artillerie, de relations avec l'émigration ou l'étranger, d'instructions reçues de Londres ou de Rome, d'intentions politiques, pas l'ombre d'une trace. Des centaines de prévenus d'Yssingeaux, pas un n'avoue son affiliation à la chimérique Compagnie; pas un non plus qui, pour sauver sa tête, ait à révéler le moindre des secrets de cette terrible franc-maçonnerie. Et plus tard, à vingt ans de là, quand la royauté sera restaurée, alors que des milliers et des milliers de malheureux feront valoir, pour attraper quelque pension ou quelque secours, les services réels ou imaginaires qu'ils auraient rendus à la cause des Bourbons; quand le moindre chouan, le moindre soldat de l'armée de Condé sollicitera un bout de ruban ou une rétribution, il ne se trouvera pas encore un seul quémendeur, pour exciper de sa participation à la compagnie de Jéhu. Du jour où les jacobins se tairont, elle n'existera plus.

LE CITOYEN LEGRIS

La légende s'effritait donc à mesure qu'avancait à pas lents l'instruction. Consterné de la tournure que prenait l'affaire, redoutant un fiasco qui eût achevé le Directoire en lui aliénant les terroristes, ses derniers partisans, le ministre de la Justice dépêcha un autre lui-même à Yssingeaux, afin de stimuler les magistrats et de rendre compte, *à lui seul*, des causes qui entravaient la mise en accusation des accusés. Cet agent, intelligent et sûr, se nommait Legris. Au dossier des Archives est conservée toute sa correspondance confidentielle, chronique détaillée et presque quotidienne de cette grande cause judiciaire. Legris parvint à Yssingeaux le 28 thermidor de l'an VI: il se logea et prit pension chez le directeur du jury. Persuadé, tout d'abord, que les compagnons de Jéhu forment une vaste association aux gages du parti royaliste, il s'étonne, puis s'inquiète de l'impossibilité où l'on est de fournir les preuves de leurs crimes; aucun procès-verbal n'en a été dressé; combien de décès n'ont pas été déclarés!... On n'a donc rien que les

dépositions des témoins parlant par oui-dire et sans précision. Néanmoins, on est parvenu à grouper assez de présomptions de culpabilité contre une trentaine d'inculpés, 21 Lyonnais, 10 de Bourg et de Lons-le-Saunier, pour prévoir qu'on obtiendra du jury leur mise en accusation. Astier, l'homme à la robe de chambre de malade, figure en tête de la liste : c'est lui que les témoins ont désigné avec le plus d'ensemble : ensuite, dans l'ordre des culpabilités, vient Laurent Piard, chef des *gens à bâtons* de Lons-le-Saunier. Il a vingt-cinq ans; les dépositions portent à son actif trois assassinats : ceux de Tabey, de Leman et de Frilet, tués à coups de gourdins et de pistolet dans la prison de Lons.

Certains témoins le chargent en outre de l'attaque des jacobins ramenés de Bourg au chef-lieu du Jura et massacrés en cours de route, ainsi qu'on l'a dit. Ces déclarations rapportent des détails si épouvantables que le directeur du jury d'Yssingeaux a cru devoir les transmettre au ministre dont la réponse ne s'est pas fait attendre : « Mettez en accusation ce monstre. » Laurent Piard allait donc figurer au procès comme principal complice d'Astier et expier ses forfanteries, car il apparaît qu'il s'était attribué des « exploits » imaginaires. A ces deux principaux accusés on adjoignit Merle, dit *Picard*, et Pierre Gingenne, tous deux bouchers à Lyon. Ce dernier portait un nom célèbre dans les annales du siège de Lyon : Benoit Gingenne, charcutier de profession, avait commandé la redoute de la Croix-Rousse et s'y était conduit héroïquement ; un autre Benoit Gingenne, compagnon chapelier, âgé de soixante-cinq ans, avait été fusillé aux Brotteaux, le 18 novembre 93. Celui qu'on accolait à Astier et à Laurent Piard dans l'acte d'accusation, possédait bien probablement des raisons personnelles pour se rallier au groupe des vengeurs.

Mais, en dépit des instances de Legris, poussé lui-même par le ministre, l'instruction du grand procès se heurtait chaque jour à quelque nouvelle difficulté. Les magistrats ne s'avaient-ils pas maintenant que les vrais coupables n'étaient pas tant les prévenus que les représentants du peuple et les autorités de Lyon qui avaient « autorisé » et même « ordonné » les massacres des jacobins détenus ? Que faire ? Lancer des mandats d'amener contre des hommes encore investis de fonctions dans la magistrature ou dans les administrations civiles ?

Le même cas se présentait pour la municipalité de Lons-le-Saunier qui avait « favorisé » l'égorgement des terroristes dans la maison de justice. « Devait-on comprendre dans l'acte d'accusation tout ou partie de cette municipalité ? » Legris soumettait en grand secret ces questions au ministre, à lui seul, en lui faisant observer que « si l'on voulait punir tous les coupables, on n'en finirait jamais », et en insinuant qu'il serait imprudent et préjudiciable à l'issue du procès de faire éclater cette vérité que les sévices exercés contre les jacobins avaient suscité une approbation presque unanime : « La République nourrit malheureusement dans son sein tant d'ennemis, qu'on ne peut dire qu'il y a un département où les compagnons de Jésus n'aient des partisans. » Le ministre répondit par son ordinaire refrain : « Brusquer les choses ; un exemple est indispensable : le plus pressé est d'effrayer par un jugement rapide les contre-révolutionnaires. Inutile d'entendre 1200 témoins ; quand, sur les principaux prévenus, les charges sont suffisantes, dresser de suite l'acte d'accusation. » Les magistrats obéirent : ils étaient disposés à mettre en jugement ceux des accusés « qui étaient prêts », gardant les autres pour une seconde « fournée » que composa Legris lui-même. Sur le point de regagner Paris, il dressa la liste des prévenus qu'il y fallait comprendre, liste que, après le départ de l'agent du ministre, le directeur du jury s'appliqua à suivre fidèlement.

Astier, Laurent Piard, Merle dit *Picart*, Pierre Gingenne, 27 autres qu'on tient en prison et 121 contumaces, au total 152 accusés, sont traduits, le 14 brumaire an VII (4 novembre 1798), devant le jury d'accusation qui, après trois jours d'enquête, en élimine 40, en faveur desquels il rend une ordonnance de non-lieu. Cent douze seront donc appelés devant le jury de jugement qui décidera de leur sort : de ce nombre, 78 sont contumaces. Et c'est alors qu'apparaissent d'insurmontables obstacles. Le tribunal du Puy, où va se juger ce formidable procès, ne pourra jamais recevoir pareille affluence de prévenus, de magistrats, d'avocats, de témoins, de soldats, de curieux. « Où trouver un édifice pour loger 1500 personnes pendant quarante jours que dureront les audiences ? Où trouver une force armée capable de maintenir 37 accusés ? » — leur nombre s'était augmenté de trois témoins, venus de Lyon pour déposer et qu'on avait arrêtés comme complices d'Astier

et consorts. « Ces hommes, libres et sans fers, exaspérés par la longueur de leur détention, résolus à tout, peuvent compromettre la vie des juges, des jurés, des spectateurs. » Et quelle dépense ! Mais il y a pis : le code des délits et des peines autorise les magistrats et les témoins à suspendre les débats lorsqu'un repos leur est nécessaire ; mais, « afin d'éviter tout soupçon d'influence étrangère, ils ne peuvent sortir du tribunal, tant que le jugement n'est pas rendu ». Et on s'épouvante à la perspective de cette cohue de gens cohabitant jour et nuit durant un mois et demi. Comment nourrir « la foule énorme des témoins et des jurés ? Seront-ils obligés de faire venir du dehors tous leurs repas ? Beaucoup, peu fortunés, ne pourront s'imposer de tels frais. Ne devrait-on pas leur attribuer une indemnité ? » On implore le ministre ; on le supplie de consentir à certaines dérogations. « Impossible, répond-il, la loi s'y oppose. » D'ailleurs, après en avoir conféré avec les représentants de la Haute-Loire, il est persuadé que l'enceinte du tribunal est suffisante, « en abattant quelques cloisons et en construisant une estrade pour les accusés ». Une seule chose importe, se hâter, se hâter ! « La plus grande célérité est nécessaire dans cette affaire dont le résultat intéresse la tranquillité publique. » Que ces gens mangent, boivent, dorment et le reste, comme ils pourront : ça ne le gêne pas, car, en vain, toute la magistrature insiste ; elle fait valoir que, dans le procès de Babeuf, à Vendôme, procès qui se prolongea durant quatre-vingt-quinze jours, on autorisa le personnel de la Haute-Cour à prendre en ville logement et pension. Mais le ministre tient bon : « La loi est formelle ; ni magistrats, ni jurés, ni témoins ne peuvent sortir du local des séances tant que le jugement ne sera pas rendu. Cette mesure est plus nécessaire encore pour l'affaire en cours que pour toute autre. »

Au Puy, c'est l'affolement : les greffiers, les huissiers travaillent sans relâche à la copie des pièces de la procédure, afin d'en faire la signification à chacun des 32 accusés : leur nombre était réduit par suite de cinq évasions. Ensuite, il fallut procéder à leur interrogatoire, établir un relevé des dépositions de 800 témoins. 48 scribes sont employés à cette besogne. Les charpentiers ont pris possession du Palais et l'on espère que dans un mois, — ou deux, ou trois, — le procès pourra enfin s'ouvrir ; on est au 20 nivôse et le greffier, harassé,

déclare qu'il ne pourra fournir ses copies qu'à la fin du mois suivant; à l'accusateur public un autre mois sera nécessaire pour convoquer les témoins essentiels. Sur quoi le ministre, trépignant, décide de renvoyer Legris dans la Haute-Loire afin de pousser, l'épée dans les reins, ces provinciaux endormis.

Legris quitta Paris le 29 pluviôse et débarqua au Puy le 10 ventôse (28 mars 1799). Une surprise désagréable l'attendait pour sa bienvenue. En débarquant, il apprit que Laurent Piard, — le monstre Piard, ce massacreur impitoyable des Jacobins, le seul peut-être dont la condamnation était certaine, — las d'espérer la fin de cette interminable instruction, s'était évadé de la prison au cours de la nuit précédente. Le geôlier, surmené, avait confié la garde de ce détenu important à sa fille, « jeune et jolie personne » que le prisonnier, doué, comme on l'a dit, d'un physique des plus séduisants, n'eut pas de peine à intéresser. Elle prit une redingote dans la garde-robe de son père, en revêtit Piard et, munie d'un falot, lui ouvrit la porte de sa cellule, traversa avec lui le poste des soldats de garde, et gagna la campagne en compagnie du fugitif. Ni celui-ci ni la jolie fille n'avaient reparu et toutes les recherches furent vaines. Neuf jours plus tard seulement, Legris osa annoncer ce gros déboire à son ministre, protestant que, « s'il était arrivé plus tôt », il eût empêché ce désastre; il ajoutait que cette escapade était le résultat « d'une quête faite à Lons-le-Saunier au profit de Piard..., quête dont le montant est si haut qu'il n'osait le dire ».

Ça commençait mal : la première audience était fixée au 1^{er} ventôse; mais Legris exigea qu'elle fût retardée, la disposition du prétoire ne le satisfaisant pas; il ordonna qu'on surélevât la tribune des accusés, « afin de les offrir tous pleinement aux yeux du tribunal et du jury ». Il fit aménager un espace suffisant pour une forte garde et changer la disposition des tables destinées aux défenseurs. L'ingérence de cet agent du ministre indisposait les magistrats et l'on n'eut pas la politesse de lui dissimuler qu'on la jugeait au moins critiquable. Enfin, le 13 ventôse, les juges montèrent à leur siège qu'ils n'allaient pas quitter de vingt-six jours; le nombre des témoins était moindre qu'on n'aurait pu le craindre : environ 340 à charge, autant à décharge, au total plus de 600. Ils furent parqués dans la salle qui leur était réservée et l'on regrette bien

de ne point connaître les impressions de ces malheureux, encaqués pour quatre semaines, sans espoir de respirer et plus sévèrement détenus que les accusés eux-mêmes qui, eux, pouvaient du moins tenter une évasion.

En prenant place à son fauteuil, le greffier trouva sur sa table un pli cacheté qu'il remit au président et dont les accusés réclamèrent l'ouverture. Il contenait des menaces à l'adresse des juges auxquels un prophète anonyme prédisait qu'ils finiraient leur carrière à la prison du Temple. Après avoir vitupéré comme il convenait un si insolent avis, le président proclama l'ouverture des débats. Vingt-quatre heures pleines furent occupées à compléter le jury; le 14, la lecture de l'acte d'accusation, commencée à midi, se prolongea jusqu'à la fin de la soirée. Toute la nuit suivante se passa à discuter, entre magistrats, la question de compétence, car l'amnistie votée par la Convention le 4 brumaire an IV innocentait les auteurs et complices de tous les crimes commis jusqu'à cette époque. Legris aidant, on convint de tenir cette amnistie pour nulle et non avenue. Il se terrait, isolé, « dans un coin de la salle »; il prenait le soin de se montrer le moins possible, mais, en réalité, il dirigeait les débats, et il passait souvent dans le cabinet du président où, devant celui-ci, devant l'accusateur public et le commissaire du pouvoir exécutif, il « faisait valoir les moyens que lui suggéraient ses principes de législation criminelle et son amour pour le soutien de la liberté ».

Le 15 commença le défilé des 600 témoins et il y en eut pour treize jours entiers, sans désemparer. Alors revient sur l'eau la question de savoir si l'on appliquera l'amnistie; certains juges ont scrupule d'exclure les traqueurs de Jacobins d'une mesure d'indulgence dont bénéficient tous les courtisans de l'échafaud. Legris triomphe encore de ces hésitations; au vrai, les magistrats sont rebutés, tant par l'inanité de l'accusation reposant sur des témoignages haineux, ou, tout au moins, suspects, que par cette foule d'accusés contre lesquels aucune charge n'est relevée. Cette immense et longue procédure, cette instruction de seize mois, tant d'efforts, de déplacements, de fatigues, de labeur, de dépenses, aboutissent à la constatation de *trois* meurtres consommés, *trois* seulement, et à celle d'un nombre illimité d'attaques à dessein de tuer, mais qui apparaissent n'avoir été que des rixes.

Des plaidoiries qui commencèrent le 28 ventôse, ni des avocats, rien à dire, sinon que Legris soupçonnait fort ceux-ci d'être de la bande des égorgeurs, et peu s'en fallut qu'il n'en fit passer quelques-uns du banc de la défense à celui des accusés. Durant quatre jours pleins les jurés, quoique fourbus, délibérèrent ; on occupa deux journées à recueillir leurs votes ; enfin, le 8 germinal, la sentence était rendue : Anthelme Astier, Merle, dit Picard, et Pierre Gingenne étaient condamnés à mort, « convaincus d'avoir fait sciemment partie de la Compagnie de Jésus ». Tous les autres, présents ou contumaces, étaient acquittés.

Ce jugement mit Legris furieux : « Pourquoi, gémissait-il, s'est-on tant hâté ? Avec deux mois de patience on aurait pu entendre 1 200 témoins de plus et, « dans ce nombre, en aurait trouvé l'essentiel. » Il se rendait bien compte que sa présence avait « humilié » le président » et « révolté » les juges et l'assistance ; à vrai dire, il avait tenu le rôle, non d'un conseiller, mais d'un espion du ministre et, froissé dans sa vanité, il ne se gênait pas pour proclamer que les magistrats avaient manqué de courage, que les témoins, tremblants de se compromettre, s'étaient refusés à parler. Mais comme ses premières lettres louangeaient le ferme républicanisme de ces mêmes magistrats, leur résolution d'accomplir tout leur devoir et leur parfaite indépendance ; comme, au cours même des débats, le commissaire du gouvernement avait assuré le ministre que « les témoins chargeaient prodigieusement un grand nombre des accusés », il était manifeste que ces doléances subséquentes contre la lâcheté des uns et des autres n'étaient qu'une défaite pour pallier l'échec et l'effondrement de la version jacobine. L'accusateur public lui-même tente de justifier le tour de passe-passe au moyen duquel il a obtenu les trois têtes d'Astier, de Picard et de Gingenne, convaincus d'être *sciemment* affiliés à une association qui, pour lui, n'existe pas, puisqu'il reconnaît qu'il « n'y a ni liste de membres de la conspiration, ni registre de cette compagnie de Jésus et qu'on n'a des raisons de croire que tels et tels en faisaient partie que par les délits dont ils paraissent s'être rendus coupables... On a pu conclure, décidait-il, que ceux qui ont organisé les massacres, loin d'avoir obéi à un mouvement d'indignation contre les hommes dont ils avaient à se plaindre, ont suivi un plan vastement concerté... » Ce lamentable aveu est décisif, en effet : la compa-

gnie de *Jésus*, invention des terroristes, n'a jamais existé.

Les trois condamnés ne manquèrent pas de se pourvoir au tribunal de cassation : c'était, pour eux, deux mois de vie; deux mois qui furent bien employés, ainsi qu'on va le voir. La ville du Puy était fortement gardée et la prison de la Visitation où Astier, Picard et Gingenne attendaient la mort, faisait l'objet d'une surveillance incessante : dix sentinelles tournaient jour et nuit autour de ses murs; on interdit aux habitants d'en approcher et même il leur fut défendu de sortir après le coucher du soleil sans être munis d'une lanterne. Le matin du 17 prairial (3 juin 1799), deux mois et demi après la condamnation, alors qu'on attendait de jour en jour le rejet du pourvoi et l'ordre d'exécution, le concierge de la prison, en faisant sa ronde matinale, trouva les trois cachots vides : les condamnés s'étaient évadés ! La chose parut d'autant plus extraordinaire que, pour mener à bien leur projet, ils avaient dû percer une épaisse muraille, travail exigeant tout un attirail de pics, pioches, marteaux, leviers, sans compter les fausses clefs à l'aide desquelles ils étaient sortis de leurs cellules. Six autres prisonniers avaient profité de l'aubaine et s'étaient enfuis avec les Lyonnais; en dépit des battues immédiatement organisées, aucun d'eux ne fut repris.

C'était le coup suprême. La disparition des trois condamnés éteignit les dernières lueurs de zèle : on n'abandonna pas le procès, qui allait languir encore durant de longs mois; mais les magistrats, désireux de trouver enfin à qui parler, décernèrent un mandat d'arrêt contre le concierge de la prison, complice présumé des évadés. La montagnaise procédure enfantait cette souris... Comme l'immense majorité de ses contemporains, le pauvre homme ne cachait pas qu'il en avait assez de la révolution : après avoir perdu sa fille, enlevée par l'un de ces « messieurs », il allait à son tour comparaitre devant ce jury harcelant auquel, depuis près de deux ans, il était redevable de tant de tintoins, d'anxiétés, de besogne écrasante et de nuits sans sommeil.

G. LENOTRE,

(A suivre.)

KARUKÉRA, L'ILE D'ÉMERAUDE

Février 1929.

Sur le pont du *Pellerin de la Touche*, paquebot de la compagnie Transatlantique, un Guadeloupéen, debout à côté de moi, s'appuie à la rambarde. Les toits de la Pointe-à-Pitre brillent comme des plaques d'argent. Dans le vent et le soleil, une avancée de terre se profile : le lopin où, au XVIII^e siècle, Peter, pauvre pêcheur hollandais, avait sa cabane. Peter, le patron de la ville, mais qui mourut sans le savoir. On dit : « la Pointe à Peter », et, par corruption, « la Pointe-à-Pitre ».

Les Anglais, alors, étaient maîtres de l'île. La large baie qui s'ouvre sous nos yeux, leur parut propre à fonder un port. L'idée était bonne. La Pointe-à-Pitre compte, aujourd'hui, 27 000 habitants et est le centre du commerce de la Guadeloupe. Lus dans une géographie, par un écolier studieux, ces mots-là font un certain effet. Quand on débarque, c'est autre chose. La Pointe-à-Pitre ne fut jamais qu'une petite ville et le cyclone de septembre 1928 l'a effroyablement ravagée.

Prises dans un tourbillon d'enfer, les toitures en tôle ont été emportées, les balcons arrachés, les volets crevés comme par des boulets. Des maisons ont été retournées sans dessus dessous. La plupart, il est vrai, n'étaient qu'en bois. La Gendarmerie a résisté. Pourtant, elle a deux étages sur rez-de-chaussée et sa toiture en terrasse débordé de deux mètres en porte-à-faux, mais elle est en ciment armé. En face d'elle, l'église principale présente des pans de mur en ruines. Quand donc les Antillais comprendront-ils que le ciment armé est le seul « matériau » convenant à leur pays ?

On a compté que le cyclone avait fait 1500 victimes. Ce n'est pas assez dire. L'ouragan fut suivi de pluies torrentielles.

Les gens n'avaient plus d'abri. Les débiles, nombre de vieillards et d'enfants, ont été emportés par des affections pulmonaires. Durant les mois d'octobre, novembre et décembre, la mortalité a été le triple de ce qu'elle est habituellement dans la même période.

Les « Pointus », — les habitants de la Pointe, — relèvent leurs ruines; mais, pour un voyageur comme moi, il est difficile de trouver où se loger. Le seul hôtel est comble. Il y a quelques semaines encore, il pleuvait dans les chambres. Un fonctionnaire, venu en tournée d'inspection, me raconte que la nuit, il portait son matelas sous la cage de l'escalier. Un autre couchait sous son lit. Aux Antilles, les sommiers sont faits de lattes de bois. Si mince que soit le matelas mis par-dessus, cela formait tout de même une espèce de toit.

Heureusement, le gouverneur de l'île, M. Lefèvre, a bien voulu me faire réserver une chambre à l'hôpital de Saint-Claude. L'endroit est délicieux, dans la montagne, au-dessus de la ville de la Basse-Terre. Jamais de chaleur excessive. En toute saison, une température de 20 degrés. Un air salubre. Une vue admirable sur la mer et les mornes. — Le Paradis, enfin! — Ça dépend de l'idée qu'on a du Paradis. A Saint-Claude, il pleut tous les jours que Dieu fait. Quatre mètres d'eau par an!

Sur la route dorée par le soleil, dans la paix lumineuse de cet après-midi de dimanche, on serait tenté d'oublier le désastre qui a ravagé l'île. La nature des tropiques répare avec la même impétuosité qu'elle détruit. Sur les pentes des mornes, les « cannes » verdoient, les bananiers déploient leurs larges feuilles souples; cependant, les grands arbres décapités restent comme des témoins pathétiques; des files de cocotiers semblent les colonnes d'un temple renversé. Dans les bourgs, ce ne sont que décombres; arrachées, tordues, les grilles des cimetières, celles des calvaires forment de roux amas de ferraille. Les habitants vivent comme ils peuvent en des baraquements. Leur misère est pitoyable. Trois, quatre ménages s'entassent dans une case où il n'y a place que pour un couple. « Ti-Moun », — les enfants, — couche sur des guenilles. « Grand-Moun » — les parents, — s'estime heureux quand il possède une « couche » : une paille posée sur quatre soucques à pétrole.

Dans son étendue restreinte, la Guadeloupe est formée de

deux régions : deux îles d'aspect totalement différent, la Guadeloupe proprement dite; la Grande Terre. Un détroit les sépare : un bras de mer dont la largeur, en certains points, n'est que de trente mètres. Les premiers colons l'appelèrent la « Rivière salée » parce que son lit ressemblait à celui d'un cours d'eau.

La « Grande Terre » est monotone. Les champs de cannes bleuissent à l'infini dans ses plaines.

La « Guadeloupe proprement dite » offre une beauté sauvage. Hautes falaises abruptes, criques aux longues franges d'écume, rampes rapides qu'escalade l'auto, cascades bondissantes. Quand les caravelles de Colomb passèrent en vue de la Guadeloupe, elles virent « à trois lieues, un rocher haut et en pointe d'où il sortait une quantité d'eau qui faisait un si grand bruit en tombant qu'on l'entendait des vaisseaux ». C'était la chute de la rivière du Grand Carbet. Encaissés par les mornes, de frais vallons forment ce que les anciens habitants appelaient des « réduits ». Une attaque ennemie était-elle à craindre? On y mettait en sûreté, avec les femmes, les enfants, les vieillards les meubles les plus précieux et les animaux domestiques.

Dans cette île charmante, on s'est, en effet, durement et souvent battu pour rester Français et les débuts des premiers colons furent atroces. Il y avait près d'un siècle et demi que Karukéra (aujourd'hui, la Guadeloupe) avait été découverte par Christophe Colomb lorsque de l'Olive, alors lieutenant de d'Esnambuc, à Saint-Christophe, conçoit le projet d'installer à la Guadeloupe le siège des établissements français dans les Antilles. Il regagne la France, débarque à Dieppe. On est à la fin de l'année 1634. Le hasard veut que, quelques jours plus tard, dans le port, il fasse la rencontre d'un gentilhomme, Jean du Plessis, qui, déjà, avait été à Saint-Christophe et s'appêtait à y retourner avec un certain nombre « d'engagés et des marchandises ».

L'Olive lui vante la beauté, la fertilité de la Guadeloupe. Ensemble, ils partent pour Paris, obtiennent des seigneurs de la Compagnie des Ant-îles, un contrat qui leur donne commission pour commander conjointement dans l'île.

Leur départ a lieu de Dieppe, le 25^e de mai de l'année 1635. Ils ont levé 1500 hommes auxquels se sont jointes quelques familles dont le dessein est de se fixer dans l'île : « Jamais navigation ne fut plus heureuse; jamais la mer ne fut plus

belle. Le vent était grand sans pourtant être orageux et les ondes médiocrement enflées n'arrêtaient pas le vaisseau, mais le faisaient couler doucement », relate le Père Du Tertre.

Le 25 juin, un mois, exactement, après le départ de Dieppe, les navigateurs sont à la Martinique et, quelques jours plus tard, à la Guadeloupe. « Après avoir parcouru toute la côte, s'être bien fatigués, ils s'arrêtèrent à l'endroit le plus ingrat de toute l'île, mais qui leur plut, dit le Père Du Tertre, parce que la terre y était rouge, par conséquent propre à faire de la brique et que le sol y était plan. »

On décharge les navires et l'on partage les vivres, les munitions. « ce qui ne se passa pas sans beaucoup de bruit et sans querelle entre les deux capitaines ». Du Plessis, qui était un bon avocat, n'entendait rien à la colonisation. L'Olive, qui était un soldat très courageux, montrait une crédulité exaspérante. Il suffisait de l'entretenir quelques instants pour retourner complètement sa manière de voir et l'amener à faire ce que l'on désirait, même dans les affaires d'importance capitale.

Chacun finit par tirer de son côté. Malheureusement, on avait embarqué si peu de vivres qu'il n'y en avait que pour deux mois. Imprévoyance incroyable « que tous les étrangers reprochent à notre nation », on avait négligé, en outre, de se pourvoir de semences de légumes. Les seigneurs de la Compagnie avaient ordonné de passer par La Barbade pour s'en approvisionner. On ne l'avait pas fait.

Quelques-uns essayèrent de manger de la tortue fraîche; ils le firent avec excès, ce qui leur causa « un flux de ventre et de sang qui en fit mourir plusieurs ». Pour sauver ses hommes, l'Olive voulut s'approprier les vivres et les terres des Caraïbes. Une guerre s'ensuivit. Nos gens, bloqués dans le petit fort qu'ils avaient construit, en vinrent à manger l'onguent des chirurgiens, le cuir des baudriers mis à bouillir, pour le réduire en colle. On en vit brouter l'herbe. Comble de malheur, une épidémie s'abat sur les survivants : maux de tête, grande difficulté à respirer et, dans les membres, une lassitude si douloureuse qu'on croirait avoir été battu de « coups de barre » (1). L'île est décriée partout. Richelieu désavoue l'Olive et confie le gouvernement de la Guadeloupe au capitaine Aubert. Une

(1) De fait, la maladie fut appelée, dans l'île, le « coup de barre ».

ère nouvelle s'ouvre. Aubert rétablit l'ordre, ramène à la culture les colons qui restaient. Pendant ce temps, en France, les seigneurs de la Compagnie et les marchands de Dieppe qui voient leur argent compromis font ce que nous qualifions à présent de publicité : Qui veut aller à la Guadeloupe ? Passage et nourriture sont gratuits. Une concession est accordée à l'arrivée et des distributions de vivres ont lieu, en attendant la première récolte : 30 pintes de farine de manioc par tête et par mois, du bœuf salé, de la cassave. L'île est giboyeuse, ses rivières sont poissonneuses...

Des émigrants se présentent. Une centaine. Matelots et soldats déserteurs, officiers de marine fatigués de courir les mers, paysans normands et bretons. Ce sont de rudes hommes. Par leur travail, par celui de leurs enfants, la Guadeloupe est défrichée, mise en valeur.

LA BASSE-TERRE

Sonore à chaque tournant, l'auto, maintenant, descend vers la Basse-Terre. Dans les interstices du sombre feuillage des sang-dracons qui bordent la route, des coins de mer apparaissent, visions couleur de saphir, visions rapides et enchantées. Posées sur les eaux, les îles des « Saintes » profilent leurs cimes vermeilles.

Inutile de numérotter les curiosités de la Basse-Terre comme dans les guides bien faits. Il n'y a pas de curiosités. Comment y en aurait-il ? Cyclones, tremblements de terre, incendies dévastent les « îles » tous les quinze ans. Les anciens colons, d'ailleurs, avaient des soucis plus urgents que ceux de l'art. Leur ignorance, aussi bien, était complète. En 1790, les cinq plus riches négociants de la Guadeloupe ne savaient pas lire.

Aujourd'hui, quelques grosses maisons d'exportation sont spécialisées dans le commerce du sucre, du café, du cacao, de la vanille. Le petit trafic est entre les mains de quelques Italiens et de nombreux Syriens. Ces derniers ont profité de la guerre : « Ils roulent auto, me dit-on ; il y a quinze ans, ils ont débarqué pieds nus... »

Six heures seulement et, déjà, l'ombre du soir s'étend. Les phares de l'auto, devant nous, jettent une pâleur dorée. De chaque côté de la route, dans l'obscurité, se dressent des

masses denses, des feuillages noirs, profonds, impénétrables, tout un monde végétal, redoutable, puissant, mystérieux. Pas un être humain. C'est l'heure du « Moun-Mò », des fantômes. Les vivants se serrent dans leurs cases. Un vent léger, venu d'ouest, rafraîchit nos visages; des flammèches argentées passent et repassent devant le nez de la voiture : les lucioles, les « mouches à feu ». Dans les bas-fonds, la brume roule ses pelotes.

L'auto grimpe, renâcle, saute sur des pierrailles, bondit dans des ornières. Tant que les chaussées, aux îles, ne seront pas cimentées, les courses en auto seront exténuantes. Les pluies torrentielles emportent le macadam.

Nous passons sur une sorte de pont-levis. Une bâtisse administrative avec des corps de logis, des vérandas, des fenêtres où brille l'électricité : l'hôpital de Saint-Claude où l'on a bien voulu me réserver un appartement.

Visite d'une cacaoyère. — Sur la terrasse qui prolonge ma chambre, on peut rester à rêver des heures entières. On est bien. On est entre ciel et terre. Aucun ennui. Une impression aérienne, douce, lointaine, détachée de tout ce qui fait la vie habituelle : celle des humains. L'esprit se détend; les yeux se reposent. Une force verte foisonne dans la vallée ouverte comme un gouffre. Constamment renouvelée, elle monte de la terre. On a l'illusion de la voir bouillonner, on sent ses battements, on en est soi-même traversé, comme soulevé.

Un conseiller général, M. Némausat, m'emmène visiter une cacaoyère. Il a plu toute la matinée, mais, cet après-midi, il fait beau. Lentes à se dissoudre, les vapeurs blanchâtres de la Soufrière montent vers le ciel. La Soufrière, « notre soupape de sûreté », disent les Guadeloupéens. Qu'une croûte se forme à l'orifice, et la force des gaz accumulés détermine d'effroyables explosions. Toute l'île est secouée, les ruines s'accumulent.

Dans la campagne, on peut mesurer les ravages de la dernière « bourrasque ». Les rideaux d'arbres qui protègent les caféiers et les cacaoyers ont renversé très souvent ceux-ci, dans leur chute. Il aurait fallu déblayer les plantations, redresser les arbustes. Faute d'argent, on ne l'a pas fait. Cacaoyers et caféiers se sont enracinés dans leur nouvelle position; les lianes les étouffent, les mauvaises herbes sont partout. Le mal causé par le cyclone s'est aggravé.

Une route en corniche mène au bourg de « Vieux-Habitants ». Au XVIII^e siècle, le Père Labat vient défendre cette partie de la côte contre les Anglais. Il quitte la Martinique où deux ans lui avaient suffi pour transformer l'habitation de Saint-Jacques en une exploitation florissante. Il était agriculteur, administrateur ; il se fait ingénieur, artilleur. Il construit des fortifications, des contre-escarpes. Quand il le faut, il se bat en soldat. Dans sa ceinture, il n'a pas seulement un crucifix, mais un pistolet. Une tour ronde, sur le rivage, porte encore son nom. Il faut l'entendre conter lui-même dans ses Mémoires, comment il s'y défendit contre les Anglais. Le canonnier s'était retiré, emportant les pointes d'acier pour enclouer sa pièce : « Un navire de 70 canons se vint mettre devant moi ; mais, soit qu'il eût peu de monde à bord, soit qu'il voulût ménager ses munitions, il ne fit pas tout le feu qu'il pouvait faire et ne m'envoya jamais plus de trois volées de canon à la fois ; nous étions si proches que nous nous parlions ; il crut, une fois, m'avoir démonté, et un de ses gens me cria en français : « Père blanc, ont-ils porté ? » Je pointai ma pièce et je donnai dans un sabord de sa Sainte-Barbe où il y eut du fracas ; je leur criai à mon tour : « Ont-ils porté ? — Oui, oui, me dit-on ; nous allons te payer. » En effet, ils me lâchèrent trois bordées si bien pointées qu'elles croisèrent la tour deux ou trois pieds au-dessus de nos têtes, et nous en sentîmes le vent de bien près ; je les servis encore neuf ou dix fois ; après quoi, je descendis pour parler au gouverneur... »

Dur à lui-même, le Père Labat sévissait sévèrement contre les fautes de ceux à qui il commandait. On tremblait devant lui, vivant ; on tremble à son souvenir. Pour les « noirs », il est devenu une espèce de sorcier ; une lueur paraît-elle, la nuit, du côté de sa tour, les gens disent : « C'est fanal Pé Labat ; le voir porte malheur ! » Un enfant crie-t-il ? Sa mère le menace : « Eh ! Ti mamaille-là, moin ké fai Pé Labat vini pouend ou, oui (1)... »

Des vallées se creusent, des caps entassent de fantastiques amoncellements rocheux. Lumineuse, changeante, la mer offre des tons nacrés semblables à ceux de ces prestigieux papillons couleur d'azur que l'on trouve en Guyane ; de petits

(1) Je vais dire au Père Labat de venir te prendre.

cochons noirs, aussi efflanqués que si on les avait comprimés entre deux planches, filent, grand trot, en travers de la route, et il y a des vols d'ortolans de quoi approvisionner les fabricants de pâtes du monde entier.

Nous nous arrêtons à l'une des plantations de cacaoyers. Ils montent d'un jet à cinq ou six mètres en poussant des branches non disciplinées. Sur leurs larges feuilles luisantes et sombres, la lumière joue comme dans un miroir ; à l'extrémité des rameaux, les jeunes pousses sont aussi roses que des camélias ; le gros œuf des cabosses brille doucement ; quelques mois encore aux flammes du soleil, il deviendra d'un beau brun foncé ; il sera cuit.

Point d'arbre plus déconcertant que le cacaoyer. Tous les sols lui sont bons. Ceux qui sont compacts et alluvionnaires comme en Guyane, ceux qui sont légers, poreux, d'origine volcanique comme à la Guadeloupe. Contrairement à toute attente, la région de *Gold-Coast* produit, et de beaucoup, les plus importantes récoltes ; pourtant sa pauvreté en azote, en acide phosphorique, en potasse et en chaux, est extrême.

Le cacaoyer n'a qu'une exigence : succéder à de puissantes forêts. C'est une règle qui ne souffre guère d'exception. Avant de procéder à la création d'une cacayoère, on doit détruire les arbres par le feu. Pas d'autre moyen pratique pour faire disparaître l'énorme quantité d'herbes parasites, de lianes qui encombrant les sous-bois tropicaux.

Il faut ensuite, — précaution indispensable, — planter des arbres à croissance rapide qui ombragent le sol et créeront, pour les cacaoyers, des rideaux protecteurs contre le vent. Les cacaoyers fleurissent vers l'âge de trois ans. Parfois, dès la cinquième année, ils commencent à produire ; mais ce n'est que vers l'âge de huit ans et même de dix qu'ils deviennent l'orgueil et la richesse de leur propriétaire. Encore faut-il veiller continuellement à les débarrasser des ennemis qui les attaquent : insectes, cryptogames, rongeurs. Les rats pullulent dans les cacayoères. Quand la récolte est à point, il arrive qu'ils en détruisent la moitié. Quels recours contre eux ? On a importé des mangoustes. Les rats leur échappent en grimpant dans les arbres et les mangoustes se sont rejetées sur les poulaillers. On tend des pièges, des appâts empoisonnés. C'est insuffisant. Pourquoi ne pas inoculer aux rats le virus d'une maladie

que fournirait l'Institut Pasteur ? On y a pensé, paraît-il.

Entre les trous innombrables, sous le feuillage que traversent les flèches du soleil, nous cheminons lentement. La solitude y est complète. Point de bruit, sauf quelques chants d'oiseau, le bourdonnement d'un « zonzon ».

Vient le moment de la récolte, la cacaoyère s'anime. Armés d'un coutelas, les « noirs » détachent les cabosses mûres. Pour celles qui sont à la cime de l'arbre, ils se servent d'un crochet fixé à un manche. Les femmes les secondent et, parfois les enfants. Les femmes ramassent les cabosses, les portent à la lisière de la plantation. Leurs pieds sont nus ; leurs hanches roulent sous leurs jupes de toile rose ou bleue. Elles vont le front chargé. Elles ne chantent point ; quelquefois, une réflexion, une plaisanterie au passage et la file qui monte croise celle qui descend.

A l'Habitation du maître, les cabosses sont déchargées, ouvertes, dépouillées de leurs fèves. Pendant ce temps, des travailleurs roulent d'anciennes barriques qu'on a sciées par le milieu et dont on a percé le fond comme une écumoire. On y verse les fèves, on les couvre de feuilles de bananiers.

Dans la barrique, le « fermentoir », une action chimique se produit. On la connaît mal encore, mais elle a pour résultat de détruire l'embryon de la graine et les mucilages, les tissus qui enveloppent les fèves.

Toutes les vingt-quatre heures en moyenne, toutes les trente-six heures au minimum, les femmes prennent une pelle de bois et transvasent les fèves dans une barrique qui a été soigneusement nettoyée.

Au sortir du « fermentoir », les fèves sont lavées et portées aux séchoirs. Ceux dont on se sert à la Guadeloupe, ceux qu'on me montre sont des plates-formes de deux à trois mètres de long. Elles glissent sur des rails et viennent se ranger pour la nuit, ou en cas d'averse, dans un magasin, le boucan ; sans doute, dans ce nom faut-il retrouver le souvenir de l'usage qu'avaient, jadis, les habitants d'entretenir là du feu pour sécher plus rapidement les graines du cacao.

Au temps où les Aztèques étaient seuls à connaître les fèves de cacao, ils les broyaient avec des grains de maïs verts écrasés et bouillis qu'ils additionnaient de piment, et trouvaient cette pâte excellente. Plus tard, les Espagnols eurent l'idée de

mélanger le cacao au sucre. Un certain temps, ils s'efforcèrent de conserver leur formule secrète, mais elle était déjà connue quand Marie-Thérèse épousa Louis XIV. La jeune reine était gourmande et raffolait de chocolat. C'est elle qui en fut la véritable introductrice en France.

* *

Au moment où nous allions quitter M. X..., un de ses ouvriers, un « noir », l'aborde. Ses cheveux grisonnent, — cela se produit même chez les nègres, quoiqu'on ait écrit le contraire, — le lustre de sa peau s'est éteint, mais dans sa bouche aux grosses lèvres violettes, les dents d'une belle forme carrée et solide demeurent éblouissantes.

— Blanc moin, a-t-il dit, faut larguer bonne heure; ou qu'allé la noce. (Mon Blanc, il faut nous en aller de bonne heure, nous allons à la noce.)

— Qui donc est mort ? a demandé, le plus naturellement du monde, M. X.

L'homme a répondu en nommant un des habitants du bourg.

— Entendu, dit M. X. Vous pouvez partir.

Le « noir » a remercié et s'est éloigné.

— Pour ces braves gens, fait M. X..., l'idée de la mort s'allie à celle de réjouissances. Toute la nuit, devant la case du défunt, ils vont boire, rire et chanter. Des cantiques, d'abord. Quand le stock en sera épuisé, les chansons viendront, puis les contes. Le conteur en a plein son sac et de tous les genres. On propose des devinettes, toujours les mêmes, et précédées des mêmes formules.

Quand les esprits sont échauffés par le rhum, il arrive qu'on en verse quelques gouttes entre les dents du mort : « Faut qu'y boive core un coup... » Dernièrement, au village de l'Anse Bertrand, on a pris le mort sous les aisselles, on lui a fait faire en dansant le tour de la table. Remarquez que ceux qui agissent ainsi ne se croient pas irrévérencieux...

J'aurais voulu rester ce soir au bourg, pour assister à la veillée. M. X... m'a dit :

— C'est inutile; devant vous, il ne se passera rien. Les « noirs » se méfieront.

LES EAUX CHAUDES DE BOUILLANTE

Gémissements du vent autour de l'hôpital ; longs sifflements. La toiture en tôle ondulée craque ; des rafales de pluie battent les murs. Un cyclone ? Ce n'est pas la saison. Quoi, alors ? La « bête à M^{me} Hubert ? » Je pourrais aller voir. Dieu m'en garde ! Celui qui tente de glisser un coup d'œil même furtif sur la « bête à M^{me} Hubert », aussitôt tombe foudroyé.

M^{me} Hubert, jadis, habitait la Pointe-à-Pitre. Elle avait un mari ; il était volage et elle était jalouse. Pour le contraindre à la fidélité, elle l'occit un beau jour. Elle fut condamnée à mort et exécutée sur la place principale de la ville. Depuis, toutes les nuits, elle revêt la forme d'une bête quelconque et, chargée de chaînes, parcourt la Guadeloupe en poussant des cris stridents...

A l'aube, tout s'apaise. Le vieil esprit de la « Soufrière », le dieu qui amasse les nuées, me favorise visiblement. Il sait qu'une voyageuse comme moi a besoin de soleil pour ses promenades. Aujourd'hui, je suis attendue à *Bouillante*, par le Père Lebrun qui dessert la paroisse. Mon noir chauffeur m'emmène. La grande lessive de cette nuit a tout nettoyé ; le ciel est d'un bleu frais ; les arbres n'ont plus de poussière. En revanche, la chaussée présente plus de trous et de pierrailles que jamais. Elle exagère.

Au village du Marigot, la route s'arrête. Qui va au delà, vers le nord, doit longer la côte, prendre la mer.

Un canot m'attend. Quatre hommes aux rames et le barreur. Tous des noirs. Le barreur barre avec son pied nu. Afin de se garantir du soleil, il a mis sa chemise sur sa tête. Les manches lui retombent sur les épaules comme les pans d'un pschent. Debout à l'arrière, et les hanches étroites, la peau sombre, il a l'air d'une divinité égyptienne.

Les récifs sont partout. Il faut exactement choisir la passe où lancer la barque dans l'écume des vagues. Ce n'est pas le moment de trembler. Nous filons comme une flèche dans le grondement noir des brisants. L'émotion passée, il n'y a plus qu'à admirer l'adresse des rameurs et le visage changeant de la mer. D'un bleu de saphir à l'horizon, elle forme, entre les rochers, des sortes de lacs où l'eau lumineuse et paisible se pare

de tons violets aussi beaux que ceux de ce bois précieux qu'on appelle l'amarante.

Une crique enfoncée profondément dans les terres est l'anse de *Bouillante*. Sur le rivage : des galets, des fragments de lave d'un gris brunâtre. Ils ont une forme curieuse; je me baisse, j'en ramasse quelques-uns. Mais bientôt mon sac à main trop lourd menace de se crever, je le vide. De la baie de *Bouillante*, je n'emporterai que le souvenir. La majesté d'une nature splendide et terrible domine la côte : chaos de montagnes, escarpements dressés en murailles, « traces »; anciens courants des laves; vallées profondes où, par places, perce l'échine rocheuse qui forme l'ossature de cette terre secouée par des tremblements volcaniques, par d'affreuses convulsions.

Le Père Lebrun est venu au-devant de moi. Pas de prêtre plus populaire dans la région. Ancien aumônier militaire, toute la guerre il l'a faite. Depuis neuf ans, il est aux Antilles : « L'amour de la Guadeloupe m'a fait flamber dès que j'ai débarqué, dit-il, je brûlerai pour elle jusqu'à mon dernier jour... »

Le clergé, aux îles, se recrute difficilement. Le Père Lebrun a dix mille paroissiens et point de vicaire. A pied, à cheval ou par canot, il va, sous un soleil de feu, sous les pluies diluviennes; il évangélise ses ouailles, les soigne, en fait de bons chrétiens, de bons Français. Ses paroles ont, naturellement, un accent héroïque. « Le prêtre, me dit-il, porte le crucifix sur sa poitrine et le drapeau dans sa poche... »

Le village de *Bouillante* justifie son nom. Partout, les volcans y font jaillir des sources chaudes, sulfureuses.

Le Père Du Tertre connaissait leurs vertus : « Quoi que l'eau de *Bouillante* soit un peu vilaine, puante et boueuse, elle ne laisse pas d'être très salubre ». Et de citer des exemples : « M. de Bonnefoy, gentilhomme de M. de Poincy, s'y fait porter pour trouver du soulagement à un mal de ratte. » L'amélioration qu'il ressentit fut vite connue : « Incontinent, quantité de malades fébricitans, hydropiques et perclus de leurs membres, vinrent de tous les quartiers de l'isle, lesquels, au troisième ou quatrième bain, y reçurent de grands soulagemens. » N'ayant « ny linge, ny case, ny liect pour les faire suer », le Père Du Tertre s'avisait de creuser un trou grand « comme une barrique », vis-à-vis de la « grande fontaine

bouillante ». « Nous n'eusmes pas creusé trois pieds, que la terre fumoit et estoit chaude comme du feu. Nous fismes un petit *ajoupa* (1) en forme de cloche, par-dessus ce trou, dans lequel on faisait suer les malades, tous les jours, au matin, autant qu'ils le pouvoient endurer, et, le soir, on les faisoit baigner dans la mare. » (Cette mare, elle aussi, était chaude.) « La plus part s'en retournèrent au bout de huit jours, chez eux, sains et gaillards, et tous les autres extrêmement soulagez »... « Un jour, conte encore le Père Du Tertre, je pris plaisir à faire évaporer de cette eau dans un plat d'étain avec un feu lent, laquelle estant toute exhalée, il demeura, au fond du plat, l'épaisseur d'une feuille de papier, de soulfre vif, auquel ayant mis le feu, il brusla tout aussi-tost. »

Ces fontaines, ces sources chaudes se trouvent jusque dans la mer. A l'endroit où elles jaillissent, on voit monter de gros bouillons à la surface de l'eau « et, quand la mer est retirée, elle (l'eau des fontaines) fume si fort qu'on en voit la fumée d'une bonne lieue et fait un certain murmure confus que l'on entend de plus de trente pas, faisant rejaillir ses bouillons de plus de deux pieds de hauteur ». Les habitants du pays les utilisent pour y cuire des œufs, du poisson.

Le Père Lebrun m'emmène sur le rivage à la recherche de quelques-unes de ces sources. Des palétuviers croissent ; les arbustes, les ronces, forment des fourrés hargneux ; nous y pénétrons, nous nous enfonçons dans la brousse. Le sol est noir, glissant. En maints endroits, il suffit de le gratter avec le doigt, de le creuser avec un bâton pour que l'eau jaillisse bouillante et toute chargée d'une odeur d'œuf pourri. Mais, il serait dangereux de pousser plus avant. Nous sommes aux alentours d'un ancien volcan sous-marin. Tout être qui s'y égare est sûrement perdu. Hier, un cheval qu'on avait mis au vert, à une petite distance, a été retrouvé cuit dans sa peau, au bord d'une excavation : un vrai pot-au-feu.

Ciel bleu, moins foncé que celui de la Côte d'Azur, un jour de mistral, mais terriblement plus ardent. Tous, nous avons nos casques. Le Père a l'autorisation de porter une soutane blanche. Il n'en profite pas : « Le blanchissage est trop cher, m'explique-t-il, pour un pauvre prêtre... »

(1) Abri.

Un étroit sentier qui grimpe à travers les rochers et court sur la crête des mornes conduit au « Pigeon ». Là, est le presbytère. A ses côtés, s'élevait une chapelle. Le dernier cyclone l'a entièrement détruite. Le presbytère a été décoiffé, un pignon a été renversé. Le Père avait une vingtaine de mille francs dans son bureau. Il n'a pas songé à les mettre à l'abri. Il n'a pensé qu'à ses ouailles. Elles avaient besoin de lui. Il a couru à elles pour les conseiller, les encourager. Emportées à une vitesse de cinquante mètres à la seconde, les tôles des cases fauchaient tout sur le passage, étaient plus meurtrières que l'ouragan. Autour d'une des branches d'un gommier aussi haut qu'un chêne, l'une d'elles est demeurée curieusement enroulée : trois tours comme un cache-nez. A maintes reprises, le Père Lebrun a senti la mort le frôler. Rentré au presbytère, il monte à sa chambre. La « bourrasque » y a passé. Tout est renversé. Le bureau git, éventré. La précieuse enveloppe contenant les vingt mille francs a disparu dans la tourmente.

De la chapelle, il ne restait qu'un monceau de planches : « Mes paroissiens n'avaient plus d'abri. Je leur ai dit : « Prenez tout ce qui pourra vous servir. Reconstruisez vos cases. Le Bon Dieu attendra... » Il attend encore. On dit la messe sur une table, dans l'une des chambres du presbytère. Qui aidera le Père Lebrun à rebâtir le temple du Seigneur ?

Vers la fin de l'après-midi, le Père m'accompagne jusqu'au rivage. Le soleil qui descend envoie un dernier rayon sur les falaises grises. Je m'assieds à l'avant de la barque. Le barreur barre. Les « noirs », ses compagnons, abaissent et relèvent leurs rames. Nous glissons dans la paix du soir. Tournée vers nous, une silhouette mince et voûtée, serrée dans une soutane noire aux reflets verdâtres, demeure immobile sur la grève. Le Père me regarde m'éloigner. A quoi songe-t-il ? Je crois le deviner. Tout à l'heure, fixant sur moi ses yeux clairs, il a dit : « Vous ne savez pas, madame, ce que votre visite est pour moi ; vous représentez la France où je ne retournerai jamais. »

Un coup de rame, encore, et nous allons doubler le cap de la baie, devenir invisibles. A ce moment, je vois le Père enlever son casque colonial, l'agiter ; je l'entends crier, comme adieu, d'une voix qui tremble : « Vive la France ! »

CAFÉIERS ET VANILLIERS

Depuis vingt-cinq ans, M. Gallois est installé sur la côte méridionale de la Guadeloupe, au bourg de Trois-Rivières. Grandioses ou gracieux, les aspects se succèdent, ont une beauté qui saisit les yeux et se glisse dans le cœur. Les sources jaillissent de toutes parts, tombent de haut, en masses de cristal. L'« île d'émeraude » est vraiment l'île des cascades. Dans un vallon, ou à flanc de coteau, les « Habitants » ont bâti leur demeure. Celle-ci porte souvent encore le nom qui lui fut donné jadis par le « cadet » qui venait de France et trouvait doux de se rappeler le pays natal : Versailles, Trianon... Sur la mer étincelante, les « Saintes » forment un premier plan derrière lequel, dans des vapeurs bleuâtres, se devine la Dominique, terre des eaux : autant de sources que de jours dans l'année, affirme le dicton. Un sentier rapide mène à l'habitation de M. Gallois. Une petite fille le gravit devant nous, une négrillonne. Elle n'est vêtue que d'un sarrau de toile qui s'arrête à mi-cuisses. Dans les mains, elle tient un énorme melon à l'écorce luisante et verte. Avec ses grands yeux farouches, elle semble l'enfant ténébreuse et sauvage du dieu des vergers. Quand elle aperçoit M. Gallois qui descend vers nous, elle court à lui, se frotte comme un chat contre sa jambe :

— Parrain, bà-moin pain...

Elle fait ainsi trois fois par jour. M. Gallois la nourrit et, avec elle, bien d'autres enfants du village.

De la main, il caresse la joue de la petite :

— Montre à madame comme tu sais danser ; danse la Charleston...

Entre les longs cils abaissés, un noir regard me dévisage, mais les pieds nus et poussiéreux restent collés sur le sol :

— Allons, petite fille, danse...

Elle en brûle d'envie ; malheureusement, je l'intimide. Elle est la fée de la danse. Qui lui a montré ? Personne. Curieux instinct d'une race aux bondissements surprenants et pour qui la danse est un délassement. « Quand les maîtres ne leur permettent pas de danser dans l'Habitation, relate le Père Labat, ils (les Noirs) font trois ou quatre lieues après qu'ils ont quitté le travail de la sucrerie, le samedi, à minuit, pour se trouver

dans quelque lieu où ils savent qu'il y a une danse. » Les postures et les mouvements sont souvent hors de toute pudeur, ajoute le bon Père... « L'une d'elles (des danses) est si fort en usage parmi eux qu'elle fait la meilleure partie de leurs divertissements et qu'elle entre même dans leurs dévotions. Ils la dansent même dans leurs églises et à leurs processions, et les religieuses ne manquent guère de la danser, la nuit de Noël, sur un théâtre élevé dans leur chœur, vis-à-vis de leur grille qui est ouverte, afin que le peuple ait sa part de la joie, que les bonnes âmes témoignent de la naissance du Sauveur. »

* *

La pente du Morne qui lui appartient, M. Gallois, depuis un quart de siècle, l'a défrichée, ensemencée. Cacaoyers, caféiers, vanilliers, les plantations étaient en plein rapport quand le cyclone a éclaté.

Au lendemain du désastre, quel découragement ! Recommencer, refaire le travail de toute une vie ? A quoi bon ? Un nouveau cyclone peut tout abattre et si ce n'est pas un « coup de vent », ce sera un tremblement de terre.

Quelques jours passent. Les arbres renversés montrent leurs racines. Les voir ainsi est une souffrance. On se remet à l'œuvre et la nature qui avait détruit vous vient en aide. Elle répare avec une fougue stupéfiante.

Les caféiers sont rois dans la Guadeloupe. Ils y croissent merveilleusement. Dans les terres volcaniques au sol silico-argileux, profond et perméable de l'île, ils acquièrent des qualités aromatiques qui font rechercher leurs graines du monde entier. Dans le commerce, on les connaît sous le nom de « café de la Martinique ». C'est une injustice. Les Guadeloupéens en souffrent. J'ai promis d'aider à la réparer. La Guadeloupe a exporté, en 1919, 383 tonnes de café, et la Martinique, 171

Dès le début du XVIII^e siècle, les caféiers apparaissent à la Guadeloupe. Ils s'y multiplient. Toutefois, ils constituent une culture secondaire. La culture noble, c'est celle de la canne. Les « Grands Habitants » s'y livrent. Le planteur de caféiers n'est qu'un « Petit Habitant ». Sa vie est pénible. Levé à deux heures, en même temps que ses nègres, il est obligé de vaquer, pendant le reste de la nuit, aux soins qu'exige le café cueilli

la veille... « Dès qu'il fait jour, il part avec toute sa bande, pour aller, quelque temps qu'il fasse, continuer de recueillir ces graines précieuses dont il se perd toujours un grand nombre quelle que soit la surveillance exercée (1). » Quand le « Petit Habitant » acquérait un peu d'aisance, il faut reconnaître que c'était justice...

Dans une « trace », près de l'habitation de M. Gallois, une caféière a été miraculeusement épargnée. Une caféière bien tenue est un charmant jardin. Les arbustes s'alignent à intervalles réguliers. Pour leur laisser la place dont ils ont besoin, les « Petits Habitants » savaient que, dans un « carré de terre », c'est-à-dire un hectare, il ne faut pas mettre plus de 1 225 pieds. La plupart des planteurs se contentaient de piquer le plant au plantoir dans un terrain plus ou moins aménagé. Ceux qui voulaient obtenir des arbustes vigoureux et d'un rendement rapide prenaient la peine de préparer le lit de la plante. Pour cela, ils creusaient un trou à la houe, puis le remplissaient de terreau et de fumier régulièrement tassés.

Aux caféiers il faut l'air des altitudes moyennes : 400 mètres, au moins. Ce sont des arbustes fragiles. Ils ne supportent point la brutalité des vents et celle du soleil. On les place sous l'ombre légère d'autres arbres.

Nous allons dans la caféière. A droite, à gauche se dresse la file élégante des arbustes aux feuilles longues, vernies et dures. Quelques fleurs commencent à poindre. Virginales et délicates, elles font penser à celles du jasmin ; elles dessinent des guirlandes. Plus tard, la baie se forme. Elle a la couleur des cerises de nos pays ; mais on n'a point du tout envie de la manger ; elle n'est pas appétissante, elle a une mauvaise odeur ; elle poisse les doigts. Quand on l'ouvre, on trouve deux jumelles, deux graines accolées par leur surface plane. Blondes comme des ailes de libellule, elles sont enveloppées d'une chemise plus douce que de la soie, et si mince qu'un coup d'ongle la déchire.

Dans certaines parties de la Guadeloupe, les caféiers sont devenus des arbres. Ceux du « Morne au lard » couvrent trois mètres de rayon. Les terres de ce morne spécialement béni et qui justifie le nom que le populaire lui a donné ne se vendent

(1) Bullet, *Histoire de la Guadeloupe*.

pas moins de 40 000 francs l'hectare. C'est très cher pour la Guadeloupe. C'est d'autant plus cher que le Morne au lard est loin de toute habitation; les travailleurs doivent faire six heures de marche pour y aller et en revenir, et ses pentes sont si raides qu'aucun mulet ne peut s'y risquer. La récolte est descendue corbeille à corbeille sur le front des hommes.

Quand les cerises des caféiers sont mûres, les femmes, les enfants viennent les cueillir. Ce n'est point difficile. Encore faut-il faire attention à ne pas briser les branches et respecter les bourgeons florifères, espoir de la récolte suivante. Déposées dans des paniers, dans des sacs, les cerises sont portées à la « bonnifierie ». Bonnifier le café, c'est le décortiquer, le sécher, le trier.

Après cela, il n'y a plus qu'à le descendre à « la Basse-ferre », à « la Pointe à Pitre », où on l'enferme dans les tonnelets qui ont servi à l'Amérique pour envoyer la farine aux îles. Dans ces tonnelets, le café voyage très bien; il part pour l'Europe où des épiciers routiniers lui feront perdre sottement les trois quarts de son arôme en le grillant en plein vent.

* *

L'histoire de la vanille, aux Antilles, ne se sépare pas de celle du café. La vanille s'enroule autour des arbres qui protègent les caféiers. Pas de culture qui donne moins de peine que celle du vanillier. Une fois qu'on a choisi un sol riche en humus et cependant léger, friable pour que l'excès d'eau s'écoule, il n'y a qu'à laisser la plante pousser. Elle s'en acquitte merveilleusement. Ses longs rubans atteignent des dimensions que les Guadeloupéens qui y sont habitués s'étonnent de ne voir trouver étonnantes : 100 mètres et davantage.

En cette saison, le vanillier ne porte que des feuilles. Grasses, charnues et d'un vert doux, elles retombent au-dessus de nos têtes comme des lampadaires.

Viennent le soleil de juin et les pluies; dans un afflux de chaleur torride et d'humidité lourde, la plante donne ses fleurs. À peine si on les distingue dans l'ombre verte des feuillages environnants. Elles sont d'une teinte blanchâtre et terne. Disposées en grappes, elles ne s'épanouissent sur la même grappe que l'une après l'autre.

Alors, pendant deux mois, c'est-à-dire tout le temps de la

floraison, il faut faire aux vanilliers des visites quotidiennes. La nature, en effet, a si bien multiplié les précautions pour préserver les organes de la fleur que la fécondation risque de ne pas se produire si on ne lui vient en aide. Les Mexicains, dans leurs plantations, laissent agir les abeilles, les oiseaux-mouches : « C'est compter sur le hasard, remarque M. Gallois, c'est s'exposer à perdre les neuf dixièmes de la récolte. »

A la Guadeloupe, la fécondation se fait artificiellement. La fleur est si fragile que la main de l'homme y serait trop dure. Il faut les doigts minces et légers des femmes ou des enfants.

Quelques jours passent. Les pétales qui ont achevé leur fonction protectrice se flétrissent et tombent. Le fruit grossit. Au bout d'un mois, il a l'apparence d'une longue gousse : un « pois », disent les Guadeloupéens. Sa pâle couleur rappelle celle de l'enveloppe d'une amande. Il est de section triangulaire, bien en chair, gorgé de suc. Cependant, six à sept mois lui sont encore nécessaires pour atteindre son développement complet. Alors, on procède à la cueillette. C'est, de nouveau, l'affaire des femmes, des enfants. Ils se glissent entre les vanilliers, ils enlèvent la gousse de la tige par un léger mouvement de droite à gauche. Point de violence. Une main brutale risquerait d'attirer à soi toute la grappe, de briser la tige. Ce serait une perte. Une tige en pleine force porte jusqu'à deux cents gousses.

Reste à préparer celles-ci pour exalter leur divin parfum. Au Mexique, on les passe à la vapeur, sur une grille. Les gousses ainsi traitées gagnent en poids, mais perdent de leur saveur. Le procédé guadeloupéen est plus raffiné. Le lendemain de la cueillette, les « pois » sont « peignés ». L'ouvrière a fait elle-même son outil : quelques épingles, pointes en dehors dans un bouchon. Chaque pointe trace sa strie. L'humidité dont la gousse est gorgée trouve par où s'exhaler. On expose ensuite les gousses au soleil, durant les heures où la chaleur est la plus forte. Quand elles sont brûlantes comme si elles sortaient d'un four, on les enveloppe vivement entre deux épaisseurs de laine. Trois jours de suite, on recommence. Les gousses noircissent davantage et, toujours, elles « ressuient ». Alors, pendant deux mois, on les laisse sécher à l'ombre; on ne les abandonne pas, toutefois. Chaque jour une ouvrière passe, remue les gousses, enlève celles qui se sont abîmées. Cependant, les autres se

couvrent de paillettes brillantes. Ce « givre » est leur dernière parure. L'âme du fruit a achevé de se concentrer pour offrir le meilleur de lui-même.

SUPERSTITIONS

Sur le chemin du retour, je me suis arrêtée chez M^{me} D... Bâtie au pied d'un morne, son habitation est entièrement en bois. Des feuilles de tôle ondulée la couvrent.

L'uniformité règne dans les intérieurs antillais. Le salon et la salle à manger forment une vaste salle qu'un treillage de bois divise. Disposées sur trois faces, les jalousies maintiennent un continuel courant d'air qui glace les épaules mais vaut mieux, après tout, que la gifle des ventilateurs. Point de tentures. Les sièges du salon sont en rotin. Les indispensables « berceuses » sont cannées. La salle à manger possède un buffet, — faut-il dire Henri II? Dans le salon, il arrive qu'on trouve un piano, parfois, mais plus rarement, une bibliothèque. Le moyen d'avoir des livres, aux îles? de les conserver? Quelques soins qu'on prenne, les « ravets » rongent tout. J'ai vu des volumes dont chaque feuillet était une dentelle et dont la couverture reliée était percée comme une écumoire.

D'autres invitées sont déjà chez M^{me} D... Des parents, des voisines. Balancements dans les berceuses.

Les jeunes femmes qui m'entourent descendent des Bretons, des Normands, des Poitevins qui furent les premiers colons de l'île. Un auteur que j'ai lu et qui, certainement, avait des raisons d'être bien renseigné, célèbre « le grain de peau des créoles... » Cette phrase me revient tout d'un coup. Discrètement, je regarde mes hôtes. Oui, leur peau est blanche, douce et fine. L'une d'elles est fort jolie.

Ces Guadeloupéennes avec qui je me trouve ont l'air de Parisiennes. Elles sont bien chaussées. Leurs robes légères et de mousseline fleurie comme celles que nous portons en été sont à la dernière mode. Chaque quinzaine, les paquebots de la Compagnie « Transat » abordent avec leur boutique de frivolités. Les Guadeloupéennes y font leurs emplettes.

Une servante entre dans le salon. Ses pieds nus ne font pas de bruit. Un foulard violet et jaune enveloppe son chignon et se dresse en coques. C'est une fille saine et luisante aux

dents de loup. Elle n'a point honte de la couleur de sa peau Dieu merci! Elle n'imité pas ces pécœres des villes qui se couvrent de tant de poudre de riz qu'elles ne sont plus noires, mais comiquement violettes. Sur un vaste plateau, la servante apporte des rafraîchissements. Point de visites aux îles, sans punch. Le punch des Antilles est un breuvage exquis. Mais, pour qui n'y est pas habitué, le lendemain, au réveil, quelle migraine!

On me demande : « Êtes-vous montée à la Soufrière? Y monterez-vous?... » C'est la question obligatoire, ici. Elle correspond à celle que nous posons aux étrangers de passage à Paris : « Êtes-vous allé aux Français, à l'Opéra?... » Je réponds que, depuis mon arrivée, je n'ai pas vu, une seule fois, le sommet de la Soufrière. Je partirai sans le voir. Est-ce sa faute ou la mienne? Sûrement, c'est la mienne. On insinue : « Il faudrait vous lever à cinq heures du matin.... »

Une des visiteuses, M^{me} B., une métropolitaine comme moi raconte une curieuse histoire qu'elle tient de l'intéressée elle-même. Il s'agit d'une institutrice, une mulâtresse. Son fiancé avait une maîtresse avec laquelle il rompt au moment de ses fiançailles. La délaissée s'est vengée par un « piaye ». Quinze jours plus tard, la jeune épouse était mourante.

Cette histoire n'étonne pas mes hôtes. Aucune d'elles, cela va de soi, ne croit aux « piayes » ; mais toutes s'accordent à reconnaître que, plus d'une fois, elles ont constaté leurs effets inexplicables.

Pour mon édification, on cite un autre fait : il y a quelques mois, une Guadeloupéenne va s'installer à Paris. Dans l'île, elle a laissé son oncle dont elle est l'héritière. Une négresse assure le service du vieillard. Bientôt, elle le gruge et prend sur lui une autorité absolue. Une amie prévient la nièce qui revient à la Guadeloupe, chez son oncle. Quelques jours après son retour, en sortant, elle voit qu'une des briques du seuil est déchaussée : « Il faudra faire venir le maçon », pense-t-elle ; mais elle s'aperçoit que la brique a été déplacée intentionnellement ; elle la soulève et trouve un petit cercueil avec une poupée. Celle-ci était grossièrement faite de vieux vêtements ayant appartenu à M^{lle} X... et était censée la représenter. A l'endroit du cœur, on avait figé une épingle à tête noire.

La poupée, l'envoûtement, ce n'était que « la grimace » ;

mais Mlle X... a eu, justement, peur d'un breuvage dangereux, Elle a renvoyé la négresse....

On ne peut s'imaginer l'importance qu'a, dans le peuple, la pratique des « piayes ». Pour mon compte, j'en ai eu l'idée, ces jours-ci, dans une promenade que j'ai faite aux « Saintes ». Le brigadier de gendarmerie m'a montré un carnet qu'il avait trouvé dans les champs. C'était un recueil de piayes. J'y ai beaucoup appris. Une femme veut-elle s'attacher son amant? Elle profite du sommeil de celui-ci pour le mesurer de la tête aux pieds avec un ruban qu'elle porte ensuite sous ses vêtements, autour des hanches. Un homme veut-il être aimé d'une femme. Il lui fait avaler, dans des bonbons ou de la confiture, des cervelles d'oiseaux-mouches mâles séchées et mises en poudre. Voilà qui est gracieux, inoffensif. D'autres piayes sont répugnantes. Dans leur composition, on fait entrer, par exemple, des ossements de mort pilés. Le « magnétiste », vendeur de « piayes », ne manque pas, on le pense bien, d'abuser de la crédulité de ceux qui le consultent. La poudre d'amidon devient de la poudre de perlinpinpin; l'eau de rose est baptisée « eau d'amour »; pour que celle-ci soit efficace, il faut l'acheter quand sonnent les douze coups de midi...

Les cendres provenant des volcans sont des fétiches précieux. M^{me} D... dit que celles qui couvrirent la Guadeloupe après la terrible éruption de la montagne Pelée, en 1902, furent vendues comme porte-bonheur : « Toutes les femmes noires en achetaient : deux sous le dé à coudre.... »

— Les Noirs ont toujours été superstitieux. Ils croient aux soucougnans, remarque une des visiteuses. Le « soucougnan » ou « volant » est un sorcier qui possède le pouvoir de se dépouiller de sa peau et de voler dans les airs. Il est malfaisant; il pénètre dans les maisons; il passe par le trou de la serrure. Le seul moyen de s'en préserver est de placer, dans l'appartement, une panoplie faite de branches d'acacia et de ciseaux disposés en croix.

— Les Zombis ne valent pas mieux, assure une autre jeune femme. Ils reviennent de l'autre monde pour jeter un sort. Ils s'introduisent dans les maisons. Toutes les ruses leur sont bonnes. Vous croyez donner l'aumône à un mendiant. Prenez garde! C'est peut-être un Zombi....

Ces « soucougnans », ces « zombis », comment ne pas

reconnaître leur pays d'origine? Ils sont les mêmes que les follets, les korrigans des landes bretonnes. Dans son livre : *Esquisses martiniquaises*, Lafcadio Hearn le remarque justement : « Naguère les capitaines de Brest et de Saint-Malo ont apporté aux Iles, dans leurs coffres peinturlurés d'arabesques, leurs légendes de Nivôse. » Les Noirs les ont adoptées en les débaptisant.

LES FORÊTS DE LA GUADELOUPE

Le centre de la Guadeloupe « n'est composé que de très hautes et sourcilleuses montagnes, de rochers affreux et de très épouvantables précipices », écrivait, au ^{xvii}^e siècle, le Père Du Tertre. Des forêts prodigieuses y croissent. Sous les nuages, elles dessinent à l'horizon un trait bleuâtre et onduleux.

L'auto m'a conduite jusqu'à la bifurcation du chemin du Parnasse et des Bains Jaunes. Il faut continuer à pied. Le pourrions-nous? Dans la forêt, il y a quelques jours encore, ce n'était que branches fracassées, troncs abattus par le cyclone; mais, en mon honneur, le jeune chef des Eaux et Forêts, M. Grébert, a fait déblayer quelques sentiers. Il pousse l'amabilité jusqu'à m'accompagner. Un garde nous guide.

Plus de ciel ouvert. Nous sommes prisonniers des arbres. Les mornes aux pentes vertes comme des prairies bloquent la vue. L'un d'eux est la Soufrière. Comme d'habitude, elle a son bonnet de nuages. De sa « machete », de son bâton ferré, le garde fauche les lianes, coupe des branches agressives. Nous avançons en une sente, dans un couloir taillé dans la masse forestière. Des nuées de moustiques s'envolent.

Les talus foisonnent de bégonias roses, comme ceux qu'on paye très cher en Europe, chez le fleuriste. Ici, remarque le guide, on appelle ça « l'oseille-bois », ça ne vaut rien, ça envahit tout.

— En France, on en orne les jardins.

L'homme avance une lippe méprisante et dit : Foing!

Jusqu'aux plus lointaines profondeurs les arbres forment une armée. C'est la grandeur, la majesté des premiers âges du monde. Du moins, je me l'imagine.

A certains endroits, imprudemment déboisés, des éboulements se sont produits. Les pentes du morne ont glissé

et n'offrent plus que des amas de pierrailles noirâtres.

— Chose incroyable, dit M. Grébert, la Guadeloupe, pays des forêts, — elle a trente mille hectares de bois, tandis que la Martinique en a sept mille, — la Guadeloupe n'a eu de service forestier qu'en juillet 1923. Les particuliers coupaient à tort et à travers. Je sais telle maison dont les madriers sont en amarante; les marmites bouillaient sur un feu de bois de rose; on faisait du charbon avec de l'acajou; on abattait les cocotiers-palmistes pour en vendre le chou, au marché. La Guadeloupe se plaint d'être pauvre, ses forêts sont une source de richesse.

— Que lui rapportent-elles, actuellement?

— Rien! Je veux dire: juste le montant de quelques amendes et le produit de maigres transactions avec des particuliers. Tout un programme est à exécuter. D'abord, faire la délimitation de la partie vierge, car la Guadeloupe ne possède pas encore de cadastre. L'exploitation suivra; mais les voies de communication sont insuffisantes. Il faudra prolonger celles qui existent, il faudra en créer; quand on ne pourra le faire, il faudra exploiter par câbles comme dans les Pyrénées...

Sur le bord du sentier, des femmes, des mulâtresses creusent un caniveau. Tous les rudes travaux, ce sont elles qui les font. Inégalité des sexes. Elles sont les bêtes de somme. A la Pointe-à-Pitre, un des ingénieurs de l'usine Darbousier m'a dit qu'une négresse avait, après le cyclone, transporté chaque jour, pendant un mois, six tonnes de déblai. Son panier pesait 70 kilos et elle devait le déverser à 15 mètres.

Le garde m'entend conter cela à M. Grébert :

— Elles ont l'habitude, remarque-t-il.

C'est vite dit.

Le groupe des cantonniers dépassé, nous sommes seuls dans la forêt; pourtant un bruit de foule la remplit. Un bruit qu'on ne s'explique pas d'abord. Il s'apaise. Il reprend avec des grondements, des sifflements. Protégés par l'épaisseur forestière, nous ne sentons pas un souffle; mais venus des hauteurs de la Soufrière, des vents furieux poussent les nuages au galop, les cimes des arbres frémissent.

Les plus puissants sont les gommiers. Ils fournissent l'encens de nos églises. Je m'arrête pour les admirer. Je ne pensais pas que la vue d'un bel arbre pût donner un si fort bonheur. Leur tronc, qui mesure quatre et cinq mètres de diamètre à la base,

s'arc-boute sur le sol par des contreforts que les forestiers appellent des « ailes ». Leur instinct les pousse vers la lumière. Ils montent d'un seul jet. Lutteurs endurcis et souvent blessés, ils montrent des bras aux coudes multipliés. Pour résister aux ouragans, ils ramassent leurs forces; ils s'enracinent à dix mètres en profondeur; ils s'enveloppent d'un feuillage dru, serré qui ressemble à celui du chêne-liège.

L'effroyable cyclone de septembre 1928 a brisé la ramure d'un grand nombre d'entre eux. Bizarrement ébranchés, on les devine atteints dans leurs sources vives. Leur tronc blanchit; ils sont parvenus au terme de leur vie. Ce sont des ancêtres. Cependant, si on les compare aux arbres d'Europe : aux oliviers provençaux qui ont vu passer les légions romaines; aux ormes de Sully; aux sapins du Jura, les « Espagnols », à l'ombre desquels se sont reposées les bandes du roi Catholique, les gommiers antillais semblent relativement jeunes. Au plus, ont-ils un siècle.

Sous les feux du Tropique, l'ardeur de la végétation, son activité est trois fois plus intense qu'en Europe et M. Grébert qui le dit, conclut :

— Voyez l'avantage si l'on savait en tirer parti. Au lieu d'une coupe tous les trente ans, comme en France, on devrait en faire une, ici, tous les dix ans. Les caisses de l'État en profiteraient.

Avec les gommiers, la forêt guadeloupéenne possède tous les arbres au bois précieux : les amarantes, les acajous, les bois-de-rose, les lauriers-roses (1) : de quoi réaliser des meubles rares et somptueux.

Le soleil monte; la chaleur devient lourde. Dans un fourré, le garde trouve des framboises sauvages qu'il me présente dans la paume de sa main. On dirait tout à fait des framboises de France, mais elles sont sèches comme de l'amadou.

Coiffés d'immenses chapeaux de paille à fond pointu et demesuré, quelques « noirs » ramassent du bois mort. Leur pantalon est serré à la taille par une ceinture de cuir et ils n'ont qu'une chemise déchirée. Large ouverte, elle laisse voir leur sombre poitrine. Tout à fait les « noirs » des vieux âges, les « noirs » classiques courbés sous le fouet du commandeur.

La terre est molle et grasse. Nous glissons sur des feuilles

(1) Le laurier-rose (ou *Podacarpus*) de la Guadeloupe est un conifère. Le seul qui pousse dans la région tropicale.

pourries. Encore des arbres, les racines en l'air. Il faut les escalader. Des vols de papillons passent dans les rais du soleil. Veloutés et d'un bleu turquin ou d'un rouge sec et vif, d'un jaune orangé qui rayonne, ils mènent de féeriques ballets.

Un vieil « Habitant » que nous croisons s'arrête, étonné de rencontrer d'autres humains dans cette solitude. Il est guêtré jusqu'aux cuisses. Il porte un fusil, un carnier. La forêt foisonne d'une faune sauvage. Pour souffler un instant, il s'assied sur un tronc d'arbre. Il raconte qu'il y a quelques années, dans un torrent, il a trouvé tant de pépites que la seule peine était de se baisser pour les ramasser. Il en a rempli son mouchoir.

Comme il redescendait chez lui, un tremblement de terre a secoué l'île. Il a eu bien du mal à regagner sa maison. En y arrivant, il s'aperçoit que son mouchoir s'est crevé et, quelques semaines plus tard, quand il veut retourner à son trésor, vainement en cherche-t-il la place. Les secousses sismiques ont englouti le torrent et, avec lui, les pépites...

Réalité ou chimère? L'histoire des îles est pleine de ces récits fantastiques...

HENRIETTE CELARIÉ.

SOPHIE HUGO

ET LE

GÉNÉRAL LA HORIE

Tout le monde connaît le portrait flatteur que Victor Hugo a tracé de sa mère et dont les éléments sont épars tant dans l'œuvre du grand poète que dans les confidences recueillies par l'auteur de *Victor Hugo raconté*. Depuis quelques années, il est à la mode d'en contester la ressemblance. Des critiques, des biographes, soutiennent que Victor Hugo a altéré la vérité, qu'il n'y eut jamais, dans son cas, ni *mère vendéenne*, ni *mère héroïque*, qu'il inventa la première, pour « excuser » le royalisme de ses jeunes années, et qu'à la seconde, il prêta une âme peu commune, pour mieux garantir la trempe de son propre caractère.

Mais, à côté du témoignage de Victor Hugo sur sa mère, n'en pouvait-on découvrir d'autres, qui eussent permis de contrôler son exactitude ? Nous en avons recueilli un des plus précieux dans les *Souvenirs* laissés par Pierre Foucher (1), le familial, l'ami dévoué, l'observateur bienveillant de Sophie Trébuchet, épouse du général Hugo. Sous la plume de cet homme très fin, prudent à l'excès, né la même année que Sophie Hugo, dans la même ville de Nantes, et qui ne la perdit jamais de vue, on trouve des phrases telles que celle-ci : « Mme Hugo était devenue chaude Vendéenne, en haine du despotisme de la Convention... Elle se montrait inexorable pour cette secte (des Jacobins) dont le règne, disait-elle, n'a

(1) *Souvenirs de Pierre Foucher*, publiés par Louis Guimbaud, 1 vol. in-16, Plon et C^{ie}.

jamais été et ne sera jamais qu'une tyrannie appuyée sur des passions viles, sur des baïonnettes, et sur le bourreau. » Dans un autre passage, Pierre Foucher montre Sophie Hugo se mêlant à la conspiration du général Malet et il avance que, « s'entendant comme pas une à garder un secret politique, elle eut connaissance du projet des ennemis de Napoléon, et goûta l'idée, si elle ne la donna pas, de faire enfermer Savary à la Force. »

Armé de textes aussi précis, nous avons exploré, du Mans à Nantes, en passant par Laval et Châteaubriant, les archives publiques ou privées. A Paris même, les Archives nationales, celles de la Préfecture de police, celles du ministère de la Guerre, les importantes collections de MM. Paul Baratte et Louis Barthou nous ont fourni de nombreuses pièces inédites.

Nous sommes ainsi arrivé à préciser certains faits. Tout d'abord qu'en 1793, à Nantes, sous le proconsulat de Carrier, la mère de Victor Hugo avait, en effet, connu les excès de la Terreur; qu'en 1794, elle avait fui Nantes, sa patrie, dans l'espoir de trouver à Châteaubriant un séjour plus paisible et une administration moins sanguinaire. Puis, qu'en 1796, et dans cette dernière ville, elle devint, en effet, *chaude Vendéenne* et montra pour les Chouans, qui occupaient tous les environs, une amitié courageuse et agissante. Enfin, qu'à partir de 1803, elle noua avec le général La Horie une tendre liaison, mêlée de soucis politiques, et où l'ambition tenait probablement plus de place que l'amour.

Rien de plus révélateur pour la psychologie de M^{me} Hugo que les épisodes de cette liaison. Rien de curieux et de dramatique comme l'entêtement de la jeune femme à faire de La Horie un homme de premier plan, à le jeter dans la mêlée politique et dans les conspirations.

On sait que La Horie, ancien chef d'état-major du général Moreau, compromis avec lui dans le complot de Cadoudal, réduit à se cacher pour échapper aux recherches de la justice impériale, avait vécu dix-huit mois à Paris, chez M^{me} Hugo, dans son logis des Feuillantines. Sa retraite ayant été découverte et son arrestation opérée, sur l'ordre de Savary, ministre de la Police, le 29 décembre 1810, il fut enfermé au donjon de Vincennes.

AU DONJON DE VINCENNES

On l'interna probablement à l'un des étages supérieurs, ceux du bas ayant été reconnus par trop malsains. A s'en rapporter aux règlements, et à supposer qu'ils fussent appliqués, il dut être soumis là à un régime supportable, comportant une alimentation saine et une hygiène entretenue par deux heures de promenade quotidienne, sur les remparts ou dans les cours. En 1811, il ne s'en plaindra pas moins de sa santé, ébranlée, dit-il, par la détention, et d'un certain ralentissement de son intelligence, qu'il attribue à la même cause, mais qui, à vrai dire, n'apparaît ni dans ses lettres, ni dans ses interrogatoires.

Au début de sa captivité, son plus grand supplice fut, sans doute, le secret auquel il demeura soumis pendant près de cinq mois. Par lettres ou pétitions, il réclamait des juges, suppliant qu'on se hâtât ou de le condamner ou de l'absoudre. Nulle réponse.

Vers le mois de juin 1811, la mise au secret cessa. Le prisonnier put écrire à Sophie, à ses amis Julliot, à sa mère assez gravement malade, à Savary qu'il traitait toujours en camarade et sur lequel il fondait encore de belles espérances, aux conseillers d'État, membres de la commission des prisons. Auprès de ces derniers, ses plaintes et ses protestations ne demeurèrent pas tout à fait vaines. Ils tentèrent officiellement une démarche en sa faveur. Ils en furent d'ailleurs blâmés, non moins officiellement (1). En même temps, le ministre autorisa le malheureux à recevoir des amis, pendant deux heures et « les jours de parloir », c'est-à-dire les dimanches et fêtes. Avec quelle avidité il profita de la permission, on le devine, et avec quelle délicatesse il trouva, au cours des visites, le moyen de venir en aide à Sophie Hugo, du fond même de sa prison, nous le montrerons dans un livre prochain. Peu à peu, sa garde-robe et sa lingerie se remontèrent. La première comprenait : « un habit veste gris de fer, une redingote bleu de roi, huit gilets de différentes étoffes, sans manches, trois autres, dont un de laine tricotée à manches, un pantalon de toile de coton à pieds, un pantalon couleur cannelle, une

(1) Inédit. Arch. nat., F. 7, 6400, plaq. 3.

culotte de casimir de même couleur, une culotte de drap de soie noire, dix-neuf chemises blanches, deux paires de bas en laine, trois autres de coton chiné, trois paires de bas de coton blanc, cinq paires de bas de soie, dont trois de soie noire, deux paires de chaussettes brunes, sept paires de chaussettes de coton blanc, sept chaussons de laine, une paire de chaussons de coton blanc, vingt-cinq cravates blanches, deux foulards rouges, à pois et quadrilles, une cravate noire, six mouchoirs de poche, un mouchoir rouge, trois paires de souliers, une paire de bottes vernies » (1). La lingerie se compose de deux nappes et quatorze serviettes, l'argenterie « d'un couvert d'argent, cuiller et fourchette, marqués des lettres entrelacées V. L, de quatre boucles d'argent dont deux de ceinture et deux de jarretière, d'un petit cachet en argent gravé de la lettre L, d'un petit miroir dans son cadre d'argent, de deux boîtes à rasoirs, aux manches d'argent » (2).

Aux yeux d'un homme aussi studieux que La Horie, tout ce bien-être relatif eût compté pour rien, sans les livres : sa chambre en fut vite emplie. Sur le rayon des sciences ou de leurs applications, voici un *Dictionnaire* et un *Manuel de chimie* en huit volumes, l'*Art de lever les plans*, un *Manuel de fortification et d'attaque des places*, une *Géométrie analytique*, une *Géométrie descriptive*, etc. Et sur le rayon de grammaire et des belles-lettres, voici encore pêle-mêle les *Œuvres de Virgile*, les *Œuvres d'Horace*, celles de *Salluste*, les unes et les autres en latin, le *Petit Carême* de Massillon, la *Pucelle* de Voltaire, les *Poésies d'Ossian*, des dictionnaires, des grammaires, etc.

Les derniers mois de l'année 1811, et les premières semaines de la suivante, se passèrent ainsi, pour le prisonnier, dans l'étude, la lecture, et, sinon l'apaisement, du moins une sorte de résignation attristée.

On dirait, qu'ayant perdu Sophie Hugo, cet homme a perdu toute sa force de résistance. Il paraît admettre, maintenant, l'idée de son bannissement. Il ne discute que le choix du pays où il se retirera. A la date du 29 novembre 1811, et dans une supplique au ministre de la Police, il demande que ce soit l'Italie... Le sentant plus docile, presque soumis, Savary va le

(1) *Inédit. Arch. nat.*, F. 7, 6400, plaq. 3.

(2) *Inédit. Arch. nat.*, F. 7, 6400, plaq. 3.

laisser près de six mois dans l'incertitude. Apparemment compte-t-il l'user. Mais il compte aussi sans le retour d'Espagne de Sophie Hugo et sans les nouveaux compagnons de captivité que l'Empereur avait, par hasard, donnés à La Horie.

* * *

Depuis le premier trimestre de 1811, le nombre des prisonniers du donjon de Vincennes s'était, en effet, beaucoup accru. On y enfermait des prêtres, des évêques, voire des cardinaux. Des chambres, aménagées brusquement en dortoirs, abritaient, à un étage, l'abbé Dastros, vicaire général capitulaire de Paris, M. Pierre Lacalprade, chanoine honoraire, l'abbé Fontana, prêtre italien, l'abbé Perreau, prêtre français; à l'étage au-dessous, le cardinal Michel di Pietro, préfet de la Propagande, le cardinal Gabrielli, évêque de Sinigaglia, Monsignor Gregorio, prélat du Pape, l'abbé Isabelli, prêtre italien, le cardinal Oppizoni, archevêque de Bologne. En juillet 1811, un deuxième contingent vint grossir le premier : il comprenait l'abbé de Boulogne, évêque de Troyes et ancien chapelain de l'Empereur, Mgr de Broglie, évêque de Gand, Mgr Hirn, évêque de Tournai, le chanoine Duvivier, du même diocèse. Tous ces ecclésiastiques étaient accusés du même crime, c'est-à-dire d'avoir suivi le pape Pie VII dans sa résistance à Napoléon I^{er}, ou simplement d'avoir désapprouvé les entreprises dirigées par ce dernier contre les États pontificaux. Pie VII ayant lancé contre l'Empereur une bulle d'excommunication, la formule était d'ailleurs presque toujours la même : publicité ou commentaires favorables donnés à la bulle, colportage de la bulle, etc.

Dans les commencements, le secret le plus rigoureux fut imposé aux nouveaux détenus. Mais, si vaste que fût le donjon, comment garder au secret, des mois durant, plus d'une douzaine d'ecclésiastiques répartis en dortoir, et que rapprochaient encore la promenade réglementaire, la célébration des messes, les repas en commun? Des l'automne de 1811, on doit considérer qu'à part une ou deux fortes têtes, comme Mgr de Boulogne, les *bullistes* formaient entre eux une petite société, dans laquelle entrèrent bientôt quelques détenus laïques.

La Horie fut du nombre. Il se montra fort heureux de nouer des relations presque quotidiennes avec ce monde qui fleurait l'ancien régime. Il y fit merveille. Les prêtres admiraient qu'un

officier de la Révolution pût entendre et citer tour à tour Virgile, Horace ou Massillon. A l'attitude d'un Broglie ou d'un Boulogne devant la persécution, lui-même connu que la fermeté n'était point le lot exclusif de ses chers Romains. Une tradition veut qu'à ce moment le général se soit adonné à la musique. Muni d'une guitare que lui prêta un des abbés italiens, il chantait, dit-on, en s'accompagnant tant bien que mal. Sans doute, entreprit-il d'initier ses nouveaux amis aux beautés d'Ossian, « barde du ^{III}^e siècle », dont les poésies, traduites par Baour-Lormian, venaient d'être mises en musique par Bouffet. Quel tableau ! Le parrain du petit Victor Hugo, debout devant un parterre de soutanes, prenant l'attitude et le ton du « héros que ravage la mélancolie » et chantant sur le mode plaintif :

Le cor retentit dans ces bois,
Mon père assemble son armée,
Il faut retourner aux exploits,
Il faut partir, ma bien-aimée !

Ne verse point de pleurs d'amour,
Mais prends la harpe de la gloire.
Bientôt je serai de retour,
Sur les ailes de la Victoire ! (*bis*)

Au printemps de 1812, la liaison de La Horie avec les trois cardinaux italiens parut se resserrer et prendre du sérieux. Leurs conversations devinrent plus nombreuses, souvent confidentielles. Observant son inquiétude et l'ignorance où il demeurait, touchant le lieu de bannissement qui lui serait imposé, les éminences ne crurent pas devoir lui celer tout le chagrin qu'elles en éprouvaient. Un homme de son mérite était-il donc fait pour quitter ainsi, dans la fleur de l'âge, son pays, son foyer, ses autels ? Les grands emplois lui seraient-ils pour toujours interdits ? S'en irait-il traîner, dans quelque patrie de hasard, le souvenir amer des services mal récompensés ? A la fin, un des trois Italiens insinua qu'il existait, à la barrière du Trône, soit à quatre pas de Vincennes, une « maison de santé », où les prélats détestés de l'Empereur possédaient un allié secret, comme eux ecclésiastique et comme eux désireux de revoir les Bourbons sur le trône de France, mais plus heureux qu'eux, puisqu'il jouissait d'une liberté relative. Pour-

quoi La Horie n'aurait-il pas recours aux bons offices de ce dévot personnage? Pourquoi surtout ne demanderait-il point d'être transféré, lui aussi, dans la « maison de santé » de la barrière du Trône?

Ces ouvertures troublèrent fort La Horie. Elles le jetèrent dans un grand mouvement d'idées, de projets, d'espérances. Depuis la Révolution, en effet, certaines maisons de santé, agréées de la police, apparaissaient à beaucoup de prisonniers comme une sorte de havre dans la tempête. Sous la Terreur, on y avait, sous prétexte de traitement à suivre, oublié maint suspect, secrètement protégé. Ces détenus privilégiés ouvraient eux-mêmes leurs lettres et leurs journaux, jouaient, causaient et discutaient entre eux, recevaient des visites, partageaient la table et la société du directeur. Une seule défense : celle de sortir. Encore verrons-nous bientôt qu'elle n'offrait rien de rigoureux et qu'on la transgressait parfois. A l'idée de prendre quelque jour sa part de toutes ces félicités, La Horie pleurait de tendresse et, vers la fin d'avril 1812, lorsque Sophie Hugo, revenue d'Espagne, ne fit qu'un bond jusqu'au parloir de Vincennes, il lui confia le « projet des cardinaux », qui devint tout de suite leur projet.

LA DAME A LA ROBE PUCÉ

Ayant trouvé les Feuillantines en excellent état, grâce aux bons soins qu'en avait pris « la mère Larivière », Sophie s'accoutuma très vite d'y laisser ses deux enfants, sous la surveillance de « leur précepteur, le père Larivière ». Et, tous les jours de parloir, on la vit prendre, tantôt en cabriolet de place, tantôt dans un de ces *coucou*s mal commodes, qui abritaient cinq ou six voyageurs, la route de Paris à Vincennes. Soit fatigue, soit calcul, on la vit aussi s'arrêter, à chaque voyage, au n° 333 du faubourg Saint-Antoine et devant un grand portail en pan coupé, qui formait le coin du faubourg et de la rue Saint-Denis-Saint-Antoine. Au-dessus du portail, on lisait en lettres d'or sur marbre noir : *Maison de santé du docteur Dubuisson* (1). Sophie soulevait discrètement le heurtoir; l'ayant laissé tomber,

(1) Cet établissement, complètement détruit aujourd'hui, était situé sur l'emplacement actuel de la rue Chevreul. Quant à la rue Saint-Denis-Saint-Antoine, elle est devenue la rue des Boulets.

elle montrait son visage à travers un judas qu'ouvrait le concierge. Sans qu'elle eût dit un mot, celui-ci l'introduisait. Et sans qu'elle se nommât jamais, il la regardait « glisser plutôt que marcher » vers une des chambres de pensionnaire situées au rez-de-chaussée et en retour d'équerre, sur la rue Saint-Denis-Saint-Antoine... Après quelques instants, elle ressortait. Même glissement, même silence, même acquiescement mystérieux de la domesticité. Toutefois, comme Sophie portait un chapeau de paille blanche, et, sous un châle rouge, une robe puce, on l'avait surnommée dans la maison « la dame à la robe puce ».

Elle gagnait ensuite Vincennes, son donjon, et au premier étage de ce donjon, le parloir. Dans ce dernier endroit, on eût dit qu'elle apportait la fièvre. La Horie l'écoutait avec une sombre exaltation. Le corps amaigri par dix-huit mois de captivité, les épaules plus voûtées que jamais, le teint bilieux, le sourcil hérissé, les yeux animés d'une flamme qui, seule, rappelait le beau soldat d'autrefois, il se laissait aller à son tic familier et remuait les mâchoires à vide, comme un malade atteint de tétanos. Une question parfois lui échappait, mais les questions, Sophie les prévenait presque toujours par la précision de ses propres paroles, leur ton impérieux. Et, quand elle se retirait calmement, plus impénétrable que la geôle d'où elle allait sortir, le prisonnier admirait qu'une femme pût ainsi emporter sous les plis rigides et la couleur neutre de sa robe puce, le secret de leurs deux cœurs et le mystère de leur avenir.

Sur le chemin du retour, Sophie s'arrêtait encore place du Trône, à portée de la maison de santé du docteur Dubuisson ; elle y pénétrait, suivant le même rite que tout à l'heure. Elle se dirigeait vers la même chambre ; à sa sortie, il arrivait parfois qu'elle fût accompagnée jusqu'au seuil par un prêtre qui lui prodiguait des marques de considération. Toujours avare de paroles, elle le saluait d'une inclination de tête, et disparaissait derrière le grand portail lourdement refermé, comme une sorte d'ombre légère, paisible, muette.

Sophie retournait aux Feuillantines, l'œil baissé, la bouche close. Sur le seuil, elle trouvait Eugène et Victor, rouges de santé et de plaisir, encore échauffés par les libres jeux de l'après-midi passé dans le parc. Elle les embrassait tendrement. Mais vite, sur l'aile des souvenirs, sa pensée l'emportait

à Vincennes, ou à la barrière du Trône, dans cette « maison de santé, » si accueillante pour elle, presque familière et vers ce prêtre, qui la dirigeait maintenant, elle l'incroyante, comme un vicaire mène ses dévotes.

L'ABBÉ LAFON

Il se nommait l'abbé Lafon. Son âge ? Trente-huit ans. Son origine ? Fort mal éclaircie, les uns l'ayant connu jadis à Bordeaux où il exerçait le métier de précepteur, et les autres l'ayant naguère rencontré à Rennes et à Nantes où il « plaçait » des vins du Midi. Le certain, c'est qu'il était royaliste. A Bordeaux comme à Toulouse, à Rennes comme à Nantes, qu'il fût courtier ou qu'il enseignât les humanités, ses poches étaient toujours remplies de tracts, de brochures, de projets de constitution, de « chartes octroyées ». Sa dernière invention avait été de colporter « la bulle » dans tout le Languedoc, en l'accompagnant d'un commentaire où il expliquait que jamais un roi légitime ne se serait mis, comme l'usurpateur corse, dans le cas d'être excommunié. En 1810, ce bel exploit lui avait valu quelques semaines de séjour à la Force. Mais, dès les premiers jours de 1811, son transfert dans une maison de santé parut légitime, et, depuis, il promenait sous les ombrages de l'établissement Dubuisson sa longue et sèche silhouette, sa mine jaunâtre, aux cheveux et aux sourcils châtain clair, son regard bleu et d'apparence candide, son nez court, et sa grande bouche, dont on croyait entendre sortir de fortes paroles et qui, au contraire, modulait et filait les sons (1).

Ainsi bâti, notre homme ne manquait ni d'esprit, ni d'intrigue. Il possédait surtout le génie du détail. Une fois quelque grand projet conçu, nul ne savait comme lui l'adapter aux circonstances de lieu et de date, aux conditions sociales, aux caractères et aux petites passions des gens à employer. Les femmes, sur cet article, lui paraissaient d'une grande importance. Il a décrit lui-même « leur mérite et leur constance à solliciter, leur ardeur et leur habileté à conspirer, l'audace subtile qui fait d'elles de merveilleux émissaires auprès des prisonniers dont on veut faire des complices ». Poussant assez

(1) *Arch. Nat.*, F. 7, 6499. Signalement de Lafon.

loin dans cette voie, et pensant peut-être à Sophie Hugo, il n'a pas craint de signaler les tendres liaisons nées ou resserrées dans les cachots entre certains détenus et leurs belles visiteuses.

Mais le trait le plus caractéristique de l'abbé Lafon était son goût de la synthèse, son art de réaliser la conciliation entre les partis en apparence les plus opposés, sa passion d'unir plutôt que de diviser. Comme autrefois Méhée de La Touche, il tenait que royalistes et républicains devaient former une alliance étroite dans l'unique dessein de renverser « le tyran corse » et, dans l'alliance, il faisait naturellement entrer le Pape, « père commun des fidèles, victime illustre du Tyran », personnage bien propre à procurer aux factions ce qui leur manque parfois le plus : « la dignité et le prestige ».

Dans ces sentiments si éclectiques, l'abbé Lafon se vantait d'avoir préparé, du fond de la maison Dubuisson, tous les éléments d'une vaste conspiration contre l'Empereur. Les provinces royalistes du Midi et de l'Ouest, disait-il, ont été pressenties et travaillées ; les « cohortes » de la garnison de Paris sont gagnées, les mécontents des administrations, les innocents détenus dans les prisons, ont fait l'objet de « recherches et d'enrôlements successifs » ; il n'est pas jusqu'aux cardinaux enfermés à Vincennes qui n'aient reçu des secours et des instructions et qui ne soient disposés à mettre leur puissance spirituelle au service de la cause royaliste. Comment douter d'un succès béni à l'avance par d'aussi augustes et d'aussi pieuses mains ?

N'y avait-il pas une part de jactance gasconne dans ces propos de l'abbé Lafon ? Ce qu'on ne saurait lui contester, c'est la maîtrise avec laquelle il avait rassemblé, dans le cercle étroit de la *maison de santé Dubuisson*, tout un personnel de conspirateurs. Du haut en bas des trois étages, ce n'étaient que royalistes de marque : deux Polignac, Armand et Jules, autrefois compagnons de Cadoudal, naguère encore prisonniers à Vincennes, et qui devaient maintenant à leur parenté avec la duchesse de Rovigo, les tranquilles loisirs dont ils jouissaient place du Trône, — un Noailles, Alexis, tout fraîchement sorti, lui aussi, de Vincennes, où l'avaient conduit ses menées en faveur du comte d'Artois, — un Berthier de Sauvigny, encore endolori par les rhumatismes contractés à la Force, — un marquis de Puyvert, enfin, ami personnel et agent notoire de

Louis XVIII, complice avoué de l'abbé Lafon, dans l'organisation des bandes royalistes qui infestaient le Midi... Comment tous ces personnages, déjà pourvus de dossiers abondants à la préfecture et au ministère de la Police, étaient-ils parvenus à se réunir à l'ombre du même toit, autour de la même table, et sous la direction tutélaire du même médecin ? Voilà le surprenant. Il y a quelque chose de plus surprenant encore : c'est que les sentiments des pensionnaires s'accordaient merveilleusement avec ceux du directeur. De père en fils, les Jacquelin du Buisson passaient pour royalistes et bons catholiques. Vincent Jacquelin du Buisson, qui possédait la maison depuis les premiers mois de 1812, avait épousé une royaliste, fille de royalistes comme lui, et, comme lui, bonne catholique. Dans la bienheureuse maison de santé, on conspirait donc à ciel ouvert et, pour ainsi dire, avec la permission de l'autorité. Et de crainte que la conspiration manquât de personnel, l'abbé Lafon s'appliquait à faire des recrues au dehors. C'est lui, à n'en pas douter, qui avait chargé les cardinaux de Vincennes « du soin de pressentir et d'endoctriner La Horie ».

A LA PRISON DE LA FORCE

Pressé par Sophie Hugo, le prisonnier de Vincennes fit sa demande de transfert dans la maison de santé Dubuisson le 22 mai 1812. Les prétextes ne lui manquaient point; d'abord sa santé de plus en plus précaire, ensuite la nécessité où il se trouvait de préparer son départ pour les États-Unis, où l'Empereur tenait décidément à le voir se fixer.

La supplique fut rejetée. Toutefois, Desmarets, directeur de la police et ancien camarade de La Horie au collège Louis le Grand, lui fit savoir qu'une demande de transfert à la Force aurait quelque chance de succès. Si grande que fût la répugnance de La Horie pour la Force, il se résigna à cette nouvelle démarche, le 19 juin 1812, et, comme la réponse ne venait pas assez vite à son gré, il écrivit une lettre de rappel impatiente, presque agressive, dès le 26 juin. Il eut, cette fois, satisfaction.

La prison de la Force était formée par un ensemble de bâtiments sordides et noirs qui s'élevaient entre la rue du Roi-de-Sicile et la rue Pavée-au-Marais. Sur la première de ces

voies s'ouvrait le quartier des hommes ; sur la seconde, celui des femmes. Tout autour des deux quartiers, de nombreuses maisons d'ouvriers et d'artisans se pressaient. Par les fenêtres auxquelles se penchaient tout le jour des commères curieuses et bavardes, les prisonniers reprenaient contact avec la vie. Des intrigues se nouaient, des billets étaient lancés, des communications régulières parvenaient à s'établir. La Horie ne fut pas le dernier à profiter du relâchement qui régnait là, comme à Vincennes. Grâce à Desmarets, il se mit sur le pied de recevoir fréquemment des visites, de donner à dîner à ses frais et d'organiser, soi-disant, ses préparatifs de départ pour l'Amérique, dans une sorte de collaboration quotidienne avec ses parents ou ses amis.

Dès le 22 juillet 1812, on le voit solliciter « humblement » du préfet de police, baron Pasquier, « la permission d'accueillir dans la pièce dite « le Salon » les personnes qui seront admises à le visiter. Et, dès le lendemain 23, le préfet mande au concierge de la Force : « J'ai décidé que le sieur Victor Fanneau La Horie, détenu en vertu des ordres de M. le duc de Rovigo, jouirait de la faculté de recevoir, dans la salle indiquée par l'art. 62 de mon ordonnance du 10 septembre 1811, les personnes autorisées à communiquer avec lui. Vous veillerez à ce qu'il jouisse de cette faculté, sans qu'il en résulte aucun abus (1). »

Afin de ne pas compromettre Sophie Hugo, dont les visites quotidiennes au *Salon* de la Force n'eussent pas manqué d'être remarquées, il fallut trouver un autre émissaire, non moins sûr, et non moins zélé. La Horie fit donc venir à Paris son frère cadet, qu'on appelait, dans la famille, Fanneau-Reynier. Le garçon ne manquait ni d'esprit, ni d'entregent. Juge de paix à Couptrain, près de Javron, dans la Mayenne, il y jouissait d'une réputation de jovialité. Par ironie, ses frères l'avaient surnommé *le Père la Justice*. En réalité, il se montrait de belle humeur, plein d'entrain, parfois même fort galant auprès des belles justiciables. Ayant obtenu un congé de six mois, à la fin de juillet 1812, il vint s'installer à Paris, dès le commencement d'août, et il se mit immédiatement à visiter régulièrement le prisonnier de la Force. A partir du 13 août,

(1) *Inédit. Arch. de la Préfecture de police*, A 328, pièce 426.

jusqu'au 7 octobre, il ne l'entretint pas moins de vingt-sept fois en deux mois et il dina six fois avec lui (1).

Les jours que Fanneau-Reynier ne venait point à La Force, Sophie Hugo le remplaçait. Obstinément fidèle aux entretiens avec le cher abbé Lafon, elle en rapportait à La Horie la substance et le détail, la physionomie et le mouvement. Tout semblait prêt maintenant, dans la maison de santé de la barrière du Trône, chaque emploi étant pourvu de son titulaire. A défaut de La Horie, trop éloigné à leur gré, les Polignac, Alexis de Noailles, l'abbé Lafon lui-même, avaient endoctriné un autre général, le général Malet : de ce républicain à la tête brûlée et qui ne jurait que par Brutus et Léonidas, « leurs raisonnements persuasifs » avaient fait, en peu de semaines, le serviteur loyal d'un « roi légitime, juste et bon ». Le jour venu d'agir, Malet viendrait donc délivrer La Horie, à la tête de militaires casernés à Belleville, à Picpus, aux Minimes, et d'ores et déjà gagnés. La nouvelle de la mort de l'Empereur serait lancée dans toute la capitale, un gouvernement provisoire serait formé où il entrerait autant de républicains que de monarchistes ; bien qu'éloigné de France, Moreau en deviendrait le président... Et peu après sans doute, il relèverait lui-même le trône, au profit d'un Bourbon.

Si complètement acquis que fût La Horie au principe de la conspiration, il ne s'en faisait point accroire ; son esprit mathématique et précis admettait difficilement que l'on pût ourdir jusqu'au bout une trame aussi subtile, à l'aide d'une fausse nouvelle. « Que la fausse nouvelle soit reconnue pour telle, disait-il à Sophie, tout s'écroulera. Nous périrons d'avoir joué aux châteaux de cartes. »

De plus, et pour l'avoir jadis rencontré à l'armée du Rhin, il connaissait Malet d'assez vieille date : cet écervelé morose, orgueilleux et jaloux ne lui disait rien qui valût... Dans une

(1) *Inédit. Arch. Nat.*, F. 7, 640, plaq. 3. La Horie recevait aussi très fréquemment un certain Etienne Bodin, son ami. Dans l'ouvrage le plus sérieux et le plus vivant qui ait été écrit sur le *Général Malet*, celui de M. le comte de Lort de Sérignan, il est dit encore que La Horie entra en rapports, à la Force, avec un autre personnage, fort pittoresque, le détenu Demaillot. Celui-ci manda aussitôt à Malet, auquel il servait de rabatteur : *J'ai trouvé ici un trésor ! Rien de plus vraisemblable et rien qui fasse mieux voir à quel point les autres historiens de Malet se montrèrent naïfs quand ils donnèrent pour certaines la parfaite candeur de La Horie et la thèse d'après laquelle il serait devenu « un conspirateur sans le savoir ».*

conjoncture aussi délicate, il eût préféré quelqu'un de réfléchi et de prudent. « Nous avons besoin d'un sage, concluait-il : c'est un bravache que l'on nous donne... »

A quoi Sophie, tenace, presque dure, opposait vivement la nécessité d'agir et d'aller vite. L'heure n'était-elle pas propice entre toutes ? En Russie, à huit cents lieues de sa capitale, l'Empereur se heurtait aux suprêmes difficultés : le froid, la faim, la maladie et le découragement guettaient ensemble les six cent mille hommes qu'il avait entraînés jusque sous les murs de Moscou. Quoi donc de plus vraisemblable que la nouvelle de sa mort ? Et quel champ merveilleux à exploiter que les deuils, les misères, les sombres pressentiments auxquels Paris semblait en proie ?...

Avec son instinct de femme qui sait à quel point les images et les passions déterminent les volontés, elle essayait aussi d'animer par avance les scènes de vengeance auxquelles La Horie allait assister. Aprement, elle lui montrait Savary arrêté, ligoté, humilié : « Ne voudrez-vous point voir cela ? terminait-elle. Ne le voudrez-vous point de toute votre âme ? »

Rendu à la solitude de sa chambre, La Horie fortifiait sa résolution par des raisonnements, des lectures. Comme pour beaucoup d'hommes de son éducation et de son temps, la connaissance des classiques était chez lui une seconde nature ; il vivait de plain-pied avec les héros ou simplement les personnages grecs ou romains dont la vertu le touchait ; il se promenait dans leur compagnie, discutait leurs paroles et leurs gestes...

Pour le moment, il en était à Salluste et à son Catilina (1). Non point que ce dernier fût tout à fait son homme. Il lui trouvait peu de délicatesse et une sorte de « fureur gothique ». Mais il admirait son ressort, sa décision et la solidité de ses nerfs toujours tendus.

Malgré tout, il hésitait à se lancer dans la folle entreprise. Peu à peu, Sophie lui en avait découvert et nommé les complices de hasard. Tous lui donnaient de l'inquiétude : il y avait Rateau, caporal d'infanterie, neveu du concierge de Du Buisson et dont Malet avait fait son aide de camp ! Il y avait Bouteux, un vague étudiant, qu'on devait affubler en commissaire

(1) *Inéd. Arch. Nat.*, F. 7, 6 400, plaq. 3.

de police; Guidal, un général de brigade, détenu, lui aussi, à la Force, et dont toute l'armée connaissait les déréglemens et l'ivrognerie; enfin Boccheciampi, un Corse, grand ami de ce même Guidal, ~~détenu~~ comme lui à la Force et qui trouvait le moyen, par des correspondances secrètes, de tourner la tête aux bonnes d'enfants et aux repasseuses du voisinage!... Tant de vulgarité mettait en révolte les instincts aristocratiques de La Horie. La seule idée d'accommoder ce Boccheciampi en préfet de la Seine l'emplissait de commisération pour Malet, pour l'abbé Lafon, pour lui-même : « Quelle folie, murmurait-il, de jouer semblable partie! » Mais Salluste lui fournissait une réponse, et, le soir du 22 octobre 1812, il souligna lui-même, sur son livre, une phrase qui disait : « Toujours, dans le combat, le plus grand péril est pour les plus timides. L'audace tient lieu de rempart. »

LA NUIT DU 22 AU 23 OCTOBRE 1812

Dans la nuit du 22 au 23 octobre 1812, La Horie dormit fort mal. Au dehors, un orage grondait. Orage d'automne, fécond en averses. Chaque fois que le prisonnier commençait de s'assoupir, le martèlement de la pluie sur le pavé des cours le tirait de sa torpeur. Mille pensées roulaient dans sa tête fatiguée. N'avait-il point reçu la veille une visite de Sophie? Elle venait de s'entretenir avec l'abbé Lafon et le général Malet. A l'en croire, tous les préparatifs étaient terminés : « les militaires qui devaient agir, aux casernes de Picpus, des Minimes et de Belleville, possédaient, depuis quelques heures, le mot d'ordre de la conspiration ». D'une minute à l'autre, se disait La Horie, Malet va paraître ici avec ces braves gens.

D'avance, il savait qu'il aurait à occuper le ministère de la Police générale. Ainsi en avait décidé Sophie elle-même.

Trois heures sonnèrent, trois heures et demie, quatre heures... Recru de fatigue, La Horie s'endormit un moment. A cinq heures un geôlier le réveilla...

C'était pour le féliciter et lui annoncer la mort de l'Empereur, soi-disant survenue à Moscou, le 7 octobre. Les détenus politiques retrouvaient du même coup la liberté. Un général venait d'arriver et se tenait en bas, avec des ordres et des troupes; il lui dirait le reste...

En homme que la nouvelle surprenait peu, La Horie se leva sans un mot, alluma sa lampe et fit lentement sa toilette, à son ordinaire. De bonnes langues rapporteront plus tard qu'il y mit plus d'une heure. Vêtu strictement, et à l'anglaise, d'un de ces fracs qu'il affectionnait et sur lequel il avait jeté un grand « surtout » à pèlerine, la tête recouverte d'un haut de forme à ressort et à poils longs, une valise à la main (1), il descendit enfin et trouva rassemblés dans le greffe, M. Bault, directeur de la prison, Malet, en uniforme de général de division, Guidal en civil. Un maigre quinquet tenu par un soldat jetait sur le groupe sa lueur indigente. Comme s'ils ne s'étaient ni vus, ni concertés depuis nombre d'années, les trois généraux s'embrassèrent. En quelques mots véhéments, Malet annonça une fois de plus la prétendue mort de l'Empereur, mit « son vieux camarade » au courant de ce qu'il attendait de lui et le gratifia d'un « sénatus-consulte » et d'une « proclamation » en vertu desquels La Horie devenait chef d'état-major général de « l'armée centrale, appelée à se réunir sous Paris ». Il l'exhorta enfin à inaugurer ses nouvelles fonctions en arrêtant et en remplaçant une des fortes têtes du régime déchu : Savary, duc de Rovigo, ministre de la Police générale.

On sortit. Le jour se levait à peine. La pluie avait cessé. Dans la cour humide et noire, La Horie vit, rangé l'arme au pied, le premier bataillon de la « deuxième cohorte » dont Malet s'était rendu maître, sans coup férir et dès trois heures du matin, à la caserne Popincourt. Très sûr de cette troupe et surtout des officiers et sous-officiers, Malet leur présenta vivement La Horie, comme appelé à les commander, jusqu'à nouvel ordre. S'éloignant ensuite, par la rue du Roi-de-Sicile, il retrouva les trois autres bataillons de la cohorte dans la rue Saint-Antoine, où il les avait laissés. D'une voix forte, on l'entendit ordonner la marche. Des tambours battirent. Le rythme des pas ébranla le pavé...

Demeuré seul, avec Guidal et des officiers qu'il connaissait peu ou pas, La Horie, lui aussi, prit la tête de son bataillon. Et, par les rues humides, dans le va-et-vient des maraîchers qui gagnaient la Halle, parmi l'encombrement de leurs charrettes et de leurs attelages, on vit ce spectacle sans précédent :

(1) *Cab. des estampes. Lithographie représentant la libération de La Horie.*

une troupe d'un millier d'hommes, en armes, commandée par deux civils, et marchant à la conquête du ministère de la Police...

Celui-ci était installé dans le bel et vaste hôtel de Juigné, à l'angle du quai Malaquais et de la rue des Saints-Pères. La Horie en connaissait quelque peu les aîtres, puisqu'il y avait paru, deux ans auparavant, pour « se livrer » à Savary. Peut-être, depuis, s'en était-il procuré les plans... Chemin faisant, il expliqua aux officiers de la cohorte comment il entendait que la maison fût tour à tour surprise et bien gardée : des hommes sûrs occuperaient d'abord, avec lui, le corps de garde et le grand escalier ; ensuite, ces hommes l'accompagneraient jusqu'à l'appartement du duc de Rovigo, qu'il arrêterait lui-même. Le reste du bataillon s'emparerait des bureaux. Nul ne sortirait de l'hôtel ou n'y pénétrerait, sans être porteur d'une carte, munie de son cachet, et dont il montra quelques exemplaires d'avance préparés (1).

Au commencement, tout marcha le mieux du monde. Le poste n'ayant fait aucune résistance, La Horie lui laissa la garde de l'hôtel. Lui-même gagna l'étage avec ses meilleurs soldats. Très bien choisis par Malet et ses complices, ces hommes se montraient fortement excités contre l'Empire et contre l'Empereur qu'ils croyaient mort : « Ils insultaient à la mémoire de leur ancien dieu... Quelques-uns se réjouissaient en pensant qu'ils pilleraient bientôt. »

De pareilles troupes La Horie comprit qu'il aurait besoin de les contenir, plutôt que de les pousser. Dès qu'ils eurent enfoncé la porte de la chambre où Savary reposait encore, il se précipita donc en avant et s'écria : « Ne crains rien, Savary, tu es dans des mains généreuses. Félicite-toi d'être tombé entre mes mains ! » Puis, il se mit en devoir de lui lire le sénatus-consulte, et les autres documents dont il était porteur...

Savary n'était point l'homme des lectures ; il interrompit, demandant la permission de se lever. Toujours discret et courtois, La Horie se retira dans la pièce voisine, laissant le ministre sous la surveillance des soldats. Aussitôt celui-ci chercha à endoctriner ses gardes et à leur faire entendre qu'ils

(1) Devenu chancelier, sous Louis-Philippe, Pasquier gardait encore un exemplaire de cette carte ; il put le montrer à Victor Hugo avec lequel il entretenait de bons rapports.

étaient les victimes d'une imposture. De son propre aveu, il voulut même s'emparer, par ruse, d'une épée d'officier, pour frapper La Horie dans le dos, à la table d'antichambre où il le voyait assis.

Vaines tentatives. Attiré par le vacarme, La Horie survint, fit, cette fois, appréhender son perfide « ami » et ordonna à Guidal de le conduire à la Force où il retrouverait Pasquier, le préfet de police, et Desmarets, son directeur général, arrêtés eux aussi.

Ayant commandé son déjeuner, il reçut les principaux domestiques et donna ses ordres. Il fallait que le carrosse de gala fût prêt dans une heure pour conduire le ministre de la Police générale à l'Hôtel de ville, où serait installé, avec solennité, le gouvernement provisoire. Il fallait aussi que l'on accommodât un des costumes de l'ancien ministre à la taille du nouveau. Le sieur Sandoz, tailleur du ministère, fut appelé aussitôt pour cette tâche.

On l'installa dans une embrasure de fenêtre du cabinet ministériel ; on lui porta toute la friperie de Savary : épée à poignée de nacre, bicornes à plumes, culotte de soie, habit brodé à grandes basques. Pendant qu'il s'affairait à en tirer parti, La Horie, assis à la table de son prédécesseur, déjeunait de bon appétit. Ensuite, il commença une série de lettres aux préfets des principaux départements, pour leur notifier la mort du « tyran », la déchéance de Marie-Louise et du Roi de Rome, la constitution d'un nouveau gouvernement.

Ayant chargé un courrier de porter ces nouvelles, l'idée, bien militaire, lui vint de « rendre compte » à Malet. Celui-ci avait assumé la besogne la plus délicate, la prise de possession du gouvernement de Paris, place Vendôme. Se saisissant d'un feuillet officiel, La Horie biffa à la plume l'en-tête : *Empire français* ; d'une croix énergique, il balafrâ l'aigle aux ailes déployées et commença : *Mon cher Malet, j'ai fait arrêter le ministre, j'ai cru devoir pour plus de sûreté le faire...*

A ce moment, trois hommes entrèrent et se nommèrent : l'adjudant général Laborde, attaché au gouvernement militaire de Paris, M. Sualnier, secrétaire général de la Préfecture de police, M. Pâques, inspecteur de la même administration. « Avec une grande aisance de manières », La Horie les accueillit, les fit asseoir, s'informa de l'objet de leur visite.

M. Saulnier répondit que Malet venait d'être arrêté, place Vendôme, au cours de sa tentative contre le gouvernement militaire, que l'Empereur n'était point mort, que tout Paris en avait reçu l'assurance avec joie, que la comédie était finie...

Et, courtoisement, il pria La Horie de le suivre... Sombre et silencieux, celui-ci donnait les signes de la plus grande affliction. On le fit monter dans un fiacre et on l'écroura à l'Abbaye.

Il était dix heures du matin. Le ministère de l'infortuné La Horie avait duré quatre heures.

A L'HOTEL DE TOULOUSE

Le quartier du Cherche-Midi présentait alors l'aspect d'une banlieue recueillie dans ses parcs, ses jardins, ses chapelles et l'ombre de ses couvents. Ce caractère de paix rustique s'accusait quand on s'éloignait du carrefour bruyant et encombré de la Croix-Rouge, pour gagner Vaugirard à travers les rues du Cherche-Midi, des Vieilles-Thuilleries (*sic*) et du Petit-Vaugirard.

L'une des plus nobles demeures du quartier, — il n'en reste guère à l'heure actuelle que la porte d'entrée, — s'appelait l'hôtel de Toulouse, en souvenir d'un de ses premiers propriétaires, le comte de Toulouse, bâtard légitimé de Louis XIV. Elle était de vastes proportions, de très imposante allure et son parc majestueux s'étendait, environ, depuis la rue de Sèvres actuelle jusqu'à la rue du Regard. En 1800, quand les Conseils de guerre quittèrent la *Maison commune*, le Consulat les installa dans l'hôtel de Toulouse, et, comme un greffe, des archives, une ou deux salles d'audience ne suffisaient pas à occuper tout l'hôtel, différents fonctionnaires ou magistrats, de l'ordre militaire, obtinrent facilement la permission de s'y loger. En 1812, vivaient là, entre autres, trois familles : le ménage Asseline, le ménage Foucher et le ménage Delon.

Asseline était le greffier des Conseils de guerre. Il tenait cette charge de Pierre Foucher, son beau-frère, auquel il l'avait achetée en 1808.

Pierre Foucher était devenu alors surnuméraire, puis commis au ministère de la Guerre, dans l'important service du recrutement. Par faveur spéciale, son ancien logement de greffier lui avait été conservé à l'hôtel de Toulouse. Il y vivait d'une vie intime et douce, entre sa femme et ses trois enfants,

Victor, Adèle et Paul, âgés respectivement de dix ans, neuf ans, et deux ans.

Quant à Delon, c'était le capitaine rapporteur auprès des Conseils de guerre. Homme simple et bon, d'une grande conscience professionnelle, il ne possédait, d'après Pierre Foucher, ni le sang-froid, ni la méthode, ni surtout le savoir juridique qu'eussent exigés ses fonctions. Son destin était de se noyer dans les affaires difficiles, et, à ses yeux, quelle affaire ne l'était pas ? Il menait, lui aussi, une existence familiale, qu'organisait bruyamment sa femme, commère active et triviale, et qu'animait son fils, un jeune polytechnicien fort admiré des petits Hugo.

Tout ce monde voisinait, échangeait de longues visites et de menus services et formait une petite société paisible, à l'écart du grand mouvement parisien. Studieux et appliqué, l'esprit orné des connaissances classiques les plus étendues, Pierre Foucher passait pour l'oracle de la maison. A tout le moins, en était-il le dictionnaire et la gazette ; il y rapportait les nouvelles du ministère de la Guerre, qui étaient alors les nouvelles du monde entier. Sa sœur, M^{me} Asseline, son excellente femme, que l'on appelait familièrement *Maman Foucher*, son beau-frère et le capitaine Delon, formaient autour de lui un cercle bienveillant et attentif.

Presque tous les soirs, depuis qu'elle était revenue d'Espagne et que La Horie n'habitait plus les Feuillantines, Sophie Hugo entraînait dans ce cercle. Elle y montrait, sinon la plus grande docilité aux directions et aux conseils de Pierre Foucher, Nantais comme elle, du moins la plus parfaite estime pour son caractère et ses talents. Souvent elle le jugeait trop prudent, trop *fonctionnaire*, facilement porté au mépris des partis et des factions qu'il confondait dans une égale défiance. Mais elle le tenait pour sûr, ferme dans ses amitiés, constant dans le dévouement. Elle lui connaissait trop de finesse pour ne pas supposer qu'il avait deviné le secret de sa liaison avec La Horie. Elle lui savait bon gré de n'en rien montrer et d'accueillir, lui, le bon catholique, l'homme modéré par excellence, le père de famille modèle, une amie qui ne brillait ni par la piété, ni par l'esprit de conciliation, ni même par son attachement à la vie conjugale.

Le 23 octobre 1812, Sophie devança de beaucoup l'heure de

sa visite quotidienne à l'hôtel de Toulouse. Étant sans nouvelles de la conspiration et de ses progrès, n'ayant point osé s'aventurer jusqu'au ministère de la Police générale, où elle supposait pourtant La Horie installé, ne recevant enfin de lui aucun des messages qu'il lui avait pourtant promis, elle traversa en hâte le Luxembourg, sitôt après le déjeuner de midi, et parvint au Conseil de guerre avant que Pierre Foucher fût reparti pour son bureau. Par lui, elle comptait bien obtenir, enfin, quelque renseignement...

Elle le trouva plein d'égards et affectueux, comme toujours... Seulement, au ton de ses paroles, plus réservées que jamais, à l'émotion de son regard, à l'effort qu'il faisait pour affermir sa voix, elle apprit que l'affaire avait mal tourné, elle attendit son sort...

Attente inutile; Pierre Foucher était trop galant homme pour entretenir directement sa malheureuse amie du souci dont il la sentait obsédée. Il prit des détours, fit des récits, disant qu'à neuf heures du matin environ, la nouvelle d'un attentat contre le ministère de la Police et le gouverneur de Paris, avait couru dans les bureaux de la Guerre, que, peu après, on avait annoncé la mort de l'Empereur, la constitution d'un gouvernement provisoire...

Il ajouta qu'à dix heures et demie, le démenti était venu : l'Empereur vivait, les auteurs du coup de main étaient en prison, on préparait leur comparution devant le Conseil de guerre.

Le Conseil de guerre! Depuis sa vie tourmentée, à Châteaubriant, Sophie savait ce que ces mots voulaient dire... Et depuis l'affaire du duc d'Enghien, le procès de Cadoudal, tant d'autres débats trop célèbres, elle savait aussi comment finissent ces sortes de tragédies... De la main, elle se voila un instant le visage, parut réfléchir, se leva, remercia Pierre Foucher, sortit.

Et incontinent, en femme que rien n'abat, elle décida de commencer un siège, celui du rapporteur Delon... Cet officier était absent. Toute la journée, peut-être même une partie de la nuit, il devait se tenir à l'Abbaye ou au ministère de la Police, pour interroger les conspirateurs déjà arrêtés, et ceux qui allaient bientôt l'être... Sophie ne balança point, elle attendit, tantôt chez « maman Foucher » qui devinait sa peine et semblait y compatir, tantôt chez M^{me} Delon, que les événements

n'avaient point calmée et qui continuait de « mettre tout l'hôtel de Toulouse dans la confiance de sa cuisine ».

Delon rentra enfin : courageuse jusqu'au cynisme, sans nul souci de se compromettre, Sophie l'entreprit sur La Horie : « Où l'avait-on jeté? Quelle contenance faisait-il? Qui prendrait sa défense?... » Et, volubile autant qu'elle se montrait silencieuse dans le train ordinaire de sa vie, elle commença d'excuser l'acte de son ami...

Delon refusa d'en entendre davantage : moitié soldat, moitié fonctionnaire, il ne connaissait rien qui pût prévaloir contre le devoir d'obéissance. Il ne doutait pas que, dans une affaire aussi grave, le gouvernement ne fût prêt à lui envoyer des instructions : il se réglerait sur elles...

Le gouvernement, c'était alors Cambacérès, l'archi-chancelier; c'était aussi le duc de Feltre, ministre de la Guerre. Sophie connaissait ce dernier, depuis leur rencontre à Lunéville, en 1801. Elle examina un moment si elle irait se jeter à ses pieds... D'après les quelques mots qu'avait laissés échapper Delon, sur la lenteur probable de l'instruction, trois ou quatre jours au moins s'écouleraient avant le jugement. Remettant au lendemain cette suprême démarche, elle revint aux Feuillantines. Sur le seuil, elle trouva sa domestique inquiète, ses enfants apeurés, presque en larmes : « Ce n'est rien, leur dit-elle. Il ne se faut jamais inquiéter. Encore moins doit-on pleurer. Si bonne que soit l'épée, les larmes la rouillent!... » Elle fit ensuite à sa petite famille, le signe de se mettre à table.

* * *

Durant quatre jours, les 24, 25, 26 et 27 octobre, les dossiers d'arrestation et les minutes d'interrogatoires s'accumulèrent sur la table du capitaine Delon. Pris d'un zèle puéril autant que cruel, Cambacérès et Clarke eussent fait arrêter tout Paris, plutôt que de ne pas pouvoir montrer à l'Empereur qu'ils étaient maîtres dans l'art de réprimer une conspiration. N'ayant su ni prévoir, ni prévenir l'échauffourée de Malet et de La Horie, ils entendaient au moins se venger du ridicule dont ces deux hommes les avaient un moment couverts...

Contre le premier ils n'eurent pas de peine à évoquer mainte affaire antérieure; à la charge du second, ils essayèrent de ressusciter l'affaire Moreau. Un bout de lettre, signé de

M^{me} Hulot, belle-mère de Moreau, ayant été trouvé dans les papiers de La Horie, cela fit événement, et Delon consigna le fait dans ses procès-verbaux, du style dont on rédige un bulletin de victoire...

Au soir du 27, ce pauvre Delon n'en ressentait pas moins une vraie lassitude. Après son dîner, il voulut se remettre au travail et rédiger son rapport : les idées ne lui venaient pas. Il appela Pierre Foucher à son secours. Voici comment celui-ci raconte la scène : « M. Delon me fit éveiller vers les trois heures du matin, et vint me prier de l'aider. Le brave homme que troublait déjà la terrible mission qu'il avait reçue et qui, depuis quatre jours, ne cessait pas de faire subir des interrogatoires, semblait dans un état d'abattement à faire pitié. Il avait si peu la tête à lui qu'il ne voyait pas les papiers placés sous ses yeux. Sa position devenait critique, les membres du Conseil étant convoqués pour le jour même (28 octobre) à onze heures avant midi. Je m'attachai à le tranquilliser. Je me mis à la besogne, en affectant plus de tranquillité que je n'en avais... J'ébauchai le rapport et j'en arrangeai méthodiquement toute la partie historique, afin qu'il ne restât plus à mon voisin qu'à déterminer la part de chaque accusé dans le grand attentat commis et à conclure pour ou contre... Je remarquai que ses conclusions embarrassaient moins le rapporteur qu'elles ne l'attristaient. L'archi-chancelier et les ministres avaient fait connaître leurs volontés. Ils ne trouvaient pas assez de sang pour se laver (1). »

Rien n'annonce aussi bien que ces lignes de Pierre Foucher, dans quel esprit et suivant quelles méthodes va être conduit, le 28 octobre, le procès de Malet et de ses complices.

Le drame se passe à l'hôtel de Toulouse, dans la grande salle du Conseil de guerre, celle-là même qui abritera plus tard le repas de noces de Victor Hugo. Sur l'estrade, et au banc du tribunal, on voit assis, en grand uniforme, le comte Dejean, grand aigle de la Légion d'honneur, premier inspecteur du génie, président, le général baron Henry, le général baron Dériot, le colonel Moncey, le colonel Gêneval, le major Thibault, juges. A leur droite, le capitaine Delon, rapporteur. En bas de l'estrade et à gauche des juges, les vingt-quatre accusés sont rangés, chacun entre deux gendarmes.

(1) *Souvenirs de Pierre Foucher.*

Aucun ne porte de menottes. Un seul avocat a été admis à exercer son rôle tutélaire. A quoi bon des avocats, si les faits sont reconnus pour constants? Le comte Dejean, président, n'interroge, en effet, que sur les circonstances de fait. A La Horie, qui plaide, avec hardiesse, l'ignorance où il était, so disant, des noirs desseins de Malet, et qui prétend n'avoir joué que le rôle d'un « conspirateur sans le savoir », il oppose simplement : « Vous avez agi, comme si vous saviez. Les décisions prises par vous, en tant que ministre de la Police générale, montrent assez de quoi vous êtes capable... Détails que tout le reste... »

Intelligent et fin comme il l'était, La Horie comprit très vite ce qu'il y avait de définitif dans ce parti pris de s'en tenir aux actes, rien qu'aux actes... Quittant donc le ton d'un homme qui se défend, il montra de la hauteur, il eut des réparties vives : au rapporteur qui contestait que l'on pût participer à un coup d'État sans le vouloir, ni le savoir, il osa demander : « N'en fut-il pas ainsi le 18 brumaire ? » Et, comme un certain Boderieux, l'un des accusés, croyait améliorer son cas et attendre le tribunal en criant à tout propos : *Vive l'Empereur !* il ne craignit pas d'ajouter froidement : *Et vive sa justice !*

Les débats durèrent tout le jour et une bonne partie de la nuit. Entre la salle du Conseil de guerre et l'appartement des Foucher, où Sophie se tint sans relâche, il n'y avait que la longueur d'un couloir et l'épaisseur de quelques murailles. A chaque pause, ou même à chaque nouvel incident de l'audience interminable, des amis, des officiers venaient lui en décrire la physionomie et lui en rapporter le détail : l'œil sec, la bouche serrée, les deux mains cramponnées aux bras du fauteuil dans lequel M^{me} Foucher l'avait installée, elle ne répondait ni ne faisait de questions. Un mot, un seul mot, résonnait à son oreille : *la mort*. Une seule image passait devant ses yeux : celle du peloton d'exécution dont on fourbissait sans doute les armes, dans quelque caserne de Grenelle ou de Courbevoie!... D'autres fois, des lueurs mauvaises allumaient son regard, son amertume débordait. Le président ayant demandé à Malet quels étaient au juste ses complices, il avait répondu magnifiquement : « Toute la France, monsieur, et vous-même si j'eusse réussi ! » Instruite du fait, Sophie répétait à mi-voix et comme si elle eût machonné sa haine : « Oh ! oui ! toute la France ! »

A deux heures du matin, elle apprit sans étonnement que Delon réclamait la peine de mort contre presque tous les accusés. Peu après, on entendit un remuement de foule pressée, des bruits de pas, des portes qui s'ouvraient : les débats étant clos, le président venait de faire sortir les accusés et le public... Le Conseil demeurait seul pour délibérer.

Sa délibération ne dura pas moins de deux heures. Il faisait presque froid. Par les hautes fenêtres de l'hôtel de Toulouse, la fraîcheur humide du parc pénétrait dans la vieille maison. M^{me} Foucher fit allumer du feu. Le cœur gros et la parole mal assurée, Pierre Foucher invita Sophie Hugo à s'approcher de l'âtre. Tous les trois retombèrent dans un morne silence...

Quatre heures du matin. Un tintement de sonnette, un bruit de crosses heurtant les dalles et les banquettes. Le commandement de : *Portez, armes!* C'était le Conseil qui rentrait en séance et auquel la troupe de garde rendait les honneurs. Avec ses allures de souris craintive et proprette, Pierre Foucher se précipita, allant aux nouvelles. Quand il revint, peu de secondes après, Sophie lut dans son regard :

— C'est pour aujourd'hui? interrogea-t-elle...

— Oui, dit-il, pour aujourd'hui, dans la plaine de Grenelle.

DANS LA PLAINE DE GRENELLE

On donnait alors ce nom à un vaste quadrilatère d'environ un kilomètre carré, et qui s'étendait en dehors de l'enceinte des Fermiers généraux, à l'ouest de ce que nous appelons maintenant le quartier des Invalides et le quartier de l'École militaire. L'usage s'était introduit, sous le Directoire, de faire camper à cet endroit les troupes pour lesquelles on manquait de casernement. Depuis le Consulat et l'Empire, le « camp de Grenelle » n'offrait plus de raison d'être, le soldat français ayant pris l'habitude de cantonner à tous les carrefours de l'Europe. Mais on avait gardé l'habitude d'y procéder, en grand appareil militaire, aux exécutions capitales ordonnées par les Conseils de guerre. De là, pour ces mots « la plaine de Grenelle » une triste popularité.

De là aussi, dès qu'une exécution était annoncée, un grand concours de curieux et de badauds qui se pressaient aux

barrières du sud-ouest et gagnaient à pied le champ sinistre.

Le 29 octobre 1812, à trois heures après midi, six fiacres entourés de troupes, vinrent quérir à la prison de l'Abbaye, boulevard Saint-Germain, les douze condamnés à mort de la nuit précédente (1). Cambacérès, Clarke, Savary, Pasquier, étaient maintenant au fait de l'état d'esprit instable dans lequel se trouvait la garnison de Paris; ils avaient payé pour le connaître. Crainte d'une nouvelle échauffourée, ils redoublèrent donc de précautions; des détachements militaires, venus de différents points de la banlieue, entouraient la prison et faisaient cortège à chaque fiacre; toutes les forces de police étaient massées ou dissimulées sur le chemin menant de l'Abbaye à l'École militaire.

Conduits par l'adjudant général Laborde et le capitaine Delon, Malet et La Horie sortirent en tête et montèrent dans le premier fiacre. Aux fenêtres, aux balcons, sur la chaussée, la foule, presque muette, commença de se découvrir. Il faisait gris. Une aigre brise d'automne agitait les feuilles jaunies qui pendaient encore aux arbres. Dans ce cliquetis si particulier, deux ou trois commandements montèrent tout à coup, le cortège se mit en marche...

Toujours plein de faconde, parfois même d'éloquence, Malet multipliait les apostrophes, les insolents défis. Un moment, s'adressant à La Horie, on l'entendit s'écrier : « C'est votre indécision qui nous a mis ici ! » et, le moment d'après, comme il passait devant l'École militaire où se trouvait rassemblée une foule plus dense, il lança son air de bravoure : « Je tombe, mais je ne suis pas le dernier des Romains !... »

La Horie se taisait. N'ayant point obtenu le confesseur, qu'il avait, croyons-nous (2), demandé, sans doute se recueillait-il... Peut-être aussi, la réserve de tendresse qui était en lui se répandait, à cette heure suprême, sur les choses et les êtres qu'il aimait : Sophie Hugo, les campagnes de Saint-Just, le parc des Feuillantines et, dans cet asile aimable, son filleul, le

(1) Sur 24 accusés, il y avait eu dix acquittements et 14 condamnations capitales. Deux de ces dernières avaient été commuées.

(2) Dans la très belle et dernière lettre que La Horie adressa à Savary pour le prier de faire parvenir aux siens le peu d'argent qui lui restait (4000 francs environ), il a utilisé en terminant la formule : « *A Dieu, Savary...* » Il semble bien qu'il y ait eu là un retour aux sentiments religieux de son enfance. Chez Sophie Hugo, nous n'aurons rien de pareil à noter.

jeune Victor, cet enfant dont le front semblait marqué d'un signe si éclatant...

Très lentement, de plus en plus retardé par la presse des curieux, le cortège déboucha, vers quatre heures, hors de l'enceinte parisienne, par la barrière de l'École militaire. A droite et à gauche s'allongeaient les murs de cet établissement; en face s'étendait la plaine de Grenelle, si noire de monde, que les jardins des particuliers avaient été envahis, leurs cultures foulées aux pieds, leurs arbustes saccagés (1). Perpendiculairement au mur de droite, un vaste carré était formé par les détachements en armes des troupes de la garnison. Les corps compromis dans la conspiration, et dont les officiers allaient être fusillés, étaient même au complet; en signe de honte, ils ne portaient point d'armes, et leurs uniformes avaient été retournés.

Un roulement de tambours. Descendus de fiacre, Malet et La Horie prirent encore la tête et s'allèrent placer debout, le dos au mur, la face tournée vers la foule; à droite et à gauche, les dix autres condamnés firent de même. Un nouveau roulement de tambours. Le capitaine Delon, « juge rapporteur », sortit des rangs, se dressa au milieu du carré et fit tenir, à sa gauche, son greffier, à sa droite, M. Dunepart, maire de la commune de Vaugirard, sur laquelle se trouvait la « plaine de Grenelle ». Il lut, à très haute voix, le jugement du Conseil de guerre. Avec ses deux assesseurs, il rentra ensuite dans les rangs. « Un piquet de la garde impériale, tiré des grenadiers de cette garde, lui succéda. »

On sait le reste : Malet réclamant et obtenant le droit de commander le feu; tous ses compagnons tombant à la première décharge, et lui, blessé seulement, debout encore, s'adossant au mur, appelant « le peloton de réserve », mourant enfin, frappé à bout portant, par le sous-officier chargé du coup de grâce.

Le jour tombait... Soit désir d'aller vite, soit crainte de montrer aux Parisiens un spectacle aussi douloureux, le gouvernement avait décidé que l'inhumation serait faite, hors de la ville, dans le cimetière de Vaugirard.

En hâte, quelques infirmiers du Val-de-Grâce se jetèrent donc sur les douze cadavres, et les portèrent, quatre par quatre,

(1) Arch. de la Seine. Domaine, carton 458, dossier 13 456.

dans « trois tombereaux de l'Hôtel-Dieu », à peine garnis, pour les recevoir, d'un peu de litière fraîche. La foule connaissait bien ces voitures tristement fameuses, et le tintement de la clochette accrochée aux colliers des chevaux... Sur le passage, elle s'écarta; les femmes se signèrent. M. Dunepart, maire de Vaugirard, chargé d'établir l'acte de décès, suivit dans un fiacre; après lui, un détachement de la dixième cohorte, sans armes, l'oreille basse, l'uniforme retourné...

Instruite par Pierre Foucher de l'itinéraire que suivrait le cortège, Sophie Hugo l'attendait, non loin de là, à la barrière de Paillassons, située derrière les Invalides, au milieu de cultures maraîchères. La nuit était venue. Un ou deux réverbères à poulies piquaient à peine la brume d'automne de leur lueur falote. Sophie connut l'approche des tombereaux au tintement des clochettes, et surtout aux lourds cahots, dont ils battaient le pavé!... Elle avait revêtu la mise la plus simple et chaussé de gros souliers. Quand elle vit luire devant elle les lanternes des trois voitures, elle dressa la taille, fit quelques pas, d'abord mal assurés, se ressaisit, prit la suite, derrière les soldats... Et, brave, sans un gémissement, en malheureuse à qui la Providence refusa le don des larmes, elle mena le deuil de La Horie, jusqu'à la fosse commune.....

LOUIS GUIMBAUD.

VISITES A LA PRESSE DE PROVINCE

VIII ⁽¹⁾

LA PRESSE DU NORD

Les quatre départements de la région du Nord groupent six millions d'habitants. L'arrondissement de Lille, à lui seul, compte pour plus d'un million. Il est du reste l'arrondissement le plus peuplé de France. La richesse à la fois minière et agricole de cette région privilégiée, le développement industriel et commercial que lui ont donné ses laborieux habitants, qui paient la septième partie de l'ensemble de nos impôts, en ont fait la pierre angulaire de notre édifice national.

C'est dans les six millions d'habitants, groupés dans les villes, entassés parfois dans les faubourgs, autour des puits de mine et des usines, que la presse du Nord recrute ses lecteurs. Elle s'imprime à moins de trois heures de la capitale, et pourtant son tirage total peut être évalué à plus de six cent mille exemplaires quotidiens. Cette proportion d'un journal pour dix habitants, déjà importante, me paraît appelée à l'être davantage encore. La loi de huit heures dans l'usine donne du loisir à l'ouvrier, comme le séjour de six heures dans le « fond » en donne au mineur; les familles se reconstituent, les enfants grandissent, s'écartent de leurs parents et lisent à leur tour un

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1928, 1^{er} février, 15 mars, 15 juin, 15 octobre et 15 novembre 1929 et 1^{er} février 1930.

journal acheté de leurs propres deniers. Le marché des matières, le marché des objets et du travail, intéressent tous ces hommes chaque jour davantage, et ce ne sont pas les journaux venus de l'extérieur qui peuvent les renseigner à ce sujet.

Pour bien connaître les journaux de cette région, il est, plus que partout ailleurs, nécessaire de prendre en considération le labeur spécial de ces hommes du Nord, ouvriers et patrons. Labeur qui se poursuit sans interruption dans ce pays de toits en dents de scie, de tours en brique, d'où sort une fumée noire ou blanche, selon qu'il s'agit de force motrice ou de produits chimiques, ou des gaz transparents évacués par un foyer moderne rationnellement établi.

Qu'advierait-il, ai-je demandé, de ces hommes qui regagnent leur logis sous la pluie, dans la terre glissante des champs, le long de ces corons interminables, s'ils soupçonnaient qu'il y a des pays où l'air qu'on respire est un délice pour les poumons et une joie de l'esprit?

— Ces hommes, m'a-t-on répondu, ont eu l'occasion, pendant la guerre, de connaître votre Midi, votre Touraine, vos Alpes. Ils n'ont eu cependant qu'une idée, après l'armistice et la démobilisation : retourner sur leur terre plate et grasse, où souvent rien ne restait de leur maison, rien de l'usine, que des fondations recouvertes d'une poussière de brique et d'une couche de mauvaises herbes.

C'est ici le règne de l'activité méthodique et continue. Peignage et filature de laines de Roubaix, filature de lin et tissage de Lille, fabriques d'Armentières et d'ailleurs : aucun bruit n'y décele au dehors l'activité de l'intérieur. Pénétrez sous ces toits de tuile d'où s'échappe par endroits quelque vapeur indécise, dans une usine qui travaille et transforme tous les jours la laine de 200 000 moutons : chacun est à sa place et alimente en silence une machine vorace et précise, d'une activité de bête jeune et en pleine forme. Car la guerre a eu cet avantage de renouveler l'outillage, et nos ennemis d'hier doivent se rendre compte qu'ils ont commis une lourde faute en détruisant du matériel usagé pour avantager leur propre industrie.

J'ai pu admirer la sobriété des gestes de la femme qui préparait ses broches et ses dévidoirs, comme celle des hommes qui, d'un bras lancé, raccordaient les fils cassés des retor-

deries. Rien ne les rebute, ni l'odeur du suint, ni la monotonie du travail toujours égal, ni le produit régulièrement modeste de chaque petit instrument. Ils savent tous, et c'est leur fierté, qu'ils contribuent aux gros tonnages qui alimentent la consommation française et l'exportation sans cesse accrue.

Quant au patron, penché sur la carte des départements, de l'Europe et du monde, penché sur les cours des Bourses d'Australie et d'Argentine, l'esprit tendu sur les circulaires et les situations, les yeux fixés sur les tableaux que lui préparent ses bureaux, sur les échantillons que lui fournissent ses ingénieurs et ses chefs d'atelier, il se livre au terrible jeu des décisions et des responsabilités. Jeu passionné, où la distraction devient une faute personnelle, une infraction aux règlements de l'organisme gigantesque dont il n'est qu'une des commandes et qui peut prospérer ou dépérir par son fait.

J'ai voulu connaître également le labeur des hommes du « fond ». Là encore, tout est reconstitué, non pas suivant les tracés et les plans d'avant-guerre, mais d'après les méthodes les plus récentes. Le puits de mine, à Lens, par exemple, présente un aspect coquet auquel le profane ne s'attend pas. Les chevalements ont l'air de miradors élevés dans la campagne pour surveiller les champs, et les bâtiments ne diffèrent pas d'une centrale électrique. Les corons bas et sordides d'avant-guerre sont transformés en séries de petits pavillons, où les briques de teintes diverses essayent par leur assortiment d'égayer la rue dénuée de verdure. Églises, écoles, dispensaires, crèches, garderies et ateliers de couture, sont installés à côté des terrains de foot-ball; et derrière chaque maison un potager permet à l'homme qui est remonté au « jour » de cultiver les légumes du ménage.

Mais il faut aller au « fond ». Dur métier ! et cependant tous ceux qui en ont goûté y reviennent. Certes, ils gagnent en six heures le salaire payé pour huit à dix heures de travail au « jour » ; mais c'est un autre sentiment, âcre et passionnant à la fois, qui fait que le mineur et son fils fuient la ferme, l'usine ou le navire, pour rechercher l'embauche au pied de la « descenderie » et prendre le n° 2331, — accus chargés, — à la lampisterie. Il y a là sans doute un goût du risque, une recherche de l'élément de lutte qui consiste à vaincre la roche, à deviner ses mouvements, à lui ravir son trésor noir et friable.

sous la menace du « toit » et des gaz sournois et brutaux.

Telle est, dans ses aspects généraux, la masse des lecteurs de la Presse du Nord auxquels il faut ajouter l'habituel contingent de citadins. Parmi eux, le fantaisiste n'est pas à son aise. L'ouvrier, le patron et même le mineur sont des réalistes. Sur ce champ du travail, les hommes qui tiennent en main le flambeau du guide, et ceux qui sortent de la nuit avec le désir imprécis mais violent d'accéder à la lumière, se rencontrent sans trêve. Ils ont leurs syndicats qui les représentent, qui discutent ensemble de leurs droits et de leurs devoirs respectifs. La tâche des journaux du Nord est aussi difficile qu'importante : il leur faut renseigner chaque jour tout ce monde par le menu et sur les réalités avec lesquelles ouvriers et patrons sont aux prises. Les nouvelles régionales, les insertions corporatives, le marché du travail, les intéresseront beaucoup plus vivement que les nouvelles mondiales. La politique elle-même, qui tient une place considérable au-dessous de la Loire, ne sera commentée ici que dans ses rapports intimes avec la reconstitution du Nord et sa prospérité. En outre, Lille possède une école de journalisme, unique en France, et dont les cours sont professés à la Faculté catholique de la ville.

RÉGION DE LILLE

L'ÉCHO DU NORD

Lille s'intitule « Capitale », avec ses Universités, ses Bourses, ses Écoles abritées dans des bâtisses monumentales qui ne suffisent plus à son essor. Autant que la saison le permet, la vie économique se manifeste même en plein air et j'ai pu me mêler curieusement aux mariniers qui, devant le café Bellevue, fixaient le fret de la tonne de houille sur les canaux de France, tout près des liniers qui discutaient à propos de stocks de fibres, en face de cette halle magnifique où la pierre a été mêlée à la brique par la Renaissance espagnole, et que déparent aujourd'hui des boutiques ridicules.

A Lille, cinq quotidiens, dont un centenaire, occupent une place inégale, tandis qu'à Roubaix domine un quotidien dirigé par une femme de mérite.

C'est en 1819, à l'époque où quelque liberté venait d'être

rendue à la presse, que Vincent Leleux, venu de Saint-Valéry-sur-Somme à Lille, où il avait ouvert une imprimerie, fonda l'*Écho du Nord* avec le concours de quelques collaborateurs dont le plus âgé n'avait pas trente-deux ans ; Vincent Leleux lui-même venait d'atteindre seulement sa trente et unième année.

Guidé par M. Jean Dubar, son jeune directeur actuel, j'ai consulté les archives. Le premier numéro était d'un format restreint : 22 × 32 cm. On y lisait en tête l'*Ouverture des portes de la ville à 4 heures et la Fermeture à 9 heures*, ce qui avait tout autant d'importance que le lever et le coucher des astres voisins de la terre. C'était déjà le *Marché des Immeubles, Meubles, Effets* et les *Avis divers*. Les nouvelles extérieures prenaient une grande place, avec la présentation sérieuse du *Temps*. Suivaient les *Énigmes*, les *Spectacles*, les *Variétés*, et, en dernière page, les prix courants du savon, des colzas, lin et chanvre, des cotons de tous les points du monde.

La publicité, qui depuis lors a envahi le journal, s'exerçait déjà : « *On désirerait trouver, rue Esquermoise au n° 35, une servante tranquille et de bonne constitution : il serait inutile de se présenter sans bon certificat.* » On voit par cette lecture qu'un centenaire est bien court !

En même temps qu'avec une ténacité et une vigueur auxquelles les grandes associations du Nord ont rendu plus d'une fois hommage, il menait de retentissantes campagnes économiques qui ont assis son autorité dans les milieux agricoles, industriels et commerciaux, l'*Écho du Nord* poursuivait une politique libérale, soutenait les champions de la liberté tour à tour contre le pouvoir royal ou impérial et contre les violences d'extrême-gauche. A plusieurs reprises, le directeur ou un rédacteur prenait le chemin de la prison : mais le journal continuait sa route.

A Vincent Leleux, son fondateur, succédait son fils Alexandre ; le format passait à 30 × 40 cm., puis en 1887 à 70 × 50 cm. En 1872, une édition populaire à cinq centimes, le *Petit Écho du Nord*, voyait le jour, et remontait les courages passagèrement abattus en 1870. Après M. Verly qui dirigea le journal jusqu'à 1891, vint M. Gustave Dubar, depuis longtemps co-directeur. Il donna la plus vive impulsion à l'*Écho du Nord* et, pendant cinquante ans, l'associa à toutes les manifestations sociales de la région.

Aujourd'hui, c'est son fils, M. Jean Dubar, et M. Émile Ferré, depuis 1893 son plus intime collaborateur, qui assurent la direction du journal dont la façade s'ouvre toujours sur la Grande-Place.

On ne peut parler des journaux de Lille et de Roubaix sans rappeler leurs tribulations pendant la guerre de 1914. Dès que la ville fut tombée aux mains des Allemands, *l'Écho du Nord* fut supprimé, ses bureaux envahis, ses ateliers occupés et pillés pendant quatre ans. Son directeur, M. Gustave Dubar, fut désigné comme otage, et son rédacteur en chef, M. Émile Ferré, envoyé d'abord à la citadelle, fut transporté en Lithuanie dans un camp de représailles. Cet homme courageux ne se laissa pas abattre : il créa *l'Écho du Nord et des Steppes*, manuscrit, que les prisonniers se passaient tous les jours de main en main. La cravate de commandeur de la Légion d'honneur vient de récompenser ce journaliste intégral.

J'ai pu visiter, sous la conduite de M. Jean Dubar, les installations nouvelles dans l'immeuble ancien et dans les immeubles postérieurs acquis depuis la guerre. C'est là qu'avec un matériel moderne le journal tire ses douze ou quinze éditions sur huit et dix pages. A mon passage, le *Concours du plus bel épi de blé* avait rassemblé dans le hall le plus riche ensemble d'échantillons de notre production nationale.

— Nous venons de terminer l'Exposition des petits inventeurs, me dit M. Jean Dubar. Les compétitions organisées par nous, comme vous le voyez, sont nombreuses. C'est que nos concurrents sont habiles et nous tiennent toujours en éveil.

« Notre journal, continua M. Dubar, est également très suivi à cause de ses enquêtes de caractère régional ou d'un intérêt local envisagé sur le plan de « Lille-Capitale » devant devenir « le plus grand Lille ». Vous y trouverez toujours une ou deux enquêtes en cours de publication. En dehors de l'information dans tous les domaines, notre *Écho* publie chaque semaine et et par demi-page : la *Chronique de la Mode*, la *Page de la Famille*, la *Chronique de T. S. F.* Il y a également une chronique automobile et une chronique de disques. Les sports occupent une page spéciale le lundi et plusieurs colonnes chaque jour. Au point de vue littéraire et artistique, il donne chaque jour une poésie humoristique de Pierre Manaut; quatre rédacteurs spéciaux assurent le compte rendu des représentations

théâtrales; la critique des livres est faite par le secrétaire général du journal, romancier lui-même. Un professeur réputé rédige la critique d'art et les chroniques d'histoire locale. Quant au bulletin économique, il est un des plus complets qui existent en province...

Il était cinq heures. Des hommes, des femmes arrivaient et se pressaient contre la porte vitrée qui fait communiquer le hall avec les guichets publics. Un agent de police contenait la pression du dehors et veillait à l'ordre.

— Qu'est-ce donc? demandai-je. Le ministère est-il renversé? Un accident est-il arrivé dans une mine?

— Il n'en est rien, me dit le directeur en souriant. C'est *l'Écho du Nord*, édition du soir, qui ne se confond pas avec le *Grand Écho du Nord*, édition du matin, et qui va sortir des rotatives. Alors, parmi tout ce monde qui se presse, chacun veut être le premier à consulter nos *Petites annonces* pour découvrir l'appartement rêvé, la servante impeccable, l'automobile d'occasion avantageuse, le poste le mieux rétribué ou le salaire plus élevé que celui qu'il gagne... Vous pouvez sortir sur la place, vous verrez que certains de ces impatients ont un taxi qui les attend pour se rendre plus vite près de l'annonceur.

Jamais je n'avais si bien compris le mécanisme des *Petites annonces* qui font la fortune de plusieurs grands journaux en province et dans la capitale, et celle de *l'Écho du Nord*, dont le tirage est un des plus forts de la presse française.

LA DÉPÊCHE ET LE NOUVELLISTE

La Dépêche fut fondée en juin 1882. En septembre de la même année, *le Nouvelliste*, journal du soir, naissait de la fusion de deux anciens journaux, *le Propagateur* et *le Mémorial*. De là l'indication de la soixante-dix-neuvième année d'existence sur *le Nouvelliste*, tandis que *la Dépêche* porte seulement l'âge de quarante-sept ans.

Lors de leur fondation ou de leur transformation, ces deux organes appartenaient à la *Société des journaux réunis de l'arrondissement de Lille* : l'administrateur délégué en était M. Alfred Reboux, dont la veuve est aujourd'hui directrice du *Journal de Roubaix*.

En 1883, la Société des journaux réunis se scinda en deux. M. Alfred Reboux conserva le *Journal de Roubaix* avec ses deux éditions. Le *Nouvelliste* et la *Dépêche* furent acquis par une société nouvelle qui eut, dès son origine, pour rédacteur en chef et directeur M. Henri Langlais. Sans interruption, ce dernier a rempli les fonctions qu'il exerce encore en qualité d'administrateur-délégué. C'est de lui et de M. Robert Allègre que je tiens les détails de la vie de ces deux journaux. Il est aisé de remarquer que leur évolution est celle même de la presse pendant le demi-siècle écoulé.

Tandis que le *Nouvelliste*, journal du soir, paraissait sur grand format, la *Dépêche*, à ses débuts, n'avait que quatre colonnes comme le primitif *Petit Journal* et tous les journaux à cinq centimes de l'époque. Sous l'impulsion de la nouvelle direction, le 16 juin 1887, le journal passait à cinq colonnes. C'était ce que l'on appelait le format bâtard. Le 2 mars 1888, le journal se développait sur six colonnes. Seul, parmi les journaux à cinq centimes, le *Soleil* l'avait précédé. Le 13 octobre 1895, profitant du progrès de la construction mécanique, la *Dépêche*, en même temps que le *Figaro* à Paris, inaugurait les six pages « encartées, collées et pliées », ce qui semblait alors une merveille. Elle précéda le *Petit Marseillais* qui suivit l'exemple quelques mois après. Les six pages étaient d'abord réservées au numéro du dimanche; elles s'étendirent rapidement aux numéros de la semaine. Puis, l'on passa aux huit pages. Enfin, en 1912, par l'accouplement de plusieurs rotatives à huit pages, on transforma le matériel de manière à pouvoir sortir à volonté des numéros de 6, 8, 10 et 12 pages.

En même temps, d'autres résultats non moins importants étaient réalisés au point de vue de la rédaction et de l'information. Dès 1884, la *Dépêche* avait lié partie avec la Société du *Nouvelliste de Lyon*, de même nuance politique, pour doubler et compléter par un service parisien, original et rapide, les services des agences Havas, Dalziel et Fournier qui se partageaient la clientèle des journaux de province. La proximité de Paris et la rapidité des communications permettaient pour Lille l'usage des « hors sac » par la poste, complétés par le télégraphe et le téléphone, mais ce n'était pas assez. En 1894, la *Dépêche* acquit de l'État un fil télégraphique privé reliant son bureau parisien, rue Feydeau, à ses bureaux de Lille. Ce

fil fut naturellement détruit pendant la guerre. Son rétablissement exigea plusieurs mois et le service par ce moyen ne fut repris que dans le courant de 1920. Depuis quinze mois, il a été doublé par l'établissement d'un triple relais de Baudot qui lui permet de recevoir par trois fils le grand service de l'Agence Havas.

Pendant la guerre, *la Dépêche* parut jusqu'au jour de la première entrée des Allemands à Lille en octobre 1914. Mais quand on est journaliste dans l'âme, on ne s'arrête pas devant l'obstacle même d'une pareille guerre. En 1913, le directeur, M. Henri Langlais, réussit à s'évader sous un déguisement et à rentrer à Paris. Trois mois après, il faisait paraître pour les nombreux réfugiés, ses compatriotes, une édition parisienne de *la Dépêche* qui dura jusqu'à la libération de la ville de Lille. Simultanément même, pendant les premiers jours qui suivirent cette évacuation, les deux éditions continuèrent à paraître : celle de Paris expédiée par voie ferrée sur Amiens, Boulogne, Calais, Hazebrouck, et celle de Lille, imprimée par des moyens de fortune sur des papiers de toutes les couleurs, tirée sur des presses qu'on tournait à la main, à la lueur de bougies fixées sur des casses d'imprimerie. On dut attendre quelque temps le rétablissement de l'électricité et du gaz dont les usines et les canalisations avaient été endommagées par l'ennemi.

Grâce à des efforts intenses et en faisant venir de Paris du papier et du matériel, on put enfin reprendre l'aspect normal. Au lendemain de la guerre, le gouvernement imposait encore la limitation du papier à toute la presse française ; dès que la liberté fut rendue, les quatre pages d'abord, puis les six et les huit pages refirent leur apparition, malgré les charges résultant du prix formidable du papier qui atteignait 240 francs les 400 kilos avec une monnaie beaucoup moins dépréciée que celle d'aujourd'hui.

Les administrateurs de ces deux journaux ne s'en sont pas tenus à la formule du quotidien. Le souci de l'illustration les avait amenés, plusieurs années avant la guerre, à créer un atelier de photogravure qui prit rapidement de l'extension et permit, en 1910, la création du *Grand hebdomadaire illustré de la région du Nord*. Il parut d'abord dans le format des journaux quotidiens. C'était un journal de lecture, publiant feuil-

letons, contes, nouvelles, variétés, articles sur les questions d'actualité, sans négliger de faire place aux hommes et aux choses du pays.

La guerre, l'occupation de Lille par les Allemands, interrompirent sa publication. Elle reprit au mois de novembre 1919 dans un format réduit, plus facile à conserver, avec un nombre de clichés photographiques notablement accru et un caractère régional beaucoup plus accusé. Les ruines accumulées dans la région y figurèrent avec abondance et comme un témoignage irrécusable de ce que le pays a souffert pendant les heures sombres de la guerre. Puis ce fut l'enregistrement de l'effort admirable, opiniâtre, des habitants pour reconstruire leurs maisons et leurs cités.

Les mœurs de cette région du Nord, ses coutumes, son histoire, ses hommes anciens et modernes, l'évocation du passé par la reproduction de gravures rares et souvent introuvables, la notation de la vie moderne en des photographies irréprochables, où les manifestations sportives ne sont pas plus exclues que toutes les autres formes de l'activité de nos contemporains, lui donnent une physionomie très attachante.

N'est-il pas curieux de voir que c'est justement cette formule, reprise et développée au moyen d'éléments plus variés, qui nous a donné les grands hebdomadaires parisiens à forme de journal, si fort à la mode depuis quatre ou cinq ans ?

Dans le monde financier, il n'est personne qui ignore la place que tiennent Lille et sa région dans le domaine des affaires. Charbonnages, usines, voies ferrées, pétroles, inventions, tout intéresse les artisans de la fortune du Nord français. La Bourse de Lille, qui est un reflet de cette activité, a repris depuis la guerre une vie nouvelle et sans cesse accrue. *Le Nouvelliste* et *la Dépêche* eurent l'idée de publier un journal financier hebdomadaire. Aucun organe de ce genre n'existait dans la région. Ce fut *le Nord Financier* dont le premier numéro parut en février 1920. Le succès qui accompagna sa publication et qui s'accroît régulièrement depuis dix ans, montre que cette nouvelle initiative répondait à un besoin du public.

Tout ce travail se fait dans un bel immeuble, situé au 77 de la large et moderne rue Nationale et qui appartient aux deux quotidiens.

Il m'est impossible de ne pas signaler, entre les pages de

mode, de sports, etc., une page hebdomadaire coloniale et maritime. Elle est due aux soins compétents de M. Allègre qui est à mon égard doublement un confrère, puisque c'est au Cameroun qu'il perdit une jambe, dans un combat colonial. Quand il m'a quitté dans le hall revêtu et dallé en marbre, il m'a dit en parlant de M. Henri Langlais :

— Vous avez vu le doyen de la presse française. Cinquante-quatre ans de profession, dont quarante-quatre à la tête de nos journaux aux destinées desquels il continue de présider.

LA CROIX DU NORD

Près de l'ancienne Bourse, au centre du vieux Lille, une grande librairie occupe le bas d'un immeuble de la rue des Sept-Agaches. C'est l'antichambre publique de *la Croix du Nord* dont l'administration occupe les étages supérieurs. Fondé il y a quarante ans par Mgr Masquelier, un des meilleurs journalistes de province, ce journal était une filiale de *la Croix de Paris*. Émancipée depuis la guerre et complètement indépendante, *la Croix du Nord* est la seule *Croix* quotidienne régionale. C'est d'ailleurs pour la raison que *les Croix* de province sont hebdomadaires que je n'ai pu parler de ces multiples organes répandus dans les milieux catholiques des départements. Mais j'y reviendrai en une fois au sujet de *la Croix de Paris* qui est leur mère.

C'est M. le chanoine Édouard Moché, administrateur de *la Croix du Nord*, qui m'a renseigné sur l'activité et la position du journal dont M. l'abbé Évrard dirige, à cinq cents mètres plus loin, la rédaction et la fabrication.

— Notre *Croix*, me dit-il, est tout d'abord indépendante de tout parti politique. Soumis à la doctrine de Léon XIII, prenant à la lettre les termes de l'encyclique *Rerum novarum*, nous soutenons le mouvement social catholique et les syndicats libres chrétiens, nous favorisons tout parti et tout candidat qui sauvegarde les intérêts religieux et français. Je vous ai dit que nous ne dépendions de personne : notre société est anonyme, formée de petits capitalistes qui sont les prêtres de notre diocèse, les lecteurs du journal. Pas un seul gros actionnaire pour faire la loi. Mais vous croiserez dans nos ateliers un typographe qui possède pour 40 000 francs d'actions.

« Nous sommes très lus dans les milieux ouvriers de Lille, Roubaix, et autres localités dans lesquelles nous répandons nos quatre, et bientôt cinq éditions. Notre page du lundi, « Le Monde du Travail », est très suivie par nos lecteurs qui nous sont reconnaissants du souci constant que nous prenons de leurs besoins moraux et matériels. Nos théories sociales, nous les mettons en pratique : l'un des premiers, notre journal a accordé les allocations familiales, les congés payés et la semaine anglaise à ses ouvriers. Avant la lettre, il a également garanti à tout son personnel, rédacteurs compris, le bénéfice des Assurances sociales.

« Allez rue d'Angleterre, ajouta le chanoine Moché, vous verrez que notre programme n'a pas mal réussi. »

Je dois tout de suite avouer une faiblesse qui me rendrait impartial, s'il en était besoin, envers M. l'abbé Eugène Évrard : il est l'auteur d'un bien beau livre sur *le Monde des Abeilles*, dans lequel la précision et la poésie s'unissent pour ravir le lecteur. L'ordre qu'il a constaté et admiré dans les ruches, il l'a fait régner dans sa petite usine où travaillent plus de cent ouvriers. Je parcours les marbres : une *Revue de la Presse* est alignée à côté de la *Page des Enfants*, dont le rédacteur a plus de 1 000 jeunes correspondants qui sont tous les filleuls de parrain Jean. Plus loin, sur des galées, sont préparées la page religieuse, la page des missions. Un linotypiste tape discrètement une enquête économique, et le télégraphiste nous apporte pour les marchés du mercredi les câblogrammes qui donnent en dernière heure les tout derniers cours des laines, des cotons, etc.

De 1919 à 1929, le chiffre du tirage, de vente, de publicité et de commerce, est passé en moyenne de un à sept.

Ce sont les seuls chiffres que j'ai pu obtenir de M. l'abbé Évrard. Mais il me remit le numéro du 29 septembre dernier. L'image du Christ est au milieu du titre ; les bras de l'Homme-Dieu sont horizontaux dans le geste le plus large. La grande manchette centrale portait ces mots :

MGR L'ÉVÊQUE DE LILLE A LA CROIX DU NORD

Après avoir béni nos nouveaux ateliers — Monseigneur Liénart exalte l'action — du journal catholique. — Encourage l'œuvre et ses ouvriers.

LE RÉVEIL DU NORD

Fort loin dans la rue de Paris, un beffroi moderne se dresse à un carrefour. Toutes les demi-heures, un carillon égrène les notes du *P'tit Quinquin*, qui est comme on le sait le chant populaire de la Flandre française.

C'est le « pignon sur rue » du *Réveil du Nord*, dont l'installation est encastrée entre des immeubles et a remplacé l'ancienne raffinerie de salpêtre de l'État. Dans un très ancien couvent, des capucins priaient autrefois sur l'emplacement qui contient aujourd'hui les quelque deux mille tonnes de réserves en papier.

Le hall dépassé, au moment de monter dans le bureau du directeur, j'avise une plaque de marbre :

Le Réveil du Nord,

Fondé en 1889 par Éd. Delesalle. — Dévasté pendant la Guerre 1914-18. — Reconstitué de 1918 à 1922. — Détruit par l'incendie 15 mai 1927. — Rebâti et agrandi en 1927-1928.

L'histoire du *Réveil du Nord*, qui a pris et dépassé l'importance qu'avait autrefois le *Progrès*, vaut la peine d'être contée : elle permet de noter la transformation d'un journal d'opinion, à opinions très avancées, en journal d'information.

Tour à tour, M. Le Masson et le directeur, M. Eugène Guillaume, m'en ont entretenu.

Le Réveil du Nord a été fondé par M. Édouard Delesalle qui fut adjoint des finances au maire de Lille et conseiller général du Nord. Le premier numéro du *Réveil du Nord* parut le 4 novembre 1889. Il portait en manchette : *Journal républicain indépendant et progressiste, quotidien*. De 1889 à 1907, le *Réveil du Nord* demeura un journal politique fidèle à la conception de ses fondateurs (orientation du cabinet Waldeck-Rousseau-Millerand), mêlé principalement à l'histoire du développement des syndicats ouvriers dans le Nord et le Pas-de-Calais. Peu à peu, l'information avait cependant pris sa place. Le tirage du *Réveil du Nord* s'accrut. De 6 000 en 1890, il était passé à 47 000 en 1914.

Vint la guerre, le *Réveil du Nord* parut en août et dans les

premiers jours de septembre 1914. Suspendu quelques jours par l'autorité militaire pour avoir annoncé l'avance allemande sur Lille, il cessa volontairement sa publication le jour où l'armée allemande occupa la ville. La Kommandantur installa une poste de campagne dans ses bureaux et des écuries dans les salles de machines, dont les pièces avaient été démontées (rotatives, clicheries, linotypes), pour être expédiées à Charleville où les Allemands les employèrent à tirer leur ignoble *Gazette des Ardennes*. Ce que les Allemands ne purent emporter fut détruit, les casses de caractères vidées, les moteurs mis hors d'usage. Lorsqu'en octobre 1918, Lille fut délivrée, le *Réveil du Nord* fut seul dans l'impossibilité de reprendre sa publication. Ce n'est qu'au début de décembre 1918 que parut le premier numéro de la nouvelle série. Mort pendant la guerre, le fondateur, M. Édouard Delesalle, avait désigné, comme successeur, M. Eugène Guillaume, entré au *Réveil du Nord* en 1903 pour organiser le service de reportage.

Dans le premier numéro de la série d'après-guerre, M. Eugène Guillaume exposa le programme du journal :

« Contribuer en premier lieu à la reconstitution de la région du Nord, défendre les droits des populations éprouvées par l'invasion, maintenir l'union de toutes les classes et de tous les artisans de la vie économique du Nord de la France, prolonger pour la grandeur de la région et du pays le nouvel état d'âme de la France, la leçon de solidarité nécessaire donnée par la guerre. »

Fallait-il reprendre les querelles de doctrine, comme si l'invasion n'avait pas suffisamment épuisé une des plus actives provinces françaises ? Le *Réveil du Nord* ne le pensa point. Il s'attacha d'abord à servir de guide aux sinistrés, aux victimes de la guerre, dans l'œuvre si difficile de la reconstitution matérielle et morale de la région du Nord. On a peine à imaginer le désarroi dans lequel se trouvaient les populations qui manquaient de tout : d'argent, d'abris, de vivres, de moyens de communication, d'indications sur la marche à suivre pour faire valoir leurs droits à des indemnités pour des dommages de guerre, à des pensions. Les administrations publiques à peine réinstallées, avec un matériel improvisé, dans des locaux disséminés étaient assaillies par la foule des malheureux réclaments. Le dédale des lois et des circulaires n'était pas le plus

mince obstacle à vaincre. *Le Réveil du Nord* organisa un service gratuit de renseignements et de consultations auquel s'adressèrent des centaines de mille personnes de toutes conditions et de tous les coins du pays. Pendant quelques mois, le journal ne put paraître que sur une feuille, recto et verso; encore cette unique feuille était-elle imprimée sur les machines de son obligeant confrère : *la Dépêche de Lille*. La confiance grandissante du public des campagnes et des grandes cités industrielles de la région du Nord dictait à la direction du *Réveil* une ligne de conduite nouvelle : une solidarité supérieure des classes sociales étant née de la guerre et de l'invasion, l'étroite cohésion de tous les intérêts était indispensable pour sortir du gâchis des ruines et restaurer la puissance du Nord. Le journal d'information pouvait seul entretenir le contact nécessaire entre les ruraux et les citadins, entre les masses laborieuses et les organismes dirigeants, entre les partis politiques mêmes qui reprenaient leurs anciennes batailles à mesure que disparaissaient les préoccupations matérielles de la dévastation.

C'est ainsi que *le Réveil du Nord* devint journal régional d'information, ouvert libéralement à toutes les questions scientifiques, économiques, agricoles, sociales, sportives, etc... qui intéressent la région productive du Nord, et donnant simplement asile, dans une « tribune libre » aux communiqués des partis politiques, sans distinction d'opinions. Cette innovation semble avoir si exactement répondu aux vœux de l'opinion que le tirage du *Réveil du Nord* n'a cessé de suivre une courbe ascendante, ainsi que sa vente dans le Nord, le Pas-de-Calais, le nord de la Somme, le nord de l'Aisne et le sud de la Belgique. Ce tirage est réparti en dix éditions régionales dont l'une, qui a un titre particulier : *l'Égalité de Roubaix-Tourcoing*, est un véritable journal spécialisé à l'usage de l'importante métropole de l'industrie lainière.

Ce système de l'information, *le Réveil du Nord* l'a même appliqué à sa clientèle de publicité, en créant un « service de documentation économique » mis gratuitement à la disposition de ses clients français. Ce service fournit toutes les informations générales économiques que sollicitent de nombreux annonceurs sur la région du Nord : capacité d'achat de tel département ou de telle ville, nombre de commerçants de chaque catégorie, nature de production d'un centre industriel, et n'a pas

d'autre objet que d'établir de nouveaux liens commerciaux entre la région du Nord et les autres régions françaises.

Je ne voudrais pas quitter Lille sans mentionner *le Télégramme*, devenu hebdomadaire, et *le Progrès du Nord* qui eut son importance, mais qui, depuis la guerre, s'est trouvé aux prises avec bien des difficultés.

LE JOURNAL DE ROUBAIX

Quand un visiteur vient de quitter M^{me} veuve Alfred Reboux, de passer en revue les ateliers et l'administration de son *Journal de Roubaix*, il n'a point besoin de cette particulière courtoisie dont on est tenté d'user quand on juge une œuvre féminine. M^{me} Reboux, comme M^{me} veuve Dumont dont je parlerai à propos des journaux du Centre, a suffisamment fait preuve dans les plus graves circonstances des qualités les plus viriles pour qu'on lui applique la mesure commune à ses confrères.

Le *Journal de Roubaix*, qui est dans sa 72^e année, continue son ascension, à deux pas des journaux de Lille, à trois heures de Paris et à dix minutes de la frontière belge. Le nom que porte la directrice est celui du fondateur. Et à la grande douleur de cette mère qui vient de perdre son fils, jeune et déjà rédacteur en chef, se mêle le regret poignant de voir une solution de continuité dans la lignée des dirigeants du journal.

Le premier numéro du journal, installé alors, 20, rue Neuve, a paru le 18 juin 1856. L'abonnement annuel coûtait 25 francs, y compris le droit de timbre de 3 centimes dont l'État frappait chaque exemplaire. Le tirage était alors de 300 exemplaires. Il est vrai que Roubaix ne comptait alors que 34 000 habitants. Le *Journal de Roubaix* naissant s'imprimait sur une presse à bras, la machine la plus simple du monde, et qui existe encore. Il n'était d'abord que bi-hebdomadaire et n'est devenu quotidien que depuis le 1^{er} décembre 1867.

Si le mérite de la fondation revient à Jean Reboux l'aïeul, c'est à son fils que le *Journal de Roubaix* doit son succès. Il était écrit qu'Alfred Reboux serait journaliste. A huit ans il tira le premier numéro du journal dont il devait être le plus grand directeur : au moment décisif, on amena l'enfant à l'atelier ; un ouvrier le prit dans ses bras et lui fit tirer le levier de la presse ; après quoi, triomphalement, il prit lui-même la feuille

imprimée et la remit à son père... Par la suite, Alfred Reboux devint un maître du journalisme, réalisant dans sa maison les derniers progrès de la linotypie et de l'impression. Au moment de mourir, en 1908, à son tour il confia à sa veuve le dépôt qui lui avait été confié par son père. Tout le monde aujourd'hui rend hommage à la manière dont M^{me} Alfred Reboux s'acquitta de sa charge. Son journal est bien fait, clairement imprimé, enrichi de pages d'annonces qui dénotent la confiance de ses lecteurs. Rien n'y est négligé. Aussi bien l'histoire du journal, la conduite de M^{me} Reboux pendant la guerre nous donnent une nouvelle preuve de la vitalité de ce pays et un magnifique exemple. Les heures passaient vite, tandis qu'elle nous racontait les péripéties de cette lutte, avec l'ardeur qu'elle apporte à toutes choses.

— Le 3 octobre 1914, à la tombée de la nuit, les soldats du Kaiser ont encerclé Lille. Déjà le *Journal de Roubaix* a vu se tarir, une à une, toutes ses sources d'informations. Dans cette nuit mémorable, il a recours à la seule correspondance téléphonique qui lui reste encore, mais Lille ne répond plus! La nuit, dans nos bureaux, c'est le désarroi. Tour à tour, nous saisissons le récepteur : personne au bout du fil. Mais notre téléphoniste a dû abandonner son poste sans accrocher le récepteur, et c'est ainsi que le microphone nous transmet des mots sinistres, sans suite, entrecoupés de silences, de mystère, et du bruit sourd et intermittent du canon.

« Que se passe-t-il? Oh! ces longues heures passées dans l'attente des nouvelles de la dernière heure qui, désormais, ne nous parviendront plus!... Dernier retranchement de la presse belge et française du nord, isolé du monde entier, que va faire le *Journal de Roubaix*? Il continuera son rôle d'informateur, il tiendra, il tiendra jusqu'au bout.

« Pour paraître, il faut des renseignements. Eh bien! il organisera des équipes de correspondants qui, la nuit, au prix de mille dangers, en auto, à bicyclette, apporteront de Hollande, à travers la Belgique occupée, des journaux remplis d'informations.

« Nos éditions se multiplient, elles renseignent nos lecteurs de Roubaix-Tourcoing, terrorisés dans l'attente des épreuves que nous annonce le bruit proche du canon; elles passent en Belgique au petit matin, dans les voitures des maratchers,

sous les yeux des sentinelles allemandes qui gardent la frontière et que rassure l'étalage savant des légumes qui couvrent la marchandise. Elles vont porter à la nation sœur les seules nouvelles qu'elle reçoive encore. La vente se fait clandestinement à Tournai, dans un petit café gardé à vue par nos marchands qui se partagent le travail et qui partent dans toutes les directions, bientôt rejoints par les correspondants qui desservent Bruxelles, Namur, Mons, etc... La vente des journaux étant interdite, nos exemplaires sont offerts chez les particuliers qui se les arrachent et paient jusqu'à cinq francs le numéro que leur apportent à pied, de Tournai, les correspondants qui l'ont payé trois centimes mais ont risqué leur vie.

« Le 15 octobre, à onze heures du matin, Roubaix est occupé par les troupes allemandes. C'est la terreur parmi nos concitoyens qui attendent, anxieux, notre édition du soir. Déjà nos dispositions sont prises.

« Paraître sous l'occupation, c'est accepter la censure ennemie, c'est propager le mensonge, c'est semer le doute et la désespérance parmi nos vaillantes populations. Le *Journal de Roubaix*, décidé à n'accepter de l'envahisseur ni ordre, ni défense, cesse de paraître.

« Mais la fraude s'organise. Un inconnu frappe un soir à la porte du journal. Il tire des profondeurs de sa poche truquée un quotidien français datant de trois ou quatre jours. Quelle aubaine! On le lui paie trente francs avec joie. On copie les articles intéressants, les commentaires, les communiqués; on les imprime en cachette la nuit. Et le lendemain, ces feuilles sont distribuées dans les quartiers ouvriers, chez des amis sûrs. Le journal qui nous a renseignés est envoyé au cercle où se réunissent les industriels; il va de maison en maison, et nous revient usé dans les plis, recollé avec des bandes de papier. Le journal a rempli sa mission glorieuse. Il a apporté la vérité française à des âmes françaises.

« Mais la vigilance allemande rend de plus en plus rare une aubaine de cette sorte. Il faut payer cinq francs de l'heure la lecture d'un numéro loué en commun. La Kommandantur ferme le Cercle, emprisonne les lecteurs clandestins.

« Enfin, après quatre années de ce martyre, l'envahisseur a fui. Le *Journal de Roubaix* ressuscite. Plus de linotypes : on compose à la main avec des caractères cachés dans les caves.

Plus de force motrice : on tourne à la main. On remplace les courroies par de vieux tuyaux d'arrosage, on s'éclaire avec des mèches de coton et du saindoux. Cinq heures après le départ des Allemands, le *Journal de Roubaix* reprenait sa mission d'informateur, d'annonciateur d'heureuses nouvelles, et ses lecteurs lui faisaient un accueil enthousiaste. »

Ce que M^{me} Reboux ne me dit pas, et que je sais, ce sont les multiples manifestations de son activité devenue inemployée et de son dévouement. Elle obtint de passer en France libre et prit à cœur d'exposer aux foules le courage, l'abnégation de ses frères opprimés. Ne pouvant plus servir son pays par le journal, elle le servit par la parole. Dans une série de deux cents conférences en province et à la Sorbonne, elle dit l'indomptable énergie des femmes de France soumises depuis de longs mois à la tyrannie de la guerre. Celle qui m'apparut si douce et si pitoyable devint tragique et véhémence, conviant les foules qu'elle soulevait à tenir fermement jusqu'à la victoire finale. Elle symbolisait, avec la femme du Nord, le courage et la douleur. A l'armistice, tout en redressant son journal, elle s'occupait encore de l'œuvre de la « Livre de laine » au profit des sinistrés que l'hiver menaçait.

Aujourd'hui, c'est la croix de la Légion d'honneur, c'est la prospérité dans l'ordre, c'est un journal qui vant les meilleurs, avec un tirage de grand journal, c'est tout le bien que veulent à M^{me} Reboux ceux qui pensent qu'elle honore le journalisme et la femme française.

LE NORD MARITIME

Le trafic du port de Dunkerque était considérable avant la guerre. Depuis l'armistice, il n'a cessé de s'accroître. Nouvelles installations, nouveaux hangars : tout contribue à la montée de ce port, placé en pointe sur le passage des grandes lignes nordiques de navigation, et qui dessert la région la plus riche de France. L'andernier, Dunkerque recevait 182 000 tonnes de laine; cette année, il importe 330 000 balles de coton d'un poids moyen de 300 kilos. Ce tonnage serait fortement accru, si les filateurs, les tisseurs et les imprimeurs sur calicot étudiaient sérieusement, avec le concours du gouvernement de l'Afrique occidentale, le moyen d'enlever à Manchester le

marché des cotonnades écruës, blanchies, teintes et imprimées, dans nos possessions de l'Afrique Noire. C'est un marché qui dépasse annuellement le chiffre de un milliard de francs et qui conviendrait si bien à nos usines d'Alsace et du Nord!

Ce trafic dunkerquois est certes enregistré en gros par les journaux de Lille, puisqu'il est inséparable de l'activité de la région du Nord. Mais il a son organe spécial qui est *le Nord Maritime*, bien imprimé sur six et huit pages, bien illustré, et qui se vend à cinq heures du soir.

La politique n'y tient de place qu'autant qu'elle se rapporte aux intérêts du port, de ses clients et de ses artisans. Quant à l'information, elle est surtout minutieusement locale; et le mouvement du moindre navire, sa cargaison et sa fortune, sont signalés avec le soin qu'ils méritent et qu'apporte à leur lecture le public de Dunkerque.

LE BOULONNAIS ET LA PICARDIE

LE TÉLÉGRAMME DU PAS-DE-CALAIS

La falaise qui domine Boulogne porte la colonne de la Grande-Armée, et aussi, faisant front au grand large, une petite chapelle qui n'est autre chose que la sépulture votive des pêcheurs, des marins, des sauveteurs péris en mer et qui n'auront jamais de sépulture terrestre. Rien ne remue l'âme comme la lecture des petites plaques de marbre qui tapissent les murs et des banderoles fixées aux couronnes mortuaires, — à la lueur des minces cierges constamment allumés par les veuves et entretenus par une très vieille femme chargée d'années et d'histoires tragiques.

Cela n'empêche pas le courrier d'Angleterre de faire sa navette, les pêcheurs de sortir par les temps d'automne ou d'hiver pour gagner leur vie et celle de leur famille, et les constructeurs d'assembler les pièces de nouveaux navires pour remplacer ceux que l'infortune a frappés. Tandis que dans les faubourgs, les usines gémissent et fument, et que dans l'arrière-pays, les grasses terres rapportent des fortunes à ceux qui préfèrent la glèbe à la plaine liquide.

Un journal devait enregistrer, par-dessus tous les autres, la vie de ce pays. C'est *le Télégramme*.

Installé au centre commercial de la ville, dans son fort bel

immuable, le *Télégramme du Pas-de-Calais* donne une nette impression de prospérité.

— Le *Télégramme* a été fondé en 1905, me dit M. Ledré, son rédacteur en chef, par un groupe de catholiques sociaux boulonnais qui se proposaient de donner à leur région un journal bien informé, avec le dessein d'éduquer le peuple en dehors de toute préoccupation de politique électorale directe. D'abord réduit à la ville de Boulogne et à son voisinage immédiat, le journal s'est assez vite étendu dans tout l'arrondissement et dans les arrondissements limitrophes. Son rôle grandit avec la guerre : il eut à remplir la très importante mission de desservir une vaste région que l'occupation de Lille privait de ses journaux.

A cette heure, le *Télégramme* est le maître presque absolu du Pas-de-Calais, et sa vente dans les arrondissements limitrophes de la Somme, du Nord, sans doute moins importante que pendant la guerre, mais qui existe et qui tend de plus en plus à s'accroître, fait que le *Télégramme* est un vrai journal régional.

Au cours de ces dernières années, le *Télégramme* s'est intéressé de plus près encore aux diverses œuvres sociales de la région. Dans la lutte contre la tuberculose qu'il vient d'organiser à Boulogne, il a recueilli près d'un million de souscriptions. D'autre part, il ne manque guère de signaler à ses lecteurs les infortunes de familles qu'on lui indique. Il vient d'ouvrir en faveur des familles nombreuses un concours qui a permis de récompenser, dans des conditions fort intéressantes, une cinquantaine de familles.

Journal libéral, le *Télégramme* n'a pas d'autre histoire que celle de sa progression constante et des efforts qu'il a faits pour mettre son matériel en harmonie avec la demande de ses lecteurs.

Ce que M. Charles Ledré oublie de me dire, c'est qu'après le dernier sinistre marin qui coûta 19 morts à la région, la presse de Boulogne recueillit 1200 000 francs en huit jours, pour soulager les familles des disparus.

LE PROGRÈS DE LA SOMME

Amiens et sa cathédrale se trouvent sur le chemin du retour. Arrêt plein d'agrément et de surprise : je revois avec une joie toujours nouvelle ce chef-d'œuvre de l'art gothique, et

je trouve deux journaux vivants à 120 kilomètres de Paris.

L'un d'eux, *le Progrès de la Somme*, qui n'a pas comme le *Journal d'Amiens* le magnifique point d'appui d'une imprimerie commerciale spécialisée, n'en constitue pas moins une très bonne affaire. Ce journal à vingt centimes possède un matériel très moderne, 25 000 abonnés, 60 000 acheteurs dont 18 000 à Amiens. Son organisation lui permet, comme à tous les bons journaux de province que je viens de visiter, d'attendre les dernières dépêches de la nuit et d'informer ainsi, en dernière heure, ses lecteurs de la Somme et des cinq départements limitrophes.

— Notre situation est difficile, me dit M. Durotoy, son directeur, en raison de la proximité de la capitale et de villes bien pourvues de quotidiens telles que Rouen, Lille, Boulogne et Arras. Cette dernière ville possède, en effet, *le Courrier du Pas-de-Calais*, avec un hebdomadaire de 25 000 numéros. A Calais, s'impriment également *le Petit Calaisien* et *le Phare*... Cependant, nous donnons aux porteurs de 850 actions de 100 francs, — qui constituent notre capital entièrement remboursé, — un dividende annuel de 250 francs. Et nos réserves sont copieuses...

— Et la guerre ?

— *Le Progrès* dut arrêter son tirage d'avril à octobre 1918 lors de la percée du front par les Allemands et l'évacuation de la ville d'Amiens, comme il y avait été contraint au début des hostilités pendant quelques jours (1^{er} au 15 septembre 1914) sous l'occupation ennemie. Mais il n'a jamais failli à sa tâche, malgré sa proximité du front. Les bombardements quotidiens d'avions, de jour et de nuit, n'ont jamais arrêté son tirage. Même aux périodes les plus difficiles où le combustible et la force motrice lui ont fait défaut, il continua de paraître.

Dès le recul ennemi en 1918, son directeur, rentré des premiers au milieu des ruines de la ville évacuée, s'employait à réparer d'urgence les dégâts des bombardements, offrait l'hospitalité aux confrères plus malheureux, et rappelait le personnel dispersé sur tout le territoire. Rapidement, avec des moyens limités, il reprenait son tirage et portait à nouveau la parole d'encouragement et d'espoir aux populations picardes chassées de leur foyer.

LE JOURNAL D'AMIENS

Je n'ai eu qu'à franchir la rue pour entrer au *Journal d'Amiens*.

Fondé en 1839, il fut toujours l'organe de la bourgeoisie et des classes aisées. Il vivait côte à côte avec *le Mémorial de la Somme*. En 1902 ils eurent la même imprimerie, la même administration. Ils vécurent ensemble sous les bombardements. Envahis, évacués, interrompus, soumis à une censure étendue, n'ayant à leur disposition que des moyens réduits, ils continuèrent d'informer leurs lecteurs à trente kilomètres du front.

Ce n'est qu'en 1919, après avoir reçu l'hospitalité du *Progrès*, qu'ils fusionnèrent pour ne garder qu'un titre. *Le Mémorial* restait en sous-titre. Ses lecteurs sont presque tous abonnés et suivent avec l'attention spéciale des abonnés toutes les informations, les études, les manifestations des sociétés littéraires, scientifiques, philanthropiques, etc., en honneur dans ce pays riche, et dont les tourments de la guerre n'ont pas arrêté l'essor.

* * *

Dans les lignes interminablement droites des canaux que longeait souvent la route, je croisais des péniches lourdes et placides. Les chevaux savent leur métier; le barreur fume, arc-bouté sur la barre du large gouvernail. La manœuvre étant nulle, les autres mariniers lisaient le journal acheté à quelque bureau de tabac qui constitue un dépôt près des écluses. Je les voyais donner toute leur attention aux faits divers du pays qu'ils avaient quitté, chargés d'acier, de betteraves ou de houille, et du pays qu'ils allaient accoster. Je me disais qu'il m'aurait fallu de lentes semaines pour étudier à loisir cet angle si formidable de la France, et j'enviais à ces mariniers la connaissance minutieuse que donnent les longs cheminements monotones sur les canaux de Flandre et de Picardie.

ANDRÉ DEMAISON.

(A suivre.)

A BERLIN

II ⁽¹⁾

LES PARTIS ET L'OPINION PUBLIQUE

Berlin, 1^{er} mars 1930.

La politique et les partis. — Au cours de l'interminable débat parlementaire qui avait le plan Young pour objet, ou pour prétexte, le nouveau règlement des réparations a tenu une place si modeste, qu'il fallait un effort de réflexion pour se rappeler que c'était bien de lui qu'il s'agissait. Je crois qu'on trouverait malaisément un exemple plus frappant de l'action déformatrice que la politique de parti peut exercer sur la politique tout court.

Nulle part on ne s'attendait à ce que le Parlement allemand fit au plan Young un accueil enthousiaste. Mais on estimait généralement que ce nouveau concordat, plus avantageux que l'ancien pour le débiteur, serait accepté par lui comme un moindre mal. Les partis extrêmes de droite et de gauche s'opposeraient à la ratification, que recommanderaient les partis moyens et, bien entendu, les partis de gouvernement. Cette prévision raisonnable était beaucoup trop simple; elle négligeait un élément essentiel du problème : le jeu obscur et compliqué des intérêts électoraux, les rivalités et les conflits d'influence au sein de la coalition gouvernementale, en un mot la subordination d'une politique nationale à des politiques de parti. Nous serions mal venus à prétendre que l'Allemagne

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} mars.

ait le monopole de ce déplorable antagonisme, inhérent à tout régime parlementaire; mais nous constatons qu'il a pris chez elle, en peu de temps, un développement singulier.

Des trois grandes fractions qui participent au gouvernement du Reich, l'une, le Centre catholique, qui est peut-être aujourd'hui la plus forte et la mieux organisée des trois, avait d'abord déclaré qu'elle ne séparerait point la question du plan Young de celle de la Sarre. Puis, renonçant à cette première exigence, elle posa, comme condition préalable à la ratification du nouveau plan, l'introduction de certaines réformes fiscales et financières. Après une courte discussion en première lecture, — trois séances plénières ayant épuisé le sujet, — on renvoie le plan Young à l'examen des deux commissions réunies des Affaires étrangères et du Budget; et, tandis que ces commissions délibèrent, le ministre des Finances s'efforce de mettre d'accord les représentants des trois partis de gouvernement sur les principes de la réforme demandée.

Enfin, le 28 février, les deux commissions jointes en viennent au vote décisif sur le plan de réparation. Il y a vingt-trois voix contre le plan : celles des nationaux-allemands, des communistes, du parti économique et des chrétiens-nationaux; il y en a vingt-neuf pour la ratification: celles des social-démocrates, des démocrates et des populistes. Le Centre et le parti populaire bavarois (catholique) se sont abstenus. Tout en rendant hommage aux efforts accomplis par le Chancelier et le cabinet d'Empire en vue de réaliser la réforme financière, le chef de la fraction centriste constate que ces efforts n'ont pas encore abouti : en conséquence, ses amis et lui estiment ne pas pouvoir prendre part au scrutin.

Le Centre avait-il donc pris position contre le plan Young? Nullement. Mais, après s'être assuré, par de savants pointages, que son abstention n'entraînerait pas le rejet des accords de La Haye, il a préféré laisser à d'autres le soin de les approuver. Il échapperait ainsi aux deux responsabilités : celle de rejeter un règlement indispensable à l'Allemagne, celle de ratifier un concordat qui, par sa nature même, ne peut être qu'impopulaire. Qu'un tel calcul soit habile, on n'en disconvient pas; mais on se demande jusqu'où il pourrait conduire un groupement qui, sans songer un instant à la position du cabinet, dans lequel il compte quatre représentants, se préoccupe

uniquement de sa propre position vis-à-vis des électeurs.

Lorsqu'on voit de quelle façon sont discutés et résolus ici les problèmes politiques les plus importants, on en vient à douter que l'Allemagne soit régie véritablement selon un système parlementaire. Les débats publics, au cours desquels on examine le fond des questions, n'exercent aucune influence sur la solution à intervenir : c'est une pure formalité. Tout dépend des commissions ; et, dans les commissions, tout se réduit à une série de marchandages entre les partis. La méthode du *Kuhhandel*, jadis si reprochée au Centre catholique, s'est désormais imposée à toutes les fractions du Reichstag. Elle se prête admirablement à la défense, au jour le jour, des intérêts particuliers ; mais il est plus difficile de l'appliquer à celle des intérêts généraux et permanents, qui sont à la base d'une politique nationale.

L'un des résultats de cette méthode est, semble-t-il, l'extrême fragilité des coalitions gouvernementales. Celle que forment en ce moment les social-démocrates, les catholiques et les populistes, ne survit aux crises intérieures qui la déchirent, qu'en raison de l'extrême embarras qu'on éprouve à la remplacer. Elle pourra se mettre d'accord sur des expédients, sur des moyens provisoires ; elle paraît bien incapable d'imposer et d'exécuter un véritable programme de gouvernement. Jamais on n'a tant parlé en Allemagne de réformes nécessaires, réformes fiscale, financière, administrative et même politique ; jamais on n'y a été plus éloigné des conditions d'équilibre parlementaire et de stabilité gouvernementale qui rendraient ces réformes possibles.

Le danger que constituent les partis extrêmes, soit pour le maintien de l'ordre, soit pour la bonne marche des affaires, n'est sans doute ni aussi imminent ni aussi grave que le donneraient à croire quelques apparences. Les communistes allemands font grand tapage ; étant plus voisins de Moscou et du bolchévisme que ceux des nations occidentales, ils en subissent plus directement l'influence. Mais au parlement d'Empire et dans les autres assemblées, ils sont tenus en respect par les social-démocrates mieux organisés ; et, dans la rue, ils trouvent en face d'eux une police attentive et singulièrement énergique. On doit néanmoins s'inquiéter de l'attrait croissant que les doctrines et les pratiques communistes

semblent exercer sur une partie de la jeunesse allemande.

A l'autre extrémité, le nationalisme étroit et violent de M. Hugenberg a perdu dans ces derniers temps beaucoup de terrain. Dans la pensée de son promoteur, le plébiscite contre le plan Young était destiné beaucoup moins à faire triompher un projet de loi inacceptable, qu'à créer dans le pays une agitation qui mit en danger le gouvernement, et peut-être le régime. Or, la première victime, la seule victime inconteste du plébiscite a été le parti que dirige M. Hugenberg. Au cours des deux mois de novembre et de décembre 1929, la représentation des nationaux-allemands au Reichstag s'est affaiblie d'une douzaine de membres influents : quelques-uns ont été exclus du parti, pour indiscipline ; les autres, le plus grand nombre, en sont sortis de leur propre gré, parce qu'ils désapprouvaient la politique du chef. Des deux groupes formés par ces dissidents, l'un, celui des chrétiens-sociaux, représente les intérêts d'une organisation syndicale importante ; l'autre, celui des nationaux-chrétiens, tend à rajeunir et à moderniser le vieil esprit conservateur. De la désagrégation du parti Hugenberg, il ne faudrait pas conclure trop vite à l'affaiblissement du courant nationaliste en Allemagne. Si, à Lubeck, les nationaux allemands ont perdu, en novembre dernier, les deux tiers de leurs sièges, ce sont les racistes qui les ont gagnés. Tout comme le communisme révolutionnaire, le nationalisme radical exerce sur la jeunesse une séduction particulière, contre laquelle la propagande des partis moyens lutte avec vigueur, sinon toujours avec succès.

De ces partis moyens, — catholique, populiste, démocrate, social-démocrate, — dépend aujourd'hui l'orientation définitive de l'Allemagne vers une politique d'ordre national, de progrès social et de solidarité européenne. Une collaboration active et durable des grandes forces organisées que représentent le Centre catholique et la social-démocratie, et, sur un autre plan, le parti populiste et le parti démocrate, triompherait aisément, semble-t-il, des facteurs de violence, de déséquilibre ou de désordre. Toute la question est de savoir si ces grands partis allemands pourront se mettre d'accord sur un programme positif assez large, pour permettre à chacun de maintenir ses traditions et ses principes essentiels, dans le cadre d'une action politique conforme aux grands intérêts nationaux.

* * *

Embarras financiers, malaise économique. — « Ah ! si nous avions un Gouvernement composé d'hommes forts et compétents, un vrai Parlement, qui représentât l'élite de la nation, nous ne serions pas contraints, nous, les bourgeois, de pacifier avec les démagogues et de couvrir, par des impôts trop lourds, des dépenses improductives et déraisonnables. Le Reich aurait un budget en équilibre, et l'économie allemande entrerait dans une nouvelle phase de prospérité. Alors nous pourrions payer le plan Young, et même davantage... » Ainsi parlait le directeur d'une grande banque. J'eus bien envie de lui répondre que si, pour mettre un peu d'ordre dans ses finances, l'Allemagne attendait d'avoir réformé son système électoral, son régime administratif, sa législation fiscale et les méthodes de sa Trésorerie, elle risquait peut-être d'attendre longtemps.

Ce qui est certain, c'est que le Reich, les États, les communes ne peuvent pas continuer la politique financière qu'ils pratiquent depuis quatre ou cinq ans, sans mener l'Allemagne à une catastrophe. États et communes engagent des dépenses supérieures à leurs ressources, et comptent sur le Reich pour payer la différence. Mais le Reich lui-même est en déficit. Pour subvenir aux besoins immédiats de sa Trésorerie, il a dû emprunter, à des conditions fort onéreuses, quelques centaines de millions de marks. Encore ne les a-t-il obtenus qu'en sacrifiant à l'exigence de M. Schacht deux membres du cabinet : M. Hilferding, ministre des Finances, et M. Popitz, secrétaire d'État.

M. Moldenhauer, qui a pris la succession de M. Hilferding, est moins un théoricien des finances qu'un homme d'affaires expérimenté. Il a tout de suite posé deux principes : d'abord, que le déficit du budget d'Empire devait être converti immédiatement, et non pas réparti entre plusieurs exercices, comme le proposaient les social-démocrates ; puis, que les moyens de couverture devaient être choisis, non pas en fonction de certaines doctrines politiques ou de certains programmes électoraux, mais en raison de leur valeur pratique et de leur possibilité de rendement. Sur ces deux principes, il édifiait un programme, qu'il soumettait à l'approbation des chefs de parti et de ses collègues du cabinet.

Mais M. Moldenhauer avait compté sans ses hôtes. Aux taxes de consommation dont il attendait quelques résultats, les social-démocrates opposaient leur *veto* : c'est la fortune acquise, ce sont les bénéfices industriels qu'il fallait frapper en relevant la taxe des impôts directs. Les populistes, qui représentent le monde de l'industrie et des affaires, se déclaraient hostiles à toute aggravation des charges déjà trop lourdes qui pesaient sur la production. Le Centre, tiraillé par deux clientèles diverses, d'une part, les syndicats ouvriers, de l'autre, la moyenne bourgeoisie, — petits propriétaires, commerçants, fonctionnaires, — cherchait un moyen de procurer de l'argent à l'État sans qu'il en coûtât rien à personne.

Deux fois, trois fois, M. Moldenhauer modifia son projet. Chaque moyen nouveau provoquait une objection nouvelle. Enfin, aux derniers jours de février, on arrivait à un accord partiel. Le relèvement de l'impôt sur la bière était accepté, ainsi qu'une taxe sur l'essence, une autre sur les eaux minérales et des droits d'entrée supplémentaires sur le thé et sur le café ; par compensation, l'industrie renonçait au dégrèvement dont on lui avait promis le bénéfice. Mais il restait à couvrir le déficit de la Caisse d'assurances contre le chômage : 250 millions de marks. Le ministre proposait d'y remédier, pour une part, en vendant aux deux grands Instituts de prévoyance sociale des actions de préférence de la Compagnie des chemins de fer ; pour le reste, par des mesures d'économie introduites dans le fonctionnement de l'assurance-chômage.

Au contraire, catholiques et socialistes sont d'accord pour repousser ce dernier moyen et le remplacer par un « impôt de sacrifice » (*Notopfer*), qui pèsera sur tous les citoyens, fonctionnaires, employés, etc... pourvus d'un travail et d'un traitement réguliers. Ceux qui travaillent paieront un peu plus, pour assurer du pain à ceux qui chôment. Mais les populistes ne veulent pas entendre parler du *Notopfer* et convoquent à Berlin un grand *meeting* de fonctionnaires, pour protester contre l'impôt projeté. M. Moldenhauer, qui est inscrit au parti populiste, se voit plus embarrassé que jamais. On a recours au président Hindenburg qui, favorable au *Notopfer*, tente d'y convertir M. Scholz, *leader* des populistes. Et l'on attend. Le sort du budget est en suspens ; celui du cabinet aussi...

Voilà pour les finances d'État. Comment l'économie natio-

nale ne ressentirait-elle pas les effets de cette incertitude et de ce déséquilibre ? En prenant possession de son ministère, M. Moldenhauer avait prononcé cette forte parole : « L'équilibre du budget importe beaucoup plus à l'économie allemande qu'un dégrèvement fiscal. » La question de savoir si l'on demandera un peu plus aux producteurs, un peu moins aux consommateurs, est secondaire, minime au regard de cette autre question : l'État allemand sera-t-il, ou non, en mesure de faire face à ses engagements ? En d'autres termes, sans équilibre du budget, pas d'équilibre de l'économie nationale.

Le fait est que l'économie allemande souffre d'un malaise assez profond, qui se traduit extérieurement par les symptômes suivants : crise de l'agriculture, crise de certaines industries, progrès du chômage, réduction de la consommation. J'ai demandé à un économiste, aussi compétent qu'objectif, de bien vouloir m'éclairer sur les causes de ce malaise et sur son importance. Voici à peu près ce qu'il m'a répondu :

— A l'origine de la situation difficile que vous observez chez nous, il y a, tout d'abord, une crise de confiance, due, pour une grande part, à notre politique des réparations. Depuis deux ans, ou peu s'en faut, nous exposons officiellement devant le monde entier, la fragilité de nos finances, les défauts de notre économie, l'insuffisance de nos capitaux, etc... Les statistiques qu'on a demandées à ce sujet aux banques, aux industries, aux maisons de commerce, se comptent par centaines. Il nous a fallu étaler au grand jour notre misère, avec documents à l'appui. Je ne sais pas si nous avons réussi à persuader nos créanciers ; mais, ce qui est sûr, c'est que nous avons convaincu les Allemands : ils n'ont plus confiance en eux. Cette défiance se traduit de diverses manières, dont la plus frappante est l'exode des capitaux allemands à l'étranger. Bien que les taux d'intérêt pratiqués ici soient sensiblement plus élevés que ceux qu'on offre en Suisse ou en Hollande, beaucoup d'Allemands semblent donner en ce moment la préférence aux placements suisses et hollandais.

« Cet exode explique, pour une part, le manque de capitaux dont souffre notre économie. Mais il y a d'autres causes plus importantes. Le paiement des réparations en est une : cet énorme transfert de capital, sans contre-partie, compromettrait l'équilibre financier le mieux établi ; à plus forte raison, bou-

leverse-t-il le nôtre. La nécessité où s'est trouvée l'Allemagne, après la guerre, de remplacer tout le matériel qu'elle avait livré, — locomotives, wagons, machines agricoles, bétail, etc., — et de renouveler son outillage économique, a entraîné pour elle d'énormes dépenses. Il est de mode aujourd'hui, à Berlin, de critiquer la rationalisation. Mais on oublie qu'en 1919, l'état de notre outillage industriel nous mettait tout juste en mesure de satisfaire aux besoins intérieurs, en supposant le marché allemand protégé par des barrières douanières infranchissables; nous n'aurions pu soutenir la concurrence d'aucune production étrangère.

« Pour reconstituer et renouveler notre outillage, nous avons emprunté. Pour assurer à nos industries le fonds de roulement dont elles avaient besoin, nous avons emprunté davantage. Les calculs établis sur une consommation intérieure normale et sur une exportation croissante et rémunératrice ont été quelquefois cruellement démentis par les événements. Je crois pourtant que, dans l'ensemble, nous avons eu raison. Il fallait, avant tout, prévenir la crise sociale qu'eût nécessairement entraînée une production au ralenti. Il fallait encore mettre, le plus rapidement possible, l'Allemagne en mesure de soutenir la concurrence étrangère sur les marchés mondiaux. L'opération comportait des risques, elle coûtait cher, mais elle était indispensable.

« Où en sommes-nous aujourd'hui? Notre agriculture souffre de l'avalissement des prix de vente; la vôtre aussi; et toutes les agricultures d'Europe. Ce qui, chez nous, complique le problème, c'est la rareté de la main-d'œuvre agricole. Avant la guerre, nous pouvions compter sur les *saison-arbeiter*, en grande partie Polonais, qui venaient chaque année travailler dans nos campagnes au moment des gros ouvrages; pour le salaire, pour le logement, pour la nourriture, ils se contentaient de peu. Impossible de les remplacer au même prix par des ouvriers allemands. Ceux-ci ont pris de telles habitudes que, même bien payés, ils ne peuvent plus vivre aux champs.

« Nous avons donc, en ce mois de février 1930, 2 millions 300 000 chômeurs. C'est le chiffre officiel; il est un peu inférieur à celui de février 1929; il est très supérieur à celui d'août de la même année. Jamais, avant la guerre, on n'avait établi les statistiques de chômage sur des bases aussi trompeuses. On

compte comme chômeurs les ouvriers du bâtiment, qui ne travaillent jamais en hiver, qui d'ici deux mois retrouveront de l'embauche, cette année comme tous les ans.

« Quelques-unes de nos industries sont dans une passe difficile, en particulier l'industrie textile. Mais, dans l'ensemble, la production industrielle allemande se maintient à un niveau satisfaisant. Notre balance commerciale, pour 1929, est nettement active. Voulez-vous des chiffres? Nos exportations, — y compris la livraison en nature au titre des réparations, — se sont élevées l'année dernière à 13 482 millions de marks; nos importations ont atteint 13 434. Reste un excédent de 48 millions. Pour janvier 1930, les chiffres sont un peu moins favorables : 1 295 millions à l'importation, 1 093 à l'exportation. Mais nous avons importé des matières premières et des produits demi-finis, qui sortiront d'Allemagne sous forme de produits finis dans quelques mois, laissant au pays un bénéfice.

« Comme tous les États producteurs, nous souffrons du fait que deux des plus grands pays du monde, la Russie et la Chine, ont à peu près cessé de consommer. Peut-être même en souffrons-nous plus que d'autres, à cause de la structure spéciale de notre économie. Mais si, en 1929, nous avons perdu du terrain sur les marchés russes, nous en avons gagné sur les marchés français, anglais, suisses et surtout hollandais. Je vous dirai même qu'à mon avis, notre balance commerciale est trop favorable. La politique des réparations et le manque de capitaux ont amené l'Allemagne à pousser son exportation au delà des limites raisonnables. La réduction des frais généraux, l'abaissement des prix de revient ont atteint chez nous la limite. Dès qu'on pourra le faire, il faudra freiner et revenir à des conditions plus normales de vente et de production.

« Reste le gros problème, le manque d'argent. Nous avons emprunté beaucoup, surtout en Amérique. Les Américains nous prêtent des capitaux à court terme et à gros intérêt. Momentanément, cela nous tire d'embarras. Mais ce n'est pas une solution. Ce que nous désirons, ce sont des capitaux qui viennent s'établir chez nous, non pas pour spéculer, mais pour produire; non pas à court terme, mais à longue échéance; des capitaux qui s'intéressent aux entreprises, travaillent à leur développement et *vivifient* notre économie au lieu de la *dopper*.

Je ne vous apprendrai rien en ajoutant que, pour cela, nous comptons avant tout sur la France, où la pléthore d'argent peut entraîner aussi certains désordres économiques, moins graves assurément que ceux dont souffre l'Allemagne, mais que vous avez néanmoins intérêt à prévenir...

Et nous voilà revenus au thème bien connu, plus actuel que jamais, de la collaboration entre capital français et technique allemande. La formule a ses avantages; mais peut-on songer à l'appliquer largement, comme il conviendrait, avant que l'Allemagne fournisse, par la réforme de ses méthodes financières et administratives, comme par l'exécution loyale de ses obligations extérieures, la double garantie sans laquelle il n'y a pas de confiance possible?

* * *

L'opinion publique. — Dans les circonstances difficiles que traverse l'Allemagne, il est tout naturel que l'opinion attache une importance primordiale aux questions financières et économiques. Gouvernement et Parlement lui donnent l'exemple, sans peut-être lui faire comprendre assez nettement, et pour cause, que si la nation exigeait de ses représentants une activité moins dominée par les préoccupations de parti et plus soucieuse des intérêts généraux, elle aurait bientôt obtenu de meilleures finances et une économie plus conforme à ses besoins. Quoi qu'il en soit, « la primauté du matériel » se révèle partout en Allemagne : les journaux la traduisent, les conversations l'expriment sans vergogne, la vie quotidienne d'une grande ville comme Berlin l'étale avec une crudité, dont quelques aspects font frémir...

Faut-il en conclure à une réduction des activités intellectuelles et morales? Nulle conclusion ne serait plus injurieuse et moins légitime. Les maîtres de la jeunesse allemande constatent au contraire chez leurs élèves un goût plus vif qu'il y a quelques années, soit pour la recherche scientifique désintéressée, soit pour la politique. Ils regrettent pourtant que la politique ne les ramène pas à l'histoire. « On dirait vraiment, me confiait un professeur d'université, on dirait que le monde commence avec eux ! »

Quant à la génération d'hommes et de femmes qui, parvenue à l'âge mûr, se trouve actuellement mêlée à la vie publique,

on chercherait assez vainement dans les journaux un reflet fidèle des sentiments qui l'animent et des mobiles qui dirigent son activité. La presse dépend trop étroitement des partis qui l'entretiennent, pour traduire autre chose, à quelques exceptions près, que les rivalités et les luttes stériles de chaque jour. Il y a pourtant une opinion publique allemande, que les événements des quinze dernières années ont instruite et mûrie, et qui, lentement, progressivement, prend conscience de son devoir et de son pouvoir.

L'étranger, plus sensible à l'agitation bruyante et aux criaileries des minorités d'extrême-gauche et d'extrême-droite, qu'à la résistance silencieuse et pourtant active des masses raisonnables, risque de prendre le change sur les tendances générales de la nation allemande. Il ne faut pas vivre longtemps ici pour comprendre l'inquiétude et la répugnance qu'inspirent aux classes moyennes les excès du communisme révolutionnaire et ceux du nationalisme intégral. L'institution républicaine semble désormais loyalement acceptée par la majorité des Allemands. Les préférences de cette majorité iraient, si j'ai bien compris, à une République conservatrice, aussi respectueuse des traditions nationales, et même d'un certain ordre hiérarchique, que soucieuse de progrès social. Ces deux préoccupations, loin d'être contradictoires, pourraient aisément s'accorder.

Une expérience récente, celle du plébiscite Hugenberg, permet d'appuyer cette impression générale sur quelques données de fait, plus nettes et plus précises. On peut admettre que la consultation populaire de novembre-décembre 1929 avait beaucoup moins pour objet l'acceptation ou le rejet du plan Young, que l'approbation ou la condamnation du gouvernement et même du régime établi en Allemagne. Les deux scrutins successifs, — celui du *referendum* et celui du plébiscite, — ont révélé une proportion de mécontents égale à 10, puis à 14 pour 100 des inscrits. Si l'on analyse ce résultat, on voit la population allemande se diviser assez nettement en deux parts, dont le cours de l'Elbe marque la limite. Dans les vingt-quatre circonscriptions administratives qui sont à l'ouest de l'Elbe et qui groupent cinquante millions d'habitants, le *referendum* a réuni, en faveur de la proposition Hugenberg, un peu moins de 8 pour 100 des inscrits. Dans les onze cir-

conscriptions à l'est de l'Elbe, qui représentent douze millions et demi d'Allemands, il en a réuni plus de 16 pour 100. Or l'Est, c'est la population agricole, relativement peu instruite, soumise encore aujourd'hui à l'influence des propriétaires fonciers et des pasteurs luthériens; encore faut-il excepter la Silésie catholique, où l'interdiction de prendre part au scrutin, édictée par le Centre, fut généralement obéie. L'Ouest, c'est la région industrielle, plus riche, plus évoluée, tant au point de vue social qu'au point de vue politique. Entre les deux parties de l'Allemagne, la proportion des électeurs qui se sont prononcés, plus ou moins librement, en faveur du projet Hugenberg, c'est-à-dire contre le gouvernement et le régime, varie du simple au double. Et la région de l'Allemagne la plus peuplée, la plus riche, la plus instruite, est aussi celle où le plébiscite a révélé le moins de mécontents.

S'il fallait conclure, on pourrait dire que ce qui manque le plus à l'Allemagne aujourd'hui, c'est une classe dirigeante vraiment digne de ce nom, c'est-à-dire capable de prendre, en connaissance de cause, certaines responsabilités. Si quelques-uns des hommes qui sont actuellement au pouvoir, et dont les hautes qualités, techniques et morales, n'ont jamais été discutées, se sentaient soutenus, soit au Reichstag, soit en dehors de l'Assemblée, par une élite généreuse et courageuse, ils trouveraient dans cet appui la force qui leur manque si visiblement, et dont ils auraient besoin pour vaincre les hésitations, triompher des mauvaises volontés et diriger résolument la nation allemande vers une politique prudente et féconde, digne d'inspirer confiance, non seulement à l'Allemagne, mais au monde entier.

MAURICE PERNOT.

(A suivre.)

ANDRÉ HALLAYS

Nous seuls l'avons connu, qui avons pu pénétrer jusqu'à l'intime de cette âme trop délicate pour se laisser volontiers approcher. L'extrême réserve, où il se retranchait, donnait d'abord une impression de hauteur un peu dédaigneuse, alors que nul ne fut plus vraiment modeste, ne cherchant qu'à s'effacer, laissant à d'autres, — hélas ! qui ne le valaient pas, — la place dont il eût été si digne. Mais il avait horreur de la familiarité, du coudoisement et du tutoiement, qui ont remplacé dans notre société l'antique politesse. La sensibilité la plus vive, la passion couvait sous cette apparente froideur.

C'est aux *Débats* que je l'ai rencontré, au temps où Georges Patinot rendait à la vieille maison sa jeunesse et son éclat. Il y donnait, dans cette manière brève et mordante où il excellait, des « Au jour le jour » qui étaient de petits chefs-d'œuvre. L'ironie chère aux *Débats* y faisait merveille ; mais tandis que l'ironie était chez d'autres une forme du dilettantisme, elle était chez Hallays une arme au service des grandes causes qui lui étaient chères et qui toutes se confondaient dans une même cause, celle de la grandeur française. Ce passionné n'avait qu'une passion : la France.

C'est elle qui lui inspira cette campagne pour la défense de nos monuments et de nos paysages, entreprise avec un si beau zèle, poursuivie avec tant d'âpreté et de persévérance. Il y apportait, avec les ressources d'une riche culture et la pureté du goût le plus averti, une qualité que rien ne remplace : le sens de ce qui est français. Et c'était cette absolue indépendance, cette franchise, cet emportement d'une ardente conviction ! Combien n'a-t-il pas sauvé ainsi de souvenirs de notre passé ! A cette guerre impétueuse nous avons dû la série de ces articles si simplement intitulés *En flânant*, où les impressions de nature

et d'art, les souvenirs d'histoire et de littérature se mêlent en une si harmonieuse diversité. C'est un genre qu'André Hallays a créé, que d'autres reprendront après lui; mais ce qu'il y avait mis d'incomparable, c'était son âme.

Il était de ceux dont l'enfance a été marquée par l'inoubliable cauchemar de la guerre de 1870. Il a été le type de ces Français d'entre deux guerres, qui n'ont vécu que pour la grande réparation. Aux années d'avant 1914, il était devenu le confident de l'admirable docteur Bucher qui, là-bas, paraît en silence l'heure attendue. Quand elle sonna, André Hallays, en dépit de ses cinquante-cinq ans, n'admit pas qu'il pût y avoir la guerre et qu'il ne fit pas la guerre. Le haut-commandement comprit les services que pouvait rendre un homme d'un esprit aussi pénétrant, familier avec les choses d'Alsace et qui s'était armé par la connaissance de l'Allemagne et de la langue allemande. Appelé auprès de Bucher au poste avancé de Réchésy, d'où le regard pénétrait impitoyablement chez l'ennemi, il y rendit d'éminents services. Je l'ai vu maintes fois à cette époque, et je n'ai jamais rencontré, au cours de la guerre, optimisme plus robuste, tout ensemble raisonné et mystique. La guerre terminée, il s'était consacré aux questions alsaciennes, et donnait le meilleur de son activité à l'association des Amis de l'Université de Strasbourg, qui lui doit son président : Raymond Poincaré.

La *Revue* perd en lui un de ses collaborateurs les plus appréciés : la *Société des Conférences*, dont il fut, il y a trente-cinq ans, l'un des fondateurs, son plus sûr conseiller. Dans ses livres sur M^{me} de Sévigné, sur les Perrault, qui avaient été d'abord des cours professés à sa chère *Société*, son style avait les qualités de vigueur et de sobre élégance, qui étaient aussi bien celles de sa parole. Pas de colifichets, pas de ces ornements que Pascal compare à de fausses fenêtres. L'homme et l'écrivain ne faisaient qu'un. Même souci du vrai, même discrétion presque janséniste. A force de vivre dans ce XVII^e siècle, où il communiait avec les plus nobles esprits, il semblait qu'il eût fini par en être : on l'imaginait parmi ces Messieurs de Port-Royal, dont le plus grand a dit que le moi est haïssable.

RENÉ DOUMIC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Du 17 février, date de la démission du premier cabinet Tardieu, au 5 mars, date du vote de confiance qui a investi le second cabinet Tardieu, cela fait, bien comptés, seize jours durant lesquels la Conférence de Londres, par l'absence des délégués français, a été réduite, ou peu s'en faut, au chômage. Le Parlement français, ou tout au moins une partie des députés, s'est comporté, à l'égard des étrangers, avec une désinvolture qui est loin d'être, pour nos affaires, sans inconvénient sérieux. Une meilleure organisation du système parlementaire permettrait d'éviter de telles crises dont l'inutilité s'avère, puisque ce sont, à quelques personnalités près, les mêmes ministres qui reviennent, et dont la nocuité est évidente puisqu'elles discréditent notre pays aux yeux des autres nations et compromettent nos intérêts.

La moralité de ces cascades de ministères, c'est que la chute d'un cabinet devrait impliquer un changement de politique et, par conséquent, comme en Angleterre, une dissolution de la Chambre. A un gouvernement, quel qu'il soit, on doit laisser l'équitable faculté de donner sa mesure, d'appliquer ses idées, sans que la maladresse ou la passagère nervosité d'un ministre, à propos d'une question de détail, puisse provoquer le bouleversement total de l'appareil gouvernemental. Ce sont les mœurs politiques qu'il faudrait réformer. M. Poincaré n'a obtenu le merveilleux redressement financier dont la France lui est reconnaissante, qu'en faisant voter ses budgets en temps normal, et pour y réussir, il a dû poser à chaque instant la question de confiance : pratique nécessaire, mais évidemment déplorable et dangereuse pour l'avenir du système parlementaire. M. Chéron en a été victime, mais la France, elle aussi, qui n'a besoin que de stabilité et de travail, en souffre au dedans comme au dehors. Il est urgent, si l'on veut sauver les

institutions parlementaires, que l'on revienne à de plus saines pratiques. Mais comment y parvenir, si c'est la mentalité des parlementaires, particulièrement celle des radicaux-socialistes, qu'il faudrait réformer? L'histoire de cette longue crise prouve que là surtout gît le mal, mais elle ne montre pas d'où pourrait sortir le remède.

Le parti radical-socialiste, qui représente surtout la petite bourgeoisie des villes, des bourgs et des campagnes et qui, depuis 1898, a, sous des noms divers, exercé une si forte prépondérance dans les assemblées et les gouvernements, a toujours eu deux vices fondamentaux qui l'empêchent de devenir un grand parti de réalisation et d'avenir. Il souffre d'une défiance instinctive à l'égard des personnalités fortes, comme si, dans les assemblées issues du suffrage universel, la médiocrité du niveau moyen n'avait pas besoin d'être rehaussée par quelques têtes, et comme si les chefs, là comme ailleurs et plus qu'ailleurs, n'étaient pas nécessaires à la bonne marche des affaires. Mais les radicaux, jaloux de toute supériorité, dénoncent « le pouvoir personnel », dès qu'un homme d'État s'impose, par son caractère et ses talents, comme un guide naturel à une majorité hésitante. Leur hostilité envers un Poincaré, un Tardieu, n'a pas d'autre source; dès que l'opinion publique se tourne avec reconnaissance ou avec espoir vers un chef de gouvernement, il devient leur ennemi. L'exclusivisme, qui est un autre travers de leur esprit autoritaire et intolérant, bannit de la République tous ceux qui ne sont pas taillés à leur étroite mesure; ils ont le monopole de l'orthodoxie et n'imaginent le gouvernement d'une démocratie que sur le modèle de leurs principes vides et de leurs formules désuètes. Les jeunes talents, lorsqu'il s'en fourvoie parmi eux, ne tardent guère à les quitter ou à leur devenir suspects; on étouffe dans ce milieu sans air et sans lumière.

L'esprit d'exclusivisme du groupe radical-socialiste est responsable des crises qui se succèdent en France au grand dommage du pays qui n'y comprend rien et qui s'éloigne peu à peu du système parlementaire. Les radicaux-socialistes ne peuvent s'accoutumer à l'idée qu'ils n'ont pas la majorité dans la Chambre actuelle, même avec l'appoint des socialistes. Leur refus d'entrer dans le premier cabinet où les conviait M. André Tardieu est à l'entrée de l'impasse où s'est accrulée la Chambre actuelle. Comme nous l'avons dit souvent ici, il y a, dans cette Chambre, une majorité, à la vérité peu nombreuse, mais réelle et dont le caractère dominant est d'être

antisocialiste. L'intransigeance des radicaux-socialistes envers les groupes plus modérés les a mis à la merci des socialistes dont le patronage, à son tour, fixe contre eux la majorité; ils ont fait de M. Blum et de son bataillon discipliné les véritables arbitres de la politique dite de gauche. Lors de la crise du 3 novembre, non seulement le groupe de M. Daladier a refusé de participer à la formation du cabinet Tardieu, mais, ayant promis une neutralité au moins provisoire qui se traduirait par l'abstention, il a, au premier scrutin, fait voter tous ses adhérents contre le ministère.

Un tel précédent interdisait à M. Tardieu, lorsque l'offre lui en fut faite au cours des négociations pour la formation du ministère Chaumemps, d'entrer dans une telle combinaison. Un journal radical-socialiste, qui ne subit pas passivement la discipline de la rue de Valois, le reconnaît lui-même en termes précis : « Les fautes se payent, écrit *la Volonté* du 25 février. Nos amis radicaux payent maintenant les fautes qu'ils ont commises en poursuivant contre M. André Tardieu, au cours des trois derniers mois, une campagne aussi injuste que systématique... La sagesse leur conseillait de ne pas accumuler les provocations qui devaient ensuite empêcher M. Tardieu d'accepter sans transition d'entrer dans un ministère présidé par un radical. »

Par là, un ministère de concentration qui aurait pour axe le groupe radical-socialiste devenait irréalisable; M. Chaumemps était obligé de chercher un appui, d'ailleurs insuffisant, parmi les socialistes, ce qui, automatiquement, lui aliénait le groupe radical dont l'appoint, selon qu'il se porte d'un côté ou de l'autre, détermine la majorité. Dès lors, c'est en vain que M. Camille Chaumemps, dans la soirée du 21, réussit à mettre sur pied un ministère où entraient, — avec quelques vétérans, comme M. Briand et M. Laurent-Eynac, inamovibles aux Affaires étrangères et à l'Air, comme M. Steeg, M. Loucheur, M. Albert Sarraut, — des hommes nouveaux comme M. Palmade et M. Lamoureux; c'est en vain qu'il comble de portefeuilles la gauche radicale et récompense ceux qui, le 17 février, ont fait défection à la majorité de M. Tardieu, il faudrait, pour accorder au ministère une vie précaire, que les abstentions, au centre, fussent très nombreuses. C'est en vain encore que M. Léon Blum qui sait, comme Jaurès au temps du cabinet Combes, devenir opportuniste quand il en est besoin, évite, pendant deux jours, de parler, dans *le Populaire*, du nouveau ministère; il est évident pour tout le monde que les socialistes, maîtres de la vie du cabinet, ne

le soutiendront qu'autant qu'il leur fera des concessions. « Le soutien socialiste, dans ces conditions, écrit un radical dissident, M. Eugène Lautier, dans *l'Homme libre*, c'est l'éternelle histoire de la corde et du pendu. »

Le 25, le ministère comparait devant le Parlement. La déclaration est volontairement modérée; elle ne s'éloigne pas radicalement, — sans jeu de mots, — du programme du précédent cabinet; elle en diffère surtout par certaines surenchères dangereuses, par exemple sur le chapitre de l'équipement économique national. Nulle provocation, nulle concession apparente au socialisme. La politique, dans les circonstances actuelles, est si étroitement dominée par certaines nécessités d'ordre extérieur et financier qu'il est impossible à un gouvernement, quel qu'il soit, de s'en affranchir et de se livrer à de fantaisistes expériences. Mais, pour appliquer le programme de M. Tardieu, personne n'est mieux qualifié que M. Tardieu lui-même. C'est sans doute le sentiment de la majorité, car, malgré un raccollage intense où sont prodigués tous les moyens de séduction, malgré les sympathies qui vont assez généralement à la personne et aux efforts de M. Camille Chautemps, le ministère est mis en minorité par 292 voix contre 277 et 21 abstentions.

La séance a été surtout animée par l'offensive vigoureuse et la dialectique redoutable de M. Paul Reynaud. M. Franklin-Bouillon, au nom de son petit groupe, la gauche sociale et radicale, lit une déclaration très remarquée; il votera contre le ministère, mais, dit-il : « Ce n'est pas contre un gouvernement, ce n'est pas contre vous, c'est contre un système politique formellement condamné par l'expérience que nous nous dressons. Mais, nous tenons à le déclarer, notre attitude demeurera la même, demain, en face de tous les hommes chargés du pouvoir, s'ils ne réalisent pas la concentration des républicains. Elle seule peut mettre fin à la crise morale qui déchire ce Parlement, à l'instabilité gouvernementale qui en résulte et qui menace à la fois tous les intérêts du pays et l'existence même du régime. »

Un député indépendant, un « nouveau », M. Henri Haye, a prononcé quelques mots qui valent la peine d'être relevés, parce qu'ils apportent, en un certain sens, la philosophie de la situation : « Messieurs les radicaux, je ne méconnais pas le rôle important que vous avez joué lorsque la République était en péril. Mais, aujourd'hui que le régime existe depuis soixante ans, il est temps que vous acceptiez dans la République des gens qui sont républicains autant,

sinon plus que vous, parce que le véritable républicanisme s'inspire d'un libéralisme que vous n'avez pas. » Quelle leçon !

La séance du 23 et la démission de l'éphémère cabinet Chautemps éclaircissaient la situation et apportaient d'utiles précisions. Il était prouvé une fois de plus qu'il ne peut exister, dans la Chambre actuelle, une majorité cartelliste. Il devenait évident qu'il ne pouvait pas se former un gouvernement contre la politique de M. Tardieu et même sans sa participation. La chute accidentelle du cabinet Tardieu, la chute logique et nécessaire du cabinet Chautemps entraînaient cette conclusion que seul un gouvernement de concentration était indiqué et pouvait se promettre une longue carrière. M. Franklin-Bouillon et ses amis, et, comme eux, le groupe de la gauche radicale, s'étaient prononcés nettement pour une telle solution. Cette combinaison, M. Tardieu était naturellement désigné pour la réaliser, puisque le scrutin du 17 février ne mettait pas en cause sa politique générale. Déjà, au mois de novembre, il avait tenté de mener à bien une combinaison de cette nature, mais l'opposition des radicaux-socialistes l'en avait empêché. La leçon du 23 février avait-elle assagi les radicaux-socialistes et M. Tardieu pourrait-il, cette fois, réussir, avec eux, une combinaison de concentration conforme au vœu du Parlement et de l'opinion publique ? M. Raymond Poincaré, qui a longtemps piloté avec bonheur, parmi les écueils, un ministère de très large concentration, était particulièrement qualifié pour une nouvelle expérience. C'est à lui d'abord que le Président de la République qui, dans ces conjonctures délicates, a appliqué les règles constitutionnelles avec un tact auquel il est juste de rendre hommage, fit appel. La santé générale de l'éminent homme d'État est excellente, nous sommes heureux de le dire, mais ne serait-ce pas la soumettre trop tôt à une épreuve trop rude que de lui imposer la tâche écrasante de la présidence du Conseil ? C'est ce que M. Poincaré lui-même fit valoir au Président de la République, en déclinant son offre. A son défaut, M. Doumergue fit appel à M. Tardieu.

Mais, dès le 26, avant même que des ouvertures lui eussent été faites, le groupe radical-socialiste coupait les ponts et votait un ordre du jour par lequel il refusait d'avance toute collaboration à un cabinet présidé par M. Tardieu. Les radicaux-socialistes consentaient à entrer, avec M. Tardieu, dans un cabinet de concentration, mais à la condition qu'il ne serait ni chef du gouvernement, ni ministre de l'Intérieur. Voilà le grand mot lâché ! Le ministère de

L'intérieur, cette Bastille du radicalisme électoral, d'où pleuvent faveurs, décorations et promesses pour les zélés serviteurs d'un parti dont toute la force réside dans ses organisations électorales et l'appui des fonctionnaires, ses créatures : voilà ce qui compte pour les radicaux-socialistes, voilà l'objet de leur ambition ; car, lorsqu'ils sont au pouvoir, ils savent s'en servir en faveur de leurs amis et à l'encontre de leurs adversaires qui, eux, sont rarement aussi habiles à leur rendre la pareille. Dès lors qu'il refusait de passer sous les fourches caudines de la rue de Valois, M. Tardieu aurait beau multiplier les consultations et les négociations, il pourrait faire un ministère de concentration, il pourrait même détacher une ou deux personnalités du groupe radical-socialiste pour les incorporer à son cabinet, mais il n'aurait ni la collaboration, ni les bulletins du groupe que préside M. Herriot. Le gouvernement de M. Tardieu pourrait donc paraître, si l'on regarde l'opinion individuelle de chacun de ses membres, un gouvernement de concentration, il ne le serait pas si l'on regarde les groupes. Ce fut, durant quelques jours, une lutte épique, M. Tardieu cherchant à grouper autour de lui des personnalités suffisamment accentuées à gauche, les radicaux et les socialistes s'efforçant vainement de détourner M. Aristide Briand de rester au quai d'Orsay.

A la fin, M. Tardieu, résolu à aboutir, eut, dans la matinée du 1^{er} mars, une entrevue avec M. Herriot et lui proposa, pour mettre fin aux rivalités de personnes, de conclure une trêve et de constituer, en dehors et au-dessus des partis, un « cabinet d'affaires » chargé de résoudre, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, les problèmes dont l'urgence s'impose. Dans cette combinaison seraient entrés M. Herriot, avec la vice-présidence du Conseil, MM. Daladier et Chantemps, et deux sous-secrétaires d'État. Mais M. Tardieu garderait la présidence avec le portefeuille de l'Intérieur. Cette condition fit tout échouer : les radicaux refusèrent. Ainsi se trouvent nettement établies les responsabilités pour le cas où il deviendrait indispensable de recourir à bref délai à une dissolution. Si M. Tardieu n'a pas réalisé une plus ample concentration, la faute ne lui en incombe pas ; il a du moins réussi une large union des républicains. Les radicaux-socialistes avaient espéré que M. Tardieu renoncerait à la mission que lui avait confiée le Président de la République. C'était mal le connaître. Le 2 mars, le « second cabinet Tardieu » était constitué dans d'excellentes conditions.

Le nouveau cabinet garde la plupart des anciens collaborateurs

de M. Tardieu : pour des raisons de groupe, M. Leygues cède la place, à la Marine, où il sera très regretté, à M. Jacques-Louis Dumesnil. M. Hennessy à M. Fernand David à l'Agriculture. M. Champetier de Ribes devient ministre des Pensions, M. Raoul Péret garde des sceaux. M. Germain-Martin, ministre du Budget, partage, en cette qualité, la lourde charge des finances avec M. Paul Reynaud, dont l'esprit d'initiative et de décision va trouver l'occasion de s'employer, et avec deux sous-secrétaires d'État, l'un et l'autre très compétents, M. Baréty et M. Petsche. M. Pierre Laval remplace au Travail M. Loucheur, dont la dernière crise rendait la présence incompatible avec celle de M. Tardieu. Par une heureuse innovation, M. François-Poncet, comme sous-secrétaire d'État rattaché à la présidence du Conseil, reçoit la mission de coordonner tout ce qui a rapport à l'Économie nationale, particulièrement en ce qui concerne la lutte contre la vie chère. Il est remplacé aux Beaux-Arts par M. Eugène Lautier.

La déclaration ministérielle, avec laquelle le gouvernement s'est présenté le 5 mars devant les Chambres, porte la marque de son auteur : simple et nette. M. Tardieu se continue lui-même et les hommes, quels qu'ils soient, qui assument en ce moment les responsabilités du pouvoir se trouvent en présence d'affaires urgentes auxquelles il faut faire face et pour lesquelles les solutions sont indiquées par les intérêts les plus clairs du pays. « L'évidence des devoirs à remplir réalise, pour les tâches immédiates, à défaut de l'unité des hommes, l'unité des programmes. » D'abord, achever les négociations internationales relatives à la réduction des armements navals, à la mise en vigueur du plan Young et à la trêve douanière ; en même temps voter rapidement le budget qui devrait être au Sénat depuis le 1^{er} mars et qui, en tout cas, doit être terminé pour le 1^{er} avril. Ce n'est pas au cours d'une discussion forcément écourtée par suite de la crise que la réforme financière dont tous les partis admettent la pressante nécessité pourra être étudiée avec l'attention qu'elle mérite ; on l'abordera aussitôt après le budget.

« Le problème financier résume et domine les autres. » Il se présente sous deux aspects : maintenir et continuer la politique d'équilibre budgétaire et d'amortissement qui a sauvé la France ; stimuler les énergies laborieuses de la nation, « au moment où une crise mondiale de surproduction, dont témoigne la baisse des matières premières, exerce son inévitable répercussion sur l'économie française ». Donc, plan d'équipement national, dégrèvements calculés

de manière à alléger les charges de la production, meilleur aménagement de la fiscalité : tel est le programme, « La nation a accepté bravement, pour son salut, en 1926, une lourde charge exceptionnelle. Elle a le droit, en 1930, résolue à sauvegarder le résultat, de reviser les moyens. »

C'est précisément parce que ce programme, où la politique est reléguée au second plan, est celui de la raison même et ne pourrait varier que dans les nuances et les modalités, tant les circonstances l'imposent impérieusement à tout homme de bon sens, que la déclaration ministérielle a été accueillie à la Chambre par un « chahut » organisé, tel que les annales parlementaires n'en relatent heureusement que de rares exemples. Quel dommage que le pays, si sain et raisonnable, ne puisse assister à ces débordements de haine et de violence ! Il verrait combien, au gré de certains partis, ses intérêts comptent peu en regard des passions qui fermentent dans l'atmosphère parlementaire. Le centre et la droite ont écouté silencieusement, le 25 février, la déclaration et les explications de M. Camille Chautemps ; les socialistes et les radicaux-socialistes n'ont pas, le 5 mars, agi envers M. Tardieu avec la même correction. Ils en sont restés d'ailleurs les mauvais marchands, car leurs fureurs ne pouvaient que renforcer la majorité qui a approuvé les déclarations du gouvernement par 316 voix contre 263, soit 53 voix de majorité. C'est plus qu'il n'en faut pour gouverner longtemps, si la majorité sait se discipliner elle-même. Les événements de ces derniers jours, le tort qu'ils ont fait au bon renom et aux intérêts de notre pays seront, il faut l'espérer, pour certains députés dont les susceptibilités sont parfois trop aiguës, matière à réflexions utiles : il est impossible, quand on est au pouvoir, de se comporter comme dans l'opposition ; il faut savoir accepter, quand les chefs le demandent, les sacrifices nécessaires. Que l'on se rappelle comment Jaurès a fait vivre et imposé au pays, durant deux années, la dictature de M. Combes.

Le parti radical-socialiste s'enfonce dans son erreur, jouant le tout pour le tout, en attendant les élections de 1932, dont il va méthodiquement préparer le succès. L'intervention de M. Herriot, dans la séance du 5 mars, ses déclarations intransigeantes reprises le lendemain par la presse, accentuent plus que jamais la coupure politique qui divise le Parlement. « Il y a d'un côté les blancs, et de l'autre, il y a ceux qu'on appelle, suivant les régions, les bleus ou les rouges... Nous pensons qu'aujourd'hui nous sommes arrivés

à la césure... Nous sommes reconnaissants à M. le président du Conseil d'avoir, dans les événements qui se sont passés depuis huit ou dix jours, aidé largement à reconstituer ce que nous persisterons à appeler la grande famille républicaine... Pour nous, ce scrutin sera décisif. » La « grande famille républicaine », c'est, naturellement, le Cartel M. Tardieu et les 316 députés qui ont voté pour lui ne font pas partie de la famille ; à peine quelques-uns pourraient-ils y figurer, par indulgence, à titre de parents pauvres. Ainsi les radicaux-socialistes ont pris position et s'obstinent à tenter la résurrection du Cartel ; ils repoussent toute entente avec les autres partis.

Est-ce donc là la physionomie vraie du pays ? En dehors du milieu spécial de ces comités politiques qui, dans les villes et les bourgs de France, forment la solide et enveloppante armature de la domination radicale et qui constituent, au sens spécial où M. Herriot et ses amis emploient le mot, « les républicains », qui donc se passionne pour les catégories périmées où se complait la politique radicale ? Depuis la séparation des Églises et de l'État, il est devenu impossible de galvaniser le vieil anticléricalisme dont vivait la politique radicale, et qu'elle regrette comme un paradis perdu. Alors le radicalisme-socialiste cherche en vain son programme et se plaint qu'on le lui ait subtilisé. S'il se tourne vers les socialistes, il lui faut abdiquer ou ne rester au pouvoir que par la condescendance hautaine de ces alliés exigeants : c'est le triste sort de M. Herriot à la mairie de Lyon. S'il se tourne vers la masse des hommes de bonne volonté pour qui les vieilles questions auxquelles se plaisait la politique d'avant-guerre ne se posent plus et qui cherchent simplement à donner au pays le gouvernement stable et réparateur dont il a tant besoin, il s'aperçoit que ce qu'il y avait de pratiquement démocratique dans son programme, ceux qu'il persiste à considérer comme ses adversaires se le sont approprié et le réalisent. Alors, désarmés, désespérés de ne plus détenir le pouvoir, les radicaux se hâtent de repeindre les vieilles étiquettes. Vaine tentative ! Le pays ne demande qu'à travailler en pleine tranquillité : prospérité, hauts salaires, législation sociale protectrice, la paix dans la sécurité, nouvelles sources de richesse dans les colonies, voilà la vraie politique, celle que comprennent les générations nouvelles. Le lendemain de la séance tumultueuse du 5 mars, on lisait dans tous les journaux, sur des colonnes parallèles, d'une part le débordement de violences inutiles au Parlement, de l'autre les terribles ravages

produits par ces rivières, d'ordinaire si paisibles, qui descendent du plateau central vers les riches plaines de la Garonne et de l'Aude ; d'un côté les paroles vaines qui blessent, de l'autre l'effort héroïque de toutes les bonnes volontés pour lutter contre le fléau, sauver des vies humaines, réparer le désastre. La vraie politique, la voilà ; c'est celle qui unit et qui coordonne, qui sauve et qui guérit ; les peuples meurent de mauvaise politique et vivent de bonne administration. Voilà ce que la France attend de M. Tardieu.

M. Schober, chancelier d'Autriche, qui a eu l'énergie de faire aboutir l'indispensable réforme de la constitution, a, ces temps derniers, beaucoup voyagé dans l'intérêt de son pays et il n'est pas au bout de ses pérégrinations. Il a d'abord participé à la Conférence de La Haye où il a obtenu le désistement des Puissances créancières de l'Autriche au titre des réparations et la libération financière de son pays sans aucune charge compensatrice nouvelle (1). Le gouvernement italien s'est longtemps opposé à ce qu'un emprunt de relèvement économique fût accordé à l'Autriche ; il y mettait du moins cette condition que le chancelier vint le demander lui-même à Rome. M. Schober accepta seulement de faire à Rome une visite de remerciement après qu'il aurait obtenu satisfaction. Ses entretiens avec M. Mussolini ont abouti à la signature d'un traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage, analogue aux accords du même genre déjà conclus par l'Autriche, et à un décret d'amnistie en faveur des Tyroliens de langue allemande emprisonnés ou déportés pour leur opposition à la politique fasciste d'italianisation dans les vallées du Haut-Adige. Cet acte de clémence a été accueilli avec satisfaction à Vienne où tout ce qui touche au Tyrol du sud est resté particulièrement douloureux. Sur la route du retour, le chancelier, afin que son voyage à Rome ne pût donner lieu, en Yougoslavie, à de fausses interprétations, est allé inaugurer, de concert avec les autorités du pays, le pont de Radkersburg, sur la Mur, frontière des deux États. Il est enfin revenu à Vienne pour y recevoir le ministre hongrois de l'Instruction publique. Dans la dernière semaine de février, le Conseil national a discuté et ratifié, en même temps, le traité d'amitié et d'arbitrage austro-italien et les accords de La Haye. Les députés social-démocrates ont voté les deux textes. L'un d'eux, M. Ellenbogen, a déclaré : « Ce vote ne nous est possible que parce que le

(1) Voyez un article de M. Marcel Dunan dans l'intéressante revue hebdomadaire *l'Europe centrale*, publiée en français à Prague.

traité avec l'Italie ne signifie aucunement l'entrée de l'Autriche dans une combinaison réactionnaire dirigée par l'Italie. Cette entrée dans l'entente italo-hongroise serait contraire aux intérêts et aux sentiments du peuple autrichien. »

En revenant de Rome, M. Schober est allé à Berlin. Il y a été, naturellement, l'objet d'un accueil d'autant plus chaleureux que, depuis plusieurs années, ses prédécesseurs avaient évité le voyage officiel en Allemagne. Il est intéressant, ici, de prendre garde aux nuances. Il s'agissait avant tout de faire aboutir le traité de commerce austro-allemand qui est resté, depuis quatre ans, en suspens, si bien que la balance commerciale de l'Autriche avec l'Allemagne est en déficit de 340 millions de schillings. Il semble que, sur ce terrain, M. Schober ait obtenu certaines satisfactions substantielles. Le langage, des deux côtés, est resté modéré et prudent ; les amplifications sur le thème de la communauté de langue et de culture sont restées dans les généralités : « Nous avons confiance, a dit le chancelier Müller, que nos frères Autrichiens seront toujours nos compagnons de route. » A quoi le chancelier Schober répondit : « Je suis convaincu que nos deux gouvernements réussiront à conduire le peuple allemand vers un avenir meilleur et plus heureux. » Ainsi, comme le disait, lui aussi, Mgr Seipel, il n'y a qu'un peuple allemand, mais deux gouvernements, deux États. Tel est le véritable caractère du voyage à Berlin du chancelier d'Autriche. Sa prochaine venue à Paris et à Londres achèvera d'en préciser et d'en limiter la portée.

La presse allemande, la presse pangermaniste d'Autriche et la presse italienne ont cherché à dénaturer le sens réel de ces déplacements officiels. En Allemagne, on s'en félicite comme d'une nouvelle étape vers l'Anschluss, et on espère que le traité de commerce sera un acheminement vers l'union douanière. Mais le rapprochement austro-italien n'a pas laissé que d'intriguer et d'alarmer l'opinion : on s'est demandé avec inquiétude pourquoi le gouvernement de Vienne paraissait renoncer à soutenir la cause des populations de langue allemande du Tyrol du sud. En Italie, on se plaît à représenter le chancelier Schober comme une sorte d'honnête courtier chargé de préparer une entente entre l'Allemagne et l'Italie, en passant par Vienne et Budapest. « Le succès du chancelier Schober à Rome, écrit un journal viennois (*Neues Wiener Journal*), a été un succès pour tous les Allemands ; l'Autriche a apporté à la communauté allemande tout entière la dot de son voyage de,

noces en Italie. » Que la politique italienne cherche à réaliser une sorte de quadruple entente avec l'Autriche, la Hongrie et l'Allemagne, ou du moins cherche à le faire croire, c'est la conséquence naturelle du traité d'alliance avec la Hongrie. Il s'agit d'imposer, dans toute l'Europe centrale et orientale, la prépondérance italienne, et d'isoler la Yougoslavie.

On laisse entrevoir (M. Piazza dans la *Stampa* du 23 février) que le consentement de Rome à l'Anschluss et à la ruine du traité de Versailles pourrait être le prix d'un rapprochement intime entre l'Allemagne et l'Italie. La France est accusée de tendre à l'hégémonie et de s'opposer au libre développement de nations jeunes et pleines de vie. C'est la thèse que développe la *Stampa* du 27 février. Ces nations sont l'Italie, l'Allemagne, la Russie, la Hongrie. Le voyage de M. Schober montre que « dans les deux républiques allemandes et en Italie, on a maintenant une conscience nette de la communauté des intérêts, que les idées directrices sont les mêmes dans les trois pays et les volontés concordantes ».

Un ordre nouveau se prépare donc en Europe centrale dans lequel l'Italie tiendrait la première place. « On ne peut rien construire sur des bases aussi totalement fausses que celles du traité de Versailles qui ne reconnaît pas à un grand peuple son droit à la vie et prétend imposer à l'Italie et à d'autres nations l'obligation de demeurer dans une situation qu'elles ont en fait dépassée. » Le *Giornale d'Italia* du 28 février affirme que la France a créé « un système d'encerclement de l'Italie ». On croit rêver! Ce sont là pourtant des indications qu'il serait imprudent de négliger. L'Italie cherche à se mettre à la tête des puissances qui préparent la destruction des traités de 1919. Il n'est pas certain qu'elle réussisse à gagner, par là, la confiance de l'Allemagne, mais il est assuré qu'elle inquiète l'Europe et menace la paix.

RENÉ PINON.

ne
le.
ce
er,
ce

ue
de
tre
nie
nes
ces
age
des
nté
ois

ans
ien
du
son
bli-
fait
nce
Ce
rer.
ent
us-
est